

Perspectives à moyen terme pour les produits agricoles

PROJECTIONS VERS L'AN 2010

TABLE DES MATIÈRES

TABLEAUX ET GRAPHIQUES	v
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	viii
AVANT-PROPOS	ix
PARTIE I – APERÇU GÉNÉRAL DES PRINCIPALES CONCLUSIONS, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	1
1. Traits saillants.....	1
2. Aperçu des perspectives à moyen terme: scénario de base et autres scénarios.....	2
Hypothèses en ce qui concerne la population et le revenu	2
Tendances passées et perspectives des politiques agricoles	3
La projection de base: Augmentation de la production et de la demande de denrées agricoles et principaux problèmes commerciaux.....	4
Autres scénarios pour les produits alimentaires de base.....	7
3. Perspectives d'amélioration de la sécurité alimentaire pour la plupart des pays qui vivent dans l'insécurité alimentaire	15
Introduction.....	15
Conjoncture sur les marchés.....	15
Faible croissance économique	15
Disponibilités alimentaires	16
Consommation alimentaire	16
Scénario d'une augmentation plus marquée du revenu	16
PARTIE II – PERSPECTIVES À MOYEN TERME POUR LES PRINCIPAUX MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES	19
1. Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale.....	19
Céréales.....	19
Blé.....	24
Riz.....	30
Céréales secondaires	35
Graines oléagineuses, huiles et farines oléagineuses	42
Cultures oléagineuses.....	42
Huiles et graisses.....	42
Farines oléagineuses	47
2. Produits de l'élevage.....	52
Viande.....	52
Lait et produits laitiers	55
3. Sucre, boissons et fruits tropicaux.....	65
Sucre	65
Café.....	73
Cacao	79
Thé.....	86
Bananes.....	91
Agrumes.....	101
Oranges	101
Mandarines.....	104
Citrons et limes	104
Pamplemousses	105
Fruits tropicaux.....	120
4. Matières premières agricoles	129
Caoutchouc naturel	129
Coton.....	137
Jute, kénaf et fibres apparentées	145

Fibres dures.....	154
Sisal et henequen.....	154
Abaca	155
Fibre de coco.....	156
Fibres dures: problèmes et incertitudes.....	157
Cuir et peaux	162
Tabac.....	168
ANNEXE 1 – RÉSUMÉ DE LA MÉTHODOLOGIE ET DES PRINCIPALES	
HYPOTHÈSES.....	175
ANNEXE 2 – SPÉCIFICATIONS DU MODÈLE ALIMENTAIRE MONDIAL.....	182
ANNEXE 3. BIBLIOGRAPHIE	193

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

	Page
Tableau 1.2 - Monde: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce.....	11
Tableau 1.3 - Pays en développement: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce	12
Tableau 1.4 - Pays en transition: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce	13
Tableau 1.5 - Pays industrialisés: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce	14
Graphique 8. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Composition du régime alimentaire en termes d'apport calorique par groupes de produits sélectionnés (moyenne 1998/2000).....	16
Graphique 9. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Consommation effective et demande projetée, par groupes de produits sélectionnés	16
Tableau 1.6 - Profil et projections de la consommation pour la plupart des pays touchés par l'insécurité alimentaire	18
Tableau 2.1 - Projections de la production pour l'ensemble des céréales	21
Tableau 2.2 - Projections de l'utilisation pour l'ensemble des céréales	22
Tableau 2.3 - Projections du commerce pour l'ensemble des céréales.....	23
Tableau 2.4 - Blé: projections de la production	27
Tableau 2.5 - Blé: projections de l'utilisation.....	28
Tableau 2.6 - Blé: projections du commerce.....	29
Tableau 2.7 - Riz: projections de la production	32
Tableau 2.8 - Riz (équivalent usiné): projections de l'utilisation	33
Tableau 2.9 - Riz (équivalent usiné): projections du commerce	34
Tableau 2.10 - Céréales secondaires: projections de la production	39
Tableau 2.11 - Céréales secondaires: projections de l'utilisation.....	40
Tableau 2.12 - Céréales secondaires: projections du commerce.....	41
Tableau 2.13 - Huiles et graisses: projections de la production et de la consommation.....	45
Tableau 2.14 - Huiles et graisses: projections du commerce	46
Tableau 2.15 - Farines oléagineuses: projections de la production et de la consommation	50
Tableau 2.16 - Farines oléagineuses: Projections du commerce	51
Tableau 2.17 - Viande (total): projections pour 2010	59
Tableau 2.18 - Viande de boeuf: projections pour 2010.....	60
Tableau 2.19 - Viande d'ovins et de caprins: projections pour 2010	61
Tableau 2.20 - Viande de porc: projections pour 2010	62
Tableau 2.21 - Viande de volaille: projections pour 2010	63
Tableau 2.22 - Produits laitiers: projections pour 2010	64
Tableau 2.23 - Sucre: production effective et projetée	70
Tableau 2.24 - Sucre: consommation effective et projetée	71
Tableau 2.25 - Sucre: commerce effectif et projeté	72
Tableau 2.26 - Café: production effective et projetée.....	76
Tableau 2.27 - Café: consommation effective et projetée.....	77
Tableau 2.28 - Café: commerce international effectif et projeté.....	78
Tableau 2.29 - Cacao: production effective et projetée	83
Tableau 2.30 - Cacao: consommation effective et projetée	84
Tableau 2.31 - Cacao: commerce international effectif et projeté	85
Tableau 2.32 - Thé noir: production effective et projetée.....	89
Tableau 2.33 - Thé noir: exportations effectives et projetées	89
Tableau 2.34 - Thé noir: consommation effective et projetée.....	90
Tableau 2.35 - Thé vert: production et exportations effectives et projetées	90
Tableau 2.36 - Bananes: exportations effectives et projetées	99

Tableau 2.37 -	Bananes: importations.....	100
Tableau 2.38 -	Total agrumes: production effective et projetée	108
Tableau 2.39 -	Oranges: production effective et projetée	108
Tableau 2.40 -	Mandarines: production effective et projetée.....	109
Tableau 2.41 -	Citrons et limes: production effective et projetée	109
Tableau 2.42 -	Pamplemousse: production effective et projetée	110
Tableau 2.43 -	Total agrumes frais: consommation effective et demande projetée.....	111
Tableau 2.44 -	Total agrumes traités: consommation effective et demande projetée	111
Tableau 2.45 -	Oranges fraîches: consommation effective et demande projetée	112
Table 2.46 -	Oranges traitées: consommation effective et demande projetée	112
Tableau 2.47 -	Mandarines fraîches: consommation effective et demande projetée	113
Tableau 2.48 -	Mandarines traitées: consommation effective et demande projetée	113
Tableau 2.49 -	Citrons et limes: consommation effective et demande projetée.....	114
Tableau 2.50 -	Citrons et limes traités: consommation effective et demande projetée.....	114
Tableau 2.51 -	Pamplemousses frais: consommation effective et demande projetée	115
Tableau 2.52 -	Pamplemousses traités: consommation effective et demande projetée.....	115
Tableau 2.53 -	Total agrumes frais: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	116
Tableau 2.54 -	Total agrumes traités: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	116
Tableau 2.55 -	Oranges fraîches: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	117
Tableau 2.56 -	Oranges traitées: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	117
Tableau 2.57 -	Mandarines fraîches: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	118
Tableau 2.58 -	Citrons et limes frais: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	118
Tableau 2.59 -	Citrons et limes traités: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	119
Tableau 2.60 -	Pamplemousses frais: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	119
Tableau 2.61 -	Pamplemousses traités: commerce international, disponibilités projetées à l'exportation et besoins d'importations.....	119
Tableau 2.62 -	Fruits tropicaux: production effective et projetée	125
Tableau 2.62 (suite) -	Fruits tropicaux: production effective et projetée.....	126
Tableau 2.63 -	Fruits tropicaux: importations effectives et projetées	127
Tableau 2.63 (suite) -	Fruits tropicaux: importations effectives et projetées.....	128
Tableau 2.64 -	Caoutchouc naturel: production effective et projetée	133
Tableau 2.65 -	Caoutchouc naturel: consommation effective et projetée	134
Tableau 2.66 -	Caoutchouc naturel: exportations effectives et projetées des pays producteurs	135
Tableau 2.67 -	Caoutchouc naturel: importations effectives et projetées	136
Tableau 2.68 -	Coton brut: production effective et projetée	141
Tableau 2.69 -	Coton: consommation effective et projetée des cotonneries.....	142
Tableau 2.70 -	Coton brut: exportations effectives et projetées.....	143
Tableau 2.71 -	Coton brut: importations effectives et projetées	144
Tableau 2.72 -	Jute: superficie plantée et production de fibre effective et projetée.....	150
Tableau 2.73 -	Jute: consommation apparente, effective et projetée	151
Tableau 2.74 -	Inde: exportations de produits diversifiés à base de jute.....	152
Tableau 2.75 -	Jute: importations nettes, effectives et projetées.....	153
Tableau 2.76 -	Jute: exportations nettes, effectives et projetées	153
Tableau 2.77 -	Fibres dures: production effective et projetée.....	158
Tableau 2.78 -	Fibres dures: exportations mondiales effectives et projetées.....	159
Tableau 2.79 -	Fibres dures: importations mondiales effectives et projetées	160
Tableau 2.80 -	Fibres dures: consommation mondiale apparente effective et projetée	161

Tableau 2.81. Peaux de bovins: production effective et projetée.....	165
Tableau 2.82. Peaux de bovins: consommation effective et projetée.....	165
Tableau 2.83. Peaux de bovins: commerce net effectif et projeté.....	166
Tableau 2.84. Peaux d'ovins et de caprins: production effective et projetée.....	166
Tableau 2.85. Peaux d'ovins et de caprins: consommation effective et projetée.....	167
Tableau 2.86. Peaux d'ovins et de caprins: commerce effectif et projeté.....	167
Tableau 2.87. Feuilles de tabac, production effective et projetée.....	170
Tableau 2.88. Feuilles de tabac: consommation effective et projetée.....	171
Tableau 2.89. Feuilles de tabac: exportations effectives et projetées (en poids sec).....	172
Tableau 2.90. Feuilles de tabac: importations effectives et projetées (en poids sec).....	173
Graphique 1. Croissance de la production agricole mondiale, par groupes de produits sélectionnés.....	4
Graphique 2. Croissance passée et projetée de la production agricole, par régions économiques.....	5
Graphique 3. Augmentation passée et projetée de la demande de produits agricoles, par régions économiques.....	6
Graphique 4. Céréales: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990).....	6
Graphique 5. Graines oléagineuses et sucre: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990).....	7
Graphique 6. Boissons tropicales: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990).....	7
Graphique 7. Céréales: prix sur les marchés mondiaux passés et projetés (en dollars constants de 1990).....	8
Graphique 8. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Composition du régime alimentaire en termes d'apport calorique par groupes de produits sélectionnés (moyenne 1998/2000).....	16
Graphique 9. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Consommation effective et demande projetée, par groupes de produits sélectionnés.....	16

REMERCIEMENTS

Les projections pour 2010 ont été préparées par la Division des produits et du commerce international, et en particulier le Service des denrées alimentaires de base (ESCB), le Service des matières premières et des produits tropicaux et horticoles (ESCR) et le Service des politiques et des projections concernant les produits (ESCP). La Division tient à remercier spécialement Maurizio di Nigris, consultant, qui a aidé à collationner les informations.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACP	pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ANALE	Accord nord-américain de libre-échange
ASDI	Agence suédoise pour le développement international
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'États indépendants
ESB	encéphalopathie spongiforme bovine
FMI	Fonds monétaire international
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	organismes génétiquement modifiés
OMC	Organisation mondiale du commerce
PAC	politique agricole commune
PDINPA	pays en développement importateurs nets de produits alimentaires
PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNB	produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SPS	normes sanitaires et phytosanitaires
TSA	Tout sauf les armes
USDA	Ministère de l'agriculture des États-Unis
VIH/Sida	virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise

AVANT-PROPOS

La FAO établit régulièrement des projections de la production, de la demande et du commerce de tous les principaux produits agricoles pour presque tous les pays du monde afin d'analyser les politiques à moyen terme et d'évaluer les problèmes que risque de soulever à l'avenir la sécurité alimentaire.

Ces projections constituent une contribution importante aux études prospectives de la FAO sur les produits en général, pour des études mondiales comme L'agriculture mondiale: Horizon 2015/2030 et comme outil de référence pour les consultations relatives aux divers produits. En dehors de la FAO, les projections sont utilisées par les services nationaux de planification, les instituts internationaux de recherche, les responsables de projet et les autres organisations et entreprises qui ont besoin d'un cadre de référence mondial en vue de la formulation des politiques nationales touchant les produits agricoles ainsi que des stratégies d'investissement. La spécificité des projections de la FAO tient au fait qu'elle offre des informations détaillées, par produit et par pays, sur la production, la consommation et le commerce qu'il n'est généralement pas possible de se procurer ailleurs.

Ce rapport comporte une série de projections par produit reflétant un scénario "central" ou "de base". Le scénario central est fondé sur un certain nombre d'hypothèses touchant la conjoncture économique et les tendances démographiques prévisibles pour 2010, le maintien des tendances passées touchant la rapidité du progrès technologique, des politiques agricoles inchangées par rapport à ce qu'elles sont actuellement et des conditions météorologiques normales. Le rapport contient également une analyse d'autres scénarios fondés sur une production plus faible ou plus élevée de produits alimentaires de base sélectionnés dans les pays de l'OCDE et dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier respectivement.

Il y a lieu de souligner que ce rapport présente des projections et non des prévisions. Les projections reflètent ce que pourrait être la situation à la fin de la décennie en cours sur la base d'une série d'hypothèses et de circonstances spécifiques touchant la conjoncture macroéconomique, l'évolution démographique et la production de différentes denrées agricoles, éléments qui sont tous entourés d'incertitudes.

La Partie I présente un aperçu général des résultats des projections et des principaux problèmes qui devraient retenir l'attention de la communauté internationale à la lumière des perspectives mondiales des produits agricoles pour 2010, particulièrement dans des domaines comme le commerce international, la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle dans les pays en développement, et en particulier dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier.

La Partie II contient un résumé des projections et une analyse des principaux problèmes de politique générale. Elle contient des projections concernant les produits alimentaires de base, les cultures destinées à l'alimentation des animaux, l'élevage, les boissons tropicales et les fruits et matières premières agricoles sélectionnés par pays et par région.

L'annexe I contient un résumé de l'approche méthodologique suivie ainsi que des principales hypothèses démographiques et macroéconomiques. L'on trouvera à l'annexe 2 une description du Modèle alimentaire mondial de la FAO ainsi que de ses spécifications. L'annexe 3, enfin, contient un certain nombre de références bibliographiques.

Le présent document est le premier d'une nouvelle série intitulée "Études techniques de la FAO sur les produits et le commerce international" qui comprendra des études techniques et analyses élaborées par la Division des produits et du commerce international de la FAO.

Alexander Sarris
Directeur
Division des produits et du commerce
international de la FAO

PARTIE I – APERÇU GÉNÉRAL DES PRINCIPALES CONCLUSIONS, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1. Traits saillants

- Selon les projections, l'accroissement de la production et de la demande mondiale des principaux produits agricoles devrait être d'environ 1,6 pour cent par an en moyenne, soit 0,3 pour cent par habitant pendant la période s'étendant jusqu'à 2010. Ce chiffre est inférieur à la croissance globale et par habitant enregistrée pendant les années 90. Ce ralentissement de la demande mondiale est imputable notamment à la réduction de l'accroissement démographique, aux niveaux élevés de la consommation actuelle et à la saturation fréquente des marchés des pays développés et, dans le cas de certaines matières premières agricoles, à la concurrence accrue provenant des matières synthétiques.
- Dans les pays en développement, la production et la consommation globales des principaux produits agricoles devraient s'accroître à un rythme de 2,0 pour cent par an, soit bien moins que le chiffre de 3,2 pour cent des années 90. Par habitant, la production et la consommation devraient néanmoins augmenter en moyenne de 0,4 pour cent par an du fait du ralentissement projeté de l'accroissement démographique.
- L'augmentation du commerce mondial de produits agricoles, si robuste pendant les années 90, devrait se modérer pendant la période couverte par les projections en dépit des effets bénéfiques des réformes. Le ralentissement que reflètent les dernières projections est imputable à la nette décélération de la croissance prévue pour les graisses, huiles, farines oléagineuses, viandes, fruits, boissons tropicales et la plupart des matières premières agricoles. Toutefois, il se peut que, dans une certaine mesure, d'autres secteurs de croissance non couverts dans l'étude, en particulier les produits alimentaires traités, compensent cette lenteur relative de l'accroissement des débouchés pour les principaux produits agricoles.
- Selon les projections, la position nette des pays en développement en matière de commerce de produits agricoles se dégradera sans doute. Le volume des exportations devrait augmenter, de même que les recettes d'exportation en termes réels, mais cette augmentation devrait être compensée en partie, sinon intégralement, par l'accroissement démographique et l'augmentation concomitante des besoins d'importation.
- Particulièrement préoccupante est l'augmentation prévue, en prix constants, des importations nettes de produits alimentaires des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), qui rend d'autant plus urgente la nécessité d'encourager l'accroissement de leurs capacités de production vivrière. Les groupes de pays les moins avancés et de pays en développement importateurs nets de denrées alimentaires auxquels s'applique la Décision de Marrakech se trouvent dans une situation semblable.
- La diminution à long terme des prix réels de l'ensemble des produits agricoles par rapport à ceux des autres grands secteurs économiques pendant la période qui s'est écoulée entre 1970 et 2002 a été en moyenne de quelque 2 pour cent par an. Pendant la période couverte par les projections, les cours en termes réels sur les marchés mondiaux, qui ont récemment été inférieurs à leurs tendances à long terme, devraient à nouveau se rapprocher de ces dernières.
- Une poursuite de la réforme des politiques agricoles contribuerait à accroître les débouchés mondiaux pour les produits de l'agriculture. Le soutien de l'agriculture dans les régions industrialisées demeure élevé et les négociations multilatérales entamées sous l'égide de l'OMC dans le cadre de l'Ordre du jour de Doha pour le

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

développement n'en sont encore qu'à leurs tous premiers stades.

- Les projections "de base" permettent de penser que, d'ici à 2010, la plupart des marchés seront caractérisés par une situation proche de l'équilibre, mais d'un équilibre instable. De mauvaises récoltes, aux échelons tant mondial que régional, sont une menace toujours présente et le rôle d'amortisseur joué par les stocks tendra à diminuer pour la plupart des produits.
- Le scénario concernant la production de denrées alimentaires de base sélectionnées dans les pays de l'OCDE, qui devrait être faible, porte à conclure que le déficit prévisible ne sera pas compensé intégralement par une augmentation équivalente de la production dans les pays en développement. Une hausse des prix devrait se traduire par une réduction de la consommation ainsi que des importations.
- Il ressort d'un autre scénario fondé sur une forte production de ces produits dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) que le surcroît de production ne contribuerait guère à améliorer la situation alimentaire dans ces pays. En fait, la consommation de produits destinés à la consommation aussi bien de l'homme que des animaux ne devrait augmenter que très légèrement par rapport aux projections du scénario de base. Toutefois, leurs importations nettes de denrées alimentaires seraient un peu moindres.
- En ce qui concerne les marchés des céréales, les stocks par rapport à l'utilisation devraient demeurer inférieurs à leurs précédentes moyennes à long terme, spécialement du fait des réformes introduites dans de nombreux pays. Cela signifie également qu'à court terme, le risque de hausse des prix peut être plus prononcé que par le passé.
- Pour les pays qui sont le plus touchés par l'insécurité alimentaire, il est peu probable que les perspectives futures s'améliorent nettement par rapport à la situation actuelle pour ce qui est de l'apport calorique. Les prix sur les marchés encourageront sans

doute une consommation accrue mais d'autres facteurs risquent d'avoir un impact négatif sur la sécurité alimentaire de ces pays, notamment la persistance d'une vive concurrence pour la plupart des produits en vrac qui sont à l'origine d'une bonne part des recettes d'exportations ainsi que des revenus agricoles et ruraux, une diminution de la production vivrière nationale par habitant et une croissance économique nationale qui restera lente, voire modeste, dans le meilleur des cas. Ensemble, ces facteurs ralentiront sans doute les progrès accomplis sur la voie d'une réduction de la sous-alimentation dans ces pays. Même une expansion économique plus rapide ne permettrait guère d'atténuer vraiment le problème de la faim dans une perspective à court ou moyen terme.

2. Aperçu des perspectives à moyen terme: scénario de base et autres scénarios

Cette section récapitule les principales conclusions touchant les projections de base d'ici à 2010 et deux autres scénarios touchant la production de denrées alimentaires de base dans les pays de l'OCDE et les PFRDV. Elle commence par un examen des principales hypothèses qui sous-tendent le scénario de base ainsi que des tendances des éléments fondamentaux sur les marchés et des réformes récentes des politiques agricoles.

Hypothèses en ce qui concerne la population et le revenu

Il existe une corrélation très étroite entre la demande mondiale de beaucoup de produits et la croissance économique et l'accroissement démographique et, spécialement dans les pays en développement, avec l'exode rural. Les projections concernant les produits d'ici à 2010 sont fondées sur le scénario moyen de l'Organisation des Nations Unies, selon lequel la population mondiale devrait s'accroître de 1,3 pour cent par an pendant la période comprise entre 1998–2000 et 2010, soit moins que l'accroissement de 1,5 pour cent par an enregistré pendant la décennie précédente. L'accroissement démographique devrait se ralentir pour tomber à 1,6 pour cent par an dans les pays en développement, à 0,3 pour cent par an dans les pays développés et à

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

0,04 pour cent dans les pays en transition. Environ 97 pour cent de l'accroissement de la population mondiale sera imputable aux pays en développement (tableau 1.1).

Les hypothèses concernant l'évolution du produit intérieur brut (PIB) sont fondées sur les projections de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le PIB mondial total devrait s'accroître de 2,9 pour cent par an, soit un peu plus que le chiffre de 2,4 pour cent enregistré pendant les dix années précédentes. Le PIB mondial par habitant devrait augmenter de 1,7 pour cent par an, contre 0,9 pour cent au cours des dix années écoulées. L'accroissement escompté du PIB mondial dépendra essentiellement de la persistance de la reprise projetée dans les pays en transition, où le taux de croissance pourra atteindre 4,5 pour cent par an. Dans les pays en développement, le PIB total devrait s'accroître de 4,6 pour cent par an, soit 3,0 pour cent par habitant.

Tendances passées et perspectives des politiques agricoles

Il ressort d'une analyse des tendances passées que la progression de la productivité de l'agriculture mondiale a jusqu'à présent été suffisante pour que la demande effective puisse être satisfaite. Au cours des trois décennies écoulées, la production agricole mondiale a augmenté plus rapidement que la population. L'amélioration de la productivité due à l'utilisation de nouvelles technologies dans beaucoup de pays industrialisés est en partie à l'origine de la baisse à long terme des prix réels des produits. Dans la pratique, l'agriculture mondiale a opéré dans un environnement où la demande effective a été limitée par plusieurs facteurs. En fait, malgré le développement de l'agriculture, des centaines de millions d'êtres humains n'ont pas assez à manger.

Du côté de la demande mondiale, les limites ont été imputables essentiellement à trois facteurs: i) le ralentissement de l'accroissement démographique enregistré depuis le début des années 60; ii) la saturation de la consommation alimentaire par habitant pour une proportion croissante de la population mondiale; et iii) la difficulté qu'il y a eu à améliorer la consommation pour ceux qui étaient trop pauvres pour acheter des aliments ou qui

n'avaient pas assez de ressources pour en produire eux-mêmes.

Les deux premiers de ces éléments continueront de prédominer à l'avenir, et leur impact se reflétera dans une augmentation de la demande plus lente que par le passé et, indirectement, de la production aussi. Le troisième facteur continuera de même à jouer un rôle majeur étant donné qu'il ressort des perspectives économiques en général que la faiblesse des revenus et la pauvreté demeureront généralisées à l'avenir. De ce fait, pour une proportion assez importante de la population mondiale, la demande potentielle ne se traduira pas automatiquement par une demande effective (voir également la section 3 ci-dessous). Ainsi, le ralentissement que font apparaître les tendances passées de la demande mondiale persistera vraisemblablement, si tant est qu'il ne s'accroisse pas encore à l'avenir.

Du côté de la production, rien ne garantit que l'augmentation rapide de la productivité et l'utilisation extensive des terres qui ont caractérisé le passé se poursuivront. En ce qui concerne les ressources naturelles nécessaires pour la production vivrière et agricole, l'on constate déjà la disparition de terres agricoles, le manque d'eau douce, des sols érodés et dégradés et une diversité génétique en baisse. En ce qui concerne l'agriculture, il y a des limites biologiques à la productivité, la loi des rendements décroissants et les problèmes liés à l'utilisation intensive d'engrais et de pesticides. Il existe en outre des risques comme de nouvelles maladies des plantes et des animaux, l'intensification des rayons ultraviolets, la pollution atmosphérique, les changements climatiques et l'élévation du niveau de la mer. À cela viennent s'ajouter des contraintes socioéconomiques comme l'inadéquation des marchés, de l'infrastructure et de l'investissement dans la recherche et l'accès limité des agriculteurs pauvres à la terre, au capital et à la technologie.

Face à ces limites biophysiques et socioéconomiques spécifiques, il y a au moins quatre possibilités majeures d'accroître les disponibilités alimentaires: i) le potentiel encore inexploité d'augmentation des rendements grâce à l'application des techniques et technologies modernes; ii) les possibilités offertes par la révolution biotechnologique actuellement en cours; iii) l'apparition de méthodes d'agriculture

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

biologiques et durables qui pourraient régénérer les terres dégradées et ainsi améliorer la productivité; et iv) une réduction des pertes après la récolte et une amélioration de l'efficacité dans la préparation et l'utilisation des aliments.

Doubler ou tripler la production vivrière mondiale est dans les limites du possible. Pour ce faire, toutefois, il faudra introduire beaucoup de changements et d'améliorations, dans les champs, dans les institutions de recherche, sur les marchés agricoles et parmi les ménages qui consomment les aliments produits.

En outre, des réformes fondamentales des politiques agricoles contribueraient à entretenir une reprise sur les marchés agricoles mondiaux. Le soutien à l'agriculture dans les pays industrialisés demeure élevé et les négociations multilatérales entreprises sous l'égide de l'OMC dans le cadre de l'Ordre du jour pour le développement de Doha n'en sont encore qu'à un stade très précoce.

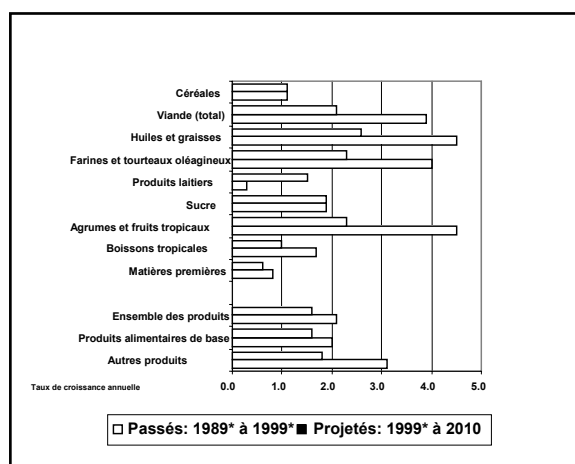
L'on trouvera dans la section ci-après un bref aperçu de l'augmentation prévisible de la production, de la demande et du commerce globaux des produits agricoles visés dans l'étude. Les chiffres ont été obtenus en multipliant le volume physique de la production, de la demande et du commerce par le prix de chaque produit et en faisant la somme des résultats pour tous les produits (le prix de chacun d'eux est fixé aux mêmes cours internationaux moyens pour tous les pays et pour toutes les années).

L'on trouvera dans la Partie II de plus amples détails sur les perspectives pour les divers produits et pays ainsi que sur les questions de politique générale connexes.

La projection de base: Augmentation de la production et de la demande de denrées agricoles et principaux problèmes commerciaux

Au plan mondial, la production globale de produits agricoles devrait augmenter en moyenne d'environ 1,6 pour cent par an, soit 0,3 pour cent par habitant, pendant la période s'étendant jusqu'en 2010 (tableau 1.2). Cette augmentation est inférieure à l'augmentation globale et par habitant qui a marqué les

années 90. En tout état de cause, le taux d'augmentation de la production agricole globale devrait être inférieur, en moyenne, au taux de croissance économique en général. Néanmoins, cela continuera d'exercer des pressions sur les ressources dans le secteur agricole et conduira les agriculteurs à exiger une assistance accrue de l'État, en l'absence de laquelle les revenus et les niveaux de vie risquent de baisser en milieu rural. Les produits pour lesquels l'accroissement sera sans doute le plus rapide sont ceux qui dépendent le plus directement de l'élévation des revenus, c'est-à-dire les cultures oléagineuses, la viande (volaille), le sucre et certaines boissons tropicales. Les céréales et en particulier les matières premières agricoles sont les produits pour lesquels la croissance devrait être la plus faible (graphique 1).



Graphique 1. Croissance de la production agricole mondiale, par groupes de produits sélectionnés

Dans les pays en développement, la croissance de l'agriculture devrait être plus forte et se situer globalement à 2 pour cent par an, soit nettement moins que les 3,2 pour cent enregistrés pendant les années 90, les taux élevés de croissance dans les secteurs des cultures oléagineuses, de la viande et de fruits revenant à des niveaux plus modestes (tableau 1.3 et graphique 2). Dans les pays industrialisés, la demande n'augmente que lentement et le consommateur est de plus en plus préoccupé non seulement par la sécurité et la qualité des produits alimentaires mais aussi par les procédés de production (tableau 1.5). Partout dans le monde, l'élaboration de "systèmes de qualité/traçage" est de plus en plus commune dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation sous l'effet,

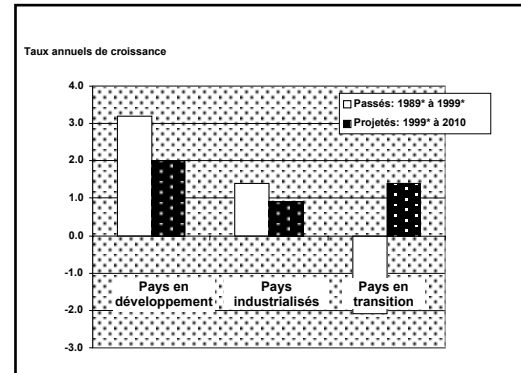
Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

bien souvent, des grandes chaînes de détaillants qui opèrent au plan international. Des préoccupations communes se retrouvent parfois sur tous les marchés développés, la fréquentation des marchés persistera, les pays n'étant pas tous également à même de prendre à leur charge les coûts du respect de la réglementation applicable. Simultanément, les parts de marchés continueront de s'accroître au profit des pays en développement, auxquels s'offriront de nouvelles possibilités d'échanges régionaux sur divers segments des marchés. L'impact sur les marchés des organismes génétiquement modifiés continuera d'être entouré d'incertitude, mais leur principal effet concernera les produits actuellement affectés, qui sont principalement les graines de soja, le maïs et le coton, aussi longtemps que les craintes des consommateurs n'auront pas été apaisées.

Du point de vue économique, le principal changement attendu pendant la période couverte par les projections est la reprise dans les pays en transition, qui remonte maintenant déjà à quelques années et qui devrait se poursuivre (tableau 1.4).

La croissance du commerce mondial, si robuste pendant les années 90, devrait se modérer pendant la période couverte par les projections, particulièrement pour les graines oléagineuses et la viande. La progression annuelle des exportations totales (en volume) devrait tomber à 2,1 pour cent contre 2,9 pour cent pendant les années 90. Il y a à cette décélération de l'augmentation du commerce plusieurs raisons, dont l'une est simplement que les taux élevés de croissance enregistrés pour certains produits sont opposés à des points de départ peu élevés. Une autre est la réforme des échanges, surtout par le biais d'accords régionaux et de l'OMC, qui a contribué à la croissance du commerce mondial pendant les années 90. Faute de nouvelles réformes, l'augmentation globale des échanges se ralentira sans doute, l'accès aux marchés continuant de faire l'objet de sévères restrictions, particulièrement pour certains produits comme le sucre et les produits laitiers. Néanmoins, même en l'absence de nouvelles réformes du commerce international, les fournisseurs bon marché continueront d'accroître leurs parts du commerce mondial de la plupart des produits. Des arrangements préférentiels, qu'il s'agisse d'accords

commerciaux régionaux ou de nouvelles préférences commerciales, pourront avoir un effet de détournement des échanges et d'accroître quelque peu le commerce, particulièrement pour ce qui est des exportations de produits traités à plus forte valeur ajoutée.



Graphique 2. Croissance passée et projetée de la production agricole, par régions économiques

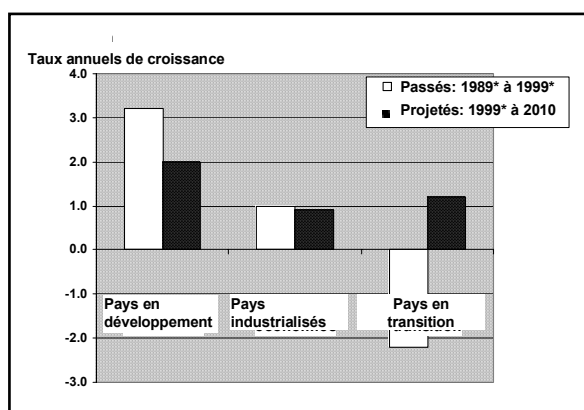
Les éléments qui sont à la base de l'augmentation projetée de la demande mondiale sont l'expansion économique relativement solide escomptée dans les pays en développement et la reprise de la demande envisagée dans certains pays en transition.

L'accroissement de la demande globale de produits sera largement imputable aux pays en développement du fait de l'accroissement relativement dynamique de leur PIB par habitant ainsi que de la plus grande élasticité de la demande par rapport à l'accroissement du revenu (graphique 3). En revanche, la demande ne devrait augmenter que lentement dans les pays en développement car la consommation par habitant y est déjà élevée et car, pour beaucoup de produits, la lenteur de l'accroissement démographique freinera l'augmentation de la demande. La demande globale de produits alimentaires de base dans les pays en développement devrait augmenter de 2,0 pour cent par an pendant la période 1999*–2010¹, soit à un rythme plus lent que celui de 3,2 pour cent par an enregistré au cours des dix années précédentes mais permettant toutefois une augmentation supérieure de la consommation par habitant.

¹ Dans l'ensemble du présent rapport, l'astérisque (*) accompagnant une année signifie que le chiffre indiqué est la moyenne des trois années centrée sur ladite année.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Dans les pays développés, en revanche, l'augmentation de la demande de produits alimentaires de base devrait être de 0,9 pour cent par an et le chiffre correspondant pour les pays en transition devrait être de 1,3 pour cent par an. Les importations globales des pays en développement des produits visés dans les projections, toutefois, devraient s'accroître de 2,4 pour cent par an pendant la période 1999*-2010, ce qui aura pour effet d'accroître leur part des importations mondiales de produits agricoles.

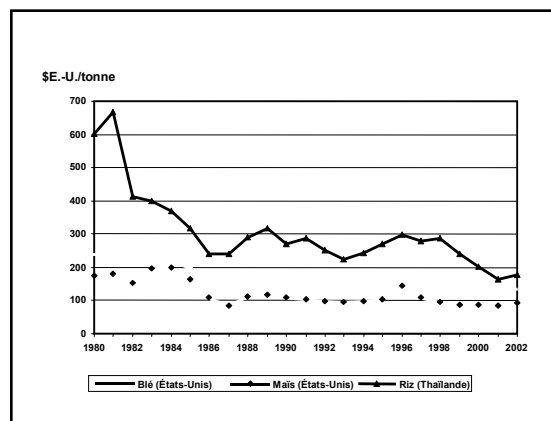


Graphique 3. Augmentation passée et projetée de la demande de produits agricoles, par régions économiques

Les importations nettes de produits alimentaires de base des pays à faible revenu et à déficit vivrier (céréales, produits de l'élevage, graines oléagineuses et huiles) devraient passer d'environ 21 milliards de dollars en 1999* à quelque 33 milliards de dollars en 2010 (aux prix moyens constants de 1998–2000).¹ L'on peut s'attendre à une augmentation semblable dans les pays les moins avancés (PMA) et dans les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA). Cette évolution reflète non seulement l'augmentation de la demande dans ces régions par rapport à la capacité interne de la satisfaire, mais aussi l'accroissement de la production excédentaire dans d'autres régions.

En termes réels, les cours sur les marchés mondiaux ont tous été récemment inférieurs à leurs tendances à long terme (graphiques 4 à 6) et devraient converger à nouveau avec ces tendances pendant la période couverte par les

projections. La tendance à la baisse à long terme des prix réels de tous les produits agricoles par rapport aux prix enregistrés dans tous les autres grands secteurs de l'économie pendant la période 1970-2002 a été en moyenne de quelque 2 pour cent par an. Cette tendance à la baisse a reflété une augmentation relativement plus rapide de la productivité dans l'agriculture.



Graphique 4. Céréales: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990)

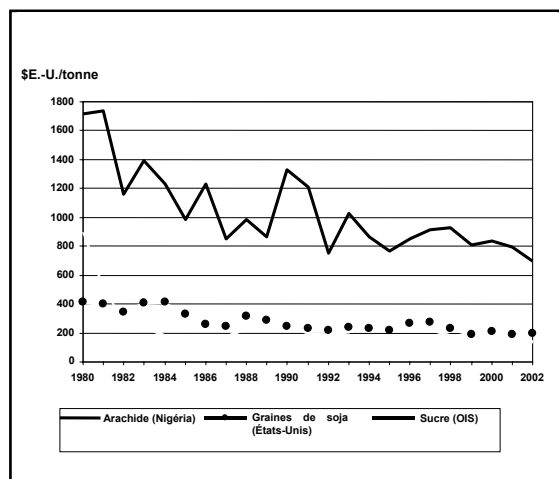
Les indicateurs laissant entrevoir un ralentissement de l'augmentation de la productivité sans modification majeure du point de vue technologique, il ressort des résultats des projections que la baisse des cours devrait être inférieure à celle découlant implicitement de la tendance qui a marqué la période 1970–2002. Les prix de certains produits commencent actuellement à remonter, encore que cela puisse être dû à des facteurs immédiats qui risquent de ne pas se maintenir à plus long terme. En dépit de la faiblesse des prix réels, il ne manque pas de possibilités pour les producteurs et pour les pays qui peuvent profiter du progrès technologique, d'une réduction des coûts ou d'une variation des taux de change, qui verront leur part de marché s'accroître. En outre, la reprise de l'agriculture dans les pays en transition aura sans doute un impact sur les marchés aussi bien d'exportation que d'importation.

Sur les marchés céréaliers, la proportion entre les stocks et la consommation devrait demeurer inférieure à sa moyenne passée, surtout du fait de la réforme des politiques introduites dans beaucoup de pays. Cela aura peut-être aussi pour conséquence que le risque

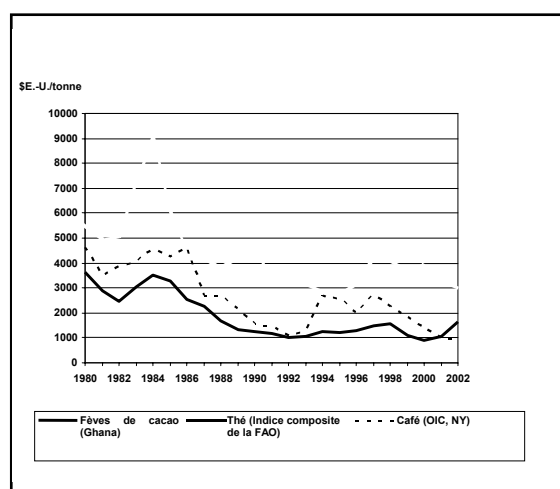
¹ Les prix sont exprimés en valeurs unitaires des exportations mondiales.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

d'une hausse des prix à court terme est plus probable qu'une nouvelle baisse. Cependant, comme l'offre mondiale peut facilement réagir en période d'augmentation limitée de la demande, un tel raffermissement des prix serait sans doute éphémère.



Graphique 5. Graines oléagineuses et sucre: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990)



Graphique 6. Boissons tropicales: cours sur les marchés mondiaux, 1980-2002 (en dollars constants de 1990)

Autres scénarios pour les produits alimentaires de base

Deux scénarios autres que le scénario de base sont également étudiés dans cette section: un scénario de production peu élevée de produits alimentaires de base dans les pays de l'OCDE et un scénario de production élevée dans les PFRDV.

Scénario de faible production dans les pays de l'OCDE

Il ressort des projections "de base" que les effectifs de la population mondiale devant augmenter d'environ 900 millions d'habitants pendant la décennie en cours, la consommation de produits alimentaires augmentera de près de 20 pour cent dans le monde et d'un quart dans les pays en développement. Pour satisfaire cette demande accrue, la production mondiale de produits alimentaires de base devra augmenter de 1,6 pour cent par an. Cela ne manquera pas d'exercer des pressions considérables sur les ressources naturelles, et les agriculteurs seront confrontés à une alternative: intensifier leur production sur les terres déjà cultivées ou étendre leurs cultures à des terres nouvelles.

Au cours des dix dernières années, l'intégralité de l'augmentation de la production céréalière mondiale a été imputable à la progression des rendements tandis que les superficies cultivées ont en fait reculé de 27,9 millions d'hectares, soit 4 pour cent. Dans les pays développés, l'amélioration des rendements a été encore plus marquée. Dans ces pays, la production céréalière a augmenté de 108 millions de tonnes tandis que les superficies ont diminué de 11,7 millions d'hectares, soit 8 pour cent. Cependant, l'intensification des cultures peut également causer des problèmes. L'amélioration des rendements grâce à une utilisation accrue de produits chimiques, à des prélèvements accrus d'eau d'irrigation et à l'intensification des cultures ainsi qu'à l'emploi de semences génétiquement modifiées, peuvent affecter l'environnement. Les ruissellements d'engrais et de déchets animaux peuvent causer des floraisons d'algues et l'eutrophisation des lacs et mer fermées. Bien que ces problèmes soient plus communs en Europe occidentale et en Amérique du Nord, la pollution provenant des activités agricoles commence à prendre des proportions significatives aussi en Europe orientale et dans certaines régions du monde en développement.

Pour stimuler l'impact des considérations environnementales sur la production vivrière, il a été élaboré un scénario de production faible pour la décennie en cours. Ce scénario suppose une réduction de 5 pour cent des superficies semées de blé, de riz, de céréales secondaires et de soja par rapport au scénario

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

"de base" dans les pays de l'OCDE, hormis l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Cette réduction pourrait provenir soit de modifications unilatérales des programmes nationaux de mise en jachère, soit de changements des politiques de soutien de l'agriculture liées aux résultats des négociations commerciales de l'OMC.

La production céréalière mondiale serait inférieure de 18,7 millions de tonnes au niveau projeté dans le scénario "de base". Le net fléchissement de la production céréalière dans les pays de l'OCDE, d'environ 28,1 millions de tonnes, serait compensé en partie par un accroissement de quelque 5,8 millions de tonnes dans les pays en développement. Cette compensation ne serait que de 23 pour cent pour le maïs et 30 pour cent pour le blé, ce qui laisserait subsister d'importants déficits au niveau de la production mondiale. Ces faibles taux de remplacement reflètent principalement le comportement relativement isolé des marchés intérieurs des pays en développement face à l'évolution des prix sur les marchés internationaux.

Par suite de la hausse de 6 pour cent des prix internationaux des céréales, la consommation mondiale globale baisserait de 16,5 millions de tonnes, soit 0,8 pour cent, par rapport au niveau projeté dans le scénario de base. Dans les pays en développement, la consommation de blé et de maïs reculerait de 0,8 pour cent et 1,3 pour cent respectivement.

Selon ce scénario, le commerce international de céréales diminuerait de 6 millions de tonnes par rapport aux 280 millions de tonnes projetés dans le scénario de base. Les pays en développement réduiraient leurs importations et accroîtraient leurs exportations, ce qui se traduirait par une forte diminution de leurs importations nettes, les importations de blé diminueraient de 7,8 pour cent par rapport au scénario de base, celles de maïs de 20 pour cent et les exportations nettes de riz augmenteraient de 70 pour cent.

L'impact de ce scénario sur la production projetée de graines de soja serait encore plus accentué en termes relatifs. Les pays développés réduiraient la production de graines de soja de 3,6 millions de tonnes, soit 4 pour cent par rapport aux 86 millions de tonnes projetés dans le scénario de base. Au plan

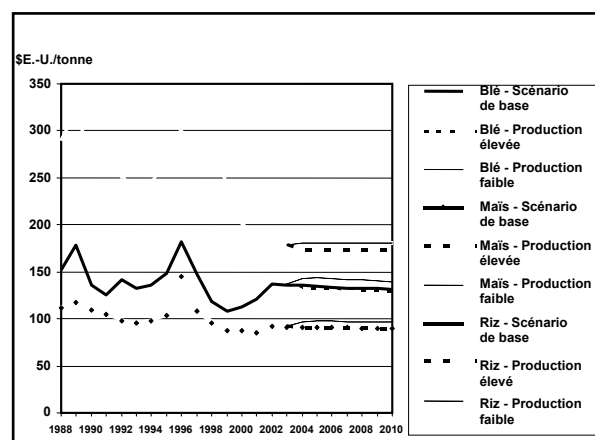
mondial, la diminution de la production de graines de soja des pays de l'OCDE serait légèrement compensée par une augmentation de 0,9 million de tonnes de la production des pays en développement par rapport au niveau projeté pour 2010.

Scénario de production élevée dans les PFRDV

Il a également été élaboré un scénario fondé sur des récoltes records, représentant le reflet parfait du scénario d'une production faible dans les pays de l'OCDE, pour déterminer l'impact d'une augmentation de la production céréalière sur la situation des disponibilités alimentaires dans les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), à l'exclusion de la Chine et de l'Inde.

Ce scénario suppose une augmentation de 5 pour cent des rendements céréaliers par rapport à ceux projetés dans le scénario de base, éventuellement accompagnée simultanément de conditions météorologiques favorables et de progrès technologiques dans ces pays.

L'effet global du choc simulé est une augmentation de 12,4 millions de tonnes, ou 4,6 pour cent de la production céréalière des PFRDV par rapport au niveau projeté dans le scénario de base. Il y a lieu de noter que l'augmentation est un peu moins forte que l'accroissement supposé des rendements des cultures céréalières par suite de la réduction des superficies plantées de céréales entraînée par la baisse des prix à la production (graphique 7).



Graphique 7. Céréales: prix sur les marchés mondiaux passés et projetés (en dollars constants de 1990)

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Le commerce international de céréales diminuerait de 1,8 pour cent et les importations de PFRDV de 8,7 pour cent.

Globalement, l'augmentation de la production céréalière ne contribuerait guère à améliorer la situation des disponibilités alimentaires dans ces pays. En fait, la consommation de céréales destinées à l'alimentation humaine et animale n'augmenterait que de 0,3 pour cent. Environ 64 pour cent de l'accroissement de la production céréalière irait aux marchés intérieurs et 28 pour cent aux exportations,

lesquelles augmenteraient de 62,6 pour cent par rapport au niveau projeté dans le scénario de base. De ce fait, les prix des céréales sur les marchés diminueraient de 1,8 pour cent.

Parallèlement à la réduction des importations et à l'accroissement des exportations, la facture nette des importations céréalières des PFRDV serait inférieure de 2,3 milliards de dollars à celle projetée dans le scénario de base, c'est-à-dire 14,7 milliards de dollars aux prix constants de 1998/2000.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.1 - Hypothèses concernant l'accroissement démographique et la croissance du PIB, chiffres effectifs de 1989 à 1999 et chiffres projetés pour 2010

	Population			PIB total (en milliards de dollars aux prix de 1999)			PIB par habitant (en dollars aux prix de 1999)		
	1989	1999	2010	1989	1999	2010	1989	1999	2010
Total mondial	5 167	5 976	6 867	25 652	32 662	44 762	4 964	5 466	6 518
	Taux de croissance (pourcentage par an)								
	1989-99	1999-2010	1989-99	1999-2010	1989-99	1999-2010	1989-99	1999-2010	
Monde		1,5	1,2	2,4	2,9		1,0	1,6	
Pays en développement		1,7	1,4	4,5	4,6		2,7	3,0	
Afrique du Nord		2,0	1,7	2,6	3,2		0,6	1,6	
Afrique subsaharienne		2,7	2,4	2,6	3,8		-0,1	1,2	
Amérique centrale		2,0	1,6	3,5	3,8		1,5	2,2	
Caraïbes		1,2	1,0	1,7	3,9		0,5	2,9	
Amérique du Sud		1,6	1,3	2,7	2,8		1,0	1,4	
Proche-Orient		2,5	2,1	2,7	3,2		0,1	0,9	
Asie du Sud		1,9	1,5	5,3	5,1		3,5	3,3	
Sud-est de l'Asie		1,2	0,9	6,8	6,0		5,5	5,0	
Océanie		2,1	2,0	3,1	4,3		0,8	2,2	
Pays en transition		0,1	0,0	-3,7	4,5		-3,8	4,4	
Europe orientale		-0,1	-0,0	-1,1	4,4		-1,0	4,5	
CEI		0,2	0,1	-4,5	4,5		-4,5	4,8	
États baltes		-0,6	-0,7	-0,3	5,0		0,4	5,5	
Pays industrialisés		0,6	0,3	2,3	2,4		1,6	2,1	

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.2 - Monde: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce

	Production/demande		Exportations nettes	
	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010
	<i>Pourcentage par an</i>			
Tous produits	2,1	1,6	2,9	2,1
Produits alimentaires de base	2,0	1,6	1,9	2,4
Céréales	1,1	1,1	2,5	1,8
Blé	0,8	1,3	1,5	2,0
Riz, usiné	1,6	0,9	7,6	2,2
Céréales secondaires	0,9	1,1	1,9	1,2
Maïs	2,9	1,2	2,3	1,3
Mil et sorgho	-0,2	1,3	-2,1	2,4
Autres céréales secondaires	-2,4	0,6	2,3	0,7
Manioc	1,3	1,4	-6,7	2,5
Huiles et graisses	4,5	2,6	6,8	2,8
Farines et tourteaux oléagineux	4,0	2,3	5,3	2,6
Total, viande	3,9	2,1	6,1	2,8
Boeuf et veau	2,8	1,3	1,3	2,4
Mouton et agneau	3,2	2,0	1,0	2,7
Porc	4,0	2,2	12,7	3,0
Volaille	6,2	3,1	16,2	3,1
Produits laitiers	0,3	1,5	2,6	2,3
Autres produits	3,1	1,8	4,0	1,9
Agrumes et fruits tropicaux	4,5	2,3	5,0	2,3
Agrumes	3,7	1,4	4,4	-0,4
Fruits tropicaux	5,3	3,2	5,2	3,1
Boissons tropicales	1,7	1,0	1,8	0,9
Thé	1,3	1,9	1,1	1,7
Café	1,9	0,5	1,8	0,2
Cacao	1,7	2,0	2,7	2,1
Sucre	1,9	1,9		
Matières premières	0,8	0,6	0,7	0,2
Coton	0,4	0,8	1,0	0,8
Jute	-2,2	-1,5	-3,0	-0,1
Abaca	1,6	0,4	1,2	0,4
Sisal	-3,7	-2,0	-2,5	-4,1
Fibre de coco	5,7	2,0	1,4	0,4
Cuir et peaux de bovins	1,4	-0,1	-0,7	-3,5
Peaux d'ovins et de caprins	1,2	1,4	1,5	-0,7
Caoutchouc naturel	2,9	1,3	1,6	1,3

* Dans l'ensemble du présent rapport, l'astérisque (*) accompagnant une année signifie que le chiffre indiqué est la moyenne des trois années centrée sur ladite année.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.3 - Pays en développement: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce

	Production		Demande		Importations nettes	
	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010
Tous produits	3,2	2,0	3,2	2,0	2,5 *	2,4 *
Produits alimentaires de base	3,1	2,0	3,2	2,0	17,3	0,7
Céréales	1,9	1,1	1,9	1,2	0,4	2,7
Blé	2,0	1,2	1,7	1,5	-0,5	3,2
Riz, usiné	1,7	0,9	1,8	1,0	-8,1	- *
Céréales secondaires	2,1	1,3	2,3	1,3	2,8	2,5
Maïs	3,2	1,3	3,3	1,4	2,4	3,3
Mil et sorgho	0,2	1,4	0,4	1,3	3,8	3,8
Autres céréales secondaires	-1,0	1,4	0,2	1,0	3,4	0,6
Manioc	1,3	1,4	2,0	1,4	-8,7 *	4,2 *
Huiles et graisses	5,3	3,3	5,7	2,8	-	- *
Farines et tourteaux oléagineux	4,5	3,2	6,7	3,0	-3,3 *	4,1 *
Total, viande	5,5	2,8	5,4	2,8	3,0	2,6
Boeuf et veau	3,9	2,2	3,6	2,2	-6,8	1,6
Mouton et agneau	4,1	2,5	4,0	2,5	2,8	3,3
Porc	5,7	2,7	5,8	2,8	38,8	3,7
Volaille	8,9	3,8	8,9	3,7	10,4	2,1
Produits laitiers	3,8	2,5	3,5	2,5	0,7	2,6
Autres produits	3,8	2,2	3,1	2,0	4,4 *	2,0 *
Agrumes et fruits tropicaux	5,2	2,6	5,2	2,9	5,2 *	2,2 *
Agrumes	5,1	1,5	5,0	2,8	5,3 *	-1,2 *
Fruits tropicaux	5,3	3,2	12,3	3,4	5,1 *	3,1 *
Boissons tropicales	1,8	1,0	1,4	1,6	1,8 *	0,9 *
Thé	1,8	1,9	2,0	1,8	1,2 *	2,3 *
Café	1,9	0,5	0,5	1,3	1,8 *	0,2 *
Cacao	1,7	2,0	3,0	1,8	1,7 *	3,2 *
Sucre	3,2	2,5	2,9	2,9	5,5 *	-5,3 *
Matières premières	1,3	1,2	2,5	1,2	-	3,5
Coton	0,6	1,2	2,2	1,0	12,7	1,2
Jute	-2,2	-1,5	-1,1	-1,6	-4,2 *	-4,4 *
Abaca	1,6	0,4	3,7	0,1	1,1 *	0,5 *
Sisal	-3,7	-1,9	-4,0	2,1	-3,5 *	-6,0 *
Fibre de coco	5,7	2,0	10,3	2,2	0,4 *	1,6 *
Cuir et peaux de bovins	3,1	1,5	3,2	1,3	4,7	-0,7
Peaux d'ovins et de caprins	3,3	1,8	4,0	2,4	2,3 *	-
Caoutchouc naturel	2,9	1,3	4,3	2,5	1,8 *	0,3 *

Note: un astérisque (*) désigne des exportations nettes.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.4 - Pays en transition: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce

	Production		Demande		Importations nettes	
	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010
Tous produits	-2,1	1,4	-2,2	1,2	-7,3	1,4
Produits alimentaires de base	-2,0	1,5	-2,2	1,3	-11,1	-1,6
Céréales	-3,8	2,3	-4,3	1,1	- *	40,0
Blé	-2,9	2,9	-3,7	1,3	- *	26,8
Riz, usiné	-7,2	3,2	-3,4	4,1	3,1	4,8
Céréales secondaires	-4,6	1,4	-5,1	0,6	- *	14,3
Maïs	-1,9	1,6	-4,9	0,7	- *	8,3
Mil et sorgho	-9,5	-0,4	-11,5	-0,3	- *	-
Autres céréales secondaires	-5,4	1,3	-5,1	0,5	- *	19,6
Manioc			-41,4	38,0	-41,6	38,4
Huiles et graisses	-1,0	2,3	-1,9	2,6	- *	-
Farines et tourteaux oléagineux	-2,8	1,8	-7,0	2,8	-14,3	5,7
Total, viande	9,1	1,4	10,7	1,7	-	4,0
Boeuf et veau	16,2	0,2	16,6	0,7	24,5	6,1
Mouton et agneau	12,9	1,8	13,7	1,8	-	-0,3
Porc	5,5	2,0	6,6	2,1	-	3,3
Volaille	7,7	2,6	13,8	2,8	-	3,1
Produits laitiers	-4,8	0,8	-4,9	0,9	- *	-12,5
Autres produits	-4,4	-1,8	-2,4	0,5	2,7	4,1
Agrumes et fruits tropicaux	-9,9	-0,4	7,6	2,0	9,6	2,1
Agrumes	-9,9	-0,4	3,8	2,5	6,0	2,7
Fruits tropicaux			16,9	1,4	16,9	1,4
Boissons tropicales	-18,7	2,0	-0,4	2,9	0,8	2,3
Thé	-18,7	2,0	1,4	3,3	0,9	3,4
Café			-6,5		-6,5	
Cacao			-6,7	0,8	0,6	-1,1
Sucre	-5,7	1,1	-2,2	0,7	3,0	1,0
Matières premières	-3,4	-3,3	-6,5	-2,0	12,1 *	-6,3
Coton	-5,0	0,6	-9,0	1,8	24,9 *	-1,1
Jute			-6,8	-	-7,0	-
Sisal			-17,0	-4,6	-17,0	-4,6
Cuir et peaux de bovins	0,7	-	-1,0	-	0,8 *	-
Peaux d'ovins et de caprins	-6,5	1,8	-5,1	-7,4	-	-
Caoutchouc naturel			-3,0	7,9	-3,0	7,9

Note: un astérisque (*) désigne des exportations nettes.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.5 - Pays industrialisés: Croissance passée et projetée de la production, de la demande et du commerce

	Production		Demande		Importations nettes	
	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010	1989*-1999*	1999*-2010
Tous produits	1,4	0,9	1,0	0,9	-8,5	1,7
Produits alimentaires de base	1,4	0,9	0,8	0,9	15,8 *	1,7 *
Céréales	1,7	0,7	1,3	0,7	0,2 *	1,4 *
Blé	1,5	0,7	1,9	0,7	-0,6 *	1,4 *
Riz, usiné	0,3	0,1	0,4	1,0	-0,5 *	-
Céréales secondaires	1,9	0,7	1,1	0,6	1,7 *	2,0 *
Maïs	3,4	1,0	2,2	1,0	1,4 *	3,2 *
Mil et sorgho	-0,6	1,1	-4,0	0,0	3,5 *	3,8 *
Autres céréales secondaires	-0,5	0,0	-0,5	-0,2	2,1 *	-0,9 *
Manioc			-6,6	1,9	-6,6	1,9
Huiles et graisses	4,3	1,3	3,9	1,8	-6,0	16,8
Farines et tourteaux oléagineux	4,1	1,3	2,8	1,6	-2,0	2,9
Total, viande	1,4	1,1	1,2	1,0	11,9 *	3,3 *
Boeuf et veau	0,4	0,4	0,6	0,1	-0,7 *	4,1 *
Mouton et agneau	-0,3	0,3	-0,7	-0,1	3,9 *	3,3 *
Porc	1,4	1,2	1,1	1,1	- *	3,5 *
Volaille	3,7	2,3	2,9	2,2	27,9 *	2,7 *
Produits laitiers	0,4	0,7	0,3	0,6	1,2 *	2,5 *
Autres produits	1,6	0,8	2,2	1,0	2,0	1,7
Agrumes et fruits tropicaux	1,9	1,2	3,3	1,4	3,5	2,6
Agrumes	1,9	1,2	3,1	1,0	3,3	2,0
Fruits tropicaux	2,6	2,4	4,0	3,8	4,3	4,1
Boissons tropicales	0,7	2,3	2,0	0,6	1,4	0,7
Thé	0,7	2,3	-0,6	0,3	-0,6	0,2
Café			2,0	0,2	1,3	0,2
Cacao			3,2	2,3	2,8	2,7
Sucre	1,4	0,4	0,9	0,3	5,0 *	1,7 *
Matières premières	1,2	0,0	-0,9	-0,4	- *	6,7 *
Coton	2,6	-0,1	-1,8	-0,6	17,2 *	2,2 *
Jute			-5,1	-2,5	-5,2	-2,5
Abaca			0,7	2,1	0,7	2,1
Sisal	-10,1	-8,2	-7,6	-1,3	-7,5	-1,2
Fibre de coco			2,7	-0,8	2,7	-0,8
Cuir et peaux de bovins	-0,4	0,1	-0,2	0,0	-0,9 *	0,1 *
Peaux d'ovins et de caprins	-0,8	0,0	-4,1	1,0	- *	-3,1 *
Caoutchouc naturel			2,1	-0,5	2,1	-0,5

Note: un astérisque (*) désigne des exportations nettes.

3. Perspectives d'amélioration de la sécurité alimentaire pour la plupart des pays qui vivent dans l'insécurité alimentaire

Introduction

Cette section est axée sur les perspectives des pays qui vivent dans l'insécurité alimentaire dans le contexte des projections à moyen terme et a pour but de susciter une analyse plus approfondie du rôle des marchés des produits et des politiques relatives aux produits de base dans le problème de l'insécurité alimentaire, au moyen d'un examen de certaines des incidences des projections à moyen terme pour les pays identifiés dans la publication de la FAO "La situation de l'insécurité alimentaire dans le monde en 2002" comme ayant un taux de sous-alimentation égal ou supérieur à 35 pour cent ou plus de la population.¹ Il y a lieu de souligner qu'à l'heure actuelle, les projections disponibles pour ces pays ne sont pas suffisantes pour pouvoir procéder à une analyse détaillée. La couverture par pays des projections est presque complète pour la plupart des produits alimentaires, mais moins pour les autres produits et, si la couverture pour la consommation est relativement complète, elle l'est moins pour la production. De plus, le cadre de modélisation ne permet pas de prendre en compte, dans une analyse détaillée, les incidences de l'évolution des politiques nationales sur les groupes vulnérables de ces pays. Néanmoins, l'examen des perspectives pour ces pays aidera à alimenter le débat et à encourager une étude plus approfondie du rôle des politiques et des marchés dans le problème de la sécurité alimentaire.

Conjoncture sur les marchés

La conjoncture sur les marchés des produits joue manifestement un rôle important dans la situation de la sécurité alimentaire des pays les plus menacés à cet égard. En effet, non seulement la part de l'agriculture dans le PIB total est en moyenne d'environ 30 pour cent et

70 pour cent des populations de tous ces pays travaillent dans l'agriculture, mais encore avec un PIB moyen par habitant d'environ 1 dollar par jour, les dépenses d'alimentation sont élevées par rapport aux revenus et, pour beaucoup de ces pays, l'apport protéo-calorique est par définition faible et dépend d'un nombre relativement réduit de produits. De plus, les pays qui vivent dans l'insécurité alimentaire sont de plus en plus tributaires des importations de produits alimentaires, la production n'ayant pas suivi l'accroissement de la demande entraîné par un taux d'accroissement démographique élevé de quelque 2,7 pour cent. Ces dernières années, l'aide alimentaire a représenté environ 3 pour cent de l'apport calorique total et cette assistance, bien qu'elle puisse paraître peu élevée, peut avoir un impact critique sur des secteurs clés des populations de ces pays. Enfin, les recettes que ces pays tirent des exportations de produits agricoles ne sont pas diversifiées mais concentrées entre deux ou trois produits exportés en vrac, dont boissons tropicales, tabac, fruits et légumes et matières premières agricoles. Dans ce contexte, et selon la couverture de chaque pays et sa sensibilité à la situation des marchés internationaux, l'évolution des marchés et des politiques des produits aux plans aussi bien national que mondial peut avoir un impact très marqué sur la sécurité alimentaire de ces pays.

Faible croissance économique

Pour ce qui est des perspectives à moyen terme pour la plupart des pays touchés par l'insécurité alimentaire, plusieurs éléments portent à penser que leur situation ne s'améliorera que de façon marginale. Les projections économiques les concernant sont mitigées, et leur PIB par habitant devrait stagner dans certains d'entre eux ou ne progresser que modérément dans d'autres. Les projections macroéconomiques ne prévoient en aucun cas des taux "élevés" de croissance économique pendant la période considérée. Comme indiqué dans la Partie II, la conjoncture sur les marchés de la plupart des produits bruts exportés en vrac devrait rester peu porteuse pendant une bonne part de la période s'étendant jusqu'à 2010. Les perspectives des marchés des boissons tropicales et des matières premières agricoles, qui représentent la majeure partie des exportations agricoles de ces pays, portent à

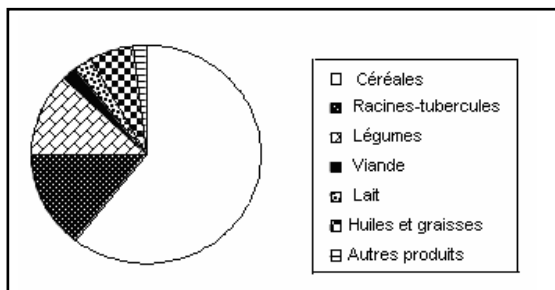
¹ Ces pays sont les suivants: Afghanistan, Angola, Arménie, Bangladesh, Burundi, Cambodge, Érythrée, Éthiopie, Haïti, Kenya, Libéria, Madagascar, Mongolie, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Zambie et Zimbabwe.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

penser que les prix seront relativement faibles, notamment par suite d'une concurrence intense d'autres pays en développement. Les perspectives d'augmentation des recettes d'exportation paraissent limitées.

Disponibilités alimentaires

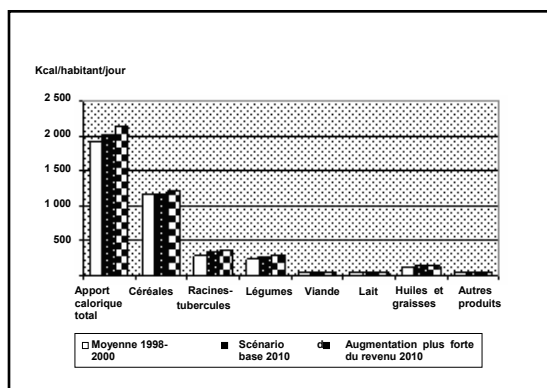
La composition de la consommation alimentaire devrait demeurer inchangée et continuer de dépendre d'un nombre relativement réduit d'aliments traditionnels (graphique 8). En ce qui concerne les disponibilités alimentaires internes de ces pays, le déficit production-utilisation de céréales se creusera vraisemblablement pour atteindre 17 pour cent, contre 11 pour cent en moyenne pendant la période 1998–2000, par suite de l'augmentation de la demande intérieure stimulée par un accroissement démographique rapide et une progression modeste du revenu par habitant ainsi que d'une progression lente de la production intérieure. De ce fait, la facture des importations nettes de produits alimentaires de base en général devrait augmenter. La part des importations nettes dans la consommation totale de céréales devrait passer de 15,2 pour cent en 1999* à 18,6 pour cent en 2010 et, pour la consommation totale de viande, de 2,4 à 10,7 pour cent. Ce qui, en soi, n'a pas nécessairement d'incidence négative sur la sécurité alimentaire. En revanche, il est certain que ces pays seront plus lourdement tributaires des marchés extérieurs pour leurs besoins alimentaires, avec tout le malaise qu'entraîne souvent une telle situation, en particulier lorsque les prix sont instables sur les marchés et qu'une forte proportion du revenu doit être consacrée à l'alimentation.



Graphique 8. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Composition du régime alimentaire en termes d'apport calorique par groupes de produits sélectionnés (moyenne 1998/2000)

Consommation alimentaire

L'augmentation de l'apport calorique par habitant (tableau 1.6 et graphique 9) devrait rester lente. Il importe de souligner à ce propos que les projections sont des moyennes et que les changements concernant la répartition sont peut-être aussi importants que les changements concernant la consommation moyenne. Il ressort néanmoins des projections que les perspectives de ces pays devraient s'améliorer très légèrement et que l'apport calorique moyen journalier par habitant devrait augmenter de 5 pour cent d'ici à 2010 pour atteindre à peine 2 027 calories. Cette amélioration est due principalement à l'augmentation prévue de la consommation de racines et tubercules et de fruits et de légumes. L'évolution du revenu national joue un rôle important et l'élasticité de la demande d'aliments achetés par rapport au revenu dans ces pays est élevée. Pour beaucoup d'entre eux, toutefois, la production locale joue aussi un rôle majeur dans les perspectives de la nutrition, particulièrement dans le cas de cultures comme les racines et tubercules, les fruits et les légumes, produits pour lesquels le commerce est plus limité.



Graphique 9. Pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire: Consommation effective et demande projetée, par groupes de produits sélectionnés

Scénario d'une augmentation plus marquée du revenu

Pour évaluer l'impact d'une augmentation du revenu national sur l'amélioration de la sécurité alimentaire dans ces pays, il a été établi un scénario d'augmentation plus marquée du revenu au moyen d'un Modèle alimentaire

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

mondial élargi.¹ Si le PIB augmentait chaque année de 1 pour cent de plus par rapport au scénario de base, et à supposer que le surcroît de revenu provienne de secteurs autres que l'agriculture (la production agricole n'a pas été ajustée), l'apport calorique moyen augmenterait de 5,3 pour cent pour atteindre 2 134 kcal/jour en 2010. L'augmentation due à l'élévation du revenu de la consommation de denrées alimentaires exportées – céréales, viande, huiles et lait – est à l'origine de la moitié environ de cette amélioration. Les cours sur les marchés internationaux n'étaient pas affectés par l'accroissement de la demande dans ces pays du fait de la part relativement réduite qu'ils occupent sur les marchés mondiaux. Il apparaît par conséquent que si une augmentation plus marquée du revenu a

manifestement une influence directe sur l'accroissement de l'apport calorique et l'amélioration de la situation nutritionnelle, il faudrait une croissance beaucoup plus forte pour améliorer vraiment la situation nutritionnelle dans une perspective à court et à moyen terme. Pour résoudre le problème de la sécurité alimentaire, il faut également tenir compte du rôle que jouent des programmes ciblés de lutte contre la faim, comme les programmes d'aide au développement qui ont pour effet d'encourager une production et une productivité agricole accrues ou le rôle que joue l'aide alimentaire dans la satisfaction des besoins des populations les plus touchées par l'insécurité alimentaire.²

¹ Pour ce scénario, les équations ont été ajoutées pour la consommation de certains produits, surtout les racines et tubercules, pour pouvoir évaluer de manière plus complète l'impact d'une augmentation plus marquée du revenu.

² Pour une discussion plus détaillée, voir par exemple Haddad, L., Alderman, H., Appleton, S., Song, L. et Yohannes, Y. Reducing child malnutrition: how far does income growth take us?, *The World Bank Economic Review*, Vol. 17, No.1, 107-131, 2003.

Aperçu général des principales conclusions, notamment en ce qui concerne le commerce international et la sécurité alimentaire

Tableau 1.6 - Profil et projections de la consommation pour la plupart des pays touchés par l'insécurité alimentaire

	1978–1980	1988–1990	1998–2000	Projections pour 2010		Contribution
				Scénario de base	Augmentation plus marquée du revenu	
Apport calorique total	2 044	1 987	1 930	2 027	2 134	100
			<i>kcaljour</i>			<i>Pourcentage</i>
Céréales	1 193	1 163	1 168	1 163	1 202	23,1
Blé	194	186	187	196	204	5,1
Riz	560	573	571	572	588	9,8
Maïs	261	260	267	245	255	5,9
Mil et sorgho	110	93	93	98	100	1,5
Autres céréales	68	52	50	53	55	0,9
Aide alimentaire (céréales)			59			
Racines et tubercules	304	307	279	325	354	17,7
Légumes	302	263	234	267	291	14,6
Viande	51	48	47	50	53	2,1
Boeuf	28	25	24	25	27	1,1
Porc	5	7	7	8	8	0,2
Volaille	5	5	5	5	6	0,1
Mouton	13	12	11	12	13	0,6
Lait	48	47	44	45	48	1,6
Huiles et graisses	98	115	117	132	138	3,8
Autres produits	48	44	40	45	49	2,4

Dans le scénario fondé sur une augmentation plus marquée du revenu, on suppose que la croissance annuelle du PIB dépasse de 1 pour cent celle envisagée dans le scénario de base.

Source: Base de données et projections FAOSTAT. Les données concernant l'aide alimentaire se rapportent à 1999.

PARTIE II – PERSPECTIVES À MOYEN TERME POUR LES PRINCIPAUX MARCHÉS DES PRODUITS AGRICOLES

1. Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Céréales

Introduction

La production mondiale de céréales devrait augmenter de 1,1 pour cent par an pendant la période considérée, poursuivant en cela la diminution de la production par habitant qui a marqué les dix années précédentes. Il y a néanmoins des différences entre les divers groupes de pays. L'un des traits saillants est l'évolution de la situation dans les pays en transition, où la production céréalière a diminué de 4 pour cent par an pendant les années 90 mais augmentera sans doute de plus de 2 pour cent par an jusqu'en 2010, surtout dans le cas du blé et des céréales secondaires. En ce qui concerne le riz, une forte augmentation de la production est prévue en Amérique latine et en Afrique. Cependant, dans la plupart des régions et pour chacun de ces produits, il est peu probable que les rendements augmentent dans les mêmes proportions qu'au cours des décennies antérieures.

La demande globale de toutes céréales n'augmente que lentement, surtout dans le cas de celles qui sont destinées à l'alimentation humaine, et la principale source de croissance sera la demande d'aliments destinés à un secteur de l'élevage en expansion. Si, en termes réels, les prix ont été nettement inférieurs à leur tendance à long terme, ils devraient à nouveau se rapprocher de leur tendance d'ici à la fin de la décennie en cours. Dans le cas du maïs et du riz, les prix pourraient dépasser quelque peu leur tendance par suite du ralentissement de la progression des rendements et d'une fermeté persistante de la demande.

Le schéma des importations et des exportations de céréales devrait changer à moyen terme. Les exportations globales de blé devraient augmenter de plus de 20 pour cent d'ici à 2010 et des pays comme la Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine pourraient devenir des acteurs importants sur les marchés. Les exportations de l'Argentine, de même que

celles de l'Union européenne, devraient augmenter considérablement. De ce fait, les exportateurs plus traditionnels de blé, comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, risquent de voir leurs parts de marché se rétrécir. Dans le cas du riz, les importations en Afrique devraient augmenter. Plusieurs pays développés augmenteront sans doute aussi leurs importations de riz du fait des nouveaux programmes d'accès préférentiel comme le programme "Tout sauf les armes" (TSA) de l'Union européenne.

En ce qui concerne les céréales secondaires, les États-Unis devraient accroître leur part du marché de maïs, principalement du fait que la Chine, récemment devenue un gros exportateur, devrait devenir importateur net à moyen terme.

La situation du marché des céréales est très importante du point de vue de la sécurité alimentaire, particulièrement pour les pays en développement, où elles constituent la principale source de calories et de protéines. Le rapport actuel entre les stocks et la consommation, qui est d'environ 20 pour cent, devrait demeurer inchangé à moyen terme du fait, principalement, des réformes des politiques. Avec un ratio relativement faible, des crêtes de prix constituent un risque potentiel. Cependant, étant donné l'aptitude apparente des marchés des céréales de s'adapter aux fluctuations de prix, une hausse brutale des cours ne devrait pas durer plus de deux ou trois ans. Quoi qu'il en soit, pendant cette période, des prix élevés pourraient avoir un impact défavorable sur les populations touchées par l'insécurité alimentaire et les populations pauvres.

Ces projections sont fondées sur une série spécifique d'hypothèses qui ne tiennent peut-être pas compte de beaucoup de changements importants qui peuvent intervenir à moyen terme. En ce qui concerne les marchés des céréales, ces changements potentiels peuvent être classés en deux grandes catégories: i) ceux liés à l'évolution de la situation sur de vastes marchés comme ceux de la Chine et de certains pays en transition; et

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

ii) ceux qui découlent d'événements politiques imminents, comme l'élargissement de l'UE et l'issue des négociations entamées sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Les résultats des négociations en cours sous l'égide de l'OMC constituent un élément important qui pourrait affecter ces projections. En particulier, la réduction des mesures de soutien interne et des subventions à l'exportation qui faussent les échanges pourrait

avoir un impact majeur sur l'offre de céréales sur plusieurs importants marchés. Toutefois, comme il est peu probable que les décisions finales concernant l'agriculture interviennent avant janvier 2005, date butoir imposée par la Déclaration de Doha, le plus gros de l'impact des nouveaux engagements assumés dans le cadre de l'OMC sur l'économie céréalière mondiale ne se fera sans doute sentir que vers la fin de la période couverte par les projections.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.1 - Projections de la production pour l'ensemble des céréales

	RÉGION				RENDEMENT				PRODUCTION			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010	
	<i>(en milliers d'hectares)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes/ha)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>	
MONDE	681 825	700 028	-0,4	0,2	2,8	3,0	1,6	0,9	1 883 697	2 125 634	1,1	1,1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	437 253	452 850	0,2	0,3	2,4	2,6	1,7	0,8	1 028 554	1 165 876	1,9	1,1
AFRIQUE	86 161	96 490	1,7	1,0	1,1	1,3	0,4	1,1	96 607	121 526	2,0	2,1
AFRIQUE DU NORD	12 009	12 287	0,6	0,2	2,1	2,5	1,5	1,6	25 303	30 742	2,2	1,8
Algérie	2 180	2 323	-0,4	0,6	0,9	1,1	2,7	2,0	1 960	2 587	2,3	2,6
Égypte	2 685	2 885	2,5	0,7	6,5	7,0	2,7	0,8	17 421	20 335	5,2	1,4
Maroc	5 509	5 268	0,0	-0,4	0,8	1,0	-5,4	2,8	4 156	5 388	-5,4	2,4
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	74 152	84 203	1,8	1,2	1,0	1,1	0,2	1,0	71 303	90 784	2,0	2,2
Nigéria	17 851	21 341	2,3	1,6	1,2	1,3	0,2	0,9	21 122	27 921	2,6	2,6
Soudan	7 768	9 549	2,9	1,9	0,5	0,5	-0,1	0,2	4 098	5 136	2,8	2,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	47 683	53 128	-0,4	1,0	2,7	3,0	3,1	1,0	127 327	157 606	2,7	2,0
AMÉRIQUE CENTRALE	12 728	13 718	0,4	0,7	2,5	2,6	1,6	0,5	32 040	36 304	2,0	1,1
Mexique	10 537	11 334	0,5	0,7	2,7	2,8	1,8	0,4	28 435	31 935	2,3	1,1
CARAÏBES	824	797	0,3	-0,3	1,4	1,6	-0,3	1,4	1 158	1 312	-0,1	1,1
AMÉRIQUE DU SUD	34 131	38 613	-0,8	1,1	2,8	3,1	3,7	1,1	94 130	119 991	2,9	2,2
Argentine	10 676	11 650	2,0	0,8	3,4	3,9	4,2	1,1	36 697	45 216	6,2	1,9
Brésil	17 069	19 955	-2,2	1,4	2,4	2,8	3,6	1,1	41 771	55 367	1,3	2,6
ASIE	303 395	303 220	-0,1	0,0	2,7	2,9	1,9	0,9	804 599	886 726	1,8	0,9
PROCHE-ORIENT	30 107	32 219	-1,1	0,6	1,8	1,9	1,5	0,3	55 293	61 159	0,4	0,9
Arabie saoudite	639	598	-3,8	-0,6	3,5	3,6	-1,6	0,1	2 256	2 127	-5,4	-0,5
Iran, Rép. islamique d'	7 739	8 360	-2,0	0,7	1,8	2,1	4,2	1,0	14 282	17 184	2,1	1,7
Turquie	13 534	13 675	-0,1	0,1	2,2	2,2	0,4	0,1	29 171	29 771	0,4	0,2
ASIE DU SUD	129 654	128 282	0,0	-0,1	1,9	2,2	2,2	1,1	247 414	276 287	2,2	1,0
Bangladesh	11 472	11 818	0,4	0,3	2,1	2,6	2,7	1,7	24 557	30 341	3,1	1,9
Inde	101 305	99 427	-0,2	-0,2	1,9	2,1	2,2	1,0	189 165	207 713	2,0	0,9
Pakistan	12 637	12 645	0,8	0,0	2,1	2,3	2,6	1,1	26 299	29 648	3,4	1,1
SUD-EST DE L'ASIE	143 634	142 719	0,1	-0,1	3,5	3,8	1,7	0,9	501 892	549 280	1,8	0,8
Chine	89 684	86 944	-0,2	-0,3	4,2	4,7	2,0	1,0	378 176	407 151	1,8	0,7
Corée, Rép. de	1 170	988	-2,2	-1,5	4,8	5,2	0,5	0,7	5 579	5 099	-1,8	-0,8
Indonésie	15 421	15 559	1,3	0,1	2,7	2,9	0,1	0,8	41 599	45 638	1,4	0,8
Myanmar	6 559	7 337	2,5	1,0	2,0	2,0	1,1	0,2	12 997	14 850	3,6	1,2
Philippines	6 387	6 992	-1,2	0,8	1,9	2,0	2,2	0,8	11 888	14 143	1,0	1,6
Thaïlande	11 144	10 586	-0,2	-0,5	1,9	2,3	1,9	2,0	20 776	24 476	1,7	1,5
Viet Nam	8 249	8 518	2,4	0,3	2,7	3,1	3,0	1,2	22 455	26 486	5,5	1,5
Océanie	14	12	-1,7	-1,2	1,5	1,5	-1,1	-0,1	21	18	-2,8	-1,3
PAYS DÉVELOPPÉS	139 900	139 161	-0,8	0,0	4,7	5,2	2,7	0,8	660 850	717 532	1,8	0,8
AMÉRIQUE DU NORD	77 614	77 431	-0,7	0,0	5,1	5,5	3,0	0,8	392 386	429 417	2,3	0,8
Canada	18 022	17 371	-1,6	-0,3	2,9	3,1	2,7	0,7	52 055	54 230	1,1	0,4
États-Unis	59 592	60 059	-0,3	0,1	5,7	6,2	2,9	0,8	340 331	375 188	2,5	0,9
EUROPE OCCIDENTALE	38 027	37 668	-1,9	-0,1	5,6	6,1	3,1	0,7	213 108	228 499	1,1	0,6
UE (15)	37 508	37 165	-2,0	-0,1	5,6	6,1	3,1	0,7	210 582	225 939	1,1	0,6
Océanie	17 394	16 975	2,5	-0,2	2,0	2,2	1,7	0,9	34 860	37 525	4,3	0,7
Australie	17 260	16 849	2,6	-0,2	2,0	2,2	1,8	0,9	33 989	36 683	4,4	0,7
AUTRES PAYS	6 864	7 087	-3,0	0,3	3,0	3,1	1,5	0,4	20 496	22 091	-1,6	0,7
Afrique du Sud	4 753	5 125	-3,4	0,7	2,4	2,5	2,0	0,6	11 228	12 864	-1,5	1,2
Japon	2 048	1 877	-2,0	-0,8	4,5	4,8	0,5	0,7	9 167	9 059	-1,6	-0,1
PAYS EN TRANSITION	104 672	108 017	-2,3	0,3	1,9	2,2	-1,5	1,7	194 293	242 225	-3,8	2,0
EUROPE ORIENTALE	24 948	25 756	-0,5	0,3	3,2	3,5	-1,4	0,9	78 926	89 649	-1,9	1,2
Bulgarie	1 864	1 968	-1,2	0,5	2,9	3,5	-3,3	1,8	5 339	6 857	-4,5	2,3
Hongrie	2 682	3 001	-0,5	1,0	4,3	4,8	-1,7	1,1	11 438	14 397	-2,2	2,1
Pologne	8 785	8 770	0,4	0,0	2,9	3,0	-0,9	0,5	25 082	26 411	-0,5	0,5
Roumanie	5 450	5 786	-0,8	0,5	2,6	2,9	-1,7	0,9	14 218	16 569	-2,5	1,4
CEI	77 909	80 559	78,3	0,3	1,4	1,8	0,0	2,3	111 478	148 586	0,0	2,6
Féd. de Russie	46 563	46 624	0,0	0,0	1,3	1,7	0,0	2,8	58 488	79 580	0,0	2,8
Kazakhstan	11 544	12 151	0,0	0,5	0,9	1,2	0,0	2,0	10 873	14 297	0,0	2,5
Ukraine	12 117	13 513	0,0	1,0	2,2	2,6	0,0	1,6	26 536	35 067	0,0	2,6
ÉTATS BALTES	1 816	1 703	0,0	-0,6	2,1	2,3	0,0	0,8	3 889	3 989	0,0	0,2
PFRDV	336 728	344 225	0,5	0,2	2,4	2,6	1,5	0,8	801 497	896 604	1,9	1,0
PMA	75 274	82 795	1,6	0,9	1,2	1,4	1,0	1,0	91 043	111 929	2,6	1,9
PDINPA	30 137	31 098	0,6	0,3	2,1	2,4	1,7	1,3	62 117	73 852	2,4	1,6

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.2 - Projections de l'utilisation pour l'ensemble des céréales

	UTILISATION TOTALE				ALIMENTATION HUMAINE				ALIMENTATION ANIMALE				ALIMENTS PAR HABITANT	
	19	10	1989-99	99-2010	19	10	1989-99	99-2010	19	10	1989-99	99-2010	19	10
	de base	pour 2010	Taux de croissance		de base	pour 2010	Taux de croissance		de base	pour 2010	Taux de croissance		de base	pour 2010
	(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en kg/an)	
MONDE	1 893 965	2 133 536	0,9	1,1	947 945	1 077 222	1,3	1,2	689 432	783 027	0,2	1,2	157,1	156,9
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	1 148 745	1 322 571	2,0	1,3	774 335	897 536	1,6	1,4	256 060	302 517	3,4	1,5	163,7	162,3
AFRIQUE	137 518	172 997	2,4	2,1	106 929	137 099	2,2	2,3	16 948	20 331	4,7	1,7	136,4	136,3
AFRIQUE DU NORD	51 074	59 342	2,1	1,4	33 005	38 852	1,2	1,5	14 232	16 591	5,1	1,4	234,4	229,8
Algérie	9 021	10 040	1,3	1,0	5 791	7 294	1,1	2,1	2 614	2 031	2,8	-2,3	188,2	190,4
Égypte	27 330	31 483	3,4	1,3	17 834	20 421	1,7	1,2	7 521	9 273	8,0	1,9	265,3	255,1
Maroc	9 010	10 759	0,0	1,6	6 159	7 244	-0,4	1,5	2 086	2 635	3,8	2,1	221,0	220,7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	86 445	113 655	2,6	2,5	73 924	98 246	2,7	2,6	2 716	3 740	3,1	3,0	114,9	117,4
Nigéria	23 937	31 686	3,5	2,6	19 741	26 296	3,3	2,6	945	1 427	8,3	3,8	181,2	189,6
Soudan	5 192	6 609	4,1	2,2	4 465	5 720	4,0	2,3	319	427	13,4	2,7	154,6	157,8
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	145 977	171 755	2,5	1,5	66 801	79 407	1,8	1,6	67 303	80 040	4,0	1,6	130,6	133,4
AMÉRIQUE CENTRALE	47 848	55 953	2,7	1,4	23 051	27 416	1,4	1,6	20 397	24 230	4,8	1,6	173,8	173,7
Mexique	40 923	47 603	2,7	1,4	18 292	21 488	1,1	1,5	18 654	22 256	5,0	1,6	187,9	190,3
CARAÏBES	5 085	6 131	-1,1	1,7	3 623	4 522	0,6	2,0	1 306	1 442	-4,6	0,9	102,6	115,2
AMÉRIQUE DU SUD	93 045	109 671	2,6	1,5	40 127	47 469	2,1	1,5	45 600	54 368	4,1	1,6	116,8	119,3
Argentine	14 773	16 144	2,6	0,8	4 717	5 256	0,6	1,0	7 752	8 581	4,3	0,9	129,0	126,7
Bésil	52 649	62 328	2,6	1,5	20 733	23 936	2,2	1,3	28 927	35 144	4,1	1,8	123,4	125,4
ASIE	864 638	977 024	1,8	1,1	600 046	680 292	1,5	1,1	171 800	202 135	3,0	1,5	175,0	173,5
PROCHE-ORIENT	86 308	103 138	1,0	1,6	47 740	59 660	2,0	2,0	28 348	33 019	0,2	1,4	191,5	189,8
Arabie saoudite	9 458	11 428	0,2	1,7	2 473	3 246	2,1	2,5	6 622	7 717	-0,1	1,4	118,3	112,8
Iran, Rép. islamique d'	22 964	26 810	2,1	1,4	14 322	16 918	2,4	1,5	6 040	7 706	1,9	2,2	214,4	219,9
Turquie	29 971	33 248	0,2	0,9	14 437	16 531	1,6	1,2	9 843	10 745	-0,5	0,8	220,3	217,4
ASIE DU SUD	240 851	282 234	2,0	1,5	210 674	250 381	1,8	1,6	9 983	10 970	12,9	0,9	159,4	160,8
Bangladesh	26 592	33 405	3,0	2,1	21 760	28 339	2,2	2,4	50	41	48,1	-1,9	171,4	166,7
Inde	180 013	206 726	1,8	1,3	159 613	184 426	1,6	1,3	8 634	9 686	15,3	1,1	159,9	160,1
Pakistan	25 587	31 509	2,7	1,9	21 982	28 522	2,5	2,4	1 110	1 008	3,9	-0,9	144,3	142,8
SUD-EST DE L'ASIE	537 478	591 652	1,8	0,9	341 631	370 251	1,2	0,7	133 468	158 146	3,3	1,6	183,8	180,7
Chine	394 111	429 457	1,7	0,8	237 923	250 482	0,8	0,5	109 354	130 280	3,7	1,6	186,8	181,4
Corée, Rép. de	18 231	19 301	0,7	0,5	6 761	6 818	-0,9	0,1	8 214	9 041	0,7	0,9	145,5	136,4
Indonésie	49 447	54 582	2,7	0,9	41 355	46 618	2,4	1,1	3 451	4 149	9,0	1,7	197,6	195,9
Myanmar	12 286	12 643	3,2	0,3	10 274	10 820	2,2	0,5	533	427	18,0	-2,0	228,0	212,6
Philippines	15 590	19 299	2,3	2,0	10 965	13 858	2,7	2,2	3 666	4 370	1,9	1,6	147,3	153,0
Thaïlande	14 386	16 146	2,0	1,1	8 966	9 913	1,1	0,9	4 463	5 250	4,2	1,5	147,3	149,0
Viet Nam	18 095	21 826	3,8	1,7	14 945	18 671	3,0	2,0	493	1 111	9,3	7,7	189,9	205,7
Océanie	612	796	2,2	2,4	560	739	2,6	2,5	9	11	-5,9	1,7	79,5	84,1
PAYS DÉVELOPPÉS	542 671	585 351	1,4	0,7	110 553	114 548	0,7	0,3	334 686	367 420	1,3	0,9	124,2	124,1
AMÉRIQUE DU NORD	284 717	311 816	1,7	0,8	37 244	40 326	1,6	0,7	190 195	206 034	1,6	0,7	121,3	121,5
Canada	32 847	35 083	1,9	0,6	3 439	3 779	1,0	0,9	24 302	25 734	2,0	0,5	111,4	111,4
États-Unis	251 870	276 733	1,7	0,9	33 805	36 547	1,7	0,7	165 893	180 300	1,5	0,8	122,4	122,6
EUROPE OCCIDENTALE	194 007	206 243	1,3	0,6	46 002	46 330	0,5	0,1	112 577	126 955	1,2	1,1	118,6	119,1
UE (15)	190 163	202 057	1,4	0,6	44 684	44 952	0,5	0,1	110 334	124 388	1,2	1,1	119,2	119,6
Océanie	13 115	14 369	3,1	0,8	2 338	2 704	-1,2	1,3	8 459	9 310	4,5	0,9	103,8	109,0
Australie	11 950	13 027	3,2	0,8	1 961	2 268	-1,5	1,3	7 799	8 537	4,7	0,8	104,9	110,0
AUTRES PAYS	50 831	52 922	-0,8	0,4	24 971	25 188	-0,1	0,1	23 456	25 121	-1,2	0,6	144,8	142,3
Afrique du Sud	11 931	13 362	0,5	1,0	7 374	7 986	1,0	0,7	3 666	4 380	-0,5	1,6	184,8	187,8
Japon	35 870	35 925	-1,4	0,0	16 696	16 114	-0,6	-0,3	17 809	18 378	-1,8	0,3	132,0	126,6
PAYS EN TRANSITION	202 549	225 614	-4,4	1,0	63 057	65 138	-1,0	0,3	98 686	113 090	-6,6	1,2	152,8	157,2
EUROPE ORIENTALE	81 549	84 438	-1,8	0,3	20 156	19 903	-1,2	-0,1	49 122	52 373	-2,0	0,6	166,3	165,1
Bulgarie	4 748	5 173	-6,1	0,8	1 872	1 725	-0,7	-0,7	2 053	2 578	-9,4	2,1	226,2	222,5
Hongrie	9 411	10 091	-3,4	0,6	1 514	1 635	-3,0	0,7	6 344	6 736	-4,1	0,5	150,2	169,8
Pologne	27 194	27 375	-0,5	0,1	6 011	5 916	-0,4	-0,1	17 158	17 956	-0,8	0,4	155,2	151,0
Roumanie	15 638	15 937	-1,9	0,2	4 128	3 860	-0,6	-0,6	9 225	9 454	-0,4	0,2	184,3	179,3
CEI	116 941	136 831	0,0	1,4	42 019	44 374	0,0	0,5	47 017	57 891	0,0	1,9	147,9	154,7
Féd. de Russie	65 806	77 775	0,0	1,5	21 861	22 226	0,0	0,2	27 652	34 825	0,0	2,1	148,5	153,9
Kazakhstan	6 912	8 009	0,0	1,3	2 474	2 559	0,0	0,3	1 461	2 080	0,0	3,3	152,1	155,1
Ukraine	24 467	27 502	0,0	1,1	7 860	7 835	0,0	0,0	11 163	12 547	0,0	1,1	155,2	160,8
ÉTATS BALTES	4 058	4 345	0,0	0,6	882	861	0,0	-0,2	2 548	2 826	0,0	0,9	117,9	123,6
PFRDV	857 510	983 591	2,1	1,3	620 528	716 148	1,6	1,3	147 216	173 733	4,2	1,5	165,7	163,8
PMA	102 697	131 609	2,7	2,3	87 100	114 049	2,5	2,5	2 371	2 817	6,9	1,6	127,3	129,3
PDINPA	91 949	110 369	2,2	1,7	67 400	82 809	1,7	1,9	17 139	20 556	4,0	1,7	164,3	163,9

1/ Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.3 - Projections du commerce pour l'ensemble des céréales

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 89-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 89-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(.....%.....)</i>		<i>(.....%.....)</i>	
MONDE	233 213	279 717	0,5	1,7	233 213	278 963	2,2	1,6	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	171 362	216 468	2,5	2,1	59 371	66 996	7,4	1,1	73,5	77,4	25,5	24,0
AFRIQUE	42 980	54 161	3,3	2,1	2 187	2 341	2,9	0,6	18,4	19,4	0,9	0,8
AFRIQUE DU NORD	25 880	29 525	2,0	1,2	501	884	18,9	5,3	11,1	10,6	0,2	0,3
Algérie	6 818	7 450	0,6	0,8			0,0	0,0	2,9	2,7	0,0	0,0
Égypte	10 550	12 069	1,4	1,2	501	884	19,0	5,3	4,5	4,3	0,2	0,3
Maroc	4 494	5 428	9,3	1,7			0,0	0,0	1,9	1,9	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	17 100	24 636	5,8	3,4	1 686	1 457	0,8	-1,3	7,3	8,8	0,7	0,5
Nigéria	2 963	4 221	15,3	3,3	148	418	9,1	9,9	1,3	1,5	0,1	0,1
Soudan	1 311	1 633	5,7	2,0	333	140	-3,7	-7,6	0,6	0,6	0,1	0,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	42 882	47 881	6,2	1,0	24 920	33 535	9,7	2,7	18,4	17,1	10,7	12,0
AMÉRIQUE CENTRALE	16 565	19 961	5,6	1,7	484	272	14,8	-5,1	7,1	7,1	0,2	0,1
Mexique	13 122	15 903	4,9	1,8	443	215	13,9	-6,4	5,6	5,7	0,2	0,1
CARAÏBES	4 249	5 105	-0,6	1,7	285	285	47,3	0,0	1,8	1,8	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU SUD	22 067	22 815	8,8	0,3	24 151	32 977	9,5	2,9	9,5	8,2	10,4	11,8
Argentine	39	41	49,8	0,5	22 098	29 043	9,8	2,5	0,0	0,0	9,5	10,4
Brésil	10 035	8 713	11,7	-1,3	200	1 742	17,2	21,7	4,3	3,1	0,1	0,6
ASIE	84 902	113 649	0,8	2,7	32 264	31 120	6,3	-0,3	36,4	40,6	13,8	11,2
PROCHE-ORIENT	33 831	44 988	1,8	2,6	4 324	3 100	3,2	-3,0	14,5	16,1	1,9	1,1
Arabie saoudite	7 280	9 250	0,9	2,2			0,0	0,0	3,1	3,3	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	8 433	9 760	2,1	1,3	3	3	0,0	0,0	3,6	3,5	0,0	0,0
Turquie	2 772	5 294	0,5	6,1	2 641	1 939	12,3	-2,8	1,2	1,9	1,1	0,7
ASIE DU SUD	7 077	11 382	1,2	4,4	5 459	6 595	12,5	1,7	3,0	4,1	2,3	2,4
Bangladesh	2 625	3 044	3,1	1,4			0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	0,0
Inde	1 356	2 490	0,3	5,7	2 838	4 441	14,5	4,2	0,6	0,9	1,2	1,6
Pakistan	1 753	3 819	-0,8	7,3	2 618	2 145	10,9	-1,8	0,8	1,4	1,1	0,8
SUD-EST DE L'ASIE	43 993	57 279	0,0	2,4	22 481	21 425	5,9	-0,4	18,9	20,5	9,6	7,7
Chine	10 172	17 694	-8,2	5,2	9 993	2 012	6,8	-13,6	4,4	6,3	4,3	0,7
Province de Taïwan	6 186	7 242	-1,2	1,4	134	6	4,2	-24,9	2,7	2,6	0,1	0,0
Corée, Rép. de	12 753	14 194	2,0	1,0	47		41,7	-60,0	5,5	5,1	0,0	0,0
Indonésie	8 174	9 300	13,6	1,2	210	211	15,1	0,0	3,5	3,3	0,1	0,1
Myanmar	38	107	6,0	9,9	388	2 348	10,0	17,8	0,0	0,0	0,2	0,8
Philippines	3 975	5 368	7,0	2,8	152	152	28,3	0,1	1,7	1,9	0,1	0,1
Thaïlande	1 067	1 518	10,1	3,3	7 316	9 839	2,5	2,7	0,5	0,5	3,1	3,5
Viet Nam	586	1 260	3,4	7,2	4 090	6 034	11,6	3,6	0,3	0,5	1,8	2,2
OCÉANIE	597	778	2,6	2,4			0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	47 312	51 317	-0,1	0,7	158 019	184 547	0,2	1,4	20,3	18,3	67,8	66,2
AMÉRIQUE DU NORD	7 468	7 577	8,1	0,1	107 831	125 974	0,0	1,4	3,2	2,7	46,2	45,2
Canada	1 964	2 277	7,5	1,4	20 104	21 482	0,1	0,6	0,8	0,8	8,6	7,7
États-Unis	5 504	5 299	8,3	-0,3	87 727	104 491	-0,1	1,6	2,4	1,9	37,6	37,5
EUROPE OCCIDENTALE	7 725	9 839	-3,5	2,2	26 538	32 319	-1,4	1,8	3,3	3,5	11,4	11,6
UE (15)	6 496	8 210	-3,9	2,2	26 528	32 309	-1,4	1,8	2,8	2,9	11,4	11,6
OCÉANIE	354	558	2,0	4,2	21 620	23 791	5,0	0,9	0,2	0,2	9,3	8,5
Australie	48	53	4,1	0,9	21 613	23 785	5,0	0,9	0,0	0,0	9,3	8,5
AUTRES PAYS	31 765	33 343	-0,4	0,4	2 030	2 464	-3,4	1,8	13,6	11,9	0,9	0,9
Afrique du Sud	1 579	2 091	6,1	2,6	1 117	1 537	-7,7	2,9	0,7	0,7	0,5	0,6
Japon	27 165	27 780	-1,1	0,2	913	927	9,2	0,1	11,6	9,9	0,4	0,3
PAYS EN TRANSITION	14 540	11 931	-9,8	-1,8	15 823	27 420	14,6	5,1	6,2	4,3	6,8	9,8
EUROPE ORIENTALE	4 505	4 434	-3,3	-0,1	5 987	9 299	5,8	4,1	1,9	1,6	2,6	3,3
Bulgarie	195	200	-12,9	0,2	987	1 817	8,1	5,7	0,1	0,1	0,4	0,7
Hongrie	82	76	-17,1	-0,7	2 606	4 256	4,9	4,6	0,0	0,0	1,1	1,5
Pologne	1 401	1 150	-5,5	-1,8	215	217	1,0	0,1	0,6	0,4	0,1	0,1
Roumanie	563	687	-8,1	1,8	598	1 264	8,6	7,0	0,2	0,2	0,3	0,5
CEI	9 607	6 903	0,0	-3,0	9 478	17 896	0,0	5,9	4,1	2,5	4,1	6,4
Féd. de Russie	4 676	1 859	0,0	-8,0	1 195	3 407	0,0	10,0	2,0	0,7	0,5	1,2
Kazakhstan	28	15	0,0	-5,4	4 459	6 099	0,0	2,9	0,0	0,0	1,9	2,2
Ukraine	560	716	0,0	2,3	3 506	8 003	0,0	7,8	0,2	0,3	1,5	2,9
ÉTATS BALTES	428	594	0,0	3,0	358	225	0,0	-4,1	0,2	0,2	0,2	0,1
PFRDV	66 695	92 699	2,2	3,0	18 695	12 845	7,6	-3,4	28,6	33,1	8,0	4,6
PMA	15 067	23 710	4,1	4,2	2 237	3 933	7,5	5,3	6,5	8,5	1,0	1,4
PDINPA	32 936	39 919	2,5	1,8	3 469	3 494	11,5	0,1	14,1	14,3	1,5	1,3

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Blé

Production

Pendant la période couverte par les projections, la production mondiale de blé devrait augmenter d'environ 1,3 pour cent par an pour atteindre 679 millions de tonnes en 2010, soit 12 millions de tonnes ou 15 pour cent de plus que pendant la période de base. La production de blé devrait augmenter plus rapidement pendant la période considérée que pendant les années 90 du fait d'une forte reprise dans les pays en transition et d'un accroissement plus rapide parmi les principaux pays producteurs de blé d'Amérique latine et des Caraïbes.

La production devrait augmenter plus rapidement dans la plupart des pays en transition. Pendant les années 90, la réduction de la production a été imputable principalement à la contraction marquée de la consommation. Parallèlement à l'amélioration de leurs perspectives économiques, la reprise de la demande dans ces pays encouragera un accroissement des investissements dans l'agriculture, ce qui, à son tour, se traduira par une augmentation des superficies ensemencées ainsi que des rendements, surtout en Fédération de Russie et en Ukraine.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'augmentation la plus forte est projetée pour le Brésil, principalement par suite de l'augmentation rapide de la demande intérieure. La production de blé au Mexique devrait également reprendre après la tendance à la baisse des années 90, principalement grâce à la culture du blé dur, dont les rendements sont meilleurs et dont la résistance aux maladies est plus grande. L'expansion des superficies emblavées, jointe à une légère augmentation des rendements, devrait également se traduire par un accroissement de la production de blé en Argentine. La dévaluation récente du peso argentin et, surtout, sa parité fixe avec le dollar des États-Unis ont accru la rentabilité des exportations de blé, ce qui pourrait entraîner un accroissement des superficies emblavées et des rendements plus élevés au cours des années à venir.

Pour les pays en développement en tant que groupe, la production de blé ne devrait augmenter que de 1,2 pour cent par an, soit à un rythme proche de la moitié de celui enregistré pendant les années 90. L'augmentation la plus lente est attendue en Afrique et en Asie. Parmi les principaux facteurs à l'origine de cette décélération, il y a lieu de noter la stagnation de l'amélioration des rendements, imputable surtout à la pénurie d'eau et à la réduction des possibilités d'accroître la superficie des terres cultivées. En Afrique, les terres cultivées devraient se rétrécir dans la plupart des pays producteurs de blé, sauf en Égypte, en Éthiopie et en Tanzanie, où les terres emblavées devraient augmenter, bien que dans des proportions réduites et plus lentement que pendant les années 90. En Asie, il est probable que la production augmentera dans la plupart des pays, mais l'accroissement de la production sera plus modéré que pendant les années 90, spécialement en Inde et au Bangladesh, surtout par suite d'une réduction des superficies ensemencées. En Chine, l'accent mis plutôt sur la qualité que sur la quantité des cultures céréalières aura également pour effet de limiter l'expansion des superficies emblavées.

Pour ce qui est des pays développés, le maintien des politiques de soutien de la production nationale aux États-Unis, et notamment l'augmentation des prêts bonifiés à la commercialisation les années où les prix sont peu élevés, se traduiront sans doute par une augmentation des rendements et des superficies ensemencées et par conséquent par une augmentation régulière de la production. Dans les 15 pays de l'UE, la production de blé devrait également augmenter grâce à une légère amélioration des rendements ainsi qu'à une augmentation modérée des superficies ensemencées. Toutefois, l'entrée dans l'Union européenne de 10 nouveaux États (à partir de mai 2004) et, le cas échéant, les réformes qui pourront être apportées à la politique agricole commune (PAC), pourraient modifier à bien des égards les projections actuelles. En particulier, l'adoption de la PAC et l'harmonisation progressive des politiques agricoles des nouveaux États membres pourraient transformer du tout au tout la situation dans l'Union européenne au cours des années à venir étant donné le rôle important que jouent d'aussi gros producteurs de blé que la Hongrie et la Pologne, entre autres.

Commerce international

Consommation

La consommation totale de blé devrait elle aussi augmenter de quelque 1,3 pour cent par an au cours de la période couverte par les projections par suite, principalement, de l'accroissement de l'utilisation dans les pays en développement et de l'augmentation prévisible de la demande dans les pays en transition, après la tendance à la baisse qui a marqué les années 90.

Parmi les principales catégories d'utilisation, la consommation directe de blé comme denrée alimentaire devrait s'accroître de 1,2 pour cent par an pour atteindre 483 millions de tonnes en 2010. La consommation alimentaire directe continue de représenter la part du lion de l'utilisation totale de blé, surtout dans les pays en développement. L'accroissement démographique et l'élévation des revenus ainsi que l'urbanisation continue sont au nombre des facteurs qui contribuent à une augmentation régulière de la consommation alimentaire de blé dans les pays en développement. C'est dans les pays affectés par l'insécurité alimentaire que la consommation de blé par habitant devrait augmenter le plus.

La consommation de blé comme aliment pour les animaux, qui vient immédiatement après, par ordre d'importance, les utilisations destinées à l'alimentation humaine, devrait augmenter de 1,6 pour cent par an, soit une progression assez robuste après le recul constaté pendant les années 90. Le blé destiné à l'alimentation des animaux est habituellement de deuxième qualité. L'un des principaux facteurs à l'origine de l'augmentation projetée de la consommation de blé destiné à l'alimentation des animaux pendant la période couverte par la projection devrait être les perspectives plus favorables de la demande de produits de l'élevage dans beaucoup de pays, en particulier les pays en transition et les pays où l'expansion économique est la plus rapide. En outre, la résistance que continue de susciter le maïs génétiquement modifié (pour l'alimentation des animaux) sur plusieurs marchés importants pourrait également contribuer à raffermir la demande de blé comme produit de remplacement pour l'alimentation des animaux.

Le commerce mondial de blé devrait s'accroître considérablement pendant la période couverte par les projections, après avoir enregistré une croissance modérée seulement pendant les années 90. Le commerce mondial de blé et de farine de blé (équivalent céréales) devrait s'accroître de près de 2 pour cent par an pour atteindre le chiffre record de 129 millions de tonnes. Cette augmentation serait imputable presque intégralement à l'accroissement de la demande d'importation des pays en développement, surtout de la Chine, où, en 2010, les importations devraient se situer à 3 millions de tonnes seulement, soit un chiffre bien inférieur aux contingents tarifaires de 9,6 millions de tonnes (à partir de 2004). Sur la base du niveau actuellement projeté, la part des pays en développement dans les importations mondiales passerait de 77 pour cent à la fin des années 90 à 83 pour cent en 2010. Cette expansion serait due principalement à la persistance de l'augmentation rapide de la demande d'importation en Asie et en Afrique, régions qui représenteraient 43 pour cent et 23 pour cent du total mondial respectivement.

Pour ce qui est des exportations, la part des marchés détenue par les pays développés devrait atteindre 71 pour cent en 2010, soit un peu moins que pendant la période de référence. Dans les pays en transition, l'augmentation considérable des excédents de production devrait se traduire par une augmentation de leurs exportations, et ces pays deviendront donc sans doute des acteurs importants sur les marchés mondiaux du blé. En revanche, la part globale détenue par les gros exportateurs traditionnels devrait légèrement diminuer. Ainsi, la part des marchés de l'Australie, du Canada et des États-Unis devrait se contracter, même si cela ne se traduirait pas nécessairement par une diminution de leurs exportations en chiffres absolus. Les exportations de blé de l'Argentine et des 15 pays de l'UE devraient augmenter et leur permettre ainsi d'accroître légèrement leur part de marché. La Fédération de Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine devraient devenir parmi les plus gros exportateurs de blé. En fait, les exportations de blé de la Fédération de Russie et de l'Ukraine ont déjà atteint en 2002/03 des niveaux bien supérieurs aux projections pour 2010. Étant donné toutefois l'incertitude qui entoure l'évolution d'une année

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

sur l'autre des excédents de production exportable de ces pays, il est extrêmement difficile, à ce stade, de prévoir avec précision ce que seront les chiffres en 2010.

Stocks et prix

Les stocks mondiaux de blé continueront de diminuer pendant la période couverte par les projections parce que beaucoup de pays continueront sans doute de renoncer aux politiques qui se sont traduites par une accumulation de stocks importants pendant les années 90. La diminution des stocks mondiaux sera imputable surtout à la Chine, mais les stocks devraient se contracter aussi dans les principaux pays exportateurs. Cependant, l'augmentation projetée des stocks dans plusieurs pays en transition contribuera sans doute à compenser leur contraction dans les principaux pays exportateurs. En somme, le ratio entre les stocks et la consommation en 2010 devrait être inférieur à celui enregistré pendant la période de référence et tomber ainsi de 24 pour cent à 41 pour cent.

Cela étant, la réduction relative de l'offre devrait se traduire par une tendance à la hausse des cours internationaux, qui pourraient ainsi, après le fléchissement récent, revenir en termes réels à leur tendance à long terme d'ici à 2010. La demande de blé de haute qualité devrait se traduire par une situation mieux équilibrée et par des prix soutenus, voire plus fermes.

Problèmes et incertitudes

Selon les projections, la production de blé en Chine devrait augmenter de 1,2 pour cent par an jusqu'en 2010. À ce rythme, la production interne devrait être suffisante pour satisfaire la majeure partie de la demande, de sorte que les importations seraient relativement réduites et bien inférieures aux contingents tarifaires. Toutefois, les profondes réformes introduites dans la structure de l'offre et de la demande en Chine et en particulier les politiques qui ont été délibérément introduites pour réduire les stocks de blé ces dernières années soulèvent d'importantes questions quant à la situation qu'occupera la Chine sur les marchés mondiaux en 2010. Il n'est sans doute pas réaliste de compter sur une réduction marquée et soutenue des stocks, mais, au cas où la production ne suivrait pas la consommation, comme cela a été le cas ces dernières années,

la Chine devra sans doute importer plus de blé que ne le donneraient à penser les projections actuelles. Cette éventualité pourrait accroître considérablement le commerce mondial et partant les prix du blé sur les marchés internationaux. L'impact sur les prix, toutefois, dépendra également des disponibilités de blé à l'exportation, élément qui est lui-même incertain.

En particulier, de sérieuses incertitudes subsistent en ce qui concerne le volume de la production exportable des exportateurs non traditionnels de blé, en particulier des pays en transition, et surtout de la Fédération de Russie et de l'Ukraine. Entre 1999 et 2002, ces pays sont devenus les plus gros exportateurs mondiaux de blé, grâce notamment à plusieurs années consécutives de bonnes récoltes. Néanmoins, il est très difficile de prédire dans quelle mesure ces pays continueront de pouvoir produire et exporter beaucoup de blé, comme en témoignent les fluctuations marquées d'une année sur l'autre de la production qui ont été enregistrées récemment.

Les perspectives des marchés mondiaux du blé à moyen terme dépendront également des politiques agricoles. La réforme récemment convenue de la Politique agricole commune (PAC) de l'UE, qui doit prendre effet à compter de 2005, n'aura peut-être que des conséquences limitées pour les marchés mondiaux du blé en 2010. La PAC révisée a pour but de dissocier les subventions et la production, principalement au moyen de l'introduction de subventions unifiées aux agriculteurs ainsi que du découplage, à terme, entre les subventions directes et la production. Toutefois, les principales incidences des mesures de soutien pour les producteurs de blé demeurant pour l'essentiel inchangées, le changement à prévoir découlera sans doute non pas de la réforme de la PAC en tant que telle mais plutôt de l'élargissement de l'UE.

L'élargissement de l'UE pourrait avoir des incidences sur les marchés internationaux du blé étant donné le rôle important que jouent d'aussi gros producteurs, parmi les nouveaux membres, que la Pologne et la Hongrie. L'incorporation progressive de la PAC devrait se traduire par une stabilisation des revenus et une élévation des prix intérieurs, ce qui, à son tour, pourrait stimuler la production de blé

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

parmi les nouveaux membres et ainsi accroître les excédents exportables de blé pour les 25 États de l'Union européenne. Les

possibilités d'exportation des excédents pourraient toutefois être affectées si la fermeté de l'euro se poursuit après l'expansion de l'UE.

Tableau 2.4 - Blé: projections de la production

	RÉGION				RENDEMENT				PRODUCTION			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010
	(en milliers d'hectares)		(en % par an)		(en milliers de tonnes/ha)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)	
MONDE	219 742	224 304	-0,3	0,2	2,7	3,0	1,1	1,1	590 629	678 588	0,8	1,3
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	102 972	105 244	0,2	0,2	2,7	3,0	1,8	1,0	274 614	312 703	2,0	1,2
AFRIQUE	8 128	8 190	2,2	0,1	1,7	2,0	0,4	1,5	14 143	16 728	2,6	1,5
AFRIQUE DU NORD	6 584	6 516	2,3	-0,1	1,8	2,1	0,6	1,6	11 835	13 909	2,9	1,5
Algérie	1 592	1 589	2,6	0,0	0,9	1,2	3,3	2,2	1 503	1 910	6,0	2,2
Égypte	1 017	1 046	4,0	0,3	6,2	6,6	2,2	0,5	6 335	6 913	6,3	0,8
Maroc	2 893	2 802	1,3	-0,3	0,9	1,2	-4,9	2,6	2 637	3 391	-3,7	2,3
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 544	1 674	1,6	0,7	1,5	1,7	-0,6	1,1	2 308	2 819	1,0	1,8
Nigéria	40	41	-2,3	0,2	1,1	1,4	-0,2	2,6	42	57	-2,4	2,8
Soudan	123	179	-6,5	3,4	1,8	2,0	0,0	0,8	227	358	-6,5	4,2
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	9 209	10 252	-1,5	1,0	2,4	2,8	1,9	1,2	22 391	28 329	0,4	2,2
AMÉRIQUE CENTRALE	701	714	-3,7	0,2	4,6	4,8	1,5	0,3	3 232	3 414	-2,2	0,5
Mexique	696	709	-3,5	0,2	4,6	4,8	1,5	0,3	2 228	3 409	-2,1	0,5
CARAÏBES			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	8 509	9 538	-1,3	1,0	2,3	2,6	2,2	1,4	19 159	24 915	0,9	2,4
Argentine	6 090	6 733	1,5	0,9	2,4	2,8	2,5	1,4	14 620	18 880	4,0	2,4
Brésil	1 382	1 699	-7,9	1,9	1,5	1,9	-0,1	1,9	2 083	3 146	-8,0	3,8
ASIE	85 635	86 802	0,3	0,1	2,8	3,1	1,9	0,9	238 080	267 645	2,2	1,1
PROCHE-ORIENT	19 763	21 019	-0,3	0,6	1,9	1,8	1,0	0,0	36 623	38 849	0,7	0,5
Arabie saoudite	422	348	-5,7	-1,7	4,4	4,4	-0,3	0,0	1 860	1 530	-5,9	-1,8
Iran, Rép. islamique d'	5 473	6 174	-1,5	1,1	1,7	1,8	4,6	0,3	9 547	11 083	3,0	1,4
Turquie	8 917	9 013	-0,5	0,1	2,1	2,0	0,2	-0,3	18 500	18 041	-0,2	-0,2
ASIE DU SUD	37 021	36 030	1,4	-0,2	2,5	2,9	2,2	1,4	93 292	105 393	3,6	1,1
Bangladesh	840	796	3,7	-0,5	2,2	2,4	2,4	1,0	1 807	1 908	6,2	0,5
Inde	27 176	26 020	1,4	-0,4	2,6	3,1	2,1	1,6	71 164	80 852	3,6	1,2
Pakistan	8 349	8 565	0,9	0,2	2,3	2,5	2,4	0,8	19 210	21 469	3,4	1,0
SUD-EST DE L'ASIE	28 851	29 753	-0,6	0,3	3,7	4,1	2,2	0,9	108 165	123 403	1,6	1,2
Chine	28 427	29 222	-0,5	0,3	3,8	4,2	2,1	0,9	107 747	122 782	1,6	1,2
Corée, Rép. de	1	1	0,0	-2,5	4,0	4,1	0,0	0,1	4	3	11,6	-2,4
Indonésie			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
Philippines			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
OCÉANIE			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	63 988	63 512	-0,7	-0,1	3,4	3,7	2,2	0,8	219 248	237 308	1,5	0,7
AMÉRIQUE DU NORD	33 057	32 471	-1,5	-0,2	2,7	2,8	2,3	0,4	90 160	92 031	0,7	0,2
Canada	10 670	10 067	-2,4	-0,5	2,4	2,6	3,1	0,5	25 942	25 831	0,7	0,0
États-Unis	22 387	22 404	-1,1	0,0	2,9	3,0	1,8	0,3	64 218	66 199	0,7	0,3
EUROPE OCCIDENTALE	17 614	18 195	-0,6	0,3	5,9	6,5	2,3	1,0	103 051	118 434	1,7	1,3
UE (15)	17 454	18 029	-0,6	0,3	5,9	6,5	2,4	1,0	102 174	117 425	1,7	1,3
OCÉANIE	12 297	11 599	3,1	-0,5	1,9	2,0	1,7	0,6	23 343	23 485	4,8	0,1
Australie	12 250	11 551	3,1	-0,5	1,9	2,0	1,6	0,6	23 016	23 168	4,8	0,1
AUTRES PAYS	1 020	1 247	-7,3	1,8	2,6	2,7	4,6	0,2	2 694	3 358	-3,0	2,0
Afrique du Sud	800	986	-7,8	1,9	2,5	2,5	6,3	0,0	1 990	2 461	-2,0	2,0
Japon	171	190	-4,6	0,9	3,6	3,9	0,0	0,8	614	740	-4,6	1,7
PAYS EN TRANSITION	52 782	55 548	-0,9	0,5	1,8	2,3	-2,0	2,1	96 768	128 578	-2,9	2,6
EUROPE ORIENTALE	9 087	9 567	-0,8	0,5	3,3	3,8	-2,2	1,1	30 348	35 937	-3,0	1,5
Bulgarie	1 050	1 120	-1,0	0,6	3,0	3,6	-3,8	1,6	3 176	4 026	-4,7	2,2
Hongrie	981	1 085	-2,4	0,9	3,8	4,3	-3,2	1,1	3 749	4 675	-5,5	2,0
Pologne	2 616	2 527	1,7	-0,3	3,5	3,8	-0,9	0,9	9 030	9 594	0,8	0,6
Roumanie	1 866	2 081	-2,1	1,0	2,5	3,0	-2,9	1,5	4 747	6 250	-4,9	2,5
CEI	43 151	45 418	88,1	0,5	1,5	2,0	0,0	2,6	64 988	91 089	0,0	3,1
Féd. de Russie	24 109	24 756	0,0	0,2	1,4	1,9	0,0	3,2	32 803	47 753	0,0	3,5
Kazakhstan	9 298	9 955	0,0	0,6	0,9	1,1	0,0	1,8	8 611	11 223	0,0	2,4
Ouzbékistan	1 381	1 444	0,0	0,4	2,6	3,1	0,0	1,7	3 559	4 478	0,0	2,1
Ukraine	5 575	6 176	0,0	0,9	2,6	3,3	0,0	2,3	14 333	20 311	0,0	3,2
ÉTATS BALTES	544	562	0,0	0,3	2,6	2,8	0,0	0,4	1 432	1 552	0,0	0,7
PFRDV	78 097	78 465	1,0	0,0	2,9	3,3	1,6	1,2	226 614	259 625	2,6	1,2
PMA	5 108	5 089	2,3	0,0	1,4	1,6	0,7	1,2	7 216	8 226	2,9	1,2
PDINPA	13 428	13 614	1,4	0,1	2,2	2,5	1,6	1,0	29 740	33 755	3,0	1,2

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.5 - Blé: projections de l'utilisation

	UTILISATION TOTALE				ALIMENTATION HUMAINE				ALIMENTATION ANIMALE				ALIMENTS PAR HABITANT	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	(en milliers de tonnes)	(en % par an)	(en milliers de tonnes)	(en % par an)	(en milliers de tonnes)	(en % par an)	(en milliers de tonnes)	(en % par an)	(en kg/an)	(en kg/an)			(en kg/an)	(en kg/an)
MONDE	594 074	682 808	0,6	1,3	422 422	483 290	1,1	1,2	101 464	120 632	-1,3	1,6	70,0	70,4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	343 825	405 484	1,7	1,5	294 886	349 527	1,8	1,6	14 341	17 838	1,9	2,0	62,3	63,2
AFRIQUE	38 905	46 156	2,1	1,6	33 806	41 217	1,8	1,8	2 799	2 391	10,2	-1,4	43,1	41,0
AFRIQUE DU NORD	28 861	32 366	1,5	1,0	24 151	27 880	1,0	1,3	2 765	2 342	10,4	-1,5	171,5	164,9
Algérie	6 599	7 242	1,9	0,8	4 372	5 423	-0,1	2,0	1 709	1 220	14,4	-3,0	142,1	141,6
Égypte	12 869	14 082	1,6	0,8	12 147	13 383	1,4	0,9	104	97	-3,4	-0,6	180,7	167,2
Maroc	5 739	6 698	0,6	1,4	4 711	5 545	0,7	1,5	610	621	7,7	0,2	169,0	169,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	10 044	13 791	4,0	2,9	9 654	13 338	4,1	3,0	34	50	1,0	3,6	15,0	15,9
Nigéria	1 699	2 198	14,7	2,4	1 647	2 134	14,8	2,4	2	3	-2,3	5,1	15,1	15,4
Soudan	1 278	1 749	3,2	2,9	1 255	1 720	3,8	2,9			0,0	0,0	43,5	47,4
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	30 482	36 187	1,2	1,6	27 430	32 767	1,7	1,6	1 710	2 110	0,0	1,9	53,6	55,1
AMÉRIQUE CENTRALE	6 626	7 831	1,2	1,5	5 054	6 271	1,4	2,0	1 119	1 036	0,9	-0,7	38,1	39,7
Mexique	5 363	6 179	0,8	1,3	3 826	4 639	0,8	1,8	1 119	1 036	0,9	-0,7	39,3	41,1
CARAÏBES	1 963	2 445	-1,9	2,0	1 922	2 401	0,4	2,0	16	17	-28,5	0,6	54,5	61,2
AMÉRIQUE DU SUD	21 893	25 910	1,5	1,5	20 454	24 094	2,0	1,5	574	1 057	9,6	5,7	59,5	60,5
Argentine	4 976	5 546	-0,2	1,0	4 255	4 653	0,3	0,8	249	602	7,2	8,4	116,3	112,2
Bésil	9 335	11 054	2,5	1,5	8 924	10 498	3,0	1,5	203	300	0,0	3,6	53,1	55,0
ASIE	274 138	322 763	1,7	1,5	233 380	275 196	1,8	1,5	9 832	13 336	0,8	2,8	68,1	70,2
PROCHE-ORIENT	50 092	60 413	1,2	1,7	39 382	49 534	2,1	2,1	2 980	3 048	-3,3	0,2	158,0	157,6
Arabie saoudite	1 801	2 429	0,4	2,8	1 638	2 241	2,0	2,9	66	78	-9,1	1,5	78,4	77,9
Iran, Rép. islamique d'	15 216	17 042	2,7	1,0	11 875	14 025	2,4	1,5	1 069	1 217	5,6	1,2	177,8	182,3
Turquie	18 526	20 849	-0,4	1,1	12 860	14 733	1,6	1,3	1 170	1 265	-8,4	0,7	196,1	193,7
ASIE DU SUD	92 704	113 835	2,8	1,9	80 415	101 097	2,4	2,1	1 587	1 256	5,4	-2,1	60,9	64,9
Bangladesh	3 467	4 023	1,9	1,4	2 598	3 321	0,6	2,3	50	41	0,0	-1,9	20,5	21,9
Inde	66 314	81 691	2,8	1,9	57 746	71 760	2,4	2,0	1 100	916	4,6	-1,7	57,9	62,3
Pakistan	20 821	25 480	3,0	1,9	18 376	23 810	2,6	2,4	411	265	6,6	-3,9	120,6	119,2
SUD-EST DE L'ASIE	131 342	148 515	1,1	1,1	113 583	124 565	1,2	0,8	5 265	9 032	2,8	5,0	61,1	60,8
Chine	117 111	130 375	0,9	1,0	102 839	109 214	1,0	0,5	2 674	7 132	0,8	9,3	80,7	79,1
Corée, Rép. de	3 977	4 041	1,7	0,1	2 194	2 537	1,3	1,3	1 431	1 158	3,5	-1,9	47,2	50,8
Indonésie	3 552	4 972	5,4	3,1	3 259	4 750	4,9	3,5	185	104	0,0	-5,1	15,6	20,0
Philippines	2 688	3 767	6,6	3,1	2 111	3 342	4,7	4,3	463	301	22,9	8,1	28,3	36,9
Océanie	300	378	2,2	2,1	271	347	1,9	2,3			0,0	0,0	38,4	39,5
PAYS DÉVELOPPÉS	151 255	163 020	1,9	0,7	77 654	81 722	0,7	0,5	56 876	64 983	3,9	1,2	87,3	88,5
AMÉRIQUE DU NORD	45 085	45 898	1,0	0,2	28 315	31 206	1,2	0,9	13 277	11 152	1,9	-1,6	92,2	94,0
Canada	8 440	8 976	1,0	0,6	2 889	3 105	0,5	0,7	4 355	4 647	3,1	0,6	93,6	91,5
États-Unis	36 645	36 922	1,0	0,1	25 426	28 100	1,2	0,9	8 922	6 504	1,3	-2,8	92,1	94,3
EUROPE OCCIDENTALE	89 665	99 175	2,6	0,9	38 794	39 278	0,7	0,1	39 534	49 011	4,4	2,0	100,1	100,9
UE (15)	88 126	97 543	2,7	0,9	37 718	38 161	0,7	0,1	39 154	48 559	4,5	2,0	100,6	101,6
Océanie	6 129	6 640	4,0	0,7	1 950	2 216	-1,8	1,2	2 872	3 187	9,6	1,0	86,5	89,3
Australie	5 625	6 083	4,1	0,7	1 615	1 843	-2,2	1,2	2 742	3 034	9,5	0,9	86,4	89,4
AUTRES PAYS	10 375	11 308	-0,2	0,8	8 595	9 023	-0,4	0,4	1 193	1 633	2,9	2,9	49,8	51,0
Japon	6 282	6 173	-1,1	-0,2	5 426	5 295	-0,8	-0,2	453	481	-3,5	0,5	42,9	41,6
Afrique du Sud	2 538	3 140	-0,5	2,0	2 419	2 825	-0,2	1,4	52	213	-7,0	13,7	60,6	66,4
PAYS EN TRANSITION	98 995	114 303	-3,7	1,3	49 882	52 042	-1,5	0,4	30 247	37 812	-7,3	2,1	120,8	125,6
EUROPE ORIENTALE	30 177	31 414	-2,9	0,4	16 195	16 211	-1,0	0,0	10 407	11 312	-4,7	0,8	133,6	134,5
Bulgarie	2 599	2 650	-6,3	0,2	1 691	1 556	-0,6	-0,8	638	804	-11,9	2,1	204,2	200,7
Hongrie	2 798	2 865	-6,3	0,2	1 410	1 483	-0,6	0,5	1 037	962	-10,2	-0,7	139,9	154,0
Pologne	9 644	9 802	-0,2	0,1	4 267	4 331	-0,6	0,1	4 288	4 341	0,0	0,1	110,1	110,5
Roumanie	5 100	5 251	-4,0	0,3	3 111	3 030	-0,9	-0,2	1 205	1 320	-6,4	0,8	138,9	140,7
CEI	67 355	81 272	0,0	1,7	33 177	35 327	0,0	0,6	19 058	25 597	0,0	2,7	116,8	123,1
Féd. de Russie	36 054	45 589	0,0	2,2	16 011	16 417	0,0	0,2	11 437	16 159	0,0	3,2	108,8	113,7
Kazakhstan	5 243	6 066	0,0	1,3	2 288	2 336	0,0	0,2	611	1 023	0,0	4,8	140,6	141,6
Ouzbékistan	4 112	5 185	0,0	2,1	3 123	4 078	0,0	2,5	497	607	0,0	1,8	130,4	144,8
Ukraine	13 168	14 422	0,0	0,8	6 308	6 303	0,0	0,0	4 223	5 107	0,0	1,7	124,5	129,4
ÉTATS BALTES	1 463	1 617	0,0	0,9	510	504	0,0	-0,1	781	903	0,0	1,3	68,2	72,4
PFRDV	266 048	314 378	2,1	1,5	231 634	271 906	2,0	1,5	8 295	12 799	4,3	4,0	61,8	62,2
PMA	15 865	22 103	2,8	3,1	14 243	20 520	2,7	3,4	82	88	5,2	0,6	20,8	23,3
PDINPA	48 521	57 456	1,9	1,5	43 711	53 202	1,8	1,8	1 298	1 250	1,4	-0,3	106,6	105,3

1/ Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.6 - Blé: projections du commerce

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(. %)		(. %)	
MONDE	104 462	129 016	0,0	1,9	104 462	128 407	1,5	1,9	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	80 499	106 488	0,6	2,6	16 184	17 793	6,7	0,9	77,1	82,5	15,5	13,9
AFRIQUE	24 843	29 485	1,8	1,6	147	132	-5,7	-0,9	23,8	22,9	0,1	0,1
AFRIQUE DU NORD	16 409	18 426	0,3	1,1			0,0	0,0	15,7	14,3	0,0	0,0
Algérie	4 863	5 321	0,2	0,8			0,0	0,0	4,7	4,1	0,0	0,0
Égypte	6 394	7 168	-1,6	1,0			0,0	0,0	6,1	5,6	0,0	0,0
Maroc	2 808	3 338	6,3	1,6			0,0	0,0	2,7	2,6	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	8 433	11 059	5,4	2,5	147	132	-5,7	-0,9	8,1	8,6	0,1	0,1
Nigéria	1 674	2 140	16,0	2,3			0,0	0,0	1,6	1,7	0,0	0,0
Soudan	1 161	1 371	8,5	1,5			0,0	0,0	1,1	1,1	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	18 631	21 744	6,4	1,4	10 552	13 768	7,3	2,4	17,8	16,9	10,1	10,7
AMÉRIQUE CENTRALE	3 944	4 599	9,8	1,4	417	189	13,2	-6,9	3,8	3,6	0,4	0,1
Mexique	2 617	2 940	14,3	1,1	415	187	13,2	-7,0	2,5	2,3	0,4	0,1
CARAÏBES	2 069	2 534	-1,2	1,9	80	80	30,8	0,0	2,0	2,0	0,1	0,1
AMÉRIQUE DU SUD	12 619	14 611	7,5	1,3	10 055	13 499	7,1	2,7	12,1	11,3	9,6	10,5
Argentine			0,0	0,0	9 864	13 278	7,6	2,7	0,0	0,0	9,4	10,3
Brésil	7 238	7 953	11,7	0,9	2	3	-5,9	0,8	6,9	6,2	0,0	0,0
ASIE	36 717	54 882	-1,9	3,7	5 485	3 893	6,3	-3,1	35,1	42,5	5,3	3,0
PROCHE-ORIENT	15 129	23 097	0,9	3,9	3 462	1 527	2,8	-7,2	14,5	17,9	3,3	1,2
Arabie saoudite	48	875	-11,8	30,3			0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	5 469	6 062	1,9	0,9			0,0	0,0	5,2	4,7	0,0	0,0
Turquie	1 292	3 491	-1,7	9,5	2 099	687	10,9	-9,7	1,2	2,7	2,0	0,5
ASIE DU SUD	5 504	9 707	0,1	5,3	1 341	1 704	19,0	2,2	5,3	7,5	1,3	1,3
Bangladesh	1 714	2 136	-0,5	2,0			0,0	0,0	1,6	1,7	0,0	0,0
Inde	1 060	2 271	2,0	7,2	911	1 704	15,2	5,9	1,0	1,8	0,9	1,3
Pakistan	1 741	3 819	-0,9	7,4	431	0,0	0,0	-65,0	1,7	3,0	0,4	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	16 084	22 078	-4,5	2,9	682	662	21,1	-0,3	15,4	17,1	0,7	0,5
Chine	2 107	4 304	-18,4	6,7	452	479	51,0	0,5	2,0	3,3	0,4	0,4
Province de Taiwan	1 044	934	0,8	-1,0	-	-	0,0	0,0	1,0	0,7	-	-
Corée, Rép. de	3 900	4 046	1,3	0,3	47	0,0	0,0	-65,0	3,7	3,1	0,0	0,0
Indonésie	3 586	5 013	5,6	3,1			0,0	0,0	3,4	3,9	0,0	0,0
Philippines	2 730	3 772	6,1	3,0			0,0	0,0	2,6	2,9	0,0	0,0
Océanie	309	377	2,4	1,8			0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	14 646	16 479	2,3	1,1	77 699	91 333	-0,1	1,5	14,0	12,8	74,4	71,1
AMÉRIQUE DU NORD	2 672	2 679	12,5	0,0	45 293	49 283	-0,3	0,8	2,6	2,1	43,4	38,4
Canada	52	53	0,0	0,2	16 487	16 929	0,4	0,2	0,0	0,0	15,8	13,2
États-Unis	2 620	2 626	12,3	0,0	28 806	32 354	-0,7	1,1	2,5	2,0	27,6	25,2
EUROPE OCCIDENTALE	3 811	5 017	1,6	2,5	15 255	24 403	-2,9	4,4	3,6	3,9	14,6	19,0
UE (15)	3 171	4 399	1,8	3,0	15 252	24 400	-2,9	4,4	3,0	3,4	14,6	19,0
Océanie	193	241	0,6	2,0	16 644	17 122	4,7	0,3	0,2	0,2	15,9	13,3
Australie			0,0	0,0	16 641	17 120	4,7	0,3	0,0	0,0	15,9	13,3
AUTRES PAYS	7 969	8 541	0,7	0,6	507	525	-4,7	0,3	7,6	6,6	0,5	0,4
Afrique du Sud	548	779	-0,5	3,3	82	86	-15,4	0,4	0,5	0,6	0,1	0,1
Japon	5 876	5 923	-0,4	0,1	425	439	1,2	0,3	5,6	4,6	0,4	0,3
									0,0	0,0	0,0	0,0
PAYS EN TRANSITION	9 317	6 049	-5,8	-3,9	10 579	19 281	13,4	5,6	8,9	4,7	10,1	15,0
EUROPE ORIENTALE	1 904	1 098	-1,3	-4,9	3 228	5 417	1,9	4,8	1,8	0,9	3,1	4,2
Bulgarie	115	115	-0,5	0,1	726	1 485	5,7	6,7	0,1	0,1	0,7	1,2
Hongrie			0,0	0,0	1 084	1 729	-2,3	4,3	0,0	0,0	1,0	1,3
Pologne	478	398	-10,6	-1,7	198	200	11,5	0,1	0,5	0,3	0,2	0,2
Roumanie	265	99	2,8	-8,6	378	1 051	11,8	9,7	0,3	0,1	0,4	0,8
CEI	7 193	4 727	0,0	-3,7	7 089	13 719	0,0	6,2	6,9	3,7	6,8	10,7
Féd. de Russie	2 951	661	0,0	-12,7	908	2 494	0,0	9,6	2,8	0,5	0,9	1,9
Kazakhstan	25	0,0	0,0	-65,0	3 894	4 949	0,0	2,2	0,0	0,0	3,7	3,9
Ouzbékistan	558	705	0,0	2,2	5	5	0,0	0,4	0,5	0,5	0,0	0,0
Ukraine	424	436	0,0	0,2	2 123	6 058	0,0	10,0	0,4	0,3	2,0	4,7
ÉTATS BALTES	220	223	0,0	0,1	262	146	0,0	-5,2	0,2	0,2	0,3	0,1
PFRDV	38 828	53 565	-0,7	3,0	2 468	2 914	8,3	1,5	37,2	41,5	2,4	2,3
PMA	9 419	14 042	3,5	3,7	456	225	12,2	-6,2	9,0	10,9	0,4	0,2
PDINPA	18 574	23 540	0,3	2,2	487	56	47,0	-17,8	17,8	18,2	0,5	0,0

1/ Moyenne 1998-2000

Riz

Production

Pendant la décennie en cours, la production mondiale de riz devrait augmenter à un rythme de moins de 1 pour cent par an, soit moins que le chiffre de 1,6 pour cent enregistré pendant les années 90. De ce fait, en 2010, la production mondiale devrait atteindre 440 millions de tonnes, en équivalent de riz usiné, contre les 400 millions de tonnes de la période de base 1998–2000. Presque toute cette augmentation serait due à l'intensification de la production, les superficies ensemencées ne devant guère augmenter. Parallèlement, le ralentissement de l'amélioration des rendements constatés au cours des 20 dernières années persistera sans doute à moyen terme.

Ce schéma de croissance devrait prédominer en Asie, où les pressions concurrentes en matière de travail, de terres et de ressources hydrauliques provenant d'autres secteurs en expansion rapide limiteront les possibilités d'expansion de la riziculture. En Amérique du Sud, la réduction de l'appui de l'État risque, au cours des dix prochaines années, de freiner l'expansion des superficies cultivées. Simultanément, la modernisation du secteur devrait entretenir une progression dynamique des rendements dans la région. À la différence des autres régions, l'accroissement de la production en Afrique devrait reposer à parts presque égales sur l'extension des superficies cultivées et l'amélioration des rendements. Pour les pays développés, il n'est guère projeté de changement de la production, tandis que la croissance pourrait être solide dans les pays en transition, même si elle ne suffira pas à revenir intégralement au niveau du début des années 90.

Consommation

Au cours des dix prochaines années, la demande mondiale de riz devrait augmenter à un rythme d'un peu plus d'un pour cent par an, contre 1,7 pour cent pendant les années 90. En 2010, la consommation totale de riz dans les pays en développement devrait atteindre 424 millions de tonnes, soit 46 millions de tonnes de plus que la moyenne de 1998–2000, tandis que l'augmentation globale serait de quelque 3 millions de tonnes pour les pays en développement et les pays en transition

ensemble. La consommation moyenne par habitant devrait légèrement augmenter par rapport à la période de référence pour se situer à 58,2 kg par personne. Pour les pays en développement en tant que groupe, l'accroissement démographique devrait être le facteur déterminant de la demande de riz au cours des dix prochaines années étant donné que la consommation par habitant pourrait baisser légèrement. En revanche, dans les pays en transition, c'est l'accroissement de la demande par habitant qui devrait être à l'origine de l'augmentation de la consommation.

Bien que l'utilisation de riz pour l'alimentation des animaux ait augmenté ces dernières années, le riz demeure essentiellement une céréale consommée par l'homme qui est l'aliment de base pour la moitié environ de la population mondiale. Au plan mondial, la consommation de riz par habitant devrait légèrement augmenter entre la période de référence et 2010, bien qu'une légère contraction soit prévue dans les pays en développement par suite, principalement, de l'évolution des régimes alimentaires dans le sud-est de l'Asie. En revanche, la consommation par habitant devrait augmenter en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que dans les pays développés et les pays en transition.

Commerce

Le commerce mondial de riz devrait s'accroître d'environ 2,2 pour cent par an pour atteindre 31,4 millions de tonnes en 2010 contre 24,6 millions de tonnes en moyenne pendant la période de référence. Les pays d'Asie seront sans doute encore les principaux pays de destination des exportations et absorberont 46 pour cent du volume projeté du commerce mondial, soit 14,6 millions de tonnes ou 2 millions de tonnes de plus que pendant la période 1998–2000. Les exportations vers le Proche-Orient ne devraient augmenter que de moins de 2 pour cent par an pour n'atteindre que 5,4 millions de tonnes, soit une progression beaucoup plus lente que le rythme de 5 pour cent par an enregistré pendant les années 90. Les importations en Afrique devraient s'accroître de 2,5 millions de tonnes, et des augmentations importantes sont attendues en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Nigéria et au Sénégal. En revanche, les

importations des pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient rester à peu près inchangées étant donné que la réduction des exportations vers le Brésil devrait compenser une légère augmentation des exportations vers le Mexique, Haïti et la Colombie. Ensemble, les pays développés et les pays en transition devraient importer quelque 5,6 millions de tonnes de riz en 2010, soit 2,1 millions de tonnes de plus que pendant la période de référence.

En 2010, plus des trois quarts du marché international du riz devraient être approvisionnés par les pays d'Asie, et les deux principaux exportateurs, la Thaïlande et le Viet Nam, verront sans doute à la fois le volume de leurs exportations et leur part du commerce mondial augmenter. Les exportations du Cambodge, du Myanmar et de la République démocratique populaire lao pourraient elles aussi augmenter nettement grâce à l'ouverture des marchés rendue possible par des systèmes préférentiels comme le système de l'UE "Tout sauf les armes". D'un autre côté, les exportations de la Chine pourraient diminuer, la production cessant d'augmenter. Les exportations aussi bien du Pakistan que de l'Inde devraient se situer à un niveau de quelque 2 millions de tonnes pour chaque pays, soit à peu près la même chose que pendant la période de référence, le riz Basmati, plus cher, devant représenter la majeure partie des exportations. Dans les autres régions, les exportations devraient considérablement augmenter en Argentine, en Égypte et en Uruguay. La part du marché du riz détenue par les pays développés devrait reculer de 17 pour cent pendant la période de référence à 12 pour cent en 2010 par suite de la diminution prévue des exportations des États-Unis vers la fin de la décennie. Les exportations australiennes, toutefois, devraient augmenter quelque peu.

Problèmes et incertitudes

Au cours des trois dernières années, la Chine s'est orientée en matière de production céréalière sur la voie de nouvelles politiques

qui ont entraîné une contraction marquée de la production et d'importants prélèvements sur les stocks afin de satisfaire la consommation. Il n'est pas probable que cette politique soit maintenue à moyen terme. Si tel devait être le cas, toutefois, le pays devrait avoir recours à des importations massives, ce qui ne manquerait d'avoir un impact très marqué sur l'économie mondiale du riz. L'ouverture par la Chine, en 2004, d'un contingent tarifaire de 5,3 millions de tonnes, dans le cadre des engagements pris par le pays lors de son entrée à l'OMC, devrait faciliter l'accès aux marchés intérieurs du riz, mais il se peut que la Chine ait besoin de quantités beaucoup plus grandes, de l'ordre de 12 millions de tonnes en moyenne, ce qui correspond aux prélèvements sans doute effectués sur les stocks entre 1999 et 2003. Des achats d'une telle ampleur accroîtraient considérablement le volume du commerce international mais entraîneraient aussi une flambée des cours internationaux, ce qui aurait indirectement des effets sur la production, la consommation, le commerce et les stocks du reste du monde ainsi que sur la sécurité alimentaire mondiale.

Une autre incertitude qui pourrait avoir un impact extrêmement marqué sur l'économie du riz tient au comportement des pays d'Afrique. Cette région a beaucoup soutenu les marchés internationaux du riz, ses importations ayant plus que doublé entre 1995 et 2002 et représentant cette dernière année près de 30 pour cent du commerce mondial. Les gouvernements de la région se sont montrés de plus en plus préoccupés par le volume de leurs importations de riz et les sorties concomitantes de devises. Plusieurs d'entre eux (en particulier celui du Nigéria, principal importateur de riz de la région) ont déjà adopté, en 2003, des mesures visant à ralentir les importations de riz. Toute inversion des politiques d'ouverture relative aux importations de riz des pays d'Afrique aurait pour effet de déprimer nettement les cours internationaux, le volume du commerce et le schéma géographique de la production.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.7 - Riz: projections de la production

	RÉGION				RENDEMENT				PRODUCTION			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010
	<i>(en milliers d'hectares)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en tonnes/ha)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>	
MONDE	153 965	152 794	0,4	-0,1	2,6	2,9	1,2	1,0	399 555	440 315	1,6	0,9
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	149 887	148 970	0,5	-0,1	2,5	2,8	1,2	1,0	381 694	421 898	1,7	0,9
AFRIQUE	7 494	8 694	2,2	1,4	1,5	1,7	1,4	1,4	11 080	15 011	3,6	2,8
AFRIQUE DU NORD	617	640	4,3	0,3	6,1	7,5	3,0	1,9	3 765	4 817	7,4	2,3
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	6 876	8 054	2,0	1,4	1,1	1,3	0,1	1,6	7 315	10 194	2,1	3,1
Côte d'Ivoire	550	676	0,1	1,9	1,0	1,4	3,1	3,2	543	947	3,2	5,2
Ghana	117	180	7,0	4,0	1,1	1,6	1,8	3,2	133	290	8,9	7,4
Madagascar	1 207	1 353	0,6	1,0	1,4	1,5	0,0	0,9	1 658	2 052	0,5	2,0
Mali	321	445	4,3	3,0	1,5	2,0	4,7	2,4	496	891	9,2	5,5
Mozambique	167	210	14,1	2,1	0,7	1,1	-1,2	3,8	118	224	12,7	6,0
Nigéria	2 081	2 253	4,8	0,7	0,9	1,0	-2,4	0,7	1 970	2 304	2,3	1,4
Sénégal	81	105	0,5	2,4	1,5	1,7	1,4	1,3	123	183	1,9	3,7
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	6 298	6 502	-1,6	0,3	2,3	2,9	3,5	2,1	14 692	19 060	1,9	2,4
AMÉRIQUE CENTRALE	354	393	-0,6	0,9	2,5	3,0	2,0	1,5	888	1 163	1,3	2,5
Mexique	89	92	-4,1	0,3	3,1	3,4	2,6	1,0	274	314	-1,6	1,3
CARAÏBES	293	299	-0,2	0,2	2,2	2,7	-0,5	1,9	644	809	-0,7	2,1
Cuba	116	112	-2,8	-0,3	1,8	2,6	-1,4	3,0	212	286	-4,2	2,8
Haïti	51	46	3,0	-1,1	1,4	1,5	-2,9	0,4	74	68	0,0	-0,7
AMÉRIQUE DU SUD	5 642	5 810	-1,7	0,3	2,3	2,9	3,9	2,1	13 161	17 089	2,1	2,4
Argentine	230	364	7,9	4,3	3,5	4,0	2,7	1,1	810	1 442	10,8	5,4
Brésil	3 591	3 323	-3,6	-0,7	2,0	2,5	3,9	2,4	7 028	8 444	0,2	1,7
Colombie	445	484	0,1	0,8	2,9	3,4	0,5	1,7	1 274	1 667	0,7	2,5
Équateur	356	453	2,5	2,2	2,0	2,0	0,8	0,4	700	927	3,3	2,6
Uruguay	193	200	8,3	0,4	4,2	4,8	2,0	1,2	814	970	10,4	1,6
ASIE	136 095	133 767	0,5	-0,2	2,6	2,9	1,1	0,9	355 908	387 814	1,6	0,8
PROCHE-ORIENT	860	1 007	0,7	1,4	2,3	2,5	1,1	0,9	1 979	2 556	1,7	2,4
Arabie saoudite			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	579	637	1,4	0,9	2,6	2,9	1,1	0,9	1 489	1 816	2,6	1,8
Iraq	68	115	0,1	4,9	1,4	1,7	-2,7	2,0	92	194	-2,6	7,0
Turquie	64	80	1,6	2,1	3,2	3,6	0,4	1,2	201	289	2,0	3,3
ASIE DU SUD	60 069	59 512	0,6	-0,1	2,0	2,2	1,5	1,2	118 817	133 511	2,1	1,1
Bangladesh	10 541	10 946	0,2	0,3	2,2	2,6	2,7	1,7	22 686	28 368	2,9	2,1
Inde	44 712	43 968	0,6	-0,2	1,9	2,1	1,2	0,9	86 810	94 466	1,8	0,8
Pakistan	2 438	2 226	1,6	-0,8	2,0	2,5	2,6	2,0	4 877	5 551	4,2	1,2
Sri Lanka	825	752	1,0	-0,8	2,3	2,7	0,7	1,5	1 906	2 049	1,7	0,7
SUD-EST DE L'ASIE	75 165	73 247	0,4	-0,2	3,1	3,4	1,0	0,9	235 112	251 747	1,4	0,6
Cambodge	1 981	2 335	2,0	1,5	1,2	1,5	2,6	1,7	2 393	3 409	4,6	3,3
Chine (continentale)	30 820	27 827	-0,5	-0,9	4,3	4,8	1,6	1,0	133 600	134 785	1,1	0,1
Corée, RPD	563	629	-3,0	1,0	2,4	3,5	-3,8	3,6	1 341	2 204	-6,7	4,6
Corée, Rép. de	1 066	896	-1,6	-1,6	4,9	5,3	0,5	0,7	5 217	4 720	-1,1	-0,9
Indonésie	11 824	11 878	1,3	0,0	2,7	3,0	-0,6	0,9	31 913	35 442	0,7	1,0
Malaisie	689	685	0,2	-0,1	1,9	2,1	1,2	0,9	1 320	1 447	1,4	0,8
Myanmar	5 991	6 747	2,5	1,1	2,1	2,1	1,1	0,1	12 408	14 202	3,6	1,2
Philippines	3 885	4 311	1,3	1,0	2,0	2,2	0,9	0,9	7 583	9 271	2,2	1,8
Thaïlande	9 748	9 153	0,2	-0,6	1,6	2,1	1,9	2,2	16 060	19 168	2,1	1,6
Viet Nam	7 561	7 664	2,3	0,1	2,7	3,2	2,9	1,3	20 693	24 148	5,2	1,4
OCÉANIE	10	8	-3,1	-2,0	1,4	1,6	-0,8	1,1	14	13	-3,8	-0,9
PAYS DÉVELOPPÉS	3 653	3 381	-0,1	-0,7	4,7	5,1	0,4	0,8	17 056	17 284	0,3	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	1 323	1 267	1,6	-0,4	4,6	5,0	0,2	0,7	6 081	6 277	1,7	0,3
États-Unis	1 323	1 267	1,6	-0,4	4,6	5,0	0,2	0,7	6 081	6 277	1,7	0,3
EUROPE OCCIDENTALE	400	340	1,3	-1,5	4,5	5,2	0,6	1,4	1 790	1 765	1,9	-0,1
UE (15)	400	340	1,3	-1,5	4,5	5,2	0,6	1,4	1 790	1 765	1,9	-0,1
OCÉANIE	142	154	3,3	0,7	5,9	7,1	1,3	1,6	841	1 086	4,6	2,3
Australie	142	154	3,3	0,7	5,9	7,1	1,3	1,6	841	1 086	4,6	2,3
AUTRES PAYS	1 787	1 620	-1,6	-0,9	4,7	5,0	0,5	0,7	8 345	8 156	-1,1	-0,2
Afrique du Sud	1	1	0,0	0,1	2,0	2,1	0,0	0,4	2	2	0,0	0,5
Japon	1 786	1 619	-1,6	-0,9	4,7	5,0	0,5	0,7	8 343	8 154	-1,1	-0,2
PAYS EN TRANSITION	425	442	-5,3	0,4	1,9	2,6	-2,0	2,8	805	1 132	-7,2	3,2
EUROPE ORIENTALE	14	17	-16,5	1,8	2,4	3,3	3,8	3,0	33	55	-13,3	4,9
CEI	411	426	0,0	0,3	1,9	2,5	0,0	2,8	772	1 077	0,0	3,1
Féd. de Russie	155	126	0,0	-1,9	2,1	3,2	0,0	4,1	321	404	0,0	2,1
Kazakhstan	72	80	0,0	1,0	2,0	2,8	0,0	3,0	144	223	0,0	4,0
Ouzbékistan	121	149	0,0	1,9	1,7	2,0	0,0	1,4	205	295	0,0	3,4
ÉTATS BALTES			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			0,0	0,0
PFRDV	117 815	116 567	0,4	-0,1	2,6	2,9	1,0	0,9	308 790	336 557	1,5	0,8
PMA	24 955	27 482	1,0	0,9	1,8	2,1	1,9	1,2	45 953	57 441	3,0	2,0
PDINPA	5 202	5 262	1,5	0,1	2,6	3,3	2,8	2,1	13 533	17 111	4,4	2,2

1/ Moyenne 1998-2000

2/ Équivalent usiné

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.9 - Riz (équivalent usiné): projections du commerce

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(. %)		(. %)	
MONDE	24 640	31 421	7,2	2,2	24 640	31 343	7,6	2,2	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	21 104	25 772	7,6	1,8	20 469	27 400	9,0	2,7	85,6	82,0	83,1	87,4
AFRIQUE	5 463	8 025	5,7	3,6	515	914	17,2	5,4	22,2	25,5	2,1	2,9
AFRIQUE DU NORD	215	292	-1,4	2,8	501	884	19,0	5,3	0,9	0,9	2,0	2,8
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	5 248	7 733	6,1	3,6	14	30	-1,8	7,2	21,3	24,6	0,1	0,1
Côte d'Ivoire	873	909	9,8	0,4			0,0	0,0	3,5	2,9	0,0	0,0
Ghana	230	268	5,9	1,4			0,0	0,0	0,9	0,9	0,0	0,0
Madagascar	167	433	9,4	9,1			0,0	0,0	0,7	1,4	0,0	0,0
Mali	44		-4,4	0,0		1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0
Mozambique	147	207	7,0	3,2			0,0	0,0	0,6	0,7	0,0	0,0
Nigéria	1 209	2 076	15,6	5,0			0,0	0,0	4,9	6,6	0,0	0,0
Sénégal	580	760	3,7	2,5			0,0	0,0	2,4	2,4	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	2 830	2 792	8,3	-0,1	1 692	2 377	11,4	3,1	11,5	8,9	6,9	7,6
AMÉRIQUE CENTRALE	653	932	10,2	3,3	14	14	22,9	0,0	2,6	3,0	0,1	0,0
Mexique	424	574	10,6	2,8	4	4	45,6	0,0	1,7	1,8	0,0	0,0
CARAÏBES	778	917	4,7	1,5	1	1	25,9	0,0	3,2	2,9	0,0	0,0
Cuba	427	405	5,2	-0,5			0,0	0,0	1,7	1,3	0,0	0,0
Haïti	209	352	7,4	4,8			0,0	0,0	0,8	1,1	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	1 399	943	10,2	-3,5	1 677	2 363	11,3	3,2	5,7	3,0	6,8	7,5
Argentine	15	16	36,0	1,0	576	1 062	25,4	5,7	0,1	0,1	2,3	3,4
Brésil	953	587	15,0	-4,3	28	28	12,5	0,0	3,9	1,9	0,1	0,1
Colombie	83	119	0,0	3,3			0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0
Équateur	37		4,3	-67,5	31	72	-3,8	8,0	0,2	0,0	0,1	0,2
Uruguay	1	1	0,0	0,7	722	871	11,2	1,7	0,0	0,0	2,9	2,8
ASIE	12 535	14 571	8,6	1,4	18 262	24 108	8,7	2,6	50,9	46,4	74,1	76,9
PROCHE-ORIENT	4 487	5 448	4,6	1,8	2	2	-13,6	0,0	18,2	17,3	0,0	0,0
Arabie saoudite	777	907	2,5	1,4			0,0	0,0	3,2	2,9	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	1 011	1 182	2,4	1,4			0,0	0,0	4,1	3,8	0,0	0,0
Iraq	1 025	1 050	8,1	0,2			0,0	0,0	4,2	3,3	0,0	0,0
Turquie	294	373	4,5	2,2	2	2	-6,2	0,0	1,2	1,2	0,0	0,0
ASIE DU SUD	1 108	1 256	6,6	1,1	4 117	4 365	11,0	0,5	4,5	4,0	16,7	13,9
Bangladesh	853	821	20,6	-0,3			0,0	0,0	3,5	2,6	0,0	0,0
Inde	32	33	-17,3	0,3	1 928	2 242	14,1	1,4	0,1	0,1	7,8	7,2
Pakistan			0,0	0,0	2 188	2 121	8,9	-0,3	0,0	0,0	8,9	6,8
Sri Lanka	129	154	-5,0	1,6	2	2	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	6 940	7 867	12,9	1,1	14 143	19 742	8,1	3,1	28,2	25,0	57,4	63,0
Cambodge	29		-0,1	-63,2	62	492	0,0	20,7	0,1	0,0	0,3	1,6
Chine (continentale)	219	1 517	-7,2	19,3	2 583	1 467	19,7	-5,0	0,9	4,8	10,5	4,7
Corée, Rép. de	106	211	50,6	6,5			0,0	0,0	0,4	0,7	0,0	0,0
Corée, RPD	498	599	22,7	1,7			0,0	0,0	2,0	1,9	0,0	0,0
Indonésie	3 847	2 816	36,9	-2,8			0,0	0,0	15,6	9,0	0,0	0,0
Malaisie	602	770	5,9	2,3			0,0	0,0	2,4	2,4	0,0	0,0
Myanmar			0,0	0,0	275	2 215	6,7	20,9	0,0	0,0	1,1	7,1
Philippines	806	982	10,1	1,8			0,0	0,0	3,3	3,1	0,0	0,0
Thaïlande			0,0	0,1	7 149	9 644	4,8	2,8	0,0	0,0	29,0	30,8
Viet Nam	3	3	-18,1	0,4	3 940	5 811	11,7	3,6	0,0	0,0	16,0	18,5
OCÉANIE	276	385	3,2	3,1			0,0	0,0	1,1	1,2	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	2 566	4 017	5,5	4,2	4 125	3 853	2,8	-0,6	10,4	12,8	16,7	12,3
AMÉRIQUE DU NORD	605	729	7,0	1,7	2 797	2 410	1,4	-1,3	2,5	2,3	11,4	7,7
États-Unis	349	365	8,9	0,4	2 797	2 410	1,4	-1,3	1,4	1,2	11,4	7,7
EUROPE OCCIDENTALE	662	1 515	-1,5	7,8	205	205	-4,8	0,0	2,7	4,8	0,8	0,7
UE (15)	588	1 409	-1,8	8,3	205	205	-4,8	0,0	2,4	4,5	0,8	0,7
OCÉANIE	74	100	6,8	2,7	634	750	5,5	1,5	0,3	0,3	2,6	2,4
Australie	47	52	6,3	0,9	634	750	5,5	1,5	0,2	0,2	2,6	2,4
AUTRES PAYS	1 225	1 674	12,6	2,9	489	488	0,0	0,0	5,0	5,3	2,0	1,6
Afrique du Sud	504	714	5,5	3,2			0,0	0,0	2,0	2,3	0,0	0,0
Japon	637	856	49,4	2,7	489	488	0,0	0,0	2,6	2,7	2,0	1,6
PAYS EN TRANSITION	971	1 632	3,2	4,8	46	90	5,2	6,2	3,9	5,2	0,2	0,3
EUROPE ORIENTALE	382	499	4,3	2,5	8	8	4,8	0,0	1,5	1,6	0,0	0,0
CEI	569	1 111	0,0	6,3	36	79	0,0	7,5	2,3	3,5	0,1	0,3
Féd. de Russie	403	640	0,0	4,3	16	16	0,0	0,0	1,6	2,0	0,1	0,1
Kazakhstan	3	3	0,0	0,6	15	56	0,0	12,8	0,0	0,0	0,1	0,2
Ouzbékistan	25	145	0,0	17,5	3	3	0,0	0,0	0,1	0,5	0,0	0,0
ÉTATS BALTES	20	22	0,0	0,8	3	3	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
PFRDV	12 948	16 661	9,8	2,3	7 288	7 358	13,6	0,1	52,5	53,0	29,6	23,5
PMA	3 504	5 174	6,7	3,6	351	2 845	8,8	21,0	14,2	16,5	1,4	9,1
PDINPA	2 555	2 715	4,1	0,6	2 723	3 077	10,2	1,1	10,4	8,6	11,1	9,8

1/ Moyenne 1998-2000

Céréales secondaires

Introduction

Les projections concernant les céréales secondaires reflètent l'adjonction des projections pour trois produits séparés: le maïs, le sorgho et le mil; et les autres céréales secondaires, y compris l'orge, l'avoine, le seigle et les céréales mineures. Globalement, le commerce international de céréales secondaires devrait s'accroître de 15 pour cent d'ici à 2010, soit de quelque 15 millions de tonnes, par rapport à la moyenne de la période de référence (1998–2000). Le commerce mondial n'avait presque pas augmenté pendant la décennie antérieure par suite, principalement, du fait que plusieurs pays qui étaient importateurs nets pendant les années 80 sont devenus exportateurs nets pendant les années 90, surtout parmi les pays en transition (l'Europe orientale et la Communauté d'États indépendants [CEI]), schéma qui devrait persister pendant la période couverte par les projections. L'accroissement projeté de la demande d'importations devrait être imputable presque intégralement aux pays en développement, principalement pour l'alimentation des animaux mais aussi pour la consommation humaine, bien que la consommation par habitant de céréales secondaires devrait diminuer légèrement. Les stocks mondiaux de céréales secondaires devraient se contracter par rapport à ce qu'ils étaient pendant la période de référence, conformément à la libéralisation des marchés et du commerce qui se poursuit dans plusieurs pays.

Production

La production mondiale de céréales secondaires devrait s'accroître de 13 pour cent d'ici à 2010, soit un taux semblable à celui enregistré pendant les années 90, grâce aux effets conjugués d'une augmentation des rendements moyens (jusqu'à 7 pour cent) et d'une expansion des superficies cultivées (jusqu'à 5 pour cent). Cette expansion des superficies cultivées inverserait la tendance à la contraction constatée au cours des dix années précédentes. Globalement, la superficie des terres ensemencées de céréales secondaires dans les pays développés devrait rester inchangée par rapport à ce qu'elle était pendant la période de référence, marquant en cela la fin

de la tendance à la contraction enregistrée au cours de la décennie antérieure, pendant laquelle plusieurs des principaux pays exportateurs ont eu pour politique de limiter les superficies cultivées. Les superficies utilisées pour la production de céréales secondaires s'étaient également contractées dans les pays en transition au cours de la décennie antérieure mais devraient reprendre légèrement d'ici à 2010. L'expansion des superficies ensemencées de céréales secondaires devrait être imputable surtout aux pays en développement, spécialement en Afrique (particulièrement au Nigéria et au Soudan) et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (notamment au Brésil).

En ce qui concerne les pays en développement, les perspectives de la production demeurent sujettes à la contraction des terres arables disponibles et à la pénurie croissante d'eau. Les pays en développement d'Asie, en particulier, seront sans doute plus tributaires d'une amélioration de la productivité que de l'accroissement des superficies, lequel sera sans doute plus limité par suite du manque d'eau et de l'urbanisation que dans d'autres régions du monde en développement. Les gains de productivité proviendront sans doute essentiellement de l'adaptation croissante des technologies existantes dans les pays en développement producteurs ainsi que du regain de productivité dans la CEI et dans les pays d'Europe orientale. Les rendements des deux derniers groupes de pays ont en fait diminué après les réformes politiques et économiques introduites dans l'Union soviétique et les pays de sa sphère d'influence.

Consommation

D'une manière générale, l'augmentation de la consommation de céréales secondaires pour l'alimentation humaine devrait se ralentir, sauf dans certaines régions d'Afrique où elle constitue un élément important des régimes alimentaires locaux, notamment le maïs, le sorgho, le mil et plusieurs des céréales traditionnelles cultivées dans ces régions.¹ C'est sans doute surtout de l'alimentation pour les animaux que proviendra l'augmentation la

¹ Les quatre cinquièmes des céréales secondaires destinées à l'alimentation humaine directe sont consommées dans la région subsaharienne.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

plus marquée de la demande. Les autres utilisations des céréales secondaires, spécialement pour la fabrication d'additifs pour les carburants et de boissons alcoolisées, augmenteront vraisemblablement dans de grandes proportions aussi d'ici à 2010.

Environ les deux tiers de l'utilisation mondiale totale des céréales secondaires sont destinées à l'alimentation des animaux, et la demande à cette fin devrait augmenter de 13 pour cent pendant la période couverte par les projections. L'effet conjugué de la demande de céréales secondaires pour l'alimentation des animaux dans les pays en transition, et surtout de maïs et d'orge, et la fermeté continue de l'augmentation de la demande dans les pays en développement, bien qu'à un rythme plus lent que pendant les années 90, devraient être à l'origine de la majeure partie de l'accroissement mondial de l'utilisation de céréales secondaires d'ici à 2010. Parmi les pays en développement, l'accélération projetée de l'expansion économique et de l'urbanisation devrait continuer à réorienter les préférences alimentaires vers les régimes à base de protéines, ce qui aura pour effet d'accroître la demande de céréales destinées à l'alimentation des animaux. Dans les pays en transition, où la demande de céréales a beaucoup fléchi au cours des années 90, l'utilisation de céréales pour l'alimentation des animaux devrait reprendre d'ici à 2010. L'augmentation de ce type de demande devrait rester modérément dynamique dans les pays développés et devrait afficher un rythme un peu inférieur seulement à celui des années 90.

La consommation mondiale de céréales secondaires pour l'alimentation humaine devrait continuer d'augmenter, sous l'effet presque exclusif de l'accroissement démographique, la consommation moyenne par habitant devant continuer de baisser pour tomber de 29 kilogrammes pendant la période de référence à 28 kilogrammes en 2010. La diminution la plus marquée de la consommation par habitant sera enregistrée dans les pays en développement, surtout en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. En Afrique, la consommation annuelle par habitant, actuellement de 75 kilogrammes, ne devrait reculer que légèrement. L'élévation des revenus et l'urbanisation croissante continueront sans doute de réorienter la demande non plus tant

vers des céréales secondaires comme le maïs, le sorgho et le mil, mais plutôt vers des aliments à plus forte teneur en protéines et des aliments plus commodes et plus faciles à préparer. La demande de céréales secondaires pour d'autres utilisations, surtout pour des utilisations industrielles et comme produits de remplacement de produits existants, devrait rester relativement ferme. Les céréales secondaires sont utilisées pour fabriquer de l'amidon, de la bière et des produits de remplacement de la canne à sucre, ainsi que pour la production d'adhésifs et d'alcool comme additifs du pétrole.

Commerce

Le commerce mondial de céréales secondaires devrait représenter quelque 119 millions de tonnes, contre 104 millions de tonnes en moyenne pendant la période de référence. La majeure partie de cette augmentation sera imputable au maïs, dont le commerce devrait augmenter de 11 millions de tonnes pour atteindre 85 millions de tonnes en 2010. Les importations de céréales secondaires des pays en développement en tant que groupe devraient s'accroître de 10 millions de tonnes, surtout en Asie, par suite de la nette augmentation escomptée de la demande pour l'alimentation des animaux. Les importations totales des pays en transition devraient demeurer inchangées par rapport à la période de référence pour représenter en moyenne 4,3 millions de tonnes.

Parmi les principales régions exportatrices de céréales secondaires, et bien que l'augmentation ait été très modérée au cours des dix années antérieures, les exportations de l'Amérique du Nord pourraient augmenter de 14,5 millions de tonnes pour atteindre 74 millions de tonnes. Les exportations de l'Amérique du Sud devraient également s'accroître de quelque 38 pour cent pendant la décennie en cours, ce qui se traduira par une augmentation de la part du marché mondial détenue par ces pays. En revanche, les exportations des pays d'Europe occidentale devraient, après s'être accrues pendant les années 90, diminuer d'ici à 2010. Les exportations de céréales secondaires des pays en transition devraient continuer à augmenter pour atteindre 8 millions de tonnes en 2010, ce qui aura pour effet d'améliorer la position nette de leurs exportations.

Les États-Unis, qui détiennent déjà la plus large part du marché mondial des céréales secondaires devraient voir celle-ci s'accroître encore davantage pour passer de 54 pour cent pendant la période de référence à 58 pour cent en 2010, principalement par suite de leurs exportations de maïs. Les autres pays dont les exportations nettes devraient s'accroître de façon significative sont notamment l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Fédération de Russie, la Hongrie, le Kazakhstan et l'Ukraine. La majeure partie de la progression des exportations américaines sera sans doute imputable à la Chine, qui devrait devenir importateur net de maïs, bien qu'elle soit actuellement un gros exportateur net (13 millions de tonnes en 2002/2003). À ce jour, l'entrée de la Chine à l'OMC n'a pas eu d'effet limitatif sur ses exportations de maïs, pas plus qu'elle n'a encouragé les importations dans le cadre des engagements pris au titre de son contingent tarifaire (7,2 millions de tonnes en 2004). À plus longue échéance, c'est surtout la mesure dans laquelle la production intérieure pourrait satisfaire une demande croissante, en particulier pour l'alimentation des animaux, qui déterminera la position commerciale nette de la Chine.

La part des importations mondiales des pays du sud-est de l'Asie augmentera sans doute pour atteindre 23 pour cent par suite, surtout, de l'infléchissement de la position commerciale nette de la Chine, tandis que les autres principaux pays importateurs pourraient voir leurs parts de marché rester inchangées. Tel sera notamment le cas du Mexique (10 pour cent), de l'Arabie saoudite (6 pour cent) et de l'Égypte (4 pour cent). Le Japon, principal débouché mondial pour les céréales secondaires (20 pour cent), pourrait voir la demande d'importation se ralentir par suite de la modicité relative de l'expansion économique prédite pour la période couverte par les projections (en comparaison des autres pays de l'OCDE).

Stocks et prix

Les stocks de céréales secondaires en fin de campagne devraient se rétrécir encore plus, les gouvernements ayant décidé de réduire leur rôle dans la production directe et le soutien des marchés et de limiter leurs risques financiers en détenant moins de stocks excédentaires. D'ici à 2010, les stocks mondiaux de report de

céréales secondaires en pourcentage de l'utilisation totale pourraient tomber à 22 pour cent contre 28 pour cent pendant la période de référence. Bien qu'il ne revête pas une importance aussi critique pour la sécurité alimentaire mondiale que les stocks de blé et de riz, les céréales secondaires sont encore considérées dans beaucoup de pays, surtout ceux qui sont le plus touchés par l'insécurité alimentaire, comme des produits de grande consommation. Toutefois, de plus en plus de pays devant devenir exportateurs nets de céréales secondaires d'ici à 2010, il se peut que l'impact d'une réduction des stocks sur la sécurité alimentaire mondiale soit quelque peu atténuée par une diversification des excédents exportables.

Les prix réels des céréales secondaires devraient suivre leur tendance à long terme à la baisse jusqu'en 2010. Ajustés pour tenir compte de l'inflation, les cours internationaux du maïs devraient dépasser de 1 pour cent environ ceux qu'ils étaient pendant la période de référence d'ici à 2010 tandis que, pour le sorgho/mil et les autres céréales secondaires, les prix pourraient être inférieurs de 1 à 2 pour cent à leur moyenne de leur période de référence. En termes nominaux, les prix du maïs sur les marchés internationaux en 2010 devraient être nettement supérieurs aux prix déprimés enregistrés pendant la période de référence.

Problèmes et incertitudes

La production de céréales secondaires dans l'UE et quelques pays en transition pourrait être limitée par suite de la réforme de la PAC. Sur la base des dernières analyses communiquées par la Commission européenne (CE), les superficies ensemencées de céréales secondaires dans les 15 pays de l'UE pourraient être réduites conformément aux propositions de réforme, par rapport aux projections de référence jusqu'en 2009/10, se contracter d'environ 1 pour cent pour l'orge jusqu'à 9 pour cent pour le seigle.¹ La réforme de la PAC aurait pour effet d'éliminer le

¹ La réforme de la PAC éliminerait le système d'intervention concernant le seigle. Voir: Commission européenne, Direction générale pour l'agriculture, "La réforme de la politique agricole commune: une perspective à long terme pour une agriculture durable – analyse d'impact, mars 2003.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

régime d'intervention concernant le seigle (Commission européenne, 2003a). Selon les projections, la réforme de la PAC devrait se traduire par une réduction d'environ 2 pour cent de la production de céréales secondaires dans les 15 pays de l'UE d'ici à 2009/10 en comparaison de la période de référence. Même lorsque les projections englobent les 25 pays de l'UE élargie, les superficies ensemencées de céréales secondaires seraient inférieures à ce qu'elles étaient pendant la période de référence, sauf dans le cas de l'orge, qui est la culture céréalière la plus importante parmi les 10 nouveaux membres de l'Union.

Le commerce de céréales secondaires de l'UE pourrait s'écarter des projections avec l'expansion de l'Union. Beaucoup des plus gros exportateurs de céréales secondaires de la région sont parmi les nouveaux membres et ils seront affectés par les réformes de la PAC ainsi que par les décisions éventuellement adoptées au sujet du subventionnement des exportations pendant l'actuelle série de négociations de l'OMC. Si la liste définitive des réductions des subventions à l'exportation n'a pas encore été arrêtée, l'orge devrait, selon la Commission européenne, être la céréale secondaire la plus affectée. En outre, si la fermeté actuelle de l'euro se maintient à moyen terme, il pourrait se produire une pression à la hausse des prix des exportations de céréales secondaires de l'UE.

Pour ce qui est du commerce mondial, l'évolution future dépendra directement du rôle de la Chine. Celle-ci est devenue l'un des plus gros exportateurs mondiaux de céréales secondaires, surtout de maïs. En dépit des engagements pris lors de son adhésion à l'OMC, ses importations de céréales secondaires sont restées de l'ordre de 2 à 3 millions de tonnes ces dernières années. La dernière hypothèse est que la Chine ne pourra pas continuer à puiser dans les stocks pour satisfaire la demande intérieure tout en exportant et qu'elle devra accroître ses

importations à moyen terme. Toutefois, le volume de celles-ci et la date à laquelle elles interviendront sont une question très incertaine et débattue.

Pour ce qui est du volume des importations, il est peu probable que les importations chinoises de céréales secondaires dépassent 8 millions de tonnes, soit 5 pour cent environ de la consommation intérieure projetée, ce qui correspond à l'objectif de 95 pour cent d'autonomie fixé par le gouvernement. Il est plus difficile de dire quand la Chine redeviendra un importateur net de céréales secondaires, encore que les importations puissent reprendre après qu'elle aura renégocié en 2005 ses engagements en matière de contingents tarifaires.

L'adoption de semences génétiquement modifiées ne devrait pas avoir d'impact marqué sur la production mondiale de céréales secondaires pendant la période couverte par les projections. La plupart des caractéristiques des espèces génétiquement modifiées ont été conçues en vue de réduire les coûts de production, spécialement grâce à une plus grande résistance aux insectes et une meilleure tolérance aux herbicides, plutôt que pour accroître les rendements, encore que certaines indications portent à conclure que les rendements moyens se sont accrus depuis l'adoption d'espèces génétiquement modifiées de maïs. Environ 12 millions d'hectares ont été ensemencés de maïs génétiquement modifié en 2002, soit 9 pour cent environ du total mondial. Le maïs génétiquement modifié a été adopté surtout par les exploitations commerciales des États-Unis et de l'Argentine, qui sont les deux plus gros exportateurs. Toutefois, le débat qui se poursuit au sujet de l'acceptabilité pour l'alimentation humaine et animale de cultures génétiquement modifiées limitera sans doute leur adoption à moyen terme.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.10 - Céréales secondaires: projections de la production

	RÉGION				RENDEMENT				PRODUCTION			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010	
	<i>(en milliers d'hectares)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes/ha)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>	
MONDE	308 117	322 930	-0,9	0,4	2,9	3,1	2,1	0,7	893 512	1 006 731	1,1	1,1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	184 394	198 635	0,0	0,7	2,0	2,2	2,2	0,7	372 246	431 275	2,1	1,3
AFRIQUE	70 540	79 605	1,5	1,1	1,0	1,1	0,2	1,0	71 383	89 786	1,7	2,1
AFRIQUE DU NORD	4 808	5 130	-1,6	0,6	2,0	2,3	1,6	1,4	9 703	12 015	0,0	2,0
Algérie	587	732	-5,6	2,0	0,8	0,9	1,2	1,6	456	676	-4,4	3,7
Égypte	1 057	1 207	0,5	1,2	6,9	7,2	3,0	0,3	7 339	8 628	3,5	1,5
Maroc	2 610	2 459	-1,1	-0,5	0,6	0,8	-6,7	3,1	1 502	1 975	-7,7	2,5
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	65 732	74 474	1,8	1,1	0,9	1,0	0,2	1,0	61 680	77 771	2,0	2,1
Nigéria	15 730	19 047	2,1	1,8	1,2	1,3	0,5	0,9	19 110	25 560	2,6	2,7
Soudan	7 638	9 355	3,2	1,9	0,5	0,5	0,6	0,0	3 867	4 760	3,8	1,9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	32 184	36 375	0,2	1,1	2,8	3,0	3,3	0,7	90 244	110 217	3,5	1,8
AMÉRIQUE CENTRALE	11 673	12 611	0,8	0,7	2,4	2,5	1,9	0,5	27 920	31 727	2,7	1,2
Mexique	9 752	10 533	1,0	0,7	2,6	2,7	2,2	0,4	24 934	28 212	3,2	1,1
CARAÏBES	531	499	0,5	-0,6	1,0	1,0	0,2	0,4	514	503	0,8	-0,2
AMÉRIQUE DU SUD	19 980	23 265	-0,2	1,4	3,1	3,4	4,1	0,7	61 811	77 987	3,9	2,1
Argentine	4 357	4 554	2,5	0,4	4,9	5,5	5,4	1,0	21 266	24 894	8,0	1,4
Brésil	12 097	14 933	-0,7	1,9	2,7	2,9	3,5	0,8	32 660	43 777	2,8	2,7
ASIE	81 666	82 652	-1,3	0,1	2,6	2,8	3,1	0,7	210 611	231 267	1,8	0,9
PROCHE-ORIENT	9 484	10 193	-2,6	0,7	1,8	1,9	2,3	0,9	16 691	19 754	-0,4	1,5
Arabie saoudite	217	250	1,6	1,3	1,8	2,4	-3,6	2,5	396	597	-2,0	3,8
Iran, Rép. islamique d'	1 688	1 549	-4,2	-0,8	1,9	2,8	4,0	3,4	3 245	4 284	-0,3	2,6
Turquie	4 554	4 582	0,8	0,1	2,3	2,5	0,7	0,8	10 470	11 441	1,5	0,8
ASIE DU SUD	32 564	32 740	-2,2	0,0	1,1	1,1	2,0	0,5	35 305	37 382	-0,3	0,5
Inde	29 417	29 440	-2,4	0,0	1,1	1,1	1,9	0,3	31 191	32 396	-0,6	0,3
SUD-EST DE L'ASIE	39 618	39 718	0,0	0,0	4,0	4,4	2,5	0,8	158 615	174 131	2,6	0,9
Chine	30 087	29 598	0,5	-0,1	4,5	5,0	2,4	1,0	135 446	148 326	2,9	0,8
Corée, Rép. de	103	91	-7,0	-1,1	3,5	4,1	-1,0	1,6	358	376	-7,9	0,4
Indonésie	3 597	3 681	1,3	0,2	2,7	2,8	2,7	0,3	9 686	10 195	4,0	0,5
Malaisie	27	38	3,7	3,0	2,1	2,5	1,7	1,6	57	94	5,5	4,6
OCÉANIE	4	4	2,9	0,4	1,8	1,3	-3,2	-2,6	7	5	-0,3	-2,2
PAYS DÉVELOPPÉS	72 259	72 268	-1,0	0,0	5,9	6,4	3,1	0,8	424 546	462 941	2,1	0,8
AMÉRIQUE DU NORD	43 234	43 693	0,0	0,1	6,9	7,6	2,9	0,9	296 145	331 110	2,9	1,0
Canada	7 352	7 305	-0,4	-0,1	3,6	3,9	1,9	0,8	26 112	28 398	1,5	0,8
États-Unis	35 882	36 388	0,1	0,1	7,5	8,3	2,9	0,9	270 033	302 711	3,0	1,0
EUROPE OCCIDENTALE	20 013	19 133	-3,0	-0,4	5,4	5,7	3,6	0,4	108 267	108 300	0,5	0,0
UE (15)	19 654	18 796	-3,1	-0,4	5,4	5,7	3,6	0,4	106 618	106 749	0,5	0,0
OCÉANIE	4 955	5 222	1,2	0,5	2,2	2,5	2,0	1,3	10 676	12 954	3,2	1,8
Australie	4 867	5 145	1,3	0,5	2,1	2,4	2,2	1,4	10 132	12 429	3,5	1,9
AUTRES PAYS	4 057	4 220	-2,2	0,4	2,3	2,5	0,6	0,7	9 458	10 577	-1,6	1,0
Afrique du Sud	3 952	4 137	-2,1	0,4	2,3	2,5	0,8	0,7	9 236	10 400	-1,3	1,1
Japon	91	69	-4,3	-2,5	2,3	2,4	-2,0	0,3	211	165	-6,2	-2,2
PAYS EN TRANSITION	51 465	52 027	-3,5	0,1	1,9	2,2	-1,0	1,3	96 720	112 515	-4,5	1,4
EUROPE ORIENTALE	15 847	16 172	-0,3	0,2	3,1	3,3	-0,9	0,7	48 544	53 657	-1,1	0,9
Bulgarie	811	846	-1,4	0,4	2,7	3,3	-2,8	2,1	2 158	2 824	-4,1	2,5
Hongrie	1 699	1 914	0,9	1,1	4,5	5,1	-0,9	1,0	7 684	9 711	0,0	2,2
Pologne	6 169	6 243	-0,1	0,1	2,6	2,7	-1,1	0,3	16 052	16 817	-1,2	0,4
Roumanie	3 582	3 702	0,2	0,3	2,6	2,8	-1,0	0,5	9 469	10 313	-0,8	0,8
CEI	34 347	34 715	70,8	0,1	1,3	1,6	0,0	1,8	45 718	56 420	0,0	1,9
Féd. de Russie	22 298	21 742	0,0	-0,2	1,1	1,4	0,0	2,2	25 364	31 424	0,0	2,0
Kazakhstan	2 174	2 116	0,0	-0,2	1,0	1,3	0,0	3,0	2 117	2 851	0,0	2,7
Ukraine	6 520	7 313	0,0	1,0	1,9	2,0	0,0	0,7	12 153	14 695	0,0	1,7
ÉTATS BALTES	1 271	1 140	0,0	-1,0	1,9	2,1	0,0	0,9	2 458	2 437	0,0	-0,1
PFRDV	140 817	149 193	0,2	0,5	1,9	2,0	1,8	0,6	266 093	300 423	1,9	1,1
PMA	45 211	50 224	1,9	1,0	0,8	0,9	0,3	0,9	37 874	46 263	2,1	1,8
PDINPA	11 508	12 222	-0,5	0,5	1,6	1,9	0,8	1,3	18 845	22 986	0,3	1,8

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.11 - Céréales secondaires: projections de l'utilisation

	UTILISATION TOTALE				ALIMENTATION HUMAINE				ALIMENTATION ANIMALE				ALIMENTS PAR HABITANT	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	(en milliers de tonnes)			(en % par an)	(en milliers de tonnes)			(en % par an)	(en milliers de tonnes)			(en % par an)	(en kg/an)	
MONDE	904 117	1 006 557	0,7	1,0	175 844	194 184	1,0	0,9	575 439	649 827	0,5	1,1	29,1	28,3
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	426 525	493 121	2,3	1,3	145 348	166 266	0,9	1,2	229 475	272 524	3,5	1,6	30,7	30,1
AFRIQUE	82 812	104 741	2,3	2,2	59 488	75 820	2,2	2,2	14 129	17 919	4,0	2,2	75,9	75,4
AFRIQUE DU NORD	18 745	22 765	2,4	1,8	6 197	7 237	0,8	1,4	11 467	14 249	4,1	2,0	44,0	42,8
Algérie	2 361	2 720	-0,3	1,3	1 359	1 792	6,7	2,6	905	811	-5,2	-1,0	44,2	46,8
Égypte	11 222	13 498	5,0	1,7	3 258	3 609	1,1	0,9	7 417	9 176	8,3	2,0	48,5	45,1
Maroc	3 253	4 033	-1,0	2,0	1 432	1 673	-3,1	1,4	1 475	2 014	2,6	2,9	51,4	51,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	64 067	81 976	2,3	2,3	53 291	68 583	2,4	2,3	2 662	3 669	3,3	3,0	82,8	82,0
Nigéria	19 076	25 116	2,7	2,5	15 300	20 232	2,2	2,6	943	1 423	8,4	3,8	140,4	145,9
Soudan	3 880	4 775	4,5	1,9	3 176	3 917	4,1	1,9	319	427	13,4	2,7	110,0	108,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	99 898	116 115	3,2	1,4	25 122	28 565	1,6	1,2	65 485	77 803	4,2	1,6	49,1	48,0
AMÉRIQUE CENTRALE	39 666	46 046	3,0	1,4	16 615	19 262	1,3	1,4	19 277	23 194	5,1	1,7	125,3	122,1
Mexique	34 862	40 544	3,0	1,4	13 807	16 009	1,1	1,4	17 535	21 220	5,3	1,7	141,8	141,8
CARAÏBES	1 714	1 952	-2,0	1,2	376	477	-0,5	2,2	1 290	1 425	-2,3	0,9	10,7	12,2
AMÉRIQUE DU SUD	58 519	68 117	3,5	1,4	8 131	8 826	2,5	0,7	44 918	53 184	4,1	1,5	23,7	22,2
Argentine	9 528	10 210	4,5	0,6	262	307	3,6	1,4	7 490	7 960	4,2	0,6	7,2	7,4
Brsil	35 540	42 277	3,2	1,6	4 384	4 675	2,6	0,6	28 724	34 844	4,0	1,8	26,1	24,5
ASIE	243 794	272 243	2,0	1,0	60 728	61 872	-0,6	0,2	149 852	176 792	3,2	1,5	17,7	15,8
PROCHE-ORIENT	29 675	34 737	0,3	1,4	2 283	2 545	-1,4	1,0	25 368	29 970	0,7	1,5	9,2	8,1
Arabie saoudite	6 840	8 091	-0,2	1,5	90	111	2,0	2,0	6 556	7 639	0,1	1,4	4,3	3,9
Iran, Rép. islamique d'	5 211	6 777	0,7	2,4	48	73	-0,2	3,8	4 971	6 489	1,2	2,5	0,7	0,9
Turquie	10 950	11 739	1,1	0,6	1 101	1 149	0,0	0,4	8 673	9 480	1,4	0,8	16,8	15,1
ASIE DU SUD	35 858	37 279	-0,2	0,4	26 179	26 663	-1,8	0,2	7 430	8 386	18,1	1,1	19,8	17,1
Inde	31 552	32 086	-0,6	0,2	23 267	22 997	-2,2	-0,1	6 567	7 441	23,8	1,1	23,3	20,0
SUD-EST DE L'ASIE	178 262	200 227	2,9	1,1	32 266	32 665	0,6	0,1	117 054	138 436	3,4	1,5	17,4	15,9
Chine	142 665	159 447	3,3	1,0	22 014	21 845	-0,4	-0,1	97 242	114 606	4,1	1,5	17,3	15,8
Corée, Rép. de	9 086	10 301	1,2	1,1	189	145	-6,5	-2,4	6 783	7 738	0,2	1,2	4,1	2,9
Indonésie	10 268	11 444	4,6	1,0	5 532	5 625	2,5	0,2	2 668	3 605	9,0	2,8	26,4	23,6
Malaisie	2 522	3 104	5,4	1,9	40	45	-2,4	1,1	2 287	2 810	5,0	1,9	1,8	1,8
Océanie	21	21	-3,1	0,1	10	9	1,1	-1,4	9	11	-5,6	1,7	1,5	1,0
PAYS DÉVELOPPÉS	375 755	404 793	1,2	0,7	18 995	17 443	0,9	-0,8	277 525	302 024	0,8	0,8	21,3	18,9
AMÉRIQUE DU NORD	235 747	261 303	1,9	0,9	5 953	5 593	3,8	-0,6	176 918	194 882	1,6	0,9	19,4	16,9
Canada	24 150	25 743	2,2	0,6	294	309	3,8	0,5	19 947	21 086	1,8	0,5	9,5	9,1
États-Unis	211 597	235 560	1,8	1,0	5 659	5 284	3,8	-0,6	156 971	173 796	1,5	0,9	20,5	17,7
EUROPE OCCIDENTALE	102 200	103 992	0,3	0,2	5 192	4 125	-1,1	-2,1	73 043	77 944	-0,2	0,6	13,4	10,6
UE (15)	99 972	101 543	0,3	0,1	5 027	3 968	-1,2	-2,1	71 181	75 829	-0,2	0,6	13,4	10,6
Océanie	6 678	7 293	2,2	0,8	200	187	0,1	-0,6	5 547	6 055	2,7	0,8	8,9	7,5
Australie	6 045	6 555	2,4	0,7	185	171	1,8	-0,7	5 017	5 435	2,8	0,7	9,9	8,3
AUTRES PAYS	31 130	32 205	-1,0	0,3	7 650	7 539	0,5	-0,1	22 018	23 143	-1,4	0,5	44,3	42,6
Afrique du Sud	8 863	9 509	0,5	0,6	4 471	4 501	1,3	0,1	3 614	4 166	-0,3	1,3	112,1	105,9
Japon	20 875	21 161	-1,7	0,1	3 104	2 952	-0,6	-0,5	17 110	17 552	-1,8	0,2	24,5	23,2
PAYS EN TRANSITION	101 837	108 644	-5,1	0,6	11 502	10 475	2,5	-0,8	68 439	75 279	-6,3	0,9	27,9	25,3
EUROPE ORIENTALE	50 966	52 478	-1,2	0,3	3 565	3 156	-2,2	-1,1	38 714	41 062	-1,1	0,5	29,4	26,2
Bulgarie	2 118	2 490	-6,0	1,5	151	136	-2,2	-1,0	1 415	1 774	-8,0	2,1	18,2	17,5
Hongrie	6 567	7 180	-1,8	0,8	59	108	-19,4	5,7	5 307	5 774	-2,2	0,8	5,8	11,2
Pologne	17 448	17 395	-0,7	0,0	1 645	1 409	-0,2	-1,4	12 870	13 615	-1,1	0,5	42,5	36,0
Roumanie	10 450	10 592	-0,7	0,1	933	742	0,6	-2,1	8 020	8 134	0,9	0,1	41,6	34,5
CEI	48 293	53 457	0,0	0,9	7 583	6 981	0,0	-0,7	27 959	32 294	0,0	1,3	26,7	24,3
Fed. de Russie	29 061	31 164	0,0	0,6	5 179	4 808	0,0	-0,7	16 215	18 666	0,0	1,3	35,2	33,3
Kazakhstan	1 536	1 773	0,0	1,3	61	63	0,0	0,2	850	1 057	0,0	2,0	3,8	3,8
Ukraine	11 185	12 812	0,0	1,2	1 438	1 264	0,0	-1,2	6 940	7 440	0,0	0,6	28,4	25,9
ÉTATS BALTES	2 578	2 708	0,0	0,5	354	337	0,0	-0,4	1 766	1 923	0,0	0,8	47,3	48,4
PFRDV	279 565	319 787	2,4	1,2	113 316	129 545	0,5	1,2	127 632	150 206	4,4	1,5	30,3	29,6
PMA	38 753	49 696	2,2	2,3	32 508	42 032	2,4	2,4	1 747	2 317	4,7	2,6	47,5	47,6
PDINPA	30 445	36 178	2,3	1,6	12 429	14 437	0,9	1,4	15 786	19 243	4,2	1,8	30,3	28,6

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.12 - Céréales secondaires: projections du commerce

	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(.....%.....)</i>		<i>(.....%.....)</i>	
MONDE	104 111	119 280	-0,1	1,2	104 111	119 213	1,9	1,2	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	69 759	84 208	3,8	1,7	22 718	21 803	6,6	-0,4	67,0	70,6	21,8	18,3
AFRIQUE	12 675	16 651	6,1	2,5	1 525	1 295	1,8	-1,5	12,2	14,0	1,5	1,1
AFRIQUE DU NORD	9 257	10 807	6,0	1,4			0,0	0,0	8,9	9,1	0,0	0,0
Algérie	1 896	2 051	1,2	0,7			0,0	0,0	1,8	1,7	0,0	0,0
Égypte	4 153	4 897	9,4	1,5			0,0	0,0	4,0	4,1	0,0	0,0
Maroc	1 685	2 085	19,2	2,0			0,0	0,0	1,6	1,7	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3 418	5 844	6,2	5,0	1 525	1 295	1,8	-1,5	3,3	4,9	1,5	1,1
Nigéria	80	6	4,4	-20,8	148	418	9,1	9,9	0,1	0,0	0,1	0,4
Soudan	120	195	-5,4	4,6	333	140	-3,7	-7,6	0,1	0,2	0,3	0,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	21 421	23 345	5,7	0,8	12 676	17 389	12,0	2,9	20,6	19,6	12,2	14,6
AMÉRIQUE CENTRALE	11 969	14 430	4,3	1,7	54	70	0,0	2,4	11,5	12,1	0,1	0,1
Mexique	10 081	12 389	3,3	1,9	24	24	0,0	0,0	9,7	10,4	0,0	0,0
CARAÏBES	1 403	1 654	-1,7	1,5	204	204	88,7	0,0	1,3	1,4	0,2	0,2
AMÉRIQUE DU SUD	8 049	7 261	11,0	-0,9	12 419	17 116	11,7	3,0	7,7	6,1	11,9	14,4
Argentine	24	24	0,0	0,1	11 658	14 702	11,7	2,1	0,0	0,0	11,2	12,3
Brésil	1 844	174	10,4	-19,3	170	1 711	19,8	23,3	1,8	0,1	0,2	1,4
ASIE	35 650	44 196	2,3	2,0	8 516	3 119	2,6	-8,7	34,2	37,1	8,2	2,6
PROCHE-ORIENT	14 216	16 443	2,1	1,3	860	1 572	5,4	5,6	13,7	13,8	0,8	1,3
Arabie saoudite	6 455	7 469	1,0	1,3			0,0	0,0	6,2	6,3	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	1 953	2 516	2,5	2,3	3	3	0,0	0,0	1,9	2,1	0,0	0,0
Turquie	1 186	1 430	2,7	1,7	540	1 251	20,8	7,9	1,1	1,2	0,5	1,0
ASIE DU SUD	466	419	5,8	-0,9			526	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Inde	264	186	1,3	-3,1			495	0,0	0,3	0,2	0,0	0,4
SUD-EST DE L'ASIE	20 969	27 334	2,4	2,4	7 656	1 021	2,3	-16,7	20,1	22,9	7,4	0,9
Chine	7 536	11 354	0,6	3,8	6 824	61	3,9	-34,9	7,2	9,5	6,6	0,1
Province de Taïwan	5 132	6 157	-1,6	1,7	-	-	0,0	0,0	4,9	5,2	-	-
Corée, Rép. de	8 747	9 937	2,2	1,2			0,0	0,0	8,4	8,3	0,0	0,0
Indonésie	742	1 472	36,9	6,4	210	211	0,0	0,0	0,7	1,2	0,2	0,2
Malaisie	2 486	3 005	5,4	1,7			0,0	0,0	2,4	2,5	0,0	0,0
OCÉANIE	13	16	-3,8	1,8			0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	30 100	30 821	-1,4	0,2	76 196	89 361	0,4	1,5	28,9	25,8	73,2	75,0
AMÉRIQUE DU NORD	4 191	4 169	6,2	0,0	59 741	74 281	0,1	2,0	4,0	3,5	57,4	62,3
Canada	1 657	1 862	7,6	1,1	3 616	4 554	-1,4	2,1	1,6	1,6	3,5	3,8
États-Unis	2 535	2 307	5,4	-0,9	56 124	69 727	0,2	2,0	2,4	1,9	53,9	58,5
EUROPE OCCIDENTALE	3 251	3 307	-7,4	0,2	11 079	7 711	1,1	-3,2	3,1	2,8	10,6	6,5
UE (15)	2 738	2 402	-8,0	-1,2	11 071	7 703	1,1	-3,2	2,6	2,0	10,6	6,5
OCÉANIE	86	217	2,0	8,8	4 342	5 919	5,8	2,9	0,1	0,2	4,2	5,0
Australie	1	1	-17,2	-0,1	4 338	5 915	6,0	2,9	0,0	0,0	4,2	5,0
AUTRES PAYS	22 572	23 128	-1,1	0,2	1 035	1 451	-6,6	3,1	21,7	19,4	1,0	1,2
Afrique du Sud	527	598	71,8	1,2	1 035	1 451	-6,6	3,1	0,5	0,5	1,0	1,2
Japon	20 652	21 002	-1,6	0,2			0,0	0,0	19,8	17,6	0,0	0,0
PAYS EN TRANSITION	4 252	4 250	-15,6	0,0	5 198	8 049	17,7	4,1	4,1	3,6	5,0	6,8
EUROPE ORIENTALE	2 220	2 837	-5,5	2,3	2 751	3 874	14,3	3,2	2,1	2,4	2,6	3,2
Bulgarie	53	57	-22,0	0,6	259	331	22,7	2,2	0,1	0,0	0,2	0,3
Hongrie	41	41	-21,0	0,0	1 521	2 527	20,3	4,7	0,0	0,0	1,5	2,1
Pologne	821	574	-1,4	-3,2	18	18	-17,9	0,0	0,8	0,5	0,0	0,0
Roumanie	213	502	-14,9	8,1	220	213	4,7	-0,3	0,2	0,4	0,2	0,2
CEI	1 845	1 065	0,0	-4,9	2 354	4 098	0,0	5,2	1,8	0,9	2,3	3,4
Féd. de Russie	1 323	558	0,0	-7,5	270	897	0,0	11,5	1,3	0,5	0,3	0,8
Kazakhstan		12	0,0	0,0	550	1 094	0,0	6,5	0,0	0,0	0,5	0,9
Ukraine	71	73	0,0	0,3	1 383	1 945	0,0	3,1	0,1	0,1	1,3	1,6
ÉTATS BALTES	187	348	0,0	5,8	93	77	0,0	-1,7	0,2	0,3	0,1	0,1
PFRDV	14 919	22 472	8,1	3,8	8 939	2 573	4,4	-10,7	14,3	18,8	8,6	2,2
PMA	2 144	4 494	3,5	7,0	1 431	863	6,1	-4,5	2,1	3,8	1,4	0,7
PDINPA	11 806	13 664	7,0	1,3	259	361	7,4	3,1	11,3	11,5	0,2	0,3

^{1/} Moyenne 1998-2000

Graines oléagineuses, huiles et farines oléagineuses

Cultures oléagineuses

Introduction

Le secteur des cultures oléagineuses devrait continuer d'être d'ici à 2010 le secteur agricole où la croissance sera la plus rapide. L'un de ses traits saillants est l'accroissement robuste de la production dans les pays en développement qui peuvent produire à peu de frais, spécialement en Amérique du Sud, où les ajustements des taux de change ont accru leur compétitivité. Les nouvelles politiques ont eu des effets mitigés: la réforme des régimes de soutien des différents produits intervenue au cours des dix années écoulées a privilégié la production de graines oléagineuses aux États-Unis et a limité son accroissement dans l'UE. La forte progression enregistrée dans le secteur de l'huile de palme risque de se ralentir, le cycle de rajeunissement des plantations en Malaisie et en Indonésie risquant de freiner l'expansion pendant la période considérée. L'augmentation de la demande aussi bien d'huiles que de farines oléagineuses devrait demeurer robuste compte tenu de l'élévation projetée des revenus et de la forte élasticité relative de la consommation aussi bien d'huiles que de farines (par le biais de la viande) par rapport aux variations du revenu.

Plusieurs éléments détermineront l'évolution dans ce secteur. De plus en plus, les préoccupations suscitées par l'innocuité des produits alimentaires et la dégradation de l'environnement affecteront la production et le commerce de graines oléagineuses et de produits dérivés. Les réglementations promulguées dans ce secteur accroîtront la complexité des marchés et se traduiront par un resserrement des règles concernant l'étiquetage et, peut-être, par l'imposition de systèmes de commercialisation de nature à préserver l'identité des produits. Des éléments nouveaux affecteront inévitablement le commerce. En outre, il se peut que le secteur des cultures oléagineuses alimente de plus en plus une demande croissante de biocombustible, surtout du fait des réformes politiques introduites dans certains pays, en particulier les pays industrialisés de l'OCDE.

Huiles et graisses

Production

Selon les projections, l'augmentation de la production mondiale annuelle d'huiles et de graisses devrait être de 2,6 pour cent d'ici à 2010, contre 4,5 pour cent au cours de la décennie précédente. Parmi les huiles, la part de la production représentée par l'huile de palme devrait augmenter à nouveau pour atteindre 22 pour cent, soit un accroissement de plus de 4,3 pour cent par an pendant la période considérée, encore que ce chiffre soit nettement inférieur au taux de 6,6 pour cent qui a marqué les dix années précédentes. La part de la production représentée par l'huile de soja restera sans doute inchangée ou n'augmentera que modérément pour se situer à 23 pour cent environ de la production totale d'huiles. Les autres huiles, peut-être à l'exception des graisses animales, devraient voir diminuer leur part de la production.

Du point de vue régional, l'accroissement de la production d'huiles et de graisses reflétera des tendances semblables à celles qui caractérisent les autres produits, et l'accroissement de la production dans les pays en développement – 3,3 pour cent par an – dépassera le rythme enregistré dans les pays développés, un élément marquant étant par ailleurs la nette reprise dans les pays en transition. Dans les pays en développement, la production augmentera dans des proportions particulièrement marquées au Brésil et en Argentine, à un rythme de 3,9 pour cent et 3,5 pour cent respectivement, par suite, presque entièrement, de l'augmentation de la production d'huile de soja. En Indonésie et en Malaisie, la production d'huile de palme devrait augmenter de 6,5 pour cent et 3,7 pour cent respectivement, soit nettement moins que pendant la décennie précédente, le rajeunissement des plantations devant réduire les récoltes au début de la période couverte par les projections. La production mondiale, pour toutes les graisses et huiles considérées ensemble, restera concentrée dans un petit nombre de pays. Ainsi, 11 pays – 4 pays développés et 7 pays en développement – représentent environ 80 pour cent de la production mondiale, pourcentage qui devrait continuer à augmenter pendant la période couverte par les projections.

À moyen terme, un important point d'interrogation, pour les marchés des graines oléagineuses, tient à la production et à la commercialisation de cultures génétiquement modifiées, particulièrement dans les pays qui produisent soit de l'huile de soja, soit de l'huile de colza (canola). Les modifications génétiques ont tendu principalement à accroître les rendements et à réduire les coûts de production, et ainsi à encourager une production accrue. Toutefois, les pays ont choisi des espèces génétiquement modifiées ou non selon les caractéristiques de leurs marchés intérieurs et de leurs marchés d'exportation. Dans certains pays, les espèces génétiquement modifiées ont été rapidement adoptées tandis que, dans d'autres, des mesures et des réglementations restrictives ont débouché sur une situation caractérisée par des marchés de plus en plus fragmentés. Pendant toute la période couverte par les projections, cette question continuera de revêtir une importance critique et des incertitudes considérables subsistent quant au montant de la prime que les marchés pourront être disposés à payer pour une huile provenant d'espèces non génétiquement modifiées. Même à l'intérieur de certains pays, il est probable que l'imposition de systèmes de préservation de l'identité des produits sera de plus en plus fréquente pour répondre aux préoccupations diverses des consommateurs.

Demande

Les pays en développement, par suite de l'accroissement de leur population et de leurs revenus ainsi que d'une consommation initialement plus faible, devraient être à l'origine de la majeure partie de l'augmentation globale, de 2,5 pour cent par an, de la demande d'huiles et graisses. Dans ces pays, l'augmentation devrait être en moyenne de 2,8 pour cent (contre 1,8 pour cent dans les pays développés), et leur part du marché devrait légèrement augmenter pour passer de 60 pour cent à 62 pour cent d'ici à 2010. Par habitant, l'augmentation devrait être la plus forte dans les pays en transition, où une consommation accrue sera encouragée par l'augmentation des revenus. Les différences entre pays pour ce qui est des niveaux de consommation d'huiles et graisses persisteront, la consommation par habitant dans les pays en développement devant sans doute rester, en

moyenne, inférieure au tiers de ce qu'elle est dans les pays développés.

L'aggravation des préoccupations manifestées par les consommateurs quant à l'innocuité des produits alimentaires et à la dégradation de l'environnement dans beaucoup de pays a affecté les marchés nationaux et internationaux, et cette tendance devrait persister sur plusieurs fronts. La principale préoccupation des consommateurs tient aux organismes génétiquement modifiés (OGM). La fragmentation des marchés, qui s'est beaucoup accélérée ces dernières années, persistera sans doute non seulement entre pays mais aussi, peut-être, à l'intérieur des pays eux-mêmes. Dans d'autres domaines, le resserrement progressif des règles et normes de qualité, y compris des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) affectera le commerce sur les marchés. L'on peut en citer comme exemple la teneur en aflatoxine des arachides et les codes de bonnes pratiques élaborés pour améliorer les modalités de stockage et de transport des huiles et des graisses destinées à l'alimentation humaine.

L'utilisation à des fins autres que l'alimentation des huiles et graisses devrait s'accroître, surtout si le climat politique est favorable dans certains pays, en particulier développés. Aux États-Unis, dans l'UE et ailleurs, les pays appuient une utilisation accrue de biocombustibles qui ont un impact relativement mineur sur l'environnement et qui peuvent, dans une certaine mesure, remplacer le pétrole brut importé. L'industrie oléochimique, qui consomme actuellement 15 pour cent environ de la production de graisses et huiles, devrait également continuer à se développer plus rapidement que la demande destinée à la consommation humaine, et certains pays en développement joueront sans doute à cet égard un rôle plus important.

Commerce

Les exportations mondiales d'huiles et graisses devraient augmenter d'environ 15 millions de tonnes d'ici à 2010 par rapport aux niveaux de la période de référence. La production étant très concentrée dans quelques pays, son augmentation dans quelques-uns seulement sera sans doute à l'origine de la majeure partie de l'augmentation des exportations, tandis que la consommation croissante d'huiles et graisses dans tous les pays entraînera une dispersion de

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

plus en plus grande des importations. Pendant la période de référence, 85 pour cent environ des exportations provenaient de neuf pays (quatre développés et cinq en développement), et ce pourcentage devrait progresser pendant la période couverte par les projections, la part de marché détenue par le Brésil et l'Argentine (huile de soja) et par la Malaisie et l'Indonésie (huile de palme) devrait s'élargir. La part des exportations détenues par les États-Unis, qui sont actuellement le deuxième exportateur mondial, devrait reculer de 18 pour cent actuellement à 12 pour cent en 2010. Ces données mettent en relief un aspect important des marchés des huiles et graisses, à savoir que c'est surtout entre pays en développement que le commerce change. La part des exportations détenue par ces pays pourra passer de 60 pour cent à 70 pour cent et leur part des importations de 61 pour cent à 65 pour cent. Les pays d'Europe occidentale et d'Afrique deviendront vraisemblablement plus tributaires des huiles et graisses importées.

Prix

La tendance à la baisse à long terme des prix réels de l'huile de soja¹ sur les marchés internationaux a été de l'ordre de 2,4 pour cent par an. Cette diminution a été due à une progression marquée de la productivité des cultures de diverses graines oléagineuses et surtout d'huile de palme. Les prix réels des huiles et graisses devraient revenir à leurs tendances après être tombés à un creux au début de la période couverte par les projections (2000–2001). La convergence des prix avec leur tendance s'explique par la fermeté persistante de la demande sous-jacente d'huiles et graisses, les perspectives d'élévation des revenus et d'accroissement démographique pendant la période considérée et la sensibilité de la consommation à de tels changements, particulièrement dans les pays en développement.

¹ Sur les marchés d'Europe septentrionale, en dollars E.-U., corrigés par l'indice des prix à la production aux États-Unis. (Source: FMI).

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.13 - Huiles et graisses: projections de la production et de la consommation

HUILES	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en kg/personne)</i>	
MONDE	110 287	145 704	4,5	2,6	111 594	145 682	4,4	2,5	18,5	21,2
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	65 064	92 976	5,3	3,3	66 677	90 114	5,7	2,8	14,1	16,3
AFRIQUE	5 031	5 866	3,0	1,4	8 188	11 189	3,9	2,9	10,4	11,1
AFRIQUE DU NORD	566	669	2,6	1,5	2 834	3 699	3,8	2,5	20,1	21,9
Égypte	178	174	4,3	-0,2	1 348	1 817	4,7	2,7	20,1	22,7
Maroc	112	143	-1,3	2,2	557	679	6,2	1,8	20,0	20,7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	4 465	5 198	3,0	1,4	5 354	7 490	3,9	3,1	8,3	9,0
Côte d'Ivoire	402	444	3,2	0,9	304	382	7,2	2,1	20,9	21,0
Éthiopie	115	143	5,9	2,0	136	212	3,3	4,2	1,1	1,3
Nigéria	1 513	1 747	2,2	1,3	1 653	2 260	3,2	2,9	15,2	16,3
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	16 975	24 571	5,6	3,4	11 647	14 766	3,9	2,2	22,8	24,8
AMÉRIQUE CENTRALE	895	1 224	2,1	2,9	3 187	3 958	5,3	2,0	24,0	25,1
Mexique	467	732	-0,6	4,2	2 458	2 897	5,2	1,5	25,2	25,7
CARAÏBES	73	76	-0,1	0,4	525	665	-0,7	2,2	14,9	16,9
Rép. dominicaine	42	45	2,0	0,7	214	281	3,5	2,5	25,6	29,0
AMÉRIQUE DU SUD	16 007	23 271	5,9	3,5	7 935	10 144	3,8	2,3	23,1	25,5
Argentine	6 500	9 443	7,3	3,5	963	1 239	2,7	2,3	26,3	29,9
Brésil	6 928	10 534	5,1	3,9	4 210	5 504	3,9	2,5	25,1	28,8
Chili	205	222	-2,9	0,7	443	498	6,4	1,1	29,5	29,3
Uruguay	74	91	5,1	1,9	27	47	-2,5	5,1	8,2	13,1
ASIE	42 527	61 930	5,5	3,5	46 644	63 910	6,5	2,9	13,6	16,3
PROCHE-ORIENT	1 375	1 607	2,6	1,4	5 044	6 370	5,4	2,1	20,2	20,3
Arabie saoudite	3	3	-7,3	0,0	328	457	3,8	3,1	15,7	15,9
Iran, Rép. islamique d'	242	278	6,9	1,3	1 381	1 733	7,4	2,1	20,7	22,5
Turquie	792	904	0,6	1,2	1 819	2 196	3,9	1,7	27,7	28,9
ASIE DU SUD	9 360	12 209	4,6	2,4	15 810	21 652	6,8	2,9	12,0	13,9
Inde	8 200	10 750	4,5	2,5	12 157	16 238	7,4	2,7	12,2	14,1
Pakistan	918	1 193	6,9	2,4	2 492	3 808	4,6	3,9	16,4	19,1
SUD-EST DE L'ASIE	31 792	48 115	6,0	3,8	25 790	35 888	6,6	3,0	13,9	17,5
Chine, continentale	10 156	13 602	5,6	2,7	14 249	21 006	6,9	3,6	11,4	15,6
Corée, Rép. de	80	82	-0,7	0,3	847	849	3,2	0,0	18,2	17,0
Indonésie	7 577	14 235	9,6	5,9	3 659	5 412	5,8	3,6	17,5	22,7
Malaisie	11 176	16 869	5,5	3,8	2 676	3 325	5,9	2,0	122,6	128,3
Philippines	1 305	1 504	-0,1	1,3	592	783	3,4	2,6	7,9	8,6
Singapour			0,0	-12,8	569	628	0,0	0,9	161,6	161,6
Thaïlande	688	919	6,6	2,7	812	1 015	7,8	2,1	13,3	15,3
Viet Nam	244	273	7,2	1,0	393	635	14,3	4,5	5,0	7,0
OCÉANIE	532	608	6,5	1,2	199	249	13,2	2,1	28,2	28,4
PAYS DÉVELOPPÉS	38 749	44 456	4,3	1,3	38 600	47 187	3,9	1,8	43,4	51,1
AMÉRIQUE DU NORD	24 206	28 426	4,8	1,5	14 992	20 369	3,9	2,8	48,8	61,4
Canada	3 937	4 613	9,2	1,5	1 165	1 687	6,3	3,4	37,8	49,7
États-Unis	20 269	23 813	4,1	1,5	13 826	18 682	3,8	2,8	50,1	62,7
EUROPE OCCIDENTALE	11 923	12 781	3,6	0,6	18 971	21 621	4,2	1,2	48,9	55,6
UE (15)	11 615	12 486	3,6	0,7	18 380	20 989	4,2	1,2	49,0	55,9
OCÉANIE	1 832	2 442	9,5	2,6	548	728	-0,4	2,6	24,3	29,3
Australie	1 394	1 909	9,0	2,9	440	578	-1,1	2,5	23,5	28,0
Nouvelle-Zélande	438	532	11,3	1,8	108	150	2,9	3,0	28,2	35,6
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	788	808	-3,5	0,2	4 090	4 469	2,9	0,8	23,7	25,2
Afrique du Sud	402	464	1,1	1,3	824	948	3,8	1,3	20,6	22,3
Japon	362	315	-7,0	-1,3	3 067	3 248	2,5	0,5	24,2	25,5
PAYS EN TRANSITION	6 474	8 271	-1,0	2,3	6 317	8 381	-1,9	2,6	15,3	20,2
EUROPE ORIENTALE	2 906	3 477	0,9	1,6	2 732	3 458	0,9	2,2	22,5	28,7
Hongrie	518	620	-0,5	1,7	318	464	0,7	3,5	31,6	48,2
Pologne	689	829	-0,6	1,7	904	1 192	4,2	2,5	23,3	30,4
Rép. tchèque	361	393	0,0	0,8	296	331	0,0	1,0	28,8	32,9
CEI	3 473	4 688	0,0	2,8	3 423	4 763	0,0	3,0	12,1	16,6
Féd. de Russie	1 685	2 489	0,0	3,6	2 023	2 832	0,0	3,1	13,7	19,6
Kazakhstan	66	69	0,0	0,5	128	154	0,0	1,7	7,9	9,4
Ukraine	1 109	1 467	0,0	2,6	525	800	0,0	3,9	10,4	16,4
ÉTATS BALTES	94	107	0,0	1,1	161	160	0,0	-0,1	21,6	22,9

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.14 - Huiles et graisses: projections du commerce

HUILES	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(. %)		(. %)	
MONDE	47 255	60 305	6,9	2,2	44 735	60 343	6,8	2,8	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	28 829	39 230	8,5	2,8	26 685	42 158	7,4	4,2	61,0	65,1	59,7	69,9
AFRIQUE	3 883	6 033	5,1	4,1	765	704	3,9	-0,8	8,2	10,0	1,7	1,2
AFRIQUE DU NORD	2 398	3 207	4,3	2,7	170	172	9,9	0,1	5,1	5,3	0,4	0,3
Égypte	1 185	1 656	4,9	3,1	12	11	18,5	0,0	2,5	2,7	0,0	0,0
Maroc	453	550	9,1	1,8	14	14	0,6	0,1	1,0	0,9	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 484	2 826	6,5	6,0	595	532	2,8	-1,0	3,1	4,7	1,3	0,9
Côte d'Ivoire	25	27	12,6	0,7	122	89	-1,9	-2,9	0,1	0,0	0,3	0,1
Éthiopie	44	92	2,1	7,0	23	22	27,4	-0,1	0,1	0,2	0,1	0,0
Nigéria	184	559	26,7	10,6	45	44	4,4	-0,1	0,4	0,9	0,1	0,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	5 010	5 758	7,1	1,3	10 074	15 540	8,7	4,0	10,6	9,5	22,5	25,8
AMÉRIQUE CENTRALE	2 592	2 961	7,7	1,2	239	220	15,4	-0,8	5,5	4,9	0,5	0,4
Mexique	2 130	2 251	7,8	0,5	79	78	13,6	0,0	4,5	3,7	0,2	0,1
CARAÏBES	452	589	-0,9	2,4			-37,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Rép. dominicaine	172	236	3,5	2,9			0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	1 966	2 208	9,6	1,1	9 834	15 320	8,6	4,1	4,2	3,7	22,0	25,4
Argentine	157	171	45,5	0,8	5 532	8 366	8,3	3,8	0,3	0,3	12,4	13,9
Brésil	482	527	12,3	0,8	3 155	5 553	7,8	5,3	1,0	0,9	7,1	9,2
Chili	251	311	14,4	2,0	34	34	-10,5	0,0	0,5	0,5	0,1	0,1
Uruguay	22	27	7,2	1,6	69	71	12,4	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1
ASIE	19 893	27 391	9,7	3,0	15 470	25 507	6,9	4,7	42,1	45,4	34,6	42,3
PROCHE-ORIENT	3 888	5 002	6,7	2,3	240	239	7,2	0,0	8,2	8,3	0,5	0,4
Arabie saoudite	327	456	4,1	3,1	3	3	0,0	0,0	0,7	0,8	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	1 180	1 496	7,9	2,2	41	40	0,0	-0,1	2,5	2,5	0,1	0,1
Turquie	1 174	1 459	6,7	2,0	168	168	3,7	0,0	2,5	2,4	0,4	0,3
ASIE DU SUD	6 981	9 881	12,1	3,2	423	422	29,2	0,0	14,8	16,4	0,9	0,7
Inde	4 378	5 903	20,6	2,8	402	402	48,8	0,0	9,3	9,8	0,9	0,7
Pakistan	1 672	2 626	4,0	4,2	9	9	37,6	0,0	3,5	4,4	0,0	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	9 024	12 508	9,7	3,0	14 808	24 846	6,6	4,8	19,1	20,7	33,1	41,2
Chine, continentale	4 799	7 776	11,2	4,5	489	492	6,8	0,1	10,2	12,9	1,1	0,8
Corée, Rép. de	775	775	3,9	0,0	8	8	36,5	0,0	1,6	1,3	0,0	0,0
Indonésie	113	128	-10,1	1,2	4 142	8 951	12,6	7,3	0,2	0,2	9,3	14,8
Malaisie	680	731	9,9	0,7	9 016	14 271	5,4	4,3	1,4	1,2	20,2	23,6
Philippines	193	212	16,9	0,8	957	930	0,2	-0,3	0,4	0,4	2,1	1,5
Singapour	569	628	0,0	0,9			0,0	0,1	1,2	1,0	0,0	0,0
Thaïlande	226	200	25,8	-1,1	103	103	40,5	0,1	0,5	0,3	0,2	0,2
Viet Nam	196	409	61,9	6,9	47	47	9,4	-0,1	0,4	0,7	0,1	0,1
OCÉANIE	43	49	7,5	1,2	376	408	4,3	0,7	0,1	0,1	0,8	0,7
PAYS DÉVELOPPÉS	16 274	18 568	4,9	1,2	15 770	15 788	5,6	0,0	34,4	30,8	35,3	26,2
AMÉRIQUE DU NORD	2 560	2 841	5,8	0,9	11 256	10 830	5,7	-0,4	5,4	4,7	25,2	17,9
Canada	505	571	11,4	1,1	3 037	3 502	10,0	1,3	1,1	0,9	6,8	5,8
États-Unis	2 055	2 270	4,7	0,9	8 219	7 329	4,5	-1,0	4,3	3,8	18,4	12,1
EUROPE OCCIDENTALE	10 072	11 668	5,1	1,3	2 857	2 844	3,7	0,0	21,3	19,3	6,4	4,7
UE (15)	9 605	11 158	5,1	1,4	2 673	2 671	3,7	0,0	20,3	18,5	6,0	4,4
OCÉANIE	264	290	2,0	0,9	1 548	2 004	14,9	2,4	0,6	0,5	3,5	3,3
Australie	200	219	1,5	0,8	1 154	1 550	15,6	2,7	0,4	0,4	2,6	2,6
Nouvelle-Zélande	64	71	3,4	1,0	394	454	13,1	1,3	0,1	0,1	0,9	0,8
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	3 377	3 769	4,0	1,0	109	109	-10,5	0,0	7,1	6,3	0,2	0,2
Afrique du Sud	513	576	6,8	1,1	91	91	4,8	0,0	1,1	1,0	0,2	0,2
Japon	2 684	2 944	3,4	0,8	12	12	-26,6	0,0	5,7	4,9	0,0	0,0
PAYS EN TRANSITION	2 153	2 507	3,5	1,4	2 281	2 397	8,8	0,5	4,6	4,2	5,1	4,0
EUROPE ORIENTALE	839	1 027	4,6	1,9	1 021	1 046	4,2	0,2	1,8	1,7	2,3	1,7
Hongrie	96	109	11,1	1,1	306	264	0,8	-1,3	0,2	0,2	0,7	0,4
Pologne	337	482	9,6	3,3	119	119	-7,6	0,0	0,7	0,8	0,3	0,2
Rép. tchèque	111	116	0,0	0,3	177	178	0,0	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3
CEI	1 181	1 361	0,0	1,3	1 194	1 286	0,0	0,7	2,5	2,3	2,7	2,1
Féd. de Russie	835	810	0,0	-0,3	471	467	0,0	-0,1	1,8	1,3	1,1	0,8
Kazakhstan	65	89	0,0	2,8	4	4	0,0	-0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Ukraine	50	57	0,0	1,3	623	723	0,0	1,4	0,1	0,1	1,4	1,2
ÉTATS BALTES	133	118	0,0	-1,0	66	65	0,0	-0,1	0,3	0,2	0,1	0,1

^{1/} Moyenne 1998-2000

Farines oléagineuses

Production

La production de farines oléagineuses devrait en moyenne s'accroître de 2,3 pour cent par an d'ici à 2010, contre une croissance de 4,0 pour cent au cours de la décennie précédente. Le marché des farines oléagineuses est dominé par les farines de soja, et la part de la production représentée par ce produit devrait passer de 64 pour cent pendant la période de référence à 66 pour cent en 2010 et les parts représentées par toutes les autres farines, sauf celles de colza et de poisson, devraient se contracter.

Par région, la majeure partie de l'augmentation sera sans doute imputable à l'accroissement de la production dans les pays en développement qui produisent à faible coût, qui devrait être en moyenne de 3,2 pour cent par an d'ici à 2010. Sur les 23 millions de tonnes que devrait représenter l'augmentation totale de la production de farines oléagineuses, 17 millions de tonnes proviendront de pays en développement. L'augmentation est imputable surtout au Brésil et à l'Argentine, où il se peut que la production progresse de 3,9 et 4,5 pour cent par an respectivement. L'augmentation totale de la production devrait être de 11,6 millions de tonnes, soit près de la moitié de l'accroissement de la production mondiale escompté pendant la période considérée. En revanche, la production de farines oléagineuses dans les pays en développement ne devrait progresser que de 1,3 pour cent par an, soit nettement moins que le taux annuel de croissance de plus de 4 pour cent enregistré pendant les dix années précédentes. La lenteur de cette croissance dans les pays développés est imputable principalement à l'Union européenne (croissance annuelle de 0,4 pour cent) du fait des réformes politiques introduites dans le cadre du programme Action 2000.

La production de farines oléagineuses est encore plus concentrée que celle des huiles et graisses du fait du rôle prédominant joué par les États-Unis, le Brésil et l'Argentine dans le secteur des graines de soja. Ainsi, neuf pays (trois développés et six en développement) produisent plus de 86 pour cent du total mondial. Cette concentration devrait demeurer

passablement constante pendant la période couverte par les projections dans la mesure où l'élargissement de la part de la production détenue par certains pays sera compensé par une diminution dans d'autres. Par exemple, la part de la production détenue par les États-Unis devrait reculer de 34 pour cent à 30 pour cent.

Demande

La demande de farines oléagineuses dépend directement de leur utilisation comme alimentation pour le bétail (viande et produits laitiers). Comme cela est discuté plus en détail dans la section 2.2, les perspectives à moyen terme des produits de l'élevage sont également parmi les meilleures de tous les secteurs agricoles, et l'accroissement de la production mondiale de viande et de produits laitiers devrait augmenter à un rythme de 2,2 pour cent par an. En particulier, l'augmentation de la production dans le secteur de l'élevage sera beaucoup plus marquée dans les pays en développement, surtout là où l'élévation des revenus est la plus rapide. Des éléments critiques en l'occurrence sont la composition de la production de l'élevage et les changements de l'efficacité de l'alimentation pour le bétail escomptés pendant la période considérée. De ce fait, la projection d'une augmentation de 2,4 pour cent par an de la consommation mondiale de farines oléagineuses d'ici à 2010 repose notamment sur une augmentation annuelle projetée de 3,0 pour cent dans les pays en développement et de 1,6 pour cent dans les pays développés. Si les taux de croissance dans les pays en développement partent d'une base très faible, elle n'en est pas moins très significative en chiffres absolus. Les pays du sud-est de l'Asie, par exemple, seront à l'origine de 7 millions de tonnes des quelque 22,5 millions de tonnes d'augmentation totale projetée entre la période de référence et 2010.

L'un des principaux éléments qui a affecté la demande de farines oléagineuses ces dernières années a été l'interdiction d'aliments d'origine animale, et en particulier d'aliments à base de farine de viande et d'os. Après la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), l'Union européenne a interdit tous les aliments à base de farine de viande et d'os, ce qui a entraîné une augmentation considérable de la

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

demande de farines oléagineuses. La plupart des autres pays ont également promulgué une réglementation semblable. Cet impact sur la demande devrait persister pendant toute la période couverte par les projections. Cependant, cet impact pourra être plus marqué que prévu si certains pays étendent cette interdiction à tous les aliments de source animale, par exemple en Amérique du Nord où, jusqu'à présent, seuls les aliments à base de farine de viande et d'os de ruminants destinés à l'alimentation de ruminants ont été interdits.

Commerce

Pendant la période couverte par les projections, les exportations mondiales de farines oléagineuses devraient s'accroître de 12,4 millions de tonnes, soit un tiers. Cette augmentation sera presque intégralement imputable aux pays en développement, avec 10,5 millions de tonnes, dont 9,4 millions de tonnes pour le Brésil et l'Argentine seulement. L'accroissement des exportations des pays développés devrait être lente et n'atteindre que 1,5 million de tonnes par suite, surtout de la situation des États-Unis, qui devraient demeurer, en moyenne, le plus gros exportateur, venant un peu avant seulement le Brésil et l'Argentine. Ces trois producteurs devraient représenter ensemble 78 pour cent des exportations mondiales en 2010, contre 74 pour cent pendant la période de référence.

Sur la base de l'évolution envisagée de la demande et de l'accroissement total prévisible des importations mondiales, les importations des pays du sud-est de l'Asie devraient avancer de quelque 4,4 millions de tonnes et celles du Proche-Orient de près de 1 million de tonnes. L'Union européenne restera le plus gros importateur mondial de farines oléagineuses, et ses importations devraient s'accroître de 3,2 millions de tonnes. Il se peut néanmoins que la part des importations représentées par l'UE tombe de 41 pour cent à 38 pour cent d'ici à la fin de la période considérée.

Prix

La tendance à la baisse à long terme des prix réels de la farine de soja¹ sur les marchés

¹ Europe septentrionale, en dollars des États-Unis, ajustés sur la base de l'indice des prix à la production aux États-Unis. *Source* FMI.

internationaux a été de 1,9 pour cent par an. Cette diminution est imputable aux gains accrus de productivité enregistrés dans l'ensemble du secteur des graines oléagineuses. ?? Les prix réels des farines oléagineuses ont moins baissé que ceux des huiles et graisses, ce qui s'explique en général par l'augmentation considérable de la production d'huile de palme, ce qui a fait baisser les prix des huiles par rapport à ceux des farines. Pendant la période couverte par les projections, les prix réels des farines devraient demeurer stables après avoir légèrement augmenté par rapport aux niveaux inférieurs ?? de la période, tout en restant un peu inférieurs à leur tendance à long terme. Une croissance modérée dans le secteur de l'élevage devrait contribuer à soutenir les prix.

Problèmes et incertitudes

Le secteur des cultures oléagineuses verra sans doute son importance pour l'économie agricole et alimentaire mondiale continuer de croître jusqu'en 2010. La concentration croissante de la production et des exportations dans un petit nombre de pays constitue l'un des traits saillants des secteurs aussi bien des huiles et graisses que des farines oléagineuses. S'agissant de la consommation, l'augmentation prévue dans le secteur des huiles et graisses et aussi dans celui des farines oléagineuses par le biais de la consommation de viande augmentera considérablement l'apport énergétique et protéique dans les régimes alimentaires, ce qui pourra contribuer à atténuer l'insécurité alimentaire.

L'évolution du secteur dépendra de différents éléments, dont trois revêtent une importance critique: les incertitudes macroéconomiques, l'acceptation des OGM par les consommateurs et le progrès des technologies génétiques et la réforme des politiques sur des marchés importants.

Ces dernières années, différents éléments macroéconomiques comme la dépréciation des taux de change réels de monnaies comme celle du Brésil et de l'Argentine, intervenue lors des crises de ces dernières années, ont débouché sur une compétitivité et une croissance accrues dans les domaines de la production et du commerce. L'on peut en dire autant de la dépréciation des taux de change réels intervenue en Malaisie et en Indonésie pendant la crise financière de la fin des années 80, qui a

affecté leur compétitivité sur les marchés de l'huile de palme. Comme il s'agit de fournisseurs très importants, leur production devrait s'accroître considérablement à moyen terme. Toutefois, une nouvelle instabilité macroéconomique pourrait affecter l'offre, les marchés et le commerce si l'accroissement de la production prévu dans l'une ou l'autre de ces régions ne se matérialise pas.

S'agissant des produits provenant d'OGM, les marchés risquent fort de se fragmenter davantage, ce qui aboutira à l'apparition de marchés dualistes aussi bien pour les graines que pour les farines oléagineuses. Du côté de la demande, les marchés risquent d'être perturbés, surtout pour les pays qui en exportent, par la multiplication du nombre de pays qui promulgueront des réglementations limitant la production et les importations de produits à base d'OGM, ce qui pourrait avoir un impact considérable sur les prix. Dans la mesure où les pays fournisseurs pourront préserver l'identité des produits exempts d'OGM, ces perturbations pourront être réduites au minimum. Cependant, l'établissement de tels systèmes est coûteux et n'est viable que s'il existe une prime stable sur les prix. Or, les estimations disponibles des primes payées sur les prix des produits exempts d'OGM ne font apparaître ni constance, ni stabilité.

La réforme des politiques concernant le commerce international de produits agricoles se poursuit. Les politiques concernant la production nationale et le commerce extérieur ont sans doute un impact relativement plus modeste dans le secteur des cultures oléagineuses que dans les autres, mais cet effet peut néanmoins être significatif. Les politiques les plus importantes sont celles des États-Unis et de l'UE, où elles ont récemment fait l'objet de différentes réformes. Il ressort d'une analyse de la Loi sur l'agriculture promulguée en 2002 par les États-Unis que celle-ci n'entraînera probablement qu'une réduction très modeste de la production de graines de soja, ce qui ne devrait guère avoir d'effet sur les prix nationaux et mondiaux.¹ Dans le cas de l'UE, l'analyse des propositions formulées à l'occasion de l'examen à mi-parcours de la

¹ *The 2002 Farm Act: provisions and implications for commodity markets*, USDA, novembre 2002.

Politique agricole commune montre que les superficies ensemencées de graines de soja pourraient diminuer dans des proportions comprises entre 3 et 9 pour cent du fait des modifications apportées au régime applicable dans les domaines de la mise en jachère de terres, des paiements directs et des prix d'intervention concernant les différentes cultures.² Cette baisse de la production dans l'UE ne manquerait pas d'avoir un impact sur les marchés internationaux et d'exercer une pression à la hausse des cours mondiaux des farines oléagineuses comme des huiles. Au vu des décisions effectivement adoptées en juillet 2003, toutefois, il se peut que l'impact soit un peu moindre. L'élargissement de l'UE à 25 membres devrait entraîner une légère expansion des superficies ensemencées, de la production et de l'utilisation de graines oléagineuses. En somme, par conséquent, ces changements de politique, bien qu'importants, ne devraient sans doute avoir qu'un effet relativement mineur sur les marchés mondiaux.

De nouvelles interventions des pouvoirs publics, particulièrement dans le domaine de la production et de l'utilisation de biocombustible, risquent d'affecter les marchés de plus en plus. Les réformes politiques introduites récemment aux États-Unis et dans l'UE, par exemple, prévoient une expansion de la production de biocombustible, et d'autres pays ont eux aussi mis en oeuvre de tels programmes. Une étude a esquissé l'impact potentiel marqué que ces politiques pourraient avoir dans les pays de l'OCDE, dans la mesure où l'accroissement de la teneur en biocombustible des carburants utilisés pour le transport pourrait considérablement accroître les prix et modifier le schéma du commerce international.³ Ces estimations mettent en relief le rôle important et croissant des utilisations à des fins autres que l'alimentation des cultures oléagineuses, qui affectera de plus en plus la conjoncture sur les marchés.

² *Examen à mi-parcours de la politique agricole commune: Les propositions de juillet 2002*, Commission européenne, janvier 2003.

³ *An economic analysis of a major bio-fuel program undertaken by OECD Countries*. Agriculture et agro-industrie Canada, janvier 2002.

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.15 - Farines oléagineuses: projections de la production et de la consommation

FARINES OLÉAGINEUSES	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en kg/personne)</i>	
MONDE	78 596	101 374	4,0	2,3	78 113	100 854	3,5	2,4	12,9	14,7
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	41 896	58 978	4,5	3,2	35 682	49 583	6,7	3,0	7,5	9,0
AFRIQUE	1 568	1 844	2,7	1,5	2 177	3 123	4,3	3,3	2,8	3,1
AFRIQUE DU NORD	181	199	-1,7	0,9	1 016	1 542	3,8	3,9	7,2	9,1
Égypte	111	102	-1,5	-0,7	546	849	7,5	4,1	8,1	10,6
Maroc	48	71	-2,9	3,6	164	242	9,5	3,6	5,9	7,4
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1 387	1 644	3,5	1,6	1 161	1 581	4,6	2,8	1,8	1,9
Côte d'Ivoire	59	64	4,9	0,6	35	45	7,7	2,3	2,4	2,5
Éthiopie	53	67	1,1	2,1	52	82	1,7	4,3	0,4	0,5
Nigéria	298	368	4,3	1,9	253	341	4,2	2,7	2,3	2,5
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	23 194	35 555	5,5	4,0	8 217	11 436	5,1	3,1	16,1	19,2
AMÉRIQUE CENTRALE	251	370	-5,3	3,6	2 225	3 014	6,8	2,8	16,8	19,1
Mexique	209	324	-5,6	4,1	1 889	2 545	6,5	2,7	19,4	22,5
CARAÏBES	5	5	-15,8	-1,0	317	415	-0,2	2,5	9,0	10,6
Rép. dominicaine	2	2	-15,2	-0,2	138	185	5,9	2,7	16,5	19,0
AMÉRIQUE DU SUD	22 937	35 181	5,7	4,0	5 675	8 006	4,9	3,2	16,5	20,1
Argentine	8 541	13 815	8,1	4,5	513	694	0,1	2,8	14,0	16,7
Brésil	11 220	17 019	5,0	3,9	3 402	4 909	5,6	3,4	20,3	25,7
Chili	550	910	-3,6	4,7	369	475	11,0	2,3	24,6	27,9
Uruguay	23	29	-1,2	2,2	28	40	9,2	3,3	8,5	11,3
ASIE	17 106	21 551	3,6	2,1	25 269	34 987	7,5	3,0	7,4	8,9
PROCHE-ORIENT	692	813	0,7	1,5	2 296	3 291	6,7	3,3	9,2	10,5
Arabie saoudite	4	4	3,4	0,0	266	437	7,4	4,6	12,7	15,2
Iran, Rép. islamique d'	111	139	2,0	2,1	479	655	6,4	2,9	7,2	8,5
Turquie	420	483	-1,1	1,3	904	1 250	5,9	3,0	13,8	16,4
ASIE DU SUD	6 870	8 742	3,4	2,2	5 704	7 435	3,8	2,4	4,3	4,8
Inde	6 046	7 781	3,5	2,3	4 701	6 029	3,6	2,3	4,7	5,2
Pakistan	681	808	3,4	1,6	779	1 064	4,7	2,9	5,1	5,3
SUD-EST DE L'ASIE	9 545	11 996	3,9	2,1	17 269	24 261	9,2	3,1	9,3	11,8
Chine, continentale	7 650	9 665	4,7	2,1	10 821	15 049	12,3	3,0	8,7	11,2
Corée, Rép. de	111	111	-4,8	0,0	1 440	1 903	5,2	2,6	31,0	38,1
Laos	9	12	3,4	2,1	8	12	2,3	3,4	1,6	1,7
Malaisie	381	555	4,4	3,5	550	744	5,3	2,8	25,2	28,7
Philippines	145	167	-1,2	1,3	659	1 050	6,3	4,3	8,9	11,6
Singapour			0,0	0,0	27	69	0,0	8,9	7,6	17,7
Thaïlande	406	411	0,7	0,1	1 368	1 871	9,0	2,9	22,5	28,1
Viet Nam	108	121	12,3	1,0	206	454	21,3	7,5	2,6	5,0
OCÉANIE	28	28	4,1	0,1	19	38	8,4	6,7	2,7	4,3
PAYS DÉVELOPPÉS	34 152	39 300	4,1	1,3	39 172	46 860	2,8	1,6	44,0	50,8
AMÉRIQUE DU NORD	28 775	33 565	4,9	1,4	15 827	19 478	4,1	1,9	51,5	58,7
Canada	2 035	2 300	7,7	1,1	995	1 460	2,1	3,5	32,3	43,0
Etats-Unis	26 740	31 265	4,7	1,4	14 831	18 018	4,3	1,8	53,7	60,5
EUROPE OCCIDENTALE	4 081	4 259	1,6	0,4	19 040	22 467	2,0	1,5	49,1	57,7
UE(15)	3 761	3 951	1,5	0,4	18 607	22 007	2,0	1,5	49,6	58,6
OCÉANIE	548	778	11,9	3,2	273	406	3,6	3,7	12,1	16,4
Australie	527	747	11,6	3,2	236	356	2,3	3,8	12,6	17,3
Nouvelle-Zélande	21	30	27,6	3,7	37	50	22,3	2,6	9,7	11,8
AUTRES PAYS	748	697	-5,1	-0,6	4 033	4 509	1,5	1,0	23,4	25,5
Afrique du Sud	296	334	0,0	1,1	522	652	3,8	2,0	13,1	15,3
Japon	436	347	-7,5	-2,1	3 232	3 453	0,9	0,6	25,5	27,1
PAYS EN TRANSITION	2 549	3 096	-2,8	1,8	3 259	4 411	-7,0	2,8	7,9	10,6
EUROPE ORIENTALE	1 000	1 150	0,1	1,3	1 844	2 503	-3,4	2,8	15,2	20,8
Hongrie	151	169	-0,8	1,0	332	442	-4,4	2,6	33,0	45,9
Pologne	199	216	-3,2	0,7	535	705	-2,1	2,5	13,8	18,0
Rép. tchèque	136	146	0,0	0,6	247	298	0,0	1,7	24,1	29,6
CEI	1 527	1 919	0,0	2,1	1 343	1 824	0,0	2,8	4,7	6,4
Féd. de Russie	645	887	0,0	2,9	641	823	0,0	2,3	4,4	5,7
Kazakhstan	39	37	0,0	-0,4	40	52	0,0	2,4	2,5	3,1
Ukraine	335	441	0,0	2,5	97	246	0,0	8,8	1,9	5,1
ÉTATS BALTES	21	26	0,0	1,9	72	84	0,0	1,4	9,6	12,0

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de base destinés à l'alimentation humaine et animale

Tableau 2.16 - Farines oléagineuses: Projections du commerce

FARINES OLÉAGINEUSES	IMPORTATIONS				EXPORTATIONS				PART DES IMPORTATIONS		PART DES EXPORTATIONS	
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010
	<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(en milliers de tonnes)</i>		<i>(en % par an)</i>		<i>(.....%.....)</i>		<i>(.....%.....)</i>	
MONDE	38 409	50 233	4,5	2,5	37 874	50 281	5,3	2,6	100,0	100,0	100,0	100,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	15 946	23 238	11,2	3,5	21 801	32 389	4,8	3,7	41,5	46,3	57,6	64,4
AFRIQUE	933	1 581	6,0	4,9	324	302	1,2	-0,7	2,4	3,1	0,9	0,6
AFRIQUE DU NORD	847	1 355	5,7	4,4	12	12	9,9	0,0	2,2	2,7	0,0	0,0
Égypte	439	750	12,3	5,0	4	3	3,7	-0,1	1,1	1,5	0,0	0,0
Maroc	124	180	40,1	3,4	8	8	12,9	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	86	226	9,1	9,2	312	290	1,0	-0,7	0,2	0,4	0,8	0,6
Côte d'Ivoire	2	3	1,5	0,7	27	21	1,9	-2,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Éthiopie		16	0,0	0,0	1		-9,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	5	6	5,1	0,8	50	33	5,0	-3,8	0,0	0,0	0,1	0,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	4 127	5 250	10,6	2,2	18 905	29 234	6,5	4,0	10,7	10,5	49,9	58,1
AMÉRIQUE CENTRALE	2 044	2 668	10,8	2,5	23	23	4,0	-0,1	5,3	5,3	0,1	0,0
Mexique	1 733	2 228	10,6	2,3	6	6	32,1	-0,1	4,5	4,4	0,0	0,0
CARAÏBES	312	410	0,6	2,5			0,0	0,0	0,8	0,8	0,0	0,0
Rép. dominicaine	136	183	7,0	2,7			0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	1 771	2 172	13,8	1,9	18 882	29 211	6,5	4,0	4,6	4,3	49,9	58,1
Argentine	213	233	101,1	0,8	8 148	13 290	9,1	4,5	0,6	0,5	21,5	26,4
Brésil	291	325	25,9	1,0	8 047	12 382	5,0	4,0	0,8	0,6	21,2	24,6
Chili	215	232	21,1	0,7	382	660	-5,8	5,1	0,6	0,5	1,0	1,3
Uruguay	24	30	24,5	2,1	18	18	0,9	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
ASIE	10 880	16 391	12,0	3,8	2 556	2 848	-2,4	1,0	28,3	32,6	6,7	5,7
PROCHE-ORIENT	1 642	2 507	11,3	3,9	28	28	10,5	-0,1	4,3	5,0	0,1	0,1
Arabie saoudite	262	433	7,5	4,7			0,0	-0,1	0,7	0,9	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	369	517	8,3	3,1	1	1	0,0	-0,2	1,0	1,0	0,0	0,0
Turquie	503	778	25,2	4,0	10	10	-0,3	-0,1	1,3	1,5	0,0	0,0
ASIE DU SUD	214	475	20,2	7,5	1 500	1 778	3,9	1,6	0,6	0,9	4,0	3,5
Inde	27	29	13,2	0,7	1 488	1 777	4,0	1,6	0,1	0,1	3,9	3,5
Pakistan	95	257	42,1	9,5			-9,4	-0,1	0,2	0,5	0,0	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	9 024	13 409	12,1	3,7	1 027	1 042	-7,4	0,1	23,5	26,7	2,7	2,1
Chine, continentale	3 847	5 804	30,6	3,8	336	333	-15,0	-0,1	10,0	11,6	0,9	0,7
Corée, Rép. de	1 348	1 811	7,0	2,7	19	19	19,5	-0,1	3,5	3,6	0,0	0,0
Laos			0,0	31,7	1		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malaisie	467	482	5,3	0,3	296	293	4,2	-0,1	1,2	1,0	0,8	0,6
Philippines	584	983	6,3	4,8	94	94	-2,8	0,0	1,5	2,0	0,2	0,2
Singapour	27	69	0,0	8,9			0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Thaïlande	974	1 473	15,2	3,8	13	13	-10,0	0,1	2,5	2,9	0,0	0,0
Viet Nam	139	374	0,0	9,4	42	41	25,9	-0,2	0,4	0,7	0,1	0,1
OCÉANIE	6	16	9,7	8,6	15	6	2,0	-8,8	0,0	0,0	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	20 723	24 646	2,9	1,6	15 046	16 859	5,7	1,0	54,0	49,1	39,7	33,5
AMÉRIQUE DU NORD	1 125	1 227	6,8	0,8	13 441	15 117	5,4	1,1	2,9	2,4	35,5	30,1
Canada	553	620	4,0	1,1	1 473	1 457	10,7	-0,1	1,4	1,2	3,9	2,9
Etats-Unis	572	607	10,5	0,5	11 968	13 660	4,9	1,2	1,5	1,2	31,6	27,2
EUROPE OCCIDENTALE	16 120	19 396	2,5	1,7	1 137	1 160	8,4	0,2	42,0	38,6	3,0	2,3
UE(15)	15 762	18 974	2,5	1,7	892	890	9,0	0,0	41,0	37,8	2,4	1,8
OCÉANIE	147	164	12,8	1,0	422	536	30,3	2,2	0,4	0,3	1,1	1,1
Australie	111	126	10,9	1,1	403	517	30,3	2,3	0,3	0,3	1,1	1,0
Nouvelle-Zélande	35	38	23,0	0,6	19	19	30,7	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
AUTRES PAYS	3 331	3 859	3,3	1,3	46	46	-13,8	0,0	8,7	7,7	0,1	0,1
Afrique du Sud	260	353	6,6	2,8	35	35	-7,2	0,0	0,7	0,7	0,1	0,1
Japon	2 804	3 114	2,8	1,0	8	8	-24,0	0,0	7,3	6,2	0,0	0,0
PAYS EN TRANSITION	1 740	2 350	-7,0	2,8	1 027	1 033	15,1	0,0	4,5	4,7	2,7	2,1
EUROPE ORIENTALE	1 331	1 835	-3,1	3,0	499	480	9,0	-0,3	3,5	3,7	1,3	1,0
Hongrie	244	348	-4,4	3,3	74	73	11,9	-0,1	0,6	0,7	0,2	0,1
Pologne	440	593	-1,6	2,8	104	103	-2,4	-0,1	1,1	1,2	0,3	0,2
Rép. tchèque	222	261	0,0	1,5	110	109	0,0	-0,1	0,6	0,5	0,3	0,2
CEI	341	440	0,0	2,3	511	536	0,0	0,4	0,9	0,9	1,3	1,1
Féd. de Russie	211	205	0,0	-0,3	204	269	0,0	2,6	0,5	0,4	0,5	0,5
Kazakhstan	3	17	0,0	15,6	2	2	0,0	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Ukraine	30	40	0,0	2,6	265	235	0,0	-1,1	0,1	0,1	0,7	0,5
ÉTATS BALTES	68	74	0,0	0,9	17	17	0,0	-0,2	0,2	0,1	0,0	0,0

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de l'élevage

2. Produits de l'élevage

Introduction

Au cours des dix dernières années, c'est dans le secteur mondial de l'élevage qu'a été enregistrée l'augmentation la plus rapide de la consommation et du commerce. La multiplication de consommateurs urbains soucieux de qualité dans les pays en développement ont aiguillonné la demande mondiale de viande et de produits laitiers, qui, de plus en plus, sont vendus non plus tant sous forme de viande et de produits laitiers en vrac mais plutôt de produits à plus forte valeur ajoutée comme coupes de viande spécialisées. Pour une large part, cette demande a été satisfaite par l'accroissement de la production dans les pays en développement eux-mêmes où les prix relativement modérés des aliments pour le bétail, les transferts de technologies et l'accélération de l'intégration verticale et de la concentration de la production se sont conjugués pour maintenir les prix à la consommation à des niveaux relativement modérés.

Parmi les principaux facteurs qui ont eu un impact sur le secteur mondial de l'élevage pendant les années 90, il y a lieu de citer les suivants, qui ont eu un impact particulier. Beaucoup de ces facteurs devraient continuer de déterminer et d'influencer les marchés au cours des dix années à venir:

- *Transformations structurelles dans les industries de l'élevage, y compris amélioration de la génétique, du logement des animaux et de la gestion.* Ces changements résultent en partie du développement des courants transfrontières de technologies et d'investissements entre les industries de la viande et des produits laitiers du monde entier, particulièrement sur les marchés à croissance dynamique ou dans les régions de production à faible coût. Cette tendance devrait se maintenir à l'avenir et continuer de transformer la structure des coûts dans les pays en développement.
- *Changements de l'environnement politique.* L'application des dispositions de l'OMC à la viande et aux produits laitiers s'est traduite par une réduction du recours aux subventions à l'exportation et à un élargissement de l'accès à divers marchés.

Ces éléments ont stimulé les courants commerciaux et ont facilité une participation accrue des pays en développement aux exportations vers les marchés internationaux. En outre, la contraction ou la disparition des offices nationaux de commercialisation de produits laitiers dans d'importants pays importateurs, comme l'Algérie, le Mexique et les pays de la région de la CEI, a accru la transparence des marchés internationaux. Au cours des dix années à venir, le commerce sur les marchés internationaux devrait continuer de se libéraliser, à supposer que les politiques agricoles nationales existantes ou annoncées dans ces secteurs soient poursuivies.

- *Instabilité accrue sur les marchés mondiaux de la viande du fait d'épizooties et de l'aggravation des préoccupations touchant l'impact de l'ESB et des antibiotiques dans les aliments pour le bétail sur la santé humaine.* L'interdiction, partout dans le monde, de l'importation de viande provenant des régions infectées et le resserrement des inspections et des analyses à la frontière ont eu des effets de distorsion sur le schéma du commerce de viande et de produits de l'élevage, notamment en détournant les échanges et en entraînant une modification des prix relatifs des divers types de viande. Les problèmes liés à la santé humaine et animale et à la qualité des produits ne manqueront certainement pas de devenir plus complexes pendant la décennie en cours.

Viande

Production

En 2010, la production mondiale de viande devrait atteindre 283 millions de tonnes, soit 60 millions de tonnes ou 27 pour cent de plus que pendant la période de référence 1998-2000, et près des trois quarts de cette augmentation sera imputable aux pays en développement. Un taux annuel de croissance de 2,2 pour cent dans le secteur mondial de la viande sera possible grâce à l'innovation technologique et à la restructuration des secteurs de l'élevage de volaille et de porc,

mais ce chiffre n'en sera pas moins inférieur à la progression annuelle moyenne de 3 pour cent enregistrée pendant la période 1992–2000. Dans les pays en développement, la production de viande devrait s'accroître de 3 pour cent par an, contre 1,2 pour cent seulement pour les pays développés. Ces tendances poursuivront la délocalisation de la production animale mondiale des pays développés vers les pays en développement qui a caractérisé le secteur de l'élevage au cours des 20 dernières années par suite de l'évolution de la demande. En 2010, près de 80 pour cent des ruminants seront élevés dans les pays en développement, tandis que la proportion correspondante de volaille et de porc sera à peine inférieure (à 70 pour cent). Ainsi, la part de la production animale mondiale détenue par les pays en développement devrait atteindre 59 pour cent, contre 54 pour cent pendant la période de référence et 46 pour cent en 1992.

Comme au cours de la décennie écoulée, le secteur de la volaille sera le plus dynamique et se développera à un rythme annuel de 3 pour cent en générant plus de 40 pour cent de l'augmentation de 60 millions de tonnes de la production mondiale de viande. La viande de porc et de boeuf représentera environ 38 et 17 pour cent du reste de la progression de la production respectivement. Les pays en développement devraient être à l'origine des trois quarts des 24 millions de tonnes d'augmentation de la production de viande de volaille au cours de la période couverte par les projections et représenter 56 pour cent de la production totale à la fin de la période. Simultanément, des tendances semblables à une concentration et une intégration croissantes de l'industrie de la viande de porc et des industries des aliments pour les animaux et des agro-industries dans beaucoup de pays en développement, comme la Chine et le Brésil, encourageront une progression de 2 pour cent de la production, qui devrait atteindre 112 millions de tonnes. La production des pays développés devrait atteindre 34 millions de tonnes en 2010, soit 3 millions de tonnes seulement de plus que pendant l'année de référence. La production des pays en développement, auxquels devraient être imputables les trois quarts de l'accroissement de la production de viande de porc pendant la période considérée, atteindra sans doute 70 millions de tonnes grâce à une productivité accrue et à l'abattage d'un plus grand nombre

d'animaux. Ce chiffre représenterait 63 pour cent de la production mondiale, contre 58 pour cent pendant la période de référence.

Dans les secteurs de la viande de boeuf et d'ovin, la croissance, limitée par la petitesse des exploitations et la lenteur de l'innovation technologique et de la restructuration, ne devrait pas même atteindre 2 pour cent au cours des dix prochaines années, soit toutefois un rythme légèrement plus rapide que pendant la décennie antérieure. Les pays en développement devraient être à l'origine de 80 pour cent de cette augmentation grâce à la fois à une augmentation du nombre d'animaux abattus et à l'augmentation du poids moyen des carcasses rendue possible par les progrès de la génétique et l'amélioration des pratiques de gestion. C'est donc aux pays en développement que seraient imputables 8 des 10 millions de tonnes d'augmentation de la production mondiale de boeuf et la majeure partie des 3 millions de tonnes d'augmentation de la production mondiale de viande d'ovin. Ces augmentations proviendront principalement de l'Asie, qui est la première région productrice.

Consommation

Une expansion économique relativement dynamique au cours de la période considérée devrait entraîner une augmentation de 2,2 pour cent par an de la consommation mondiale de viande. Dans les pays en développement, l'élévation du revenu disponible par habitant et l'impact du changement des régimes alimentaires et des schémas de consommation ?? pourraient faciliter l'augmentation de la consommation de viande. Cependant, en dépit d'une progression annuelle de 3,1 pour cent du PIB par habitant, la consommation globale de viande dans ces pays ne devrait augmenter qu'à un rythme annuel de 2,9 pour cent, soit un taux inférieur à la moitié de celui enregistré pendant les années 90.¹ Pendant la période considérée, l'augmentation de la consommation de viande

¹ La décélération de cette augmentation est imputable exclusivement au ralentissement de l'augmentation de la consommation en Chine, les données concernant les années 90 l'ayant surestimée. En fait, si la Chine est exclue du total correspondant aux pays en développement, l'augmentation de la consommation s'accélérait légèrement pendant la période couverte par les projections.

Produits de l'élevage

dans les pays en développement sera deux fois plus élevée que dans les pays développés, où une consommation par habitant déjà forte devrait limiter la progression annuelle à 1,2 pour cent. De ce fait, les pays en développement représenteront en 2010 une plus large part de la consommation mondiale de viande, c'est-à-dire 60 pour cent, contre 55 pour cent en 1999 et 47 pour cent en 1992.

Suivant en cela les tendances passées, la part de la viande de volaille dans la consommation totale de viande continuera de s'accroître aux dépens des autres types de viande. Les prix modiques de la volaille par rapport aux autres viandes, idée généralement répandue parmi les consommateurs selon laquelle la volaille est une viande plus sûre, et son acceptabilité par la plupart des cultures et religions, devraient contribuer à porter la part de la consommation mondiale de viande de 25 pour cent en 1992 à 32 pour cent en 2010. La consommation de volaille par habitant devrait passer de 11 kg pendant la période de référence à 13 kg en 2010. Bien que la consommation par habitant de viande de porc, qui devrait atteindre 16,3 kg par an en 2010, continuera de dépasser celle de viande de volaille, l'augmentation globale de la consommation – 2,1 pour cent – sera inférieure à la progression de la consommation de la viande de volaille. La consommation de viande de boeuf, qui augmente légèrement plus vite que l'accroissement démographique, ne devrait s'accroître que légèrement pour atteindre 10 kg par an, tandis que la consommation globale par habitant de viande d'ovin et de caprin devrait passer de 1,8 kg à 2 kg, l'augmentation étant concentrée surtout dans les pays d'Asie. En Afrique, la consommation par habitant de ce type de viande, qui représente plus du cinquième de la consommation totale de viande, devrait reculer légèrement pour tomber à 2,2 kg par an. Toutefois, les prévisions d'une élévation du revenu par habitant dans cette région auront sans doute pour effet de porter la consommation totale de viande à 11,1 kg par habitant.

Commerce

La forte croissance du commerce mondial de viande stimulée pendant les années 90 par la facilitation de l'accès aux marchés, l'augmentation de la demande de viande dans les pays en développement et la spécialisation

croissante des activités de production et de traitement, devrait se ralentir et son taux, de 7,3 pour cent par an, devrait tomber à 2,7 pour cent en moyenne pendant la période considérée. Près de la moitié de l'augmentation du commerce de viande constatée pendant les années 90 est imputable à l'augmentation des importations, principalement de viande de volaille, de la Fédération de Russie et de la Chine. Il est peu probable que cette tendance se maintienne pendant la période couverte par les projections.¹

Le commerce de viande, qui devrait atteindre 21 millions de tonnes en 2010, augmentera sans doute de 5 millions de tonnes par rapport à la période de référence, plus de la moitié de cette quantité étant destinée aux pays en développement. L'accroissement robuste de la production de viande dans les pays en développement ainsi que dans les pays en transition, comme les pays de la CEI, devrait néanmoins limiter les importations de viande en proportion de la consommation globale de 7 pour cent, soit un chiffre inchangé par rapport à la décennie antérieure.

La croissance du commerce de viande de volaille, bien que plus rapide que pour les autres viandes, devrait se ralentir à 3 pour cent, soit nettement moins que les 16 pour cent enregistrés pendant les années 90, lorsque la Chine et la Fédération de Russie sont apparues comme de très importants débouchés pour la viande de volaille. Bien que cette croissance soit inférieure à celle des années 90, le prix relativement favorable et les préférences culturelles dont jouit la viande de volaille, joint à spécialisation croissante des morceaux préférés, pourraient se traduire par une augmentation du commerce de viande de volaille qui pourrait atteindre 40 pour cent pour se situer à 9,5 millions de tonnes. Pendant les années 90, les exportations considérables de viande de volaille ont représenté plus de 70 pour cent de l'augmentation du commerce mondial de viande. Pendant la période couverte par les projections, en revanche, le pourcentage pourrait n'être que de la moitié seulement. En revanche, l'accroissement du

¹ Le déclin structurel du secteur de l'élevage en Fédération de Russie, qui dure depuis déjà dix ans, devrait se ralentir et la production de viande de volaille et de porc devrait augmenter pendant la période considérée.

commerce de viande de porc et de boeuf devrait représenter 20 et 26 pour cent respectivement de l'augmentation du commerce global.

Dans le prolongement des tendances passées, plus de 60 pour cent de l'augmentation des importations de viande pendant la période couverte par les projections devrait être imputable aux pays en développement, l'Asie étant à l'origine de près de la moitié de l'augmentation du commerce. Une nette progression de la demande en Asie et en Amérique centrale, et au Mexique en particulier, devrait porter les importations de viande des pays en développement à 10 millions de tonnes. De ce fait, la part détenue par ces pays dans les importations mondiales s'accroîtrait de 5 pour cent pour atteindre 46 pour cent. Du côté des exportations, la différence de la décennie antérieure, pendant laquelle les pays développés, bénéficiant de dotation favorable en ressources naturelles ainsi qu'à des structures perfectionnées de traitement et de commercialisation, avait été à l'origine de près des deux tiers de l'augmentation du commerce, la moitié de la progression des exportations pendant la période considérée sera due à l'accroissement de la production de pays en développement, comme le Brésil, la Thaïlande et la Chine. Une intensification croissante de la production de volaille et de porc, jointe à une production extensive de boeuf en Amérique latine, où la terre est abondante, devrait porter les exportations des pays en développement à 33 pour cent du total mondial, contre 27 pour cent pendant la période de référence.

Prix sur les marchés mondiaux

Étant donné l'évolution prévisible des marchés des aliments pour les animaux, l'expansion économique escomptée et l'amélioration de la productivité dans le secteur de l'élevage, les prix de la viande en termes réels devraient rester inférieurs à leur niveau du début des années 90. La viande d'ovin fera cependant exception, les contraintes existant sur le plan de l'offre devant se traduire par une légère hausse des prix.

Lait et produits laitiers

Production

La production de lait devrait se délocaliser des pays à coût élevé vers les pays à faible coût et, de plus en plus, l'augmentation de la production sera imputable aux régions où la demande de lait et de produits laitiers augmente, comme cela a déjà été constaté pendant les années 90. De ce fait, la proportion de la production mondiale de lait ayant son origine dans les pays en développement devrait s'accroître. Quelques pays en développement devraient jouer un rôle plus actif sur les marchés d'exportation mais ces pays en tant que groupes resteront sans doute d'importants importateurs nets de produits laitiers.

La production mondiale de lait devrait atteindre 665 millions de tonnes en 2010, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,5 pour cent, contre 1,0 pour cent par an en moyenne pendant les années 90. Elle devrait augmenter dans tous les principaux groupes de pays (développés, en transition et en développement), mais c'est dans les pays en développement qu'est attendue la plus forte augmentation. Dans ces derniers pays, la production de lait devrait augmenter de 71 millions de tonnes pour se situer à 293 millions de tonnes. De ce fait, la part des pays en développement dans la production mondiale de lait devrait atteindre 44 pour cent (contre 39 pour cent pendant la période de référence et 32 pour cent au début des années 90). Inversement, la production devrait augmenter dans les pays développés et dans les pays en transition mais la part relative de ces deux groupes dans la production mondiale de lait devrait reculer.

Au plan mondial, l'augmentation de la production de lait devrait être causée à la fois par l'augmentation du nombre de vaches laitières et une augmentation des rendements, la majeure partie de l'augmentation devant être imputable à l'accroissement des rendements par animal grâce à l'amélioration des pratiques de nutrition et de croisement. Poursuivant en cela la tendance constatée pendant les années 90, la production devrait augmenter principalement là où la consommation s'accroît ainsi que dans un nombre limité de pays producteurs à faible coût qui peuvent exporter des produits laitiers sans avoir besoin de

Produits de l'élevage

subventions. En Asie en particulier, la fermeté de la demande devrait stimuler la production de lait. En chiffres absolus, celle-ci devrait s'accroître le plus en Inde, de 27 millions de tonnes; en dépit de cette forte augmentation, le taux d'accroissement serait néanmoins plus lent que pendant les années 90. Les autres pays de la région enregistreront aussi une augmentation substantielle de la production de lait, en particulier le Pakistan et la Chine. La production devrait augmenter aussi dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, où elle devrait s'accroître de 19 millions de tonnes, soit 33 pour cent de plus que pendant la période de référence mais plus lentement que pendant les années 90. Le principal élément à l'origine de l'augmentation de la production nationale dans cette région sera l'expansion de la demande intérieure, surtout au Brésil; pour certains pays producteurs à faible coût du cône austral, toutefois, ce seront sans doute les exportations qui constitueront le moteur de l'augmentation. En Afrique, la production de lait devrait augmenter à un rythme plus lent que dans les autres régions en développement par suite d'une conjoncture économique difficile et, dans certains pays, d'un climat qui se prête peu à l'élevage de vaches laitières.

Dans les pays développés, la production de lait devrait s'accroître de 20 millions de tonnes pour atteindre 267 millions de tonnes en 2010; les taux moyens de croissance annuelle de la production devraient être semblables à ceux qu'ils ont été pendant les années 90. En Océanie, la production devrait progresser de 11 millions de tonnes, soit 53 pour cent, par rapport à la période de référence sous l'effet de la demande de l'extérieur. Ainsi, la forte croissance qu'a connue cette région pendant les années 90 persistera. Aux États-Unis, la production augmentera sans doute parallèlement à la demande intérieure pour atteindre 82 millions de tonnes en 2010, comme pendant les années 90. Pour ce qui est des autres régions, le Canada et l'Europe occidentale continueront sans doute de suivre des politiques de limitation de la production, de sorte que la production de lait ne changera guère pendant la période considérée, tendance qui remonte déjà au début des années 90. Au Japon, la production de lait ne devrait pas augmenter, ce qui pourrait ouvrir la voie à une légère augmentation des importations japonaises de produits laitiers. Dans les pays

en transition, la production de lait devrait en 2010 être supérieure de 9 millions de tonnes à ce qu'elle était en 1999 par suite, principalement, de l'augmentation escomptée de la production dans les pays de la CEI, contrairement à la situation des années 90, période pendant laquelle la production parmi ce groupe de pays a brutalement chuté à la suite des réformes économiques et de l'infléchissement des politiques agricoles.

Consommation

C'est dans les pays en développement, où elle devrait progresser au rythme de 2,5 pour cent par an, soit un chiffre en gros comparable à celui des années 90, que la demande de lait et de produits laitiers devrait augmenter le plus. Pour les pays en transition, la progression escomptée par rapport à 1999 est réduite (0,9 pour cent par an) mais cela représenterait néanmoins une nette amélioration par rapport aux années 90, période durant laquelle la consommation a chuté à un rythme annuel moyen de 3,3 pour cent. Dans les pays développés, la consommation de lait et de produits laitiers ne devrait pas non plus augmenter beaucoup (0,5 pour cent par an, soit un chiffre semblable à celui des années 90).

Parmi les pays en développement, comme pendant les années 90, la plus forte croissance de la consommation de lait et de produits laitiers est attendue en Asie, qui devrait représenter près de 52 pour cent de l'augmentation de la demande mondiale. Une augmentation significative de la demande - 18 millions de tonnes ou un accroissement de 18 pour cent de l'accroissement projeté du total mondial - est prévisible aussi dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, surtout au Brésil et au Mexique. Parmi toutes les régions en développement, comme pendant les années 90, c'est en Afrique que la demande augmentera le moins et, dans beaucoup de pays d'Afrique, cette augmentation sera inférieure à l'accroissement démographique.

En ce qui concerne la plupart des pays développés, il semblerait que les niveaux actuels de la consommation de lait et de produits laitiers sont proches de la saturation. Par conséquent, l'augmentation de la consommation, si tant est que celle-ci augmente, sera marginale seulement et imputable principalement au type et à la forme

des produits laitiers consommés ainsi qu'à un accroissement démographique limité, tendance déjà constatée au cours des dix années antérieures. De ce fait, tout en continuant de représenter une proportion importante de la consommation mondiale en 2010, ce groupe de pays ne devrait être à l'origine que de 13 pour cent seulement de l'augmentation de la demande mondiale de lait. Dans la période couverte par les projections, 10 pour cent de l'augmentation prévisible de la demande mondiale devrait provenir des pays en transition, contrairement à la situation des années 90, période durant laquelle la consommation totale de lait a baissé.

Commerce

Au plan mondial, la demande d'importations de produits laitiers pourrait atteindre 51 millions de tonnes en 2010, soit 12 millions de tonnes de plus que pendant la période de référence et, proportionnellement, une augmentation semblable à celle constatée pendant les années 90. Cela signifie que la proportion de la production totale de lait entrant dans le commerce international (à l'exclusion des échanges intra-UE) resterait réduite, ne dépassant pas 8 pour cent.

Les pays en développement, confirmant en cela une tendance déjà visible pendant les années 90, devraient être à l'origine de 85 pour cent environ de l'augmentation de la demande d'importations. Si les exportations de produits laitiers des pays en développement devaient augmenter elles aussi, les projections de la consommation et de la production portent à penser que, globalement, le déficit de leur commerce de produits laitiers se creusera. Si c'est dans le sud-est de l'Asie que la demande d'importation devrait augmenter le plus, les importations devaient s'accroître dans toutes les régions en développement. Très peu de pays en développement, toutefois, seront exportateurs nets de produits laitiers en 2010: Argentine, Chili, Uruguay et Inde.

La majeure partie des exportations de produits laitiers en 2010 devrait continuer d'avoir pour origine les pays développés qui représenteront les trois quarts du commerce mondial, soit un peu moins seulement qu'au début des années 90, lorsqu'ils détenaient 80 pour cent des exportations mondiales. Toutefois, il faut s'attendre à un changement de l'importance

relative de différentes régions: la proportion des exportations mondiales provenant de Nouvelle-Zélande et d'Australie devrait augmenter considérablement et celle des exportations européennes baisser. Les exportations de l'Amérique du Nord ne devraient guère changer et les importations des pays développés devaient elles aussi rester relativement stables.

Pour les pays en transition, une augmentation limitée de la production de lait et une légère progression de la demande intérieure devaient freiner l'augmentation des exportations, tandis que l'amélioration des capacités nationales de traitement devaient limiter la demande d'importations.

Prix sur les marchés mondiaux

Les cours internationaux des produits laitiers, mesurés sur la base d'un indice regroupant les divers produits, ne devraient guère augmenter en termes réels au cours de la présente décennie. L'on peut néanmoins s'attendre que, même à ces prix, les revenus s'élèveront suffisamment dans les pays importateurs pour stimuler la production destinée à l'exportation dans les pays qui produisent du lait à faible coût.

Problèmes et incertitudes

La croissance du secteur de l'élevage, partout dans le monde, devrait continuer d'être plus rapide que pour beaucoup de produits agricoles. C'est dans les pays en développement qu'est attendue la progression la plus nette de la production et de la consommation, tandis que les schémas commerciaux devaient privilégier les pays qui peuvent exporter à bas prix, surtout les pays en développement, grâce à une amélioration de la productivité et à une spécialisation accrue dans le traitement des produits.

Pour une large part, ce sont la viande de volaille et la viande de porc qui devaient être à l'origine de l'expansion de l'élevage, notamment du fait du processus d'intégration verticale dans ces secteurs. Cette intégration peut en effet faciliter une conversion plus efficace des aliments pour animaux en viande et contribuer à améliorer la compétitivité de ces industries par rapport à la production de viande de boeuf et d'ovins. S'agissant des

Produits de l'élevage

ruminants, la production de viande devrait augmenter plus lentement que dans les autres secteurs du fait de la petitesse des exploitations et d'une innovation technologique limitée. La production de lait augmentera à un rythme plus rapide que pendant les années 90 par suite, principalement, d'une expansion continue dans les pays en développement et d'une reprise de la production dans les pays en transition.

Les résultats de ces projections sont sujettes à un certain nombre de certitudes propres au secteur de l'élevage:

- L'apparition de maladies dans différents pays pendant la période couverte par les projections perturberait les marchés et modifierait les perspectives du commerce international. Dans ce contexte, les gouvernements devront accorder une attention particulière dans leurs stratégies de développement du secteur de l'élevage pour renforcer les mesures de surveillance et de contrôle ainsi que pour améliorer la sécurité biologique dans le secteur de l'élevage.
- La réduction progressive des barrières commerciales depuis la conclusion de l'Accord sur l'agriculture du cycle de négociations d'Uruguay a de plus en plus centré l'attention sur les restrictions aux échanges imposées pour des motifs de protection de la santé humaine et animale. Les préoccupations croissantes que suscite l'innocuité des produits alimentaires – notamment pour ce qui est de l'hygiène de la viande et d'une utilisation rationnelle des médicaments vétérinaires – pourraient entraîner des différences par rapport aux projections.
- Les préoccupations environnementales suscitées par l'intensité croissante de l'élevage pourraient se traduire par une modification de la réglementation applicable à l'alimentation des animaux et à la gestion des déchets dans les principaux pays producteurs. De ce fait, les avantages comparatifs des divers pays dans le secteur de l'alimentation pour les animaux et dans celui de l'élevage en général pourraient changer.
- L'impact des réformes de la PAC se fera sentir surtout sur les producteurs de boeuf dans les pays de l'Union européenne et peut-être dans les nouveaux pays membres. Le découplage de l'aide directe se traduira par une réduction de la production de boeuf, et la compétitivité des divers pays sera dictée par la mesure dans laquelle ils adopteront un régime de découplage total ou partiel. La situation de l'offre étant moins tendue sur le marché, il est probable que les prix à la production, de même que les excédents de viande de boeuf, diminueront.
- L'augmentation limitée des contingents de production de lait, jointe à une réduction des prix de soutien, se traduira sans doute par une baisse des prix intérieurs dans l'UE et une augmentation de la consommation de lait et de produits laitiers. Les prix intérieurs dans l'UE, toutefois, devraient demeurer supérieurs aux cours du marché mondial à la fin de la période de réformes.
- Simultanément, l'adhésion à l'UE de dix nouveaux pays membres d'Europe orientale devrait se traduire par une réorientation des échanges en fonction de la compétitivité relative des divers États membres. La Commission européenne a signalé que le secteur de la viande de volaille et celui de la viande de porc seront influencés par: i) la compétitivité croissante de l'élevage de volaille en Europe orientale rendue possible par les investissements étrangers directs dans les activités de production et de traitement; et ii) l'augmentation des importations de viande de porc par ces pays en raison des prix peu compétitifs des aliments pour les animaux et de la qualité relativement médiocre de la viande de porc par rapport à celle produite par les anciens pays membres.
- Dans le secteur laitier, des contingents de production de lait ont été alloués aux nouveaux pays membres sur la base de leur production annuelle moyenne récente. Si, à court terme, il n'est pas prévu de changements substantiels en ce qui concerne la production, les différences qui caractérisent les normes de qualité et les compétences de commercialisation se traduiront, dans un premier temps, par un afflux net de produits laitiers des anciens pays membres vers les nouveaux.

Tableau 2.17 - Viande (total): projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99	Taux de croissance 99-2010
	(en millions de tonnes)	(en % par an)	(en % par an)	(en % par an)	(en millions de tonnes)	(en % par an)	(en % par an)	(en % par an)	(en kg/personne)	(en % par an)	(en millions de tonnes)	(en % par an)	(en % par an)	(en % par an)	(en millions de tonnes)	(en % par an)	(en % par an)	(en % par an)
MONDE	223,0	282,6	3,1	2,2	223,1	282,5	3,2	2,2	37,0	41,1	16 022,4	21 331,7	7,4	2,6	16 022,4	21 386,4	7,4	2,7
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	121,3	166,1	5,7	2,9	123,5	168,8	5,7	2,9	26,1	30,5	6 561,2	9 796,1	7,5	3,7	4 306,7	7 064,5	8,2	4,6
AFRIQUE	8,0	10,5	4,2	2,5	8,5	11,2	3,6	2,6	10,8	11,1	543,2	826,3	-2,6	3,9	86,2	122,2	-2,2	3,2
AFRIQUE DU NORD	2,6	3,5	4,8	2,7	2,9	3,8	3,6	2,5	20,3	22,2	235,0	264,3	-4,1	1,1	1,9	16,8	-6,6	21,7
Égypte	1,2	1,7	7,4	3,1	1,4	1,9	4,7	2,9	21,1	24,2	190,3	214,3	-4,1	1,1	,9	3,1	-15,4	11,5
Maroc	0,5	0,6	2,5	2,2	0,5	0,6	2,5	2,2	18,1	19,5	7,4	9,6	1,2	2,4	,4	2,4	0,0	17,7
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	5,4	7,0	3,9	2,4	5,6	7,4	3,7	2,6	8,7	8,9	308,2	561,9	-1,4	5,6	84,2	105,4	-2,0	2,1
Côte d'Ivoire	0,1	0,1	1,2	2,5	0,1	0,2	-1,3	2,4	8,0	8,3	4,1	5,3	-22,4	2,2	,0	2,0	0,0	0,0
Éthiopie	0,5	0,7	0,0	2,7	0,5	0,7	0,0	2,8	4,3	4,5	,2	10,4	0,0	43,1	,5	,6	0,0	1,4
Nigéria	0,6	1,1	2,0	2,6	0,8	1,1	2,0	2,9	7,3	7,8	2,8	15,1	18,4	16,5	,0	,4	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	29,2	38,6	4,6	2,6	28,8	37,0	4,6	2,3	56,3	62,2	1 564,4	2 613,7	6,7	4,8	2 004,6	4 174,4	6,0	6,9
AMÉRIQUE CENTRALE	5,0	6,3	4,3	2,0	5,8	7,9	5,3	2,8	43,7	49,8	898,8	1 774,7	12,3	6,4	129,1	175,7	3,0	2,8
Mexique	4,2	5,2	4,6	1,9	5,0	6,7	5,4	2,8	51,3	59,7	832,5	1 642,7	11,9	6,4	66,6	115,0	30,1	5,1
CARAÏBES	0,8	1,1	3,5	2,2	1,0	1,3	4,5	2,5	28,8	34,0	178,1	265,8	9,8	3,7	2,5	2,5	-8,6	0,0
Rép. dominicaine	0,3	0,5	9,0	3,4	0,3	0,5	10,1	3,4	40,9	50,9	24,9	35,0	21,8	3,2	,5	,5	-24,1	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	23,3	31,2	4,7	2,7	22,0	27,8	4,4	2,2	63,9	69,9	487,6	573,2	-0,5	1,5	1 872,9	3 996,1	6,3	7,1
Argentine	3,8	4,5	1,3	1,5	3,7	4,2	1,5	1,4	99,9	102,2	140,0	133,3	8,4	-0,4	306,5	401,3	1,5	2,5
Bésil	13,5	19,1	6,2	3,2	12,3	16,0	5,8	2,4	73,5	83,7	69,4	74,8	-15,6	0,7	1 257,6	3 183,0	7,9	8,8
Chili	0,9	1,2	6,1	3,1	0,9	1,2	6,5	2,9	60,7	73,5	90,3	86,1	14,2	-0,4	42,7	40,1	14,0	0,6
Uruguay	0,6	0,7	4,3	1,6	0,4	0,4	1,7	0,5	111,8	109,5	7,9	7,8	18,2	-0,1	224,9	314,3	9,9	3,1
ASIE	84,0	116,9	6,3	3,0	86,1	120,3	6,4	3,1	25,1	30,7	4 333,4	6 193,9	10,3	3,3	2 213,7	2 764,3	11,3	2,0
PROCHE-ORIENT	4,8	6,4	3,8	2,7	5,7	7,6	3,3	2,7	22,8	24,3	1 002,8	1 357,2	0,8	2,8	108,1	142,9	6,6	2,6
Arabie saoudite	0,5	0,7	3,8	2,6	0,9	1,3	4,7	3,0	44,6	44,7	426,3	606,5	5,5	3,3	16,4	16,3	5,4	0,0
Iran, Rép. islamique d'	1,5	2,2	3,8	3,6	1,5	2,3	2,5	3,7	22,9	29,6	79,0	126,6	-10,1	4,4	5,7	5,7	0,0	0,0
Turquie	1,3	1,5	1,8	1,5	1,3	1,5	1,4	1,4	19,3	19,3	,1	,1	-58,1	-0,1	6,0	24,8	1,6	13,8
ASIE DU SUD	7,1	9,3	2,4	2,5	6,9	9,0	2,3	2,5	5,2	5,8	5,0	40,4	16,7	20,9	192,8	348,2	8,5	5,5
Inde	4,6	6,1	2,3	2,5	4,4	5,8	2,1	2,4	4,5	5,0	,2	7,1	104,5	38,2	190,1	335,3	8,4	5,3
Pakistan	1,7	2,2	2,0	2,6	1,7	2,2	2,0	2,7	11,1	11,3	,1	21,2	0,0	57,0	2,2	8,9	28,7	13,6
SUD-EST DE L'ASIE	72,1	101,1	6,9	3,1	73,5	103,6	7,1	3,2	39,6	50,6	3 325,6	4 796,2	15,2	3,4	1 912,8	2 273,2	12,0	1,6
Chine, continentale	59,0	83,6	8,0	3,2	59,2	84,5	8,2	3,3	47,6	62,6	917,1	1 605,8	38,8	5,2	652,4	755,6	8,0	1,3
Corée, Rép. de	1,7	2,1	4,8	2,0	2,0	2,6	4,8	2,6	42,9	52,7	430,4	790,4	7,4	5,7	91,6	222,9	26,5	8,4
Malaisie	1,1	1,4	4,5	2,5	1,2	1,6	5,4	2,5	56,0	62,0	149,3	202,8	10,0	2,8	14,6	14,6	2,0	0,0
Philippines	1,7	2,5	4,6	3,3	1,9	2,7	5,3	3,6	25,0	30,2	127,4	225,2	32,8	5,3	,4	,8	8,2	6,0
Singapour	0,1	0,1	-2,3	0,0	0,3	0,3	1,9	0,5	80,5	76,9	154,2	179,2	4,4	0,8	6,8	6,8	-13,7	0,0
Thaïlande	1,9	2,3	2,5	2,0	1,5	1,9	1,1	1,9	25,4	28,4	2,4	2,9	1,7	2,0	358,5	459,0	10,7	2,3
Viet Nam	1,8	2,6	6,7	3,4	1,8	2,6	7,0	3,3	23,0	28,6	6,5	15,3	0,0	8,0	7,2	23,1	-13,9	11,2
Océanie	0,1	0,1	3,2	3,1	0,2	0,3	1,7	2,9	31,0	34,1	120,1	162,3	0,5	2,8	2,3	3,6	-2,4	4,3
PAYS DÉVELOPPÉS	85,8	98,2	1,8	1,2	81,5	92,1	1,5	1,1	91,6	99,7	6 025,6	6 842,1	4,7	1,2	10 506,8	13 014,7	7,1	2,0
AMÉRIQUE DU NORD	40,5	47,9	2,9	1,6	37,4	42,3	1,8	1,1	121,8	127,6	2 112,1	2 230,8	2,6	0,5	5 175,7	7 818,8	15,7	3,8
Canada	3,8	4,8	4,4	2,2	3,2	3,7	0,8	1,3	103,8	109,2	450,6	504,4	-2,6	1,0	1 033,9	1 630,5	18,7	4,2
États-Unis	36,7	43,1	2,8	1,5	34,2	38,6	1,9	1,1	123,8	129,7	1 661,4	1 726,3	4,4	0,3	4 141,8	6 188,3	15,1	3,7
EUROPE OCCIDENTALE	35,8	40,1	1,1	1,0	34,1	38,5	1,1	1,1	87,9	98,9	1 104,5	1 154,4	2,5	0,4	2 988,8	2 761,2	2,9	-0,7
UE (15)	35,1	39,3	1,1	1,0	33,3	37,7	1,1	1,1	88,8	100,2	1 001,9	1 044,7	2,4	0,4	2 966,9	2 739,6	2,9	-0,7
Océanie	4,9	5,4	1,4	0,9	2,7	3,1	2,3	1,3	117,9	123,0	59,1	63,5	13,5	0,6	2 314,8	2 412,6	0,9	0,4
Australie	3,6	4,0	1,6	0,8	2,1	2,4	1,9	1,3	113,4	118,5	32,1	33,6	13,0	0,4	1 526,3	1 552,7	1,5	0,2
Nouvelle-Zélande	1,3	1,4	0,9	1,0	0,5	0,6	3,6	1,2	139,6	144,6	27,0	29,9	14,0	0,9	788,4	859,8	-0,2	0,8
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	4,6	4,8	-1,2	0,4	7,3	8,2	1,5	1,0	42,5	46,2	2 749,9	3 393,5	7,7	1,9	27,5	22,2	1,8	-1,9
Afrique du Sud	1,3	1,4	-1,1	1,2	1,4	1,6	-0,5	1,3	35,2	38,0	152,9	186,0	7,0	1,8	16,1	16,1	6,1	0,0
Japon	3,0	2,9	-1,7	-0,3	5,5	6,0	1,9	0,8	43,6	47,3	2 528,1	3 130,8	7,9	2,0	5,1	5,1	-7,2	0,0
PAYS EN TRANSITION	15,9	18,3	-4,4	1,3	18,1	21,7	-2,9	1,6	43,9	52,3	3 435,6	4 693,5	13,2	2,9	1 208,9	1 307,1	6,6	0,7
EUROPE ORIENTALE	7,1	8,1	0,9	1,2	7,0	8,0	1,2	1,2	58,0	66,5	528,7	594,8	8,2	1,1	617,1	721,3	4,1	1,4
Hongrie	1,1	1,3	-2,0	1,8	0,9	1,1	-2,7	2,0	84,8	110,3	40,8	42,8	11,6	0,4	270,3	306,3	1,8	1,1
Pologne	2,9	3,5	0,3	1,7	2,8	3,3	-0,5	1,6	72,4	85,0	124,1	113,8	5,3	-0,8	254,4	314,6	27,9	1,9
Rép. tchèque	0,8	0,9	0,0	1,3	0,8	0,9	0,0	1,3	76,2	89,5	47,7	53,0	0,0	1,0	24,5	24,5	0,0	0,0
CEI	8,4	9,8	-7,3	1,4	10,8	13,3	-4,8	1,9	37,9	46,3	2 548,9	3 731,0	12,3	3,5	244,5	233,9	1,3	-0,4
Féd. de Russie	4,4	5,0	-8,0	1,2	6,6	8,3	-3,9	2,0	45,0	57,2	2 268,9	3 293,1	13,0	3,4	12,4	12,4	10,4	0,0
Kazakhstan	0,6	0,7	-10,3	1,5	0,6	0,7	-9,6	1,4	36,6	41,9	32,2	41,9	16,1	2,4	12,4	21,5	-8,9	5,1
Ukraine	1,7	2,0	-8,3	1,8	1,6	2,0	-8,2	2,0	32,2	41,7	67,0	136,8	41,6	6,7	141,5	141,6	2,1	0,0
ÉTATS BALTES	0,3	0,3	-10,0	0,7	0,3	0,4	-7,9	0,8	43,4	50,9	358,1	367,7	92,6	0,2	347,4	351,9	22,7	0,1

^{1/} Moyenne 1998-2000

Produits de l'élevage

Tableau 2.18 - Viande de bœuf: projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Évolution	Projections	Taux de croissance	Taux de croissance	Évolution	Projections	Taux de croissance	Taux de croissance	Évolution	Projections	Évolution	Projections	Taux de croissance	Taux de croissance	Évolution	Projections	Taux de croissance	Taux de croissance
	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010
	(en millions de tonnes)	(en % par an)		(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en kg/personne)		(en milliers de tonnes)	(en % par an)			(en milliers de tonnes)	(en % par an)			
MONDE	58,9	67,7	1,2	1,3	59,0	67,7	1,3	1,3	9,8	9,9	5 332,0	6 677,4	0,0	2,1	5 332,0	6 679,2	0,0	2,1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	28,8	36,7	4,2	2,2	29,1	37,0	4,0	2,2	6,2	6,7	1 673,3	2 455,7	-2,1	3,5	1 260,9	2 139,0	0,1	4,9
AFRIQUE	3,5	4,6	4,0	2,5	3,8	4,9	2,7	2,4	4,8	4,9	298,1	353,7	-7,6	1,6	59,7	78,6	-6,1	2,5
AFRIQUE DU NORD	0,9	1,2	4,7	2,5	1,1	1,4	1,8	2,2	7,9	8,4	219,4	249,2	-4,7	1,2	8	3,8	-7,7	14,9
Égypte	0,6	0,8	7,8	2,8	0,8	1,0	2,9	2,4	11,3	12,4	185,4	212,9	-4,4	1,3	5	5	-12,3	0,0
Maroc	0,1	0,2	-1,8	1,5	0,1	0,2	-1,9	1,6	4,8	4,9	4,0	6,6	-4,3	4,5	3	3	0,0	0,1
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	2,6	3,5	3,7	2,5	2,7	3,5	3,0	2,5	4,1	4,2	78,7	104,5	-13,1	2,6	58,9	74,8	-6,1	2,2
Côte d'Ivoire	0,0	0,1	2,0	2,5	0,0	0,0	-4,6	1,5	2,8	2,7	2,3	0	-28,3	0,0	0	2,4	0,0	0,0
Nigéria	0,3	0,5	4,5	3,9	0,3	0,5	4,6	3,8	2,8	3,3	1,4	0	13,3	0,0	0	2	0,0	0,0
Éthiopie	0,3	0,4	0,0	2,9	0,3	0,4	0,0	2,9	2,5	2,6	2	0	0,0	0,0	0	9	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	13,3	16,3	2,4	1,9	12,9	15,5	2,5	1,7	25,2	26,1	533,7	901,5	0,9	4,9	923,1	1 629,9	1,6	5,3
AMÉRIQUE CENTRALE	1,7	1,8	1,4	0,6	1,9	2,4	2,8	2,0	14,7	15,4	312,2	663,1	9,9	7,1	56,9	58,0	-7,3	0,2
Mexique	1,4	1,5	1,8	0,4	1,7	2,1	2,9	2,0	17,4	18,7	305,1	652,5	9,8	7,2	7,2	7,2	10,3	0,0
CARAÏBES	0,2	0,3	0,4	1,9	0,2	0,3	1,0	2,1	6,5	7,3	16,0	23,3	5,1	3,5	1,3	1,3	-15,6	0,0
Rép. dominicaine	0,1	0,1	4,6	3,0	0,1	0,1	5,8	3,2	9,3	11,2	6	2,8	-13,5	14,9	4	4	-28,1	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	11,3	14,2	2,6	2,1	10,7	12,8	2,4	1,7	31,1	32,2	205,4	215,1	-6,5	0,4	864,9	1 570,6	2,5	5,6
Argentine	2,7	2,9	-0,4	0,7	2,4	2,6	-0,5	0,7	65,5	62,4	21,8	22,3	-0,6	0,2	286,0	318,8	0,8	1,0
Bésil	6,1	8,4	4,2	2,8	5,9	7,5	3,8	2,3	34,9	39,3	61,6	66,3	-16,9	0,7	340,2	916,1	1,9	9,4
Chili	0,2	0,3	1,7	2,0	0,3	0,4	4,3	1,3	22,2	22,7	88,3	81,6	14,0	-0,7	1	1	8,6	0,0
Uruguay	0,5	0,5	5,1	1,2	0,2	0,2	1,4	-0,4	73,9	65,9	4	4	-17,0	-0,1	209,1	284,3	10,6	2,8
ASIE	11,9	15,7	6,5	2,5	12,5	16,5	6,2	2,6	3,6	4,2	817,2	1 166,0	-1,2	3,3	275,9	428,3	-2,7	4,1
PROCHE-ORIENT	1,1	1,5	4,2	3,2	1,2	1,7	1,9	3,0	5,0	5,5	195,4	246,1	-7,8	2,1	22,8	25,3	-0,4	0,9
Arabie saoudite	0,0	0,0	-5,4	3,0	0,1	0,1	-3,4	4,0	2,7	3,1	40,6	64,7	-5,0	4,3	2,4	2,4	-5,1	0,0
Iran, Rép. islamique d'	0,3	0,6	3,1	6,8	0,4	0,7	1,0	6,2	5,2	8,9	39,8	40,1	-9,2	0,1	0	0	0,0	0,0
Turquie	0,4	0,4	1,7	0,8	0,4	0,4	0,6	0,8	5,6	5,2	0	5,7	0,0	0,0	2	0	-15,3	-54,5
ASIE DU SUD	4,1	4,9	2,1	1,8	3,9	4,6	1,9	1,5	2,9	2,9	4	1,2	12,9	10,6	179,7	354,1	8,7	6,4
Inde	2,8	3,5	1,9	1,9	2,6	3,1	1,5	1,5	2,7	2,7	2	2	104,5	0,5	179,1	347,7	8,7	6,2
Pakistan	0,9	1,0	2,6	1,5	0,9	1,0	2,6	1,5	5,7	5,1	0	0	0,0	0,0	4	1,8	4,6	14,9
SUD-EST DE L'ASIE	6,8	9,3	10,7	2,9	7,3	10,2	10,4	3,0	3,9	5,0	621,4	918,7	1,8	3,6	73,3	48,9	-14,0	-3,6
Chine, continentale	5,1	7,3	15,1	3,4	5,0	7,3	16,6	3,5	4,0	5,4	6,9	0	12,5	0,0	52,7	25,3	-16,3	-6,5
Corée, Rép. de	0,3	0,3	9,4	-1,9	0,5	0,6	4,7	1,9	11,3	12,9	224,7	391,2	0,1	5,2	1,2	1,2	48,1	0,0
Malaisie	0,0	0,0	4,0	2,3	0,1	0,2	11,1	2,8	5,4	6,1	95,9	131,0	6,7	2,9	2,4	2,4	-12,5	0,0
Philippines	0,2	0,3	7,9	2,0	0,3	0,4	10,2	3,6	3,9	4,7	81,1	148,4	25,7	5,6	1	1	82,6	0,0
Singapour	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	-0,8	6,7	5,6	24,0	22,4	1,0	-0,6	8	8	-20,6	0,0
Thaïlande	0,2	0,2	-2,7	-0,7	0,2	0,2	-2,7	-0,5	4,0	3,5	1,8	3,8	0,5	6,7	3,5	0	0,6	0,0
Viet Nam	0,2	0,2	0,5	2,4	0,2	0,2	1,0	2,5	2,3	2,6	6,0	9,7	0,0	4,4	0	0	0,0	0,0
Océanie	0,0	0,0	0,3	1,3	0,0	0,1	-1,3	2,5	6,3	6,6	24,4	34,5	-2,7	3,2	2,2	2,2	-2,2	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	24,8	25,7	0,4	0,3	24,1	24,6	0,8	0,2	27,1	26,6	2 974,0	3 169,3	2,6	0,6	3 795,4	4 271,7	0,4	1,1
AMÉRIQUE DU NORD	13,3	13,4	2,1	0,1	13,3	13,0	1,3	-0,2	43,3	39,2	1 478,8	1 519,0	0,5	0,2	1 421,4	1 854,1	9,2	2,4
Canada	1,2	1,3	4,8	0,9	1,0	1,1	-2,1	0,3	33,1	31,1	254,0	269,0	-8,5	0,5	445,7	556,1	15,2	2,0
États-Unis	12,0	12,0	1,9	0,0	12,3	12,0	1,6	-0,2	44,5	40,2	1 224,7	1 250,0	3,7	0,2	975,7	1 298,0	7,1	2,6
EUROPE OCCIDENTALE	7,8	8,5	-2,1	0,8	7,7	8,1	-0,7	0,5	19,7	20,9	408,6	417,9	0,3	0,2	736,6	792,3	-8,2	0,7
UE (15)	7,6	8,3	-2,2	0,8	7,4	7,9	-0,7	0,6	19,7	21,0	380,8	388,1	0,1	0,2	728,7	786,9	-8,3	0,7
Océanie	2,6	2,7	1,6	0,2	1,0	1,0	4,2	0,5	44,3	42,3	11,2	11,3	-2,2	0,1	1 630,4	1 618,3	0,4	-0,1
Australie	2,0	2,0	1,6	-0,1	0,8	0,9	3,4	0,6	43,5	42,1	4,5	4,5	-11,0	0,2	1 194,0	1 122,9	0,6	-0,6
Nouvelle-Zélande	0,6	0,7	1,4	1,0	0,2	0,2	8,0	-0,1	48,2	43,5	6,7	6,7	12,1	0,0	436,4	495,4	-0,1	1,2
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	1,1	1,2	-2,2	0,1	2,2	2,4	1,8	0,7	12,7	13,3	1 075,5	1 221,1	7,5	1,2	7,0	7,0	2,4	0,0
Afrique du Sud	0,6	0,6	-3,3	0,1	0,6	0,6	-4,0	0,6	14,1	14,0	13,8	45,0	-17,9	11,3	6,3	6,3	4,2	0,0
Japon	0,5	0,5	-1,3	-0,1	1,5	1,6	4,8	0,7	12,0	12,8	994,2	1 106,3	9,2	1,0	7	7	-7,6	0,0
PAYS EN TRANSITION	5,3	5,4	-6,4	0,2	5,7	6,2	-6,0	0,7	13,9	15,0	684,7	1 052,4	-4,0	4,0	275,7	268,4	-4,7	-0,2
EUROPE ORIENTALE	1,0	1,1	-3,4	1,1	1,0	1,1	-2,6	1,0	7,9	8,9	85,1	87,8	-5,7	0,3	82,8	88,8	-5,2	0,6
Hongrie	0,0	0,1	-12,5	2,4	0,0	0,0	-12,7	2,6	3,3	4,6	3,3	3,6	-14,8	0,8	14,4	17,3	-16,2	1,7
Pologne	0,4	0,4	-5,3	0,9	0,3	0,4	-7,1	1,0	8,7	9,6	2,5	2,6	-33,5	0,3	49,1	52,3	8,2	0,6
Rép. tchèque	0,1	0,1	0,0	0,8	0,1	0,1	0,0	0,7	12,6	13,9	8,4	6,2	0,0	-2,7	5,2	5,2	0,0	0,0
CEI	4,2	4,2	-6,6	0,0	4,6	5,0	-6,4	0,6	16,4	17,4	592,0	953,5	-4,0	4,4	181,6	176,3	-0,4	-0,3
Féd. de Russie	2,1	1,9	-7,1	-0,9	2,6	2,7	-6,6	0,5	17,6	18,9	519,9	860,9	-3,9	4,7	4,7	4,7	2,5	0,0
Kazakhstan	0,3	0,4	-8,1	0,2	0,3	0,3	-7,9	-0,1	21,4	20,8	6,5	6,5	3,0	0,0	9,3	17,4	-5,8	5,9
Ukraine	0,8	0,9	-8,8	1,3	0,7	0,8	-9,7	1,2	13,6	16,1	1,4	1,5	-15,9	0,3	129,9	137,2	2,5	0,5
ÉTATS BALTES	0,1	0,1	-14,3	0,1	0,1	0,1	-11,6	1,0	15,5	18,6	7,6	11,0	34,8	3,4	11,3	3,3	-24,1	-10,5

^{1/} Moyenne 1998-2000

Tableau 2.19 - Viande d'ovins et de caprins: projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	de base ¹	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ¹	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ¹	pour 2010	de base ¹	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ¹	pour 2010	1989-99	99-2010
	(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en kg/personne)		(en milliers de tonnes)	(en % par an)			(en milliers de tonnes)	(en % par an)		
MONDE	11,1	13,7	1,8	1,9	11,1	13,7	1,8	1,9	1,8	2,0	710,5	833,9	0,8	1,5	710,5	834,2	0,8	1,5
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	7,8	10,1	4,2	2,4	8,0	10,4	4,1	2,4	1,7	1,9	314,8	387,8	0,2	1,9	61,8	95,6	-0,9	4,0
AFRIQUE	1,8	2,2	5,0	1,9	1,8	2,2	5,0	2,0	2,3	2,2	18,7	27,3	7,2	3,5	15,3	18,8	15,3	1,9
AFRIQUE DU NORD	0,5	0,7	2,7	1,9	0,5	0,7	2,9	1,8	3,9	3,9	8,7	8,6	13,8	-0,1	0,1	4,4	-29,0	37,4
Egypte	0,1	0,1	4,0	1,9	0,1	0,1	4,3	1,7	1,6	1,6	1,2	0,0	22,4	0,0	0,1	1,5	-29,0	24,8
Maroc	0,1	0,2	1,7	2,2	0,1	0,2	1,7	2,1	5,0	5,3	0,4	0,0	-10,9	0,0	0,0	2,2	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1,3	1,6	6,1	2,0	1,3	1,6	6,0	2,0	2,0	1,9	9,9	18,7	3,2	5,9	15,2	14,4	20,2	-0,5
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,8	2,6	0,0	0,0	0,6	2,5	0,6	0,7	0,1	0,0	-7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	0,2	0,3	5,1	1,2	0,2	0,3	5,1	1,2	2,3	2,0	1,3	0,4	0,0	-10,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ethiopie	0,2	0,2	0,0	2,2	0,2	0,2	0,0	2,2	1,3	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	-6,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	0,4	0,5	-0,7	1,4	0,4	0,5	-0,1	1,5	0,9	0,9	55,7	79,7	6,4	3,3	20,3	32,6	1,5	4,4
AMÉRIQUE CENTRALE	0,1	0,1	0,1	1,9	0,1	0,1	2,5	2,5	0,8	0,9	34,0	50,8	9,9	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Mexique	0,1	0,1	0,1	1,9	0,1	0,1	2,6	2,5	1,1	1,2	34,0	50,4	9,9	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0
CARAÏBES	0,0	0,0	2,3	1,6	0,0	0,0	4,8	2,3	0,5	0,6	7,1	10,4	10,1	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Rép. dominicaine	0,0	0,0	-3,8	-1,0	0,0	0,0	-4,8	3,4	0,2	0,2	0,1	0,9	-13,6	21,7	0,0	0,0	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	0,3	0,4	-1,0	1,2	0,3	0,4	-1,1	1,0	0,9	0,9	14,6	18,6	-0,3	2,2	20,3	32,6	1,5	4,4
Argentine	0,1	0,1	-4,6	1,4	0,1	0,1	-4,1	1,1	1,6	1,6	1,8	0,6	-1,2	-9,3	0,7	1,4	-19,4	6,0
Bésil	0,1	0,1	-1,0	1,4	0,1	0,1	-0,6	1,3	0,7	0,7	5,8	5,4	10,6	-0,7	0,1	0,1	-14,6	0,0
Chili	0,0	0,0	0,3	1,1	0,0	0,0	-0,4	1,3	0,9	0,9	0,2	0,2	0,0	0,4	4,1	4,3	3,4	0,4
Uruguay	0,1	0,1	-2,5	1,4	0,0	0,0	-4,4	-0,7	11,6	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	26,8	4,4	5,4
ASIE	5,5	7,4	4,4	2,7	5,7	7,6	4,2	2,6	1,7	1,9	181,9	204,0	-1,7	1,0	28,2	44,1	-6,5	4,9
PROCHE-ORIENT	1,4	1,8	2,2	2,1	1,5	1,9	1,7	2,1	6,2	6,2	107,0	131,3	-4,3	1,9	7,4	11,8	-8,9	4,4
Arabie saoudite	0,1	0,1	1,1	3,2	0,1	0,2	3,1	2,6	6,8	6,6	54,9	64,9	6,7	1,5	0,8	0,8	-9,7	0,0
Iran, Rép. islamique d'	0,4	0,5	2,0	1,8	0,4	0,5	0,5	1,9	6,2	6,7	9,4	21,2	-21,1	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,4	0,4	0,2	0,7	0,4	0,4	0,3	0,7	5,6	5,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6	2,1	-12,2	2,7
ASIE DU SUD	1,4	1,7	0,7	2,2	1,4	1,7	0,7	2,2	1,0	1,1	2,5	3,1	13,7	2,0	11,7	25,0	4,9	7,1
Inde	0,7	0,8	1,4	1,8	0,7	0,8	1,4	1,7	0,7	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9	18,4	2,6	5,8
Pakistan	0,5	0,7	-1,5	2,7	0,5	0,7	-1,6	2,6	3,3	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	6,1	54,8	11,8
SUD-EST DE L'ASIE	2,7	3,8	8,4	3,2	2,8	3,9	8,4	3,1	1,5	1,9	72,5	69,6	3,1	-0,4	7,1	7,4	-13,2	0,4
Chine, continentale	2,5	3,5	10,0	3,3	2,5	3,5	10,0	3,3	2,0	2,6	10,6	1,7	99,8	-15,4	3,4	0,0	8,9	0,0
Corée, Rép. de	0,0	0,0	5,5	2,2	0,0	0,0	-7,2	4,3	0,2	0,2	7,6	11,2	-13,5	3,6	3,0	3,0	-15,8	0,0
Malaisie	0,0	0,0	-2,8	3,7	0,0	0,0	6,2	1,2	0,6	0,6	13,4	15,1	6,7	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Philippines	0,0	0,0	-3,9	3,2	0,0	0,0	-3,9	2,9	0,4	0,5	0,4	0,0	-1,1	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0
Singapour	0,0	0,0	-16,7	0,1	0,0	0,0	3,9	-0,2	3,1	2,8	10,9	10,7	4,6	-0,2	0,1	0,1	-13,6	0,0
Thaïlande	0,0	0,0	-7,6	7,3	0,0	0,0	-7,1	6,6	0,0	0,0	0,1	0,1	-2,2	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Viet Nam	0,0	0,0	10,0	2,8	0,0	0,0	10,0	2,9	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Océanie	0,0	0,0	3,2	3,7	0,1	0,1	0,4	2,5	8,5	8,9	58,5	76,7	0,3	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	2,6	2,7	-1,0	0,2	2,4	2,4	-1,2	0,1	2,7	2,6	377,3	420,1	1,6	1,0	641,1	729,2	1,2	1,2
AMÉRIQUE DU NORD	0,1	0,1	-4,7	-1,3	0,2	0,2	-1,2	0,5	0,6	0,6	68,9	96,3	9,3	3,1	3,1	3,1	-3,8	0,0
Canada	0,0	0,0	-0,4	2,0	0,0	0,0	0,4	1,4	0,8	0,8	14,5	16,1	1,3	1,0	0,4	0,4	25,2	0,0
États-Unis	0,1	0,1	-5,1	-1,7	0,2	0,2	-1,4	0,4	0,6	0,6	54,4	80,2	12,5	3,6	2,7	2,7	-5,3	0,0
EUROPE OCCIDENTALE	1,2	1,1	-1,0	-0,4	1,4	1,4	-0,7	-0,2	3,6	3,5	230,3	240,1	0,5	0,4	5,2	5,2	-6,3	0,0
UE (15)	1,1	1,1	-1,0	-0,4	1,4	1,3	-0,8	-0,3	3,6	3,5	222,5	233,3	0,5	0,4	3,1	3,1	-9,9	0,0
Océanie	1,2	1,3	-0,4	0,7	0,6	0,6	-2,2	0,1	24,6	22,5	3,4	3,5	-6,5	0,3	632,1	719,6	1,3	1,2
Australie	0,7	0,7	-0,4	0,5	0,4	0,4	-2,8	-0,5	19,9	17,2	0,3	0,3	14,5	-0,1	280,9	338,4	3,7	1,7
Nouvelle-Zélande	0,5	0,6	-0,4	0,9	0,2	0,2	-0,7	1,0	47,7	48,6	3,0	3,2	-7,4	0,3	351,2	381,2	-0,3	0,7
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	0,1	0,2	-2,1	2,2	0,2	0,3	-1,3	1,7	1,3	1,5	74,8	80,2	0,6	0,6	0,7	1,2	37,4	4,7
Afrique du Sud	0,1	0,2	-2,2	2,1	0,2	0,2	0,7	1,8	4,5	5,2	40,0	43,1	29,8	0,7	0,7	0,7	37,4	0,0
Japon	0,0	0,0	-5,7	2,4	0,0	0,0	-9,0	0,9	0,3	0,3	33,6	37,1	-9,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
PAYS EN TRANSITION	0,7	0,8	-6,5	1,8	0,7	0,9	-6,4	1,8	1,7	2,1	18,3	26,0	-5,4	3,2	7,6	9,5	-12,3	2,0
EUROPE ORIENTALE	0,1	0,2	-5,7	1,0	0,1	0,2	-5,8	1,1	1,2	1,3	0,9	3,3	-0,5	12,1	6,1	7,3	-4,3	1,5
Hongrie	0,0	0,0	-8,0	2,6	0,0	0,0	-4,6	0,7	0,2	0,2	0,1	0,1	74,0	0,2	0,5	1,2	-14,8	7,8
Pologne	0,0	0,0	-32,9	0,8	0,0	0,0	-34,2	2,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	18,1	0,0
Rép. tchèque	0,0	0,0	0,0	-1,1	0,0	0,0	0,0	1,8	0,3	0,4	0,2	1,3	0,0	18,7	0,0	0,0	0,0	0,0
CEI	0,5	0,7	-6,7	2,0	0,6	0,7	-6,6	2,0	2,0	2,4	15,6	19,8	-7,0	2,2	1,3	2,0	-26,2	4,4
Féd. de Russie	0,2	0,2	-10,5	1,5	0,2	0,2	-10,6	1,6	1,1	1,4	6,9	10,0	-11,4	3,5	0,3	0,3	-12,1	0,0
Kazakhstan	0,1	0,1	-11,3	2,2	0,1	0,1	-10,7	2,1	6,9	8,6	1,2	0,0	0,0	-31,1	0,1	0,1	-47,9	0,0
Ukraine	0,0	0,0	-7,5	0,7	0,0	0,0	-7,5	1,5	0,4	0,5	0,0	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ÉTATS BALTES	0,0	0,0	-17,2	-0,9	0,0	0,0	-9,6	2,2	0,5	0,6	1,8	2,9	0,0	4,5	0,2	0,2	16,8	0,0

¹ Moyenne 1998-2000

Tableau 2.20 - Viande de porc: projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Année	Projections	Taux de croissance		Année	Projections	Taux de croissance		Année	Projections	Année	Projections	Taux de croissance		Année	Projections	Taux de croissance	
	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010	de base ^{1/}	pour 2010	1989-99	99-2010
	(en millions de tonnes)	(en % par an)		(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en kg/personne)		(en milliers de tonnes)	(en % par an)			(en milliers de tonnes)	(en % par an)			
MONDE	88,9	112,2	3,2	2,1	88,9	112,1	3,2	2,1	14,7	16,3	3 156,9	4 540,5	13,5	3,4	3 156,9	4 542,2	13,5	3,4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	51,8	69,7	5,4	2,7	52,2	70,5	5,5	2,8	11,0	12,8	936,6	1 697,8	17,9	5,6	499,3	894,4	8,7	5,4
AFRIQUE	0,5	0,6	-0,2	2,2	0,5	0,7	0,1	2,5	0,7	0,7	37,8	69,9	7,5	5,8	8,0	13,7	42,4	5,0
AFRIQUE DU NORD	0,0	0,0	0,6	2,6	0,0	0,0	9,7	2,8	0,1	0,1	3,6	5,1	50,4	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,0	0,0	1,2	2,3	0,0	0,0	13,2	2,7	0,1	0,1	3,6	5,0	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	0,0	0,0	-2,3	3,2	0,0	0,0	-1,7	2,4	0,0	0,0	,1	,1	3,1	-3,7	0,0	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	0,5	0,6	-0,2	2,2	0,5	0,7	0,0	2,5	0,8	0,8	34,1	64,9	6,1	6,0	8,0	13,7	42,8	5,0
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	-2,7	1,8	0,0	0,0	-3,2	0,6	0,9	0,7	,1	,0	-24,2	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0
Nigéria	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	,0	,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éthiopie	0,1	0,1	-8,0	2,0	0,1	0,1	-8,0	2,0	0,7	0,7	,1	,1	-13,6	3,8	0,0	0,0	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	4,2	5,7	4,0	2,9	4,3	5,8	4,0	2,7	8,4	9,7	321,1	565,7	13,8	5,3	192,7	516,7	22,2	9,4
AMÉRIQUE CENTRALE	1,1	1,3	2,8	1,9	1,2	1,7	3,5	2,8	9,3	10,6	199,6	429,7	15,4	7,2	59,9	105,0	50,4	5,4
Mexique	1,0	1,2	2,9	1,9	1,1	1,5	3,5	2,8	11,5	13,4	175,3	386,5	14,6	7,5	51,9	100,0	49,6	6,1
CARAÏBES	0,2	0,2	5,3	1,4	0,2	0,3	6,3	1,7	6,7	7,2	24,8	39,1	22,7	4,2	8	8	14,4	0,0
Rép. dominicaine	0,1	0,1	9,5	2,5	0,1	0,1	10,2	2,4	7,9	8,8	5,0	6,3	24,9	2,2	2	2	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	2,9	4,1	4,4	3,4	2,8	3,8	4,1	2,7	8,2	9,6	96,6	96,9	9,8	0,0	133,0	410,9	17,3	10,8
Argentine	0,2	0,2	1,5	2,7	0,2	0,3	4,0	1,6	6,5	6,8	61,6	46,2	16,3	-2,6	1,3	1,3	24,9	0,0
Bésil	1,7	2,6	5,6	3,8	1,6	2,2	5,0	3,0	9,7	11,8	1,3	1,5	7,6	0,9	113,7	384,1	17,9	11,7
Chili	0,2	0,4	8,8	4,0	0,2	0,4	8,5	4,1	15,6	21,3	1,7	1,9	34,7	1,2	16,8	22,6	16,3	2,7
Uruguay	0,0	0,0	2,3	2,5	0,0	0,0	5,2	2,1	10,1	11,7	7,1	7,2	30,6	0,1	0	0	0,0	0,0
ASIE	47,1	63,3	5,6	2,7	47,3	64,0	5,7	2,8	13,8	16,3	570,2	1 052,3	22,3	5,7	298,6	364,1	3,8	1,8
PROCHE-ORIENT	0,1	0,1	5,9	2,2	0,1	0,1	9,4	2,0	0,3	0,3	22,8	25,8	29,1	1,1	2,5	1,6	18,9	-3,8
Arabie saoudite	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5	0,1	0,1	2,0	1,9	0,0	-0,5	0	0	0,0	0,0
Iran, Rép. islamique d'	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0	,5	,5	0,0	-0,3	0	0	0,0	0,0
Turquie	0,0	0,0	15,7	0,4	0,0	0,0	5,2	-0,2	0,0	0,0	,1	,1	0,0	-0,1	,3	,3	46,6	0,5
ASIE DU SUD	0,6	0,8	3,9	2,8	0,6	0,8	3,9	3,0	0,4	0,5	,3	14,2	14,6	42,2	5	1	20,8	-13,5
Inde	0,6	0,8	4,0	2,8	0,6	0,8	3,9	3,0	0,6	0,7	0	9,9	0,0	0,0	4	0	34,0	0,0
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	,0	,0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	46,4	62,5	5,6	2,7	46,7	63,1	5,7	2,8	25,1	30,8	547,1	1 012,3	22,1	5,8	295,6	362,3	3,7	1,9
Chine, continentale	40,3	54,3	6,2	2,8	40,2	54,5	6,2	2,8	32,3	40,4	75,0	272,9	155,3	12,5	155,7	71,8	5,2	-6,8
Corée, Rép. de	1,0	1,3	5,0	2,8	1,0	1,3	6,0	2,4	21,9	28,3	140,4	233,7	0,0	4,7	86,0	221,5	42,2	9,0
Malaisie	0,3	0,3	2,0	1,9	0,3	0,3	2,3	2,0	12,1	12,6	11,4	14,0	13,9	1,8	1,6	1,6	1,6	0,0
Philippines	1,0	1,4	3,1	3,1	1,0	1,4	3,4	3,2	13,3	15,6	21,7	46,4	77,4	7,1	,3	,3	7,9	0,1
Singapour	0,1	0,1	-4,3	0,1	0,1	0,1	-1,1	-0,6	27,5	23,3	37,6	30,6	5,5	-1,8	2,0	2,0	-11,3	0,1
Thaïlande	0,5	0,6	1,9	2,8	0,4	0,6	1,8	2,8	7,3	9,1	,1	,1	13,8	0,8	4,4	3,7	25,8	-1,7
Viet Nam	1,3	1,9	7,3	3,6	1,3	1,9	7,6	3,4	16,7	20,9	,1	,0	0,0	0,0	7,0	23,2	-13,6	11,4
Océanie	0,1	0,1	4,3	3,7	0,1	0,1	4,9	3,6	9,7	11,5	7,5	9,9	11,1	2,5	0	0	0,0	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	30,1	33,9	1,8	1,1	29,2	32,6	1,4	1,0	32,8	35,3	1 367,4	1 708,7	8,0	2,0	2 276,4	3 048,6	15,6	2,7
AMÉRIQUE DU NORD	10,2	12,1	2,1	1,6	9,6	10,7	1,3	1,0	31,2	32,4	435,8	450,9	7,9	0,3	1 034,7	1 763,1	21,9	5,0
Canada	1,5	2,0	4,1	2,5	1,1	1,2	0,8	0,8	35,6	35,4	67,7	69,5	34,6	0,2	511,9	900,5	20,9	5,3
États-Unis	8,6	10,0	1,8	1,4	8,5	9,5	1,3	1,1	30,7	32,0	368,1	381,4	5,8	0,3	522,8	862,6	23,0	4,7
EUROPE OCCIDENTALE	18,1	20,0	1,9	0,9	17,0	18,8	1,5	0,9	43,8	48,4	80,5	82,9	4,2	0,3	1 208,8	1 249,4	11,6	0,3
UE (15)	17,7	19,6	2,0	0,9	16,6	18,4	1,5	1,0	44,3	49,1	88,8	60,7	2,2	0,3	1 197,6	1 237,9	11,6	0,3
Océanie	0,4	0,5	1,5	1,7	0,4	0,5	2,0	1,6	18,9	20,5	43,5	46,4	34,1	0,6	29,9	32,9	24,4	0,9
Australie	0,4	0,4	1,6	1,7	0,4	0,4	1,6	1,6	19,3	20,9	26,9	28,4	35,3	0,5	29,6	32,6	24,6	0,9
Nouvelle-Zélande	0,0	0,1	0,7	1,8	0,1	0,1	4,2	1,5	17,2	18,5	16,6	18,1	32,4	0,8	,3	,3	11,1	0,0
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	1,4	1,4	-1,7	-0,1	2,2	2,5	1,0	1,2	12,8	14,2	807,6	1 128,5	7,9	3,1	3,1	3,2	6,2	0,4
Afrique du Sud	0,1	0,1	-0,4	1,4	0,1	0,1	0,5	1,2	3,2	3,4	10,9	8,7	21,0	-2,0	1,9	1,9	1,8	0,0
Japon	1,3	1,2	-1,8	-0,3	2,1	2,4	1,1	1,2	16,4	18,5	796,6	1 119,8	7,7	3,1	,8	,8	14,8	0,0
PAYS EN TRANSITION	7,0	8,5	-3,1	1,8	7,5	9,0	-2,3	1,7	18,1	21,8	852,9	1 134,0	22,2	2,6	381,2	599,2	9,9	4,2
EUROPE ORIENTALE	4,2	4,9	0,6	1,3	4,2	4,6	0,7	1,0	34,4	38,3	241,5	274,3	19,4	1,2	316,9	541,7	9,3	5,0
Hongrie	0,6	0,8	-3,5	1,9	0,5	0,6	-4,3	1,2	51,0	60,7	28,4	29,5	19,6	0,4	130,8	199,1	3,9	3,9
Pologne	2,0	2,5	0,2	2,0	1,9	2,2	-0,5	1,5	48,9	57,1	54,8	57,6	0,0	0,5	149,4	297,2	0,0	6,5
Rép. tchèque	0,4	0,5	0,0	1,3	0,4	0,5	0,0	1,3	42,7	50,1	23,4	26,0	0,0	1,0	14,4	14,5	0,0	0,0
CEI	2,6	3,4	-7,3	2,5	3,1	4,2	-5,1	2,7	11,1	14,7	581,8	823,0	22,9	3,2	42,0	32,0	8,6	-2,4
Féd. de Russie	1,4	1,9	-8,4	2,9	2,0	2,7	-4,6	2,9	13,4	18,7	556,8	775,9	22,6	3,1	4,3	4,3	0,0	0,0
Kazakhstan	0,1	0,1	-11,5	4,8	0,1	0,1	-11,6	4,7	5,4	8,9	3,4	2,8	-2,4	-1,6	2,4	2,4	0,0	0,0
Ukraine	0,7	0,8	-6,9	2,1	0,7	0,9	-6,7	2,3	13,1	17,6	9,9	21,7	0,0	7,4	10,7	0,0	-2,5	0,0
ÉTATS BALTES	0,2	0,2	-6,7	0,4	0,2	0,2	-6,0	0,6	21,5	24,6	29,6	36,7	52,5	2,0	22,2	25,5	31,5	1,2

^{1/} Moyenne 1998-2000

Tableau 2.21 - Viande de volaille: projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010	
	(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en millions de tonnes)	(en % par an)			(en kg/personne)		(en milliers de tonnes)	(en % par an)			(en milliers de tonnes)	(en % par an)		
MONDE	64,2	89,3	5,4	3,1	64,2	89,3	5,4	3,1	10,6	13,0	6 823,1	9 197,0	15,9	2,8	6 823,1	9 199,3	15,9	2,8
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	33,0	49,5	8,3	3,8	34,1	51,0	8,4	3,7	7,2	9,2	3 636,5	5 254,8	14,5	3,4	2 484,8	3 837,0	16,0	4,0
AFRIQUE	2,2	3,0	5,0	3,1	2,4	3,3	5,3	3,2	3,0	3,3	188,7	330,4	9,2	5,2	3,2	28,1	16,7	22,0
AFRIQUE DU NORD	1,2	1,7	6,0	3,2	1,2	1,6	6,0	3,0	8,4	9,7	3,2	,2	5,0	-22,3	1,0	19,6	25,3	31,4
Égypte	0,5	0,8	7,8	3,6	0,5	0,8	7,7	3,5	8,1	9,9	,1	,0	25,2	0,0	,3	11,9	4,3	41,1
Maroc	0,2	0,3	6,5	2,7	0,2	0,3	6,7	2,5	8,2	9,2	2,8	,2	35,4	-21,5	,1	,1	0,0	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	1,0	1,4	4,0	3,0	1,2	1,7	4,7	3,4	1,8	2,0	185,5	330,2	9,3	5,4	2,2	8,5	14,0	13,1
Côte d'Ivoire	0,1	0,1	1,9	2,9	0,1	0,1	2,3	3,3	3,7	4,2	1,7	5,8	41,9	12,0	,0	,0	0,0	0,0
Nigéria	0,1	0,1	0,0	3,0	0,1	0,1	0,0	3,2	0,6	0,7	,0	2,0	0,0	0,0	,0	,0	0,0	0,0
Éthiopie A49	0,2	0,2	0,8	3,3	0,2	0,3	0,8	3,6	1,6	1,8	,0	7,1	0,0	0,0	,0	,0	0,0	0,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	11,4	15,9	8,3	3,1	11,2	15,0	8,3	2,7	21,8	25,3	654,0	1 040,4	10,3	4,3	868,4	1 876,4	10,3	7,3
AMÉRIQUE CENTRALE	2,2	3,0	8,5	3,0	2,5	3,6	9,1	3,4	18,9	22,9	352,9	628,7	13,4	5,4	13,3	12,0	14,6	-9,9
Mexique	1,8	2,4	9,0	2,9	2,1	3,0	9,5	3,3	21,3	26,3	318,1	550,5	12,9	5,1	7,5	7,5	10,1	0,0
CARAÏBES	0,4	0,5	4,6	2,8	0,5	0,7	5,5	3,0	15,1	18,8	130,1	191,9	8,8	3,6	,4	,6	22,4	2,8
Rép. Dominicaine A70	0,2	0,3	11,4	4,0	0,2	0,3	12,5	3,8	23,6	30,7	19,2	24,7	28,7	2,3	,0	,0	0,0	0,0
AMÉRIQUE DU SUD	8,8	12,3	8,4	3,1	8,1	10,7	8,2	2,5	23,7	26,8	171,0	219,7	6,5	2,3	854,7	1 863,8	10,2	7,3
Argentine	0,9	1,2	8,4	2,5	1,0	1,3	8,1	2,6	26,4	30,8	54,8	72,6	7,2	2,6	18,5	18,5	33,5	0,0
Bésil	5,5	7,9	9,4	3,2	4,7	6,0	9,2	2,2	28,2	31,6	,7	,7	0,0	0,4	803,6	1 818,9	10,3	7,7
Chili	0,4	0,5	8,5	3,3	0,3	0,5	8,2	3,5	22,0	28,3	,1	,1	-13,1	0,7	21,6	22,8	15,5	0,5
Uruguay	0,1	0,1	8,1	3,3	0,1	0,1	8,9	3,2	16,3	21,4	,4	,5	0,0	0,6	,9	1,6	-10,6	5,8
ASIE	19,4	30,6	8,7	4,2	20,6	32,5	8,9	4,2	6,0	8,3	2 764,1	3 843,5	16,5	3,0	1 613,1	1 931,0	20,5	1,6
PROCHE-ORIENT	2,2	3,0	4,7	2,9	2,8	3,9	4,8	2,9	11,3	12,4	677,7	955,6	5,8	3,2	75,4	107,3	13,7	3,3
Arabie saoudite	0,4	0,5	5,2	2,5	0,7	1,0	6,0	3,0	34,9	35,1	328,9	476,8	7,3	3,4	13,2	13,1	11,3	-0,1
Iran, Rép. islamique d'	0,7	1,0	5,3	3,0	0,8	1,1	4,7	3,2	11,5	14,1	29,3	62,6	-4,0	7,1	5,7	5,7	0,0	-0,1
Turquie	0,5	0,7	2,9	2,4	0,5	0,7	2,8	2,2	8,1	8,9	,0	,0	0,0	0,0	4,0	24,6	24,8	18,0
ASIE DU SUD	1,1	1,8	5,8	5,2	1,1	1,9	5,8	5,3	0,8	1,2	1,8	24,6	24,2	26,6	,8	,9	22,2	1,0
Inde	0,6	1,0	4,6	5,4	0,6	1,0	4,6	5,5	0,6	0,9	,0	8,9	0,0	0,0	,6	,0	27,4	0,0
Pakistan	0,3	0,5	8,5	5,3	0,3	0,6	8,5	5,5	2,0	2,8	,1	10,7	0,0	47,5	,0	,0	0,0	0,0
SUD-EST DE L'ASIE	16,1	25,7	9,6	4,3	16,7	26,8	10,0	4,4	9,0	13,1	2 084,6	2 863,2	22,9	2,9	1 536,9	1 822,8	20,9	1,6
Chine, continentale	11,1	18,6	13,1	4,8	11,5	19,4	13,6	4,8	9,3	14,4	824,6	1 396,5	37,4	4,9	440,6	614,2	26,3	3,1
Corée, Rép. de	0,4	0,5	1,8	2,4	0,4	0,7	3,1	3,8	9,6	13,4	57,7	165,0	18,7	10,0	1,4	1,4	34,0	0,0
Malaisie	0,8	1,1	5,4	2,7	0,8	1,1	5,8	2,7	37,9	42,8	28,6	37,9	42,9	2,6	10,6	10,5	11,0	0,0
Philippines	0,5	0,8	7,3	4,3	0,5	0,9	8,0	4,2	7,3	9,5	24,2	32,9	88,0	2,8	,0	,0	0,0	0,0
Singapour	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	3,6	1,4	43,2	45,4	91,8	115,7	5,0	2,1	4,0	4,0	-12,8	0,0
Thaïlande	1,2	1,5	4,1	2,2	0,8	1,1	2,2	2,0	14,0	15,9	,3	,3	10,2	0,4	350,5	462,8	10,7	2,6
Viet Nam	0,3	0,5	9,0	3,4	0,3	0,5	9,1	3,5	4,0	5,0	,4	5,7	0,0	27,4	,1	,1	-22,1	-0,1
Océanie	0,0	0,0	3,4	3,0	0,0	0,1	2,5	2,7	6,6	7,1	29,7	40,6	2,0	2,9	,1	1,5	7,6	27,6
PAYS DÉVELOPPÉS	28,3	36,1	3,6	2,2	25,8	32,8	2,7	2,2	29,0	35,5	1 306,8	1 481,7	8,6	1,1	3 793,8	4 747,6	15,5	2,1
AMÉRIQUE DU NORD	16,9	22,2	4,2	2,5	14,3	18,5	2,7	2,4	46,7	55,9	128,6	159,2	13,2	2,0	2 716,5	3 853,4	18,4	3,2
Canada	1,0	1,4	4,5	2,7	1,1	1,4	4,2	2,7	34,3	41,7	114,4	144,3	12,3	2,1	75,9	92,8	33,3	1,8
États-Unis	15,9	20,9	4,2	2,5	13,3	17,1	2,6	2,3	48,0	57,5	14,2	15,0	23,6	0,5	2 640,6	3 760,6	18,2	3,3
EUROPE OCCIDENTALE UE (15)	8,7	10,8	3,2	1,9	8,1	10,3	2,7	2,3	20,8	26,5	385,2	405,5	6,8	0,5	1 038,2	869,8	10,1	-1,6
Australie	0,6	0,8	4,5	2,7	0,6	0,8	4,1	2,8	30,7	37,9	,5	,5	13,5	0,6	21,8	13,7	24,4	-4,1
Nouvelle-Zélande	0,1	0,1	5,8	3,1	0,1	0,1	5,9	3,2	26,6	34,3	,6	2,3	20,0	13,7	,6	,0	7,0	-20,6
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	1,9	2,1	-0,1	0,8	2,7	3,0	2,0	1,0	15,7	17,0	792,0	914,1	8,8	1,3	16,7	10,7	0,5	-4,0
Afrique du Sud	0,5	0,6	2,5	2,2	0,5	0,6	3,9	1,8	13,4	15,2	88,3	81,7	16,2	-0,7	7,1	7,1	8,2	0,0
Japon	1,2	1,2	-1,6	-0,2	1,9	2,0	1,2	0,4	15,0	15,7	703,6	830,3	8,1	1,5	3,6	3,6	-9,4	0,0
PAYS EN TRANSITION	2,9	3,7	-2,4	2,4	4,2	5,6	2,5	2,6	10,2	13,5	1 879,7	2 460,4	30,7	2,5	544,5	614,8	18,0	1,1
EUROPE ORIENTALE	1,8	2,2	5,8	2,1	1,8	2,2	6,5	1,9	14,5	18,0	201,2	206,6	9,5	0,2	211,2	273,2	3,4	2,4
Hongrie	0,4	0,6	3,2	2,8	0,3	0,4	2,8	3,3	30,2	45,0	9,0	9,6	45,3	0,6	124,5	142,6	5,3	1,2
Pologne	0,6	0,8	8,1	2,9	0,6	0,7	7,2	2,2	14,7	18,4	66,8	51,6	6,3	-2,3	55,7	99,7	18,5	5,4
Rép. tchèque	0,2	0,2	0,0	2,0	0,2	0,3	0,0	1,8	20,5	25,4	15,6	11,3	0,0	-2,9	4,9	4,9	0,0	0,0
CEI	1,1	1,5	-9,5	2,7	2,4	3,4	0,4	3,1	8,5	11,7	1 359,5	1 936,9	33,3	3,3	19,6	19,5	41,0	-0,1
Féd. de Russie +A6.	0,7	1,0	-8,8	3,0	1,9	2,6	3,6	3,0	12,8	18,2	1 185,4	1 650,9	37,7	3,1	3,1	3,1	10,4	-0,1
Kazakhstan	0,0	0,0	-20,5	0,9	0,0	0,1	-13,7	2,5	2,8	3,7	21,2	32,9	39,7	4,1	,6	,6	23,3	-0,1
Ukraine	0,2	0,3	-10,3	2,3	0,3	0,4	-7,2	3,4	5,1	7,6	55,6	112,5	77,1	6,6	,9	,9	0,0	-0,1
ÉTATS BALTES	0,0	0,1	-3,7	3,1	0,0	0,0	-1,7	1,0	6,0	7,2	319,1	317,0	123,3	-0,1	313,6	322,1	108,4	0,2

^{1/} Moyenne 1998-2000

Tableau 2.22 - Produits laitiers: projections pour 2010

	PRODUCTION				CONSOMMATION TOTALE				PAR HABITANT		IMPORTATIONS				EXPORTATIONS			
	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010		Période de base ^{1/}	Projections pour 2010	Taux de croissance 1989-99 99-2010	
	(en millions de tonnes)		(en % par an)		(en millions de tonnes)		(en % par an)		(en kg/personne)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)		(en milliers de tonnes)		(en % par an)	
MONDE	565 845	665 219	1,0	1,5	565 844	665 071	1,0	1,5	79,1	84,7	39 491	51 079	3,7	2,4	40 908	51 228	3,3	2,1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	222 785	293 242	3,9	2,5	243 198	319 648	3,7	2,5	45,8	53,3	24 195	33 919	3,3	3,1	3 782	7 514	15,1	6,4
AFRIQUE	23 219	28 270	2,6	1,8	28 292	35 133	2,4	2,0	34,1	33,4	5 242	7 060	1,5	2,7	169	197	8,3	1,4
AFRIQUE DU NORD	7 215	8 865	5,1	1,9	9 928	12 345	3,4	2,0	63,8	67,4	2 783	3 551	0,0	2,2	70	70	19,1	0,0
Algérie	1 383	1 738	5,1	2,1	3 357	3 844	2,2	1,2	109,1	100,4	1 975	2 108	0,5	0,6	1	1	0,0	-0,1
Égypte	3 642	4 445	5,4	1,8	4 046	5 194	5,3	2,3	50,6	57,0	434	779	4,7	5,5	30	30	14,7	0,0
Maroc	1 170	1 232	2,7	0,5	1 247	1 603	1,8	2,3	34,6	39,9	113	407	-2,2	12,3	36	36	132,2	0,0
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	16 004	19 405	1,6	1,8	18 364	22 788	1,9	2,0	27,6	26,5	2 459	3 510	3,5	3,3	99	127	3,8	2,3
Kenya	2 460	3 057	2,5	1,8	2 486	3 174	1,3	1,5	83,5	89,6	29	120	-7,8	-3,6	3	3	0,0	0,0
Mali	470	571	0,4	1,7	510	598	8,4	2,4	46,6	41,1	40	27	13,1	2,6			27,0	-0,1
Nigéria	380	458	0,9	2,0	1 439	1 859	1,0	2,2	12,5	12,7	1 061	1 402	2,3	13,9	1	1	-26,9	-0,1
Zimbabwe	297	366	-4,4	1,9	247	290	-5,4	1,4	20,0	21,5	15	16	26,8	0,4	65	93	5,5	3,3
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	57 112	75 879	3,4	2,6	62 326	80 670	3,1	2,4	110,9	127,2	7 835	10 400	3,9	2,6	2 620	5 609	22,2	7,2
AMÉRIQUE CENTRALE	11 154	13 532	3,0	1,8	13 881	18 253	2,4	2,5	95,4	108,4	2 944	4 978	1,1	4,9	216	257	22,7	1,6
Costa Rica	642	791	4,7	1,9	643	755	5,1	1,5	158,1	162,7	25	31	10,4	1,9	24	68	0,2	9,8
Mexique	8 820	10 491	2,6	1,6	11 112	14 670	1,9	2,6	101,7	119,8	2 397	4 284	0,1	5,4	105	105	31,4	0,0
CARAÏBES	1 522	1 602	-0,2	0,5	2 512	2 824	0,2	1,1	59,1	70,8	1 001	1 236	0,5	1,9	11	14	-14,4	1,9
AMÉRIQUE DU SUD	44 436	60 744	3,7	2,9	45 933	59 593	3,5	2,4	122,3	140,3	3 890	4 187	7,9	0,7	2 383	5 337	23,1	7,6
Argentine	10 380	12 964	6,4	2,0	8 882	9 226	-3,9	0,3	229,8	210,0	104	105	-14,1	0,1	1 602	3 843	33,2	8,3
Bresil	19 673	29 129	2,9	3,6	21 743	30 961	3,8	3,3	121,6	155,2	2 088	1 849	-17,1	-1,1	18	18	-15,9	0,0
Chili	2 070	3 327	4,2	4,4	2 151	2 918	3,2	2,8	118,3	150,1	178	85	-1,5	-6,6	98	493	21,3	15,8
Colombie	5 726	7 570	3,9	2,6	5 805	7 623	3,9	2,5	121,9	138,7	127	101	13,5	-2,0	48	48	47,1	0,0
Uruguay	1 475	1 881	4,8	2,2	882	980	1,0	1,0	200,1	219,4	9	9	22,3	0,3	602	910	14,3	3,8
Venezuela	1 354	1 356	-2,4	0,0	2 026	2 355	-0,7	1,4	85,3	81,9	677	1 005	3,6	3,7	6	6	8,6	0,0
ASIE	142 386	189 003	4,3	2,6	152 407	203 608	4,3	2,7	38,8	47,3	11 013	16 311	3,8	3,6	992	1 706	5,8	5,1
PROCHE-ORIENT	21 495	24 044	2,2	1,2	24 077	27 521	2,1	1,2	80,7	76,6	2 801	3 430	1,0	1,9	220	313	2,7	3,3
Arabie saoudite	825	984	6,8	1,6	1 737	1 998	6,2	1,3	83,1	69,4	1 046	1 148	5,9	0,8	135	133	7,1	-0,1
Iran, Rép. islamique d'	5 391	6 811	3,8	2,1	5 442	6 860	2,2	2,1	56,6	71,5	52	52	-28,0	-0,1	2	2	0,0	-0,1
Turquie	9 908	10 526	-0,6	0,6	9 987	10 649	-0,6	0,6	130,4	121,0	101	122	2,0	1,8	21	21	9,5	0,0
ASIE DU SUD	105 402	142 597	4,8	2,8	106 317	142 920	4,8	2,7	70,6	83,9	974	1 007	5,2	0,3	59	685	16,8	25,0
Inde	75 903	102 728	4,3	2,8	75 869	102 077	4,3	2,7	65,6	79,8	23	32	-6,4	3,0	58	684	21,6	25,2
Pakistan	25 449	35 003	6,9	2,8	26 087	35 117	6,9	2,7	158,4	168,0	138	113	4,4	-1,8			-44,1	-0,4
SUD-EST DE L'ASIE	15 989	22 002	4,2	3,2	22 013	33 167	4,4	3,8	10,5	15,0	7 238	11 873	4,9	4,6	714	709	6,3	-0,1
Chine	10 514	15 597	4,6	3,7	10 820	16 876	4,8	4,1	7,9	11,7	475	1 447	13,8	10,7	170	169	18,0	0,0
Corée, Rép. de	2 167	2 545	2,7	1,4	2 395	3 506	2,6	3,5	26,9	50,6	224	966	2,4	14,2	5	5	35,1	0,0
Malaisie	48	77	2,5	4,5	1 140	1 583	1,5	3,0	48,2	57,5	1 215	1 628	1,5	2,7	122	122	2,1	-0,1
Thaïlande	432	696	16,2	4,4	1 348	2 252	6,7	4,8	22,0	33,7	998	1 639	4,1	4,6	83	83	9,2	0,0
Océanie	68	91	-1,1	2,7	172	237	0,9	2,9	17,2	18,6	105	148	2,3	3,2		2	-4,5	17,6
PAYS DÉVELOPPÉS	247 024	267 281	0,7	0,7	228 112	241 393	0,6	0,5	216,5	228,0	10 974	11 512	2,5	0,4	31 302	37 399	2,6	1,6
AMÉRIQUE DU NORD	81 183	90 611	1,0	1,0	83 578	92 588	0,9	0,9	254,0	264,6	5 397	5 178	1,3	-0,4	3 002	3 200	5,5	0,0
Canada	8 176	8 601	1,0	0,5	7 701	7 920	0,5	0,3	204,5	212,8	382	386	2,1	0,1	857	1 067	6,9	2,6
ÉTATS-UNIS	73 007	82 009	1,0	1,1	75 877	84 668	1,0	1,0	260,0	272,8	5 015	4 792	1,2	-0,4	2 145	2 133	5,0	0,0
EUROPE OCCIDENTALE	132 072	130 674	0,0	-0,1	122 480	126 091	0,4	0,3	251,0	264,8	2 765	2 859	7,6	0,3	12 356	7 442	-1,9	-4,5
UE (15)	126 190	125 183	0,0	-0,1	117 149	120 454	0,4	0,3	250,2	264,1	2 276	2 295	9,5	0,1	11 317	7 024	-1,9	-4,2
Suisse	3 876	3 558	-0,2	-0,8	3 466	3 628	0,1	0,4	287,7	297,4	403	447	1,3	0,9	814	377	-0,8	-6,8
Océanie	21 276	32 644	4,8	4,0	7 498	7 062	1,9	-0,5	237,7	269,3	455	470	8,1	0,3	15 651	26 052	7,1	4,7
Australie	10 229	16 172	5,5	4,3	4 729	5 732	0,4	1,8	239,6	272,4	405	430	7,4	0,5	5 905	10 869	11,9	5,7
Nouvelle-Zélande	11 047	16 472	4,2	3,7	2 769	1 330	-4,9	-6,4	228,1	253,4	50	40	15,7	-2,0	9 746	15 183	4,8	4,1
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	12 492	13 352	0,7	0,6	14 556	15 653	0,5	0,7	74,0	78,4	2 357	3 006	-0,1	2,2	294	705	2,6	8,3
Afrique du Sud	2 767	3 294	2,4	1,6	2 598	2 715	2,1	0,4	62,8	63,0	100	101	-2,0	0,1	268	680	3,0	8,8
Japon	8 497	8 530	0,0	0,0	10 634	11 265	-0,1	0,5	71,0	75,6	2 148	2 746	-0,4	2,3	11	11	35,9	-0,1
PAYS EN TRANSITION	96 036	104 696	-3,5	0,8	94 534	104 029	-3,3	0,9	164,5	184,3	4 322	5 648	10,9	2,5	5 824	6 315	1,8	0,7
EUROPE ORIENTALE	29 848	32 176	-1,5	0,7	28 629	30 488	-0,8	0,6	192,1	212,6	1 745	1 734	8,2	-0,1	2 965	3 422	-3,9	1,3
Hongrie	2 142	2 293	-1,2	0,6	2 052	2 251	-0,6	0,8	175,5	211,3	173	178	12,8	0,3	262	220	-0,3	-1,6
Pologne	12 381	13 867	-1,1	1,0	11 240	12 176	-0,7	0,7	199,8	228,8	590	604	14,9	0,2	1 731	2 296	-1,0	2,6
Roumanie	4 791	4 896	2,6	0,2	4 860	4 908	2,7	0,1	199,3	210,1	77	20	1,7	-11,5	8	8	-11,4	0,0
Rép. tchèque	2 746	3 020	0,0	0,9	2 365	2 644	0,0	1,0	202,5	243,2	134	139	0,0	0,3	515	515	0,0	0,0
CEI	62 893	68 954	-4,2	0,8	63 408	70 970	-4,2	1,0	152,8	172,2	2 290	3 624	11,8	4,3	1 774	1 608	17,8	-0,9
Bélarus	4 905	5 072	-2,2	0,3	4 466	4 716	-3,2	0,5	223,9	229,5	25	26	0,0	0,1	464	382	23,1	-1,8

3. Sucre, boissons et fruits tropicaux

Sucre

Introduction

Les projections concernant le sucre ont été établies avec l'aide d'un modèle d'équilibre non spatial plurirégional. Le modèle présuppose le maintien des politiques existantes concernant le sucre et ne fait aucune hypothèse quant à l'orientation d'un fléchissement futur des politiques, pas plus qu'il ne comprend d'analyse de l'impact potentiel de la proposition "Tout sauf les armes" (TSA) de l'Union européenne (UE). Les principaux changements qui ont marqué les politiques concernant le commerce international de sucre ces dernières années demeurent les engagements pris dans le contexte des accords du Cycle d'Uruguay touchant la réduction du soutien national et des subventions à l'exportation ainsi que l'accès minimum aux marchés des importations et les réductions tarifaires. Ces changements sont reflétés dans le modèle, et aucun autre changement desdits engagements n'est prévu d'ici à 2005. En outre, comme les politiques commerciales sont habituellement fondées sur le type de sucre dont il s'agit (raffiné et/ou sucre brut), le modèle tient compte de la corrélation entre les prix du sucre raffiné et du sucre brut et des quantités exportées des divers types de sucre.

La production, la consommation et les stocks sont exprimés en équivalent sucre brut, le sucre de canne et le sucre de betterave étant combinés selon que de besoin selon le pays ou la région dont il s'agit. La demande est reflétée par la combinaison des utilisations directes et indirectes du sucre et les équations concernant les stocks et la demande tiennent compte des stocks aussi bien publics que privés. Les prix intérieurs du sucre raffiné et du sucre brut sont incorporés (avec d'autres variables) aux équations de l'offre, de la demande et des stocks. Les droits *ad valorem* établissent la corrélation nécessaire entre les prix à la frontière (cours mondiaux) et les prix intérieurs. Enfin, le modèle est vérifié au moyen de la compensation usuelle, à savoir que la somme de tous les échanges nets entre tous les pays et régions, en termes de sucre raffiné et/ou de sucre brut, est égale à zéro.

Production

La production mondiale de sucre devrait atteindre 165 millions de tonnes en 2010, soit un taux de croissance de 2 pour cent, qui correspond aux projections de l'accroissement de la consommation et est semblable à celui enregistré pendant les années 90. La période de référence reflète l'excédent chronique qui a pesé sur le marché mondial du sucre pendant la majeure partie de la décennie écoulée, plusieurs récoltes records dans les principaux pays producteurs et des cours mondiaux tombés à un niveau qui ne s'était pas vu depuis 14 ans. La croissance mondiale projetée pourrait être affectée par une production record rendue possible par des rendements et des gains d'efficacité meilleurs que prévu dans les pays en développement, surtout au Brésil et en Inde.

L'augmentation de la production mondiale de sucre devrait être imputable presque intégralement aux pays en développement, ce qui porterait leur part de la production mondiale de 67 pour cent en 1998-00 à 72 pour cent en 2010. Au plan régional, l'Amérique latine et les Caraïbes continueront de jouer le rôle prédominant dans l'accroissement de la production, mais la production en Asie devrait augmenter de 2,5 pour cent par an, soit un peu moins qu'en Amérique latine mais plus que le taux de croissance escompté de la production mondiale. Ainsi, l'Amérique latine et les Caraïbes représenteraient un peu plus de 14 millions du surcroît de 30 millions de tonnes projeté pour les pays en développement, l'Asie 13,5 millions de tonnes et l'Afrique 2,4 millions de tonnes. L'Inde et le Brésil représenteraient 18 pour cent et 17 pour cent de la production mondiale totale entre 1998-2000 et 2010, respectivement.

Dans les pays développés, en revanche, l'accroissement de la production de sucre ne devrait être que marginale et son rythme ne devrait pas dépasser 1 pour cent pendant la période considérée. L'accroissement de la production devrait se ralentir légèrement en Australie et son taux devrait tomber à 1,4 pour cent, tandis qu'en Afrique du Sud, l'augmentation devrait être régulière, voire s'accélérer légèrement. La production en Amérique du Nord devrait diminuer du fait

Sucre, boissons et fruits tropicaux

que, conformément à l'ANALE, l'accès du sucre aux marchés américains devrait s'élargir au cours de la période considérée étant donné qu'en vertu de cet accord, les droits de douane devraient diminuer et être éliminés vers la fin de la période couverte par les projections (exercice 2008 aux États-Unis). La production de sucre ne devrait guère changer en Europe occidentale, tandis que, dans les États européens membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), elle devrait s'accroître à un rythme plus rapide que la production combinée des autres pays en transition.

Consommation

La consommation mondiale de sucre devrait dépasser légèrement 160 millions de tonnes, soit une progression de près de 32 millions de tonnes entre 1998-00 et 2010. Le taux annuel de croissance, de 2 pour cent, bien que légèrement supérieur à celui des dix années précédentes, présuppose notamment une élévation des revenus et une modification des préférences alimentaires partout dans le monde d'ici à 2010 et au-delà. Encore une fois, ce sont les pays en développement qui devraient être à l'origine de la majeure partie de l'augmentation projetée de la consommation mondiale de sucre, tandis que l'augmentation ne devrait être que marginale dans les pays développés. L'élévation des revenus par habitant, particulièrement dans les pays en développement où les taux d'accroissement démographique sont les plus forts, ainsi que l'évolution des préférences alimentaires, devrait encourager l'augmentation de la consommation d'ici à 2010. Cela sera dû principalement à l'augmentation des revenus, d'autant que les taux d'accroissement démographique dans le monde devraient se ralentir au cours des dix prochaines années.

Les pays en développement devraient être à l'origine de près de 32 millions du surcroît de 33 millions de tonnes de consommation de sucre, ce qui porterait leur part de la consommation mondiale à 71 pour cent en 2010, contre un peu moins de 64 pour cent pendant la période de référence. Parmi les régions en développement, une augmentation annuelle particulièrement dynamique de 3,4 pour cent est escomptée en Asie, suivie par l'Afrique (2,9 pour cent par an), l'Amérique latine et les Caraïbes (2,3 pour cent) et

l'Océanie (1,6 pour cent par an). Pour les pays en développement, l'augmentation la plus forte est à prévoir en Thaïlande (5,9 pour cent par an), suivie par l'Inde (3,6 pour cent), le Pakistan et les Philippines (3,5 pour cent par an).

Bien qu'il faille s'attendre à une très légère augmentation de la consommation dans les pays développés, leur part de la consommation mondiale devrait tomber de 36 pour cent à 29 pour cent. L'augmentation de la consommation devrait continuer de se ralentir au Japon jusqu'en 2010, à un rythme légèrement plus rapide que pendant les années 90. Dans les régions développées, c'est en Australie (3,2 pour cent par an) que l'augmentation de la consommation totale devrait être la plus rapide, tandis que c'est dans les pays en transition qu'elle devrait être la plus lente. Parmi ces derniers pays, il est projeté une augmentation de 1 pour cent pour les pays européens de la CEI (Fédération de Russie et Ukraine).

Commerce international et prix

L'amélioration, bien que limitée, des possibilités d'accès aux marchés découlant de l'infléchissement des politiques intervenu ces dernières années ainsi que le mouvement continu de déréglementation et de privatisation de l'industrie sucrière partout dans le monde peuvent avoir donné un élan nouveau au commerce international de sucre. Le Brésil, généralement considéré comme l'un des producteurs les plus compétitifs, est apparu comme l'exportateur prédominant sur les marchés pendant les années 90. Une production record, une augmentation régulière des rendements et une production plus efficace, vers la fin des années 90, se sont conjuguées pour inonder les marchés mondiaux de quantités considérables de sucre et faire baisser les prix. Le Brésil devrait demeurer le principal acteur sur le marché mondial du sucre pendant la période comprise entre 1998-2000 et 2010. C'est également ce pays qui devrait enregistrer l'augmentation la plus substantielle du commerce net de tous les principaux pays exportateurs, le solde devant s'accroître de 8,2 millions de tonnes pour dépasser légèrement 18 millions de tonnes en 2010. Le commerce net du Mexique devrait s'accroître de près de 1,1 million de tonnes

pendant la même période par suite, principalement, d'une plus grande possibilité d'accès aux marchés américains créée par l'ANALE. L'Inde devrait devenir un pays exportateur net et ses exportations devraient dépasser 600 000 tonnes en 2010. Les exportations nettes devraient également augmenter pour l'Afrique du Sud, l'Australie et la Thaïlande, bien que, dans ce dernier cas, plus lentement que ces dernières années du fait, essentiellement, de la forte augmentation escomptée de la consommation intérieure, soit près de 1,4 million de tonnes de plus en 2005. Une augmentation semblable est projetée pour l'Australie. Les importations nettes des États-Unis devraient augmenter de 1,5 million de tonnes pendant la période couverte par les projections du fait de l'accès plus facile des exportations mexicaines aux marchés américains rendu possible par l'ANALE ainsi que du risque de recul de la production intérieure.

Cependant, pour les exportateurs, les principaux débouchés devraient être les marchés sur lesquels la production intérieure ne peut pas suivre la demande. Au plan régional, les importations nettes en Asie devraient augmenter de 7,2 pour cent par an, une progression substantielle des importations étant projetée pour la Chine, le Pakistan et les Philippines. Les importations nettes de l'Indonésie devraient atteindre près de 2,4 millions de tonnes en 2010, et ce malgré les politiques nationales tendant à accroître la production de sucre dans le pays. Parmi les pays de transition d'Europe, les exportations nettes devraient augmenter pour la Pologne mais les importations devraient reculer pour les pays européens de la CEI du fait de l'accroissement escompté de la production nationale.

Bien que, le plus souvent, la tendance soit à un excédent structurel, le marché mondial du sucre a toujours été caractérisé par un déséquilibre entre l'offre et la demande qui se reflète dans une instabilité extrême des cours sur les marchés non réglementés. Pendant la majeure partie des 40 dernières années, la production mondiale de sucre a dépassé la consommation, ce qui a fait baisser les prix et grossir les stocks. Lorsque la production a été déficitaire, par exemple lorsque les conditions météorologiques défavorables ont causé de

mauvaises récoltes au Brésil et dans l'UE, ces dernières années, il y a eu des périodes d'instabilité sur les marchés caractérisées par une flambée des prix suivie d'une chute tout aussi marquée. Comme de tels événements ou un effondrement de la demande ne peuvent pas être prédits par un modèle, l'évolution des prix ainsi calculée tend à être graduelle. Les projections du prix du sucre brut sur les marchés mondiaux non réglementés (près de 0,15 dollar E.-U. la livre) font ressortir une nette augmentation, en termes réels, par rapport au prix moyen de 0,082 dollars E.-U. la livre pendant la période de référence. En outre, la différence de prix entre le sucre brut et le sucre raffiné (également appelée la "marge de raffinage") pourrait passer de 1,8 centimes de dollars la livre pendant la période de référence à 6,3 centimes la livre en 2010.

Cependant, les projections de l'évolution des prix entre 1998–2000 et 2010 apparaissent comme excessivement optimistes. Comme le montre l'évolution des cours au cours des quelques dernières campagnes, le prix journalier AIS chutant de plus de 35 pour cent – pour tomber en avril 1999, dans le cas du sucre brut, à 4,78 centimes de dollar la livre, chiffre qui ne s'était pas vu depuis 14 ans – l'instabilité des cours continuera sans doute d'être l'une des principales caractéristiques du marché mondial. Les prix pour l'année civile 2002 devraient être en moyenne de moins de 6 centimes de dollar la livre, soit un chiffre nettement inférieur au prix de revient dans la plupart des pays exportateurs.

Problèmes et incertitudes

L'instabilité des prix sur les marchés non réglementés est une constante du commerce international du sucre. Les années 80, par exemple, ont débuté par une flambée des cours mondiaux, les prix du sucre brut atteignant 47 centimes de dollar la livre contre une moyenne à long terme d'environ 10 centimes la livre. Comme à l'accoutumé, cette instabilité des prix a été suivie par une longue période de prix relativement déprimés entrecoupée de baisses occasionnelles, les prix tombant à des niveaux inférieurs aux prix de revient dans la plupart des pays exportateurs qui produisent à faible coût (les cours mondiaux moyens de production du sucre brut sont estimés par le LMC comme étant de 16 centimes de dollar la

Sucre, boissons et fruits tropicaux

livre). Pendant la majeure partie des années 90, les cours mondiaux sont demeurés relativement stables et ont commencé à diminuer rapidement vers la fin de la décennie lorsqu'une production record, particulièrement au Brésil, s'est traduite par une augmentation du volume des exportations sur les marchés non réglementés. L'accroissement de la production intérieure aux États-Unis s'est également traduit par une diminution des importations bénéficiant des contingents tarifaires préférentiels ces dernières années, ce qui a réorienté une quantité accrue de sucre vers les marchés d'exportation non réglementés. Bien que l'on s'attende depuis longtemps que le lancement sur le marché d'autres édulcorants atténue l'ampleur des variations de prix, tel n'a pas été le cas jusqu'à présent.

La place croissante qu'occupent les pays en développement dans la consommation mondiale de sucre et l'élasticité accrue de la demande par rapport aux prix dans ces pays ont été avancées comme l'une des raisons pouvant avoir contribué à la moindre variabilité des prix pendant la majeure partie des années 90. Toutefois, l'apparition du Brésil comme l'exportateur le plus important et le plus compétitif ces dernières années, les crises économiques de la fin des années 90 et la production record dans d'autres gros pays producteurs ont lancé un nouveau cycle de dépression des prix.

D'une manière générale, l'élasticité de la demande de sucre par rapport aux prix suit de près l'élasticité par rapport à l'élévation des revenus. Si l'on considère que l'offre est chroniquement excédentaire et que les stocks sont importants, il se peut fort bien qu'une inversion de la dernière chute des prix sur les marchés non réglementés dépende tout autant d'une reprise dans les pays affectés que dans l'interaction des facteurs liés à l'offre et la demande à court terme. Si les prix demeurent déprimés, l'on peut s'attendre à de nouvelles restructurations de l'industrie mondiale du sucre, ce qui pourrait compliquer la planification des investissements dans la production de sucre et dans les industries connexes.

Du point de vue du développement, une autre question importante a trait à l'ampleur et à

l'impact des réformes des politiques agricoles sur l'économie mondiale du sucre. Lors d'une précédente étude de l'impact sur l'agriculture des accords conclus lors du Cycle d'Uruguay (FAO, 1995), la conclusion était que lesdits accords se traduiraient par une augmentation de la production, de la consommation et du commerce mondiaux de sucre mais que, globalement, leurs effets seraient relativement réduits. Essentiellement, il subsiste de larges possibilités de nouvelles réductions des mesures de soutien des marchés. Sans s'étendre davantage sur ces possibilités de libéralisation, il y a lieu d'analyser les conséquences des récentes réformes introduites concernant le commerce mondial de sucre sujet à des arrangements préférentiels, en particulier dans le contexte des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Dès la décennie qui a précédé la conclusion des accords du Cycle d'Uruguay, le volume total du commerce de sucre à conditions préférentielles était tombé de quelque 8 millions de tonnes à moins de 3 millions de tonnes. Ainsi, les réductions des droits de douane frappant aussi bien le sucre brut que le sucre raffiné convenues dans le cadre du Cycle d'Uruguay auraient généralement pour effet d'éroder encore plus la valeur des préférences sur un volume d'exportation inférieur à celui des années précédentes. Toutefois, d'autres aspects des accords conclus dans le cadre du Cycle d'Uruguay, par exemple les engagements de réduction du volume des exportations subventionnées, devraient bénéficier aux pays qui exportent à des conditions préférentielles par le biais de leur impact sur les prix sur les marchés d'hier. Il ressort des projections que dans le cas des pays ACP producteurs ou exportateurs de sucre, les accords du Cycle d'Uruguay auraient à court terme pour effet d'accroître leurs recettes d'exportation d'environ 1,2 pour cent. Cependant, cela serait dû presque intégralement à l'augmentation du volume des exportations étant donné que, selon les projections, l'évolution des prix de leurs exportations à conditions préférentielles et non préférentielles se compenserait mutuellement. En général, pour ces pays, les scénarios étudiés portent à conclure qu'une plus large libéralisation du commerce, qui contribuerait à soutenir les prix sur les marchés non réglementés, accroîtrait plus leurs recettes d'exportations que, par exemple, une libéralisation plus poussée limitée

exclusivement aux pays qui accordent des préférences, ce qui aurait aussi un effet négatif sur les prix préférentiels.

Conclusions

Le marché mondial du sucre continue d'être caractérisé par des excédents chroniques, une production record dans les principaux pays producteurs ayant ces dernières années dépassé l'augmentation de la consommation mondiale. Le commerce et les stocks se sont accrus de 23 et 26 pour cent respectivement, ce qui s'est traduit par une augmentation des stocks mondiaux et du volume des exportations et des pressions soutenues à la baisse des prix. Il ressort d'une analyse plus approfondie de l'évolution des prix au cours des dix dernières années que les cours mondiaux du sucre ont baissé de 17 pour cent entre les cinq premières années de la décennie écoulée (1990–1995) et les cinq dernières (1996–2001), tombant début 2000 à un chiffre qui ne s'était pas vu depuis 14 ans. Les exportations du Brésil ont progressé de près de 65 pour cent entre les deux périodes par suite, principalement, de la dévaluation de 62 pour cent du réal brésilien depuis 1999 ainsi que d'une production record et de la déréglementation du secteur de l'alcool utilisé comme carburant, qui ont encouragé l'augmentation du volume des exportations.

Pour l'essentiel, les réformes des politiques concernant le sucre ont porté surtout sur l'offre, domaine dans lequel des instruments d'intervention ont été introduits pour réduire les inefficacités et améliorer la compétitivité des pays producteurs. Les petits producteurs, quant à eux, ont envisagé les possibilités de rationaliser le secteur, de se diversifier et de cesser de produire. Quant aux politiques commerciales internationales, le seul événement marquant a intéressé les pays en développement, dont les possibilités d'accès au marché se sont accrues de 150 000 tonnes, soit 90 pour cent des concessions obtenues au cours des cinq premières années du Cycle d'Uruguay.

Les politiques concernant le sucre sont demeurées presque inchangées aux États-Unis et ont été codifiées par l'adoption de la Loi relative à la sécurité des exportations et à

l'investissement dans l'agriculture de 2002. Essentiellement, le programme applicable aux États-Unis encourage les producteurs américains de sucre à accroître la production nationale, ce qui, à son tour, a limité les importations à un niveau proche du minimum prévu par les accords de l'OMC. Cela a entraîné une légère augmentation de la production mondiale, de sorte que les exportations ont dû être orientées vers les marchés non réglementés. Les efforts de libéralisation plus poussés du régime applicable au sucre aussi bien aux États-Unis que dans l'UE risquent d'être entravés, d'une façon générale, par les politiques inchangées appliquées aux États-Unis.

Le trait le plus marquant a été l'initiative "Tout sauf les armes" introduite par la Commission européenne pour faciliter l'accès aux marchés des pays les moins avancés (PMA). Toutefois, l'élargissement de l'accès aux marchés pour les PMA producteurs de sucre se fera aux dépens des pays ACP qui détiennent actuellement des contingents. Essentiellement, il n'y a pas de gains nets en ce qui concerne l'accès aux marchés européens, mais plutôt une redistribution du contingent SPS variant entre 200 000 et 300 000 tonnes par an. Aux termes de cette initiative, qui est entrée en vigueur pour le sucre en 2001, un volume de 74 000 tonnes de sucre (équivalent brut) a été retiré du contingent global SPS et redistribué aux PMA. Cette quantité de base doit augmenter de 15 pour cent par an jusqu'en 2006, date à laquelle les contingents seront totalement éliminés.

La mise en oeuvre des engagements pris dans le contexte du Cycle d'Uruguay n'ont guère eu d'impact, voire aucun, sur les marchés mondiaux du sucre pendant la majeure partie des années 90. Les efforts de réforme de la politique du sucre n'ont guère progressé non plus aux États-Unis ni dans l'UE. Il ressort en outre des tendances récentes que les pays ont de plus en plus recours à des droits de douane différenciés et à des mesures nationales pour protéger leurs producteurs contre la baisse des cours mondiaux du sucre.

Tableau 2.23 - Sucre: production effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	109 879	133 045	165 131	1,9	2,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	65 479	89 920	120 107	3,2	2,7
AFRIQUE	5 796	6 905	9 275	1,8	2,7
Égypte	994	1 426	2 323	3,7	4,5
Kenya	459	499	520	0,8	0,4
Maurice	635	581	689	-0,9	1,6
Suisse	508	587	700	1,5	1,6
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	28 229	38 684	52 911	3,2	2,9
Argentine	1 264	1 732	2 164	3,2	2,0
Brésil	8 116	19 303	30 847	9,1	4,4
Cuba	8 024	3 868	2 313	-7,0	-4,6
Guatemala	861	1 668	2 110	6,8	2,2
Mexique	3 683	4 917	6 598	2,9	2,7
ASIE	31 009	43 935	57 461	3,5	2,5
Chine	6 509	8 266	8 756	2,4	0,5
Inde	11 512	18 573	27 188	4,9	3,5
Indonésie	2 245	1 737	2 164	-2,5	2,0
Pakistan	2 043	2 996	3 174	3,9	0,5
Philippines	1 730	1 667	1 869	-0,4	1,0
Thaïlande	3 871	5 520	7 226	3,6	2,5
Turquie	1 581	2 669	3 704	5,4	3,0
OCÉANIE	446	397	459	-1,2	1,3
Fidji	410	351	408	-1,5	1,4
PAYS DÉVELOPPÉS	44 400	43 125	45 024	-0,3	0,4
AMÉRIQUE DU NORD	6 249	8 012	7 150	2,5	-1,0
États-Unis	6 124	7 897	6 960	2,6	-1,1
EUROPE	17 214	18 542	19 542	0,7	0,5
UE (15)	17 054	18 335	19 247	0,7	0,4
PAYS EN TRANSITION D'EUROPE	13 959	7 800	9 118	-5,7	1,4
Pays européens de la CEI	9 064	3 439	4 776	-9,2	3,0
Pologne	1 978	2 129	2 245	0,7	0,5
OCÉANIE	3 785	4 747	5 527	2,3	1,4
Australie	3 785	4 747	5 527	2,3	1,4
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	3 193	3 628	3 580	1,3	-0,1
Afrique du Sud	2 227	2 770	2 876	2,2	0,3
Japon	965	858	810	-1,2	-0,5

Tableau 2.24 - Sucre: consommation effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	108 718	128 629	160 304	1,7	2,0
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	61 271	82 066	114 047	3,0	3,0
AFRIQUE	7 718	10 150	13 917	2,8	2,9
Égypte	1 667	2 145	2 800	2,6	2,5
Kenya	514	680	750	2,8	0,9
Maurice	49	41	44	-1,8	0,6
Suisse	49	264	369	18,3	3,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	19 007	22 874	28 377	1,9	2,0
Argentine	1 008	1 532	1 986	4,3	2,4
Brésil	6 935	9 507	12 729	3,2	2,7
Cuba	931	727	687	-2,4	-0,5
Guatemala	345	469	648	3,1	3,0
Mexique	4 176	4 537	5 376	0,8	1,6
ASIE	34 910	48 928	70 617	3,4	3,4
Chine	7 704	9 564	12 554	2,2	2,5
Inde	11 108	17 203	25 504	4,5	3,6
Indonésie	2 509	3 369	4 560	3,0	2,8
Pakistan	2 280	3 293	4 786	3,7	3,5
Philippines	1 415	2 019	2 945	3,6	3,5
Thaïlande	1 056	1 822	3 413	5,6	5,9
Turquie	1 731	1 893	2 475	0,9	2,5
OCÉANIE	85	114	136	3,0	1,6
Fidji	39	41	48	0,5	1,4
PAYS DÉVELOPPÉS	47 447	46 563	47 257	-0,2	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	8 441	10 575	11 012	2,3	0,4
États-Unis	7 470	9 315	9 919	2,2	0,6
EUROPE	14 392	14 927	15 260	0,4	0,2
UE (15)	13 797	14 242	14 312	0,3	0,0
PAYS EN TRANSITION D'EUROPE	19 089	15 211	15 220	-2,2	0,0
Pays européens de la CEI	9 461	8 202	9 168	-1,4	1,0
Pologne	1 683	1 754	1 562	0,4	-1,0
OCÉANIE	1 015	1 376	1 940	3,1	3,2
Australie	854	1 179	1 661	3,3	3,2
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	4 510	4 361	4 224	-0,3	-0,3
Afrique du Sud	1 414	1 388	1 675	-0,2	1,7
Japon	2 822	2 512	2 070	-1,2	-1,7

Sucre, boissons et fruits tropicaux

Tableau 2.25 - Sucre: commerce effectif et projeté

	EFFECTIF		PROJETÉ	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	81	2 142	4 826	38,8	7,7
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	3 506	5 922	7 059	5,4	1,6
AFRIQUE	-1 896	-3 594	-4 642	6,6	2,4
Égypte	- 732	- 885	- 477	1,9	-5,5
Kenya	- 49	- 150	- 230	11,8	4,0
Maurice	629	499	645	-2,3	2,4
Suisse	459	267	331	-5,3	2,0
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	9 399	15 737	23 034	5,3	3,5
Argentine	258	170	237	-4,1	3,1
Brésil	1 396	10 037	18 276	21,8	5,6
Cuba	7 046	3 132	1 627	-7,8	-5,8
Guatemala	525	1 112	1 469	7,8	2,6
Mexique	- 759	497	1 581	---	11,1
ASIE	-4 372	-6 498	-13 956	4,0	7,2
Chine	-1 392	- 928	-3 798	-4,0	13,7
Inde	- 11	- 156	684	30,4	-214,4
Indonésie	- 203	-1 823	-2 396	24,5	2,5
Pakistan	246	- 64	-1 012	---	28,5
Philippines	2 950	- 269	-1 156	---	14,2
Thaïlande	- 233	3 622	3 813	---	0,5
Turquie	-2 141	506	1 229	---	8,4
OCÉANIE	375	277	306	-3,0	0,9
Fidji	379	305	353	-2,1	1,3
PAYS DÉVELOPPÉS	-3 425	-3 780	-2 233	1,0	-4,7
AMÉRIQUE DU NORD	-2 404	-2 610	-3 861	0,8	3,6
États-Unis	-1 587	-1 456	-2 959	-0,9	6,7
EUROPE	2 982	3 423	4 482	1,4	2,5
UE (15)	2 722	3 605	4 935	2,8	2,9
PAYS EN TRANSITION D'EUROPE	-5 570	-7 498	-6 103	3,0	-1,9
Pays européens de la CEI	- 519	-4 991	-4 392	25,4	-1,2
Pologne	262	418	683	4,8	4,6
OCÉANIE	2 769	3 468	3 587	2,3	0,3
Australie	2 934	3 671	3 866	2,3	0,5
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	-1 202	- 841	- 538	-3,5	-4,0
Afrique du Sud	847	1 216	1 401	3,7	1,3
Japon	-1 789	-1 600	-1 260	-1,1	-2,1

Café

Introduction

Un modèle dynamique a été utilisé pour élaborer des projections concernant le café. Ce modèle englobe les principaux pays exportateurs et importateurs de café vert. Les fonctions de l'offre, de la demande et des stocks ont été estimées pour chacun des principaux pays exportateurs et importateurs. Le modèle donne des simulations dynamiques prospectives et génère des précisions sur la base des hypothèses faites au sujet de l'évolution future du PIB, des indices des prix à la consommation et des taux de change. Pour chaque année future, le prix composite de l'Organisation internationale du café est résolu pour parvenir à un équilibre entre l'offre et la demande de café vert. Ce modèle a été établi pour élaborer des prévisions pour la production, la consommation et le commerce de café vert, le café étant considéré comme un produit homogène, aucune distinction n'étant établie entre les variétés Arabica et Robusta.

Production

La production mondiale de café devrait augmenter de 0,5 pour cent par an entre 1998-2000 et 2010, contre 1,9 pour cent pendant les dix années précédentes. Elle devrait atteindre 7,0 millions de tonnes (117 millions de sacs) en 2010, contre 6,7 millions de tonnes (111 millions de sacs) en 1998-2000.

La principale région productrice restera sans doute l'Amérique latine et les Caraïbes, bien que le taux d'augmentation annuel projeté pour la région devrait tomber de 1,7 pour cent pendant les dix années précédentes à 0,4 pour cent par an pendant la période couverte par les projections. Sa production devrait être de 4,0 millions de tonnes (67 millions de sacs) en 2010, contre 4,2 millions de tonnes (70 millions de sacs) en 1998-2000. La production de café au Brésil en 2010 devrait tomber à 1,3 million de tonnes (22 millions de sacs), contre 2,1 millions de tonnes (35 millions de sacs) en 1998-2000. Au Brésil, la reprise des prix par rapport au milieu des années 90 a stimulé les plantations et les replantations après une période de déclin pendant laquelle les cultivateurs ont réagi à la

baisse des prix en réduisant l'utilisation d'intrants agricoles et en déracinant les plants dans les zones marginales. En Colombie, étant donné la structure par âge des plantations, la production devrait progresser à un taux annuel de 0,7 pour cent jusqu'en 2010 pour atteindre 747 000 tonnes (13 millions de sacs), contre 699 000 tonnes (12 millions de sacs) en 1998-2000. Certaines nouvelles plantations ont été réalisées pendant les années 90 par suite de l'augmentation considérable de la demande de Milds de Colombie, plus prisée que les autres variétés Arabica.

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, la production au Mexique en 2010 devrait atteindre 273 000 tonnes (5 millions de sacs), soit à peu près la même chose que pendant la période de référence. Au Guatemala, la production devrait augmenter à un rythme annuel de 1,7 pour cent, ce qui la porterait à 348 000 tonnes (6 millions de sacs) en 2010. En El Salvador, la production devrait s'accroître de 3,9 pour cent par an et atteindre 165 000 tonnes (3 millions de sacs) en 2010, tandis qu'au Costa Rica, la production devrait progresser de 4,2 pour cent par an et se monter à 194 000 tonnes (3 millions de sacs) la même année.

En Afrique, la production de café devrait s'accroître d'ici à 2010 de 1,5 pour cent par an par rapport à la période de référence par suite, principalement, d'une amélioration des rendements plutôt que d'une expansion des plantations. La production devrait passer de 961 000 tonnes (16 millions de tonnes) en 1998-2000 à 1,1 million de tonnes (19 millions de sacs) en 2010. En Éthiopie, qui est le plus gros producteur africain de café Arabica, la production devrait s'élever de 1,6 pour cent par an pour atteindre 207 000 tonnes (3 millions de sacs) en 2010. La production de café en Côte d'Ivoire devrait elle aussi augmenter, à un rythme de 3,8 pour cent par an, ce qui devrait la porter à 217 000 tonnes (3,6 millions de sacs) en 2010. La production en Ouganda augmentera sans doute de 0,7 pour cent par an entre 1998-2000 et 2010 et atteindre 222 000 tonnes (4 millions de sacs) contre 207 000 tonnes (3 millions de sacs) en 1998-2000 par suite d'un rajeunissement des plantations et d'une amélioration des rendements. Au Kenya, qui est le pays d'Afrique qui produit des Milds de

Sucre, boissons et fruits tropicaux

Colombie, la production progressera vraisemblablement de 1,1 pour cent par an pendant la période considérée pour se monter à 88 000 tonnes (1,5 million de sacs).

En Asie, il est projeté que la production augmentera de 2,1 pour cent par an pour se situer à 1,7 million de tonnes (29 millions de sacs) en 2010. Pour une large part, cette augmentation sera imputable à l'Indonésie, premier pays producteur de la région. La production indonésienne de café a progressé rapidement pendant les années 70, s'est ralentie pendant les années 90 et devrait augmenter à un rythme de 1,7 pour cent par an d'ici à 2010, année pendant laquelle elle atteindra sans doute 654 000 tonnes (11 millions de sacs). La production en Inde devrait elle aussi s'accroître à un rythme de 3,1 pour cent par an pour se situer à 409 000 tonnes (7 millions de sacs) en 2010. Une augmentation de 2,0 pour cent par an est attendue au Viet Nam, où la production pourrait se monter à 561 000 tonnes (9 millions de sacs) en 2010. Une augmentation annuelle de 0,7 pour cent est escomptée en Thaïlande, où la projection se situera vraisemblablement à un niveau de 59 000 tonnes (1 million de sacs) en 2010.

En Océanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est le seul pays producteur de quelque importance. Sa production a été relativement stable pendant les années 80 et devrait atteindre 150 000 tonnes (3 millions de sacs) en 2010.

Consommation

La consommation mondiale de café devrait augmenter de 0,4 pour cent par an pour passer de 6,7 millions de tonnes (111 millions de sacs) en 1998–2000 à 6,9 millions de tonnes (117 millions de sacs) en 2010.

Dans les pays en développement, elle devrait passer de 1,7 million de tonnes (29 millions de sacs) en 1998–2000 à 1,9 million de tonnes (32 millions de sacs) en 2010, soit une progression annuelle de 1,3 pour cent, tandis que la part du marché mondial détenue par ces pays devrait atteindre 28 pour cent en 2010, contre 26 pour cent pendant la période de référence. Le taux de croissance plus rapide projeté pour les pays en développement en comparaison des pays développés est imputable principalement à une évaluation des

revenus et à un accroissement démographique plus rapides dans ces pays, la consommation accrue continuant d'être concentrée dans les principaux pays producteurs.

Les pays développés, y compris les pays en transition, continueront sans doute de détenir la part prépondérante, bien qu'en léger recul, de la consommation mondiale de café. Pendant la période de référence, leur part de la consommation était de 74 pour cent, soit près de 5 millions de tonnes (83 millions de sacs), contre un chiffre de 72 pour cent prévu pour 2010. La consommation de café dans les pays développés devrait avancer de 0,1 pour cent par an pour se monter à 5,0 millions de tonnes (83 millions de sacs) en 2010. En Europe, la demande de café augmentera vraisemblablement de 0,4 pour cent par an pour se situer à 3,1 millions de tonnes (51 millions de sacs) en 2010. Les pays de l'Union européenne représenteront sans doute 2,2 millions de tonnes (36 millions de sacs), soit 68 pour cent de la consommation totale en Europe. La demande devrait s'accroître légèrement dans l'UE mais l'augmentation de la consommation dans le reste de l'Europe, à l'exclusion des pays de la CEI (ancienne Union soviétique), devrait se ralentir quelque peu et rester à peu près inchangée par rapport à la période de référence. En Amérique du Nord, la demande devrait diminuer de 1,0 pour cent par an par suite, principalement, de l'évolution des revenus et de l'accroissement démographique dans la région.

Commerce

En 2010, les exportations mondiales nettes de café se situeront sans doute à un niveau de 5,5 millions de tonnes (92 millions de sacs). L'Amérique latine et les Caraïbes, avec des exportations de 2,9 millions de tonnes (48 millions de sacs), restera probablement la première région exportatrice, et ce en dépit d'une réduction de 0,5 pour cent par an des exportations nettes. L'Afrique, en revanche, devrait enregistrer une augmentation des exportations nettes de 1,6 pour cent par an, celles-ci devant atteindre 1,0 million de tonnes (17 millions de sacs), soit 18 pour cent des exportations mondiales. En Asie, les quantités exportables devraient s'accroître pour atteindre 1,5 million de tonnes (24 millions de sacs) en 2010, c'est-à-dire 27 pour cent des

exportations mondiales de café. Les quantités exportables en provenance d'Océanie devraient s'accroître de 7,3 pour cent pour se situer à 150 000 tonnes (2,5 millions de sacs), soit approximativement 3,0 pour cent des exportations mondiales.

Les importations mondiales de café devraient avancer de 0,2 pour cent par an pendant la période considérée pour atteindre 5,5 millions de tonnes (92 millions de sacs) en 2010, contre un chiffre moyen de 5,4 millions de tonnes (90 millions de sacs) en 1998–2000. Les importations des pays en développement devraient se monter à 421 000 tonnes (7 millions de sacs) en 2010, soit moins de 8 pour cent du total mondial et une part semblable à celle qu'il détenait en 1998–2000. La consommation devant augmenter plus lentement, les importations des pays développés ne devraient avancer qu'à un rythme annuel de 0,1 pour cent pour se monter à 5,1 millions de tonnes (85 millions de sacs) en 2010, soit 92 pour cent du total mondial. En Amérique du Nord, la demande d'importations devrait diminuer légèrement pour tomber à 1,54 million de tonnes (26 millions de sacs) en 2010. Les importations européennes devraient elles aussi baisser quelque peu pour tomber à 2,96 millions de tonnes (49 millions de sacs) en 2010. Les importations du Japon, en revanche, devraient s'accroître à un rythme de 1,6 pour cent par an pour se situer à 460 000 tonnes (7,7 millions de sacs). L'augmentation de la demande d'importations dans les pays de la CEI/ancienne Union soviétique, où la consommation de café soluble a augmenté et où il n'a été créé aucune usine de déshydratation, devrait demeurer modérée et rester inférieure à 1 pour cent par an pendant la période couverte par les projections.

Problèmes et incertitudes

Il ressort des projections que l'offre et la demande mondiales de café vert continueront d'augmenter, bien que plus lentement que

pendant la décennie précédente, et être à peu près en équilibre, à un niveau de quelque 7 millions de tonnes en 2010. Les projections laissent à penser que plusieurs changements majeurs interviendront sur le marché mondial du café d'ici à 2010. Premièrement, l'accroissement de la production proviendra surtout de l'Asie et du Pacifique plutôt que de l'Amérique latine, où a son origine la majeure partie de la production. Deuxièmement, la consommation progressera plus rapidement dans les pays en développement que dans les pays développés, contrairement à la tendance constatée au cours des dix années précédentes. Dans les pays en développement, l'augmentation de la consommation sera due en partie à l'accroissement dans les pays producteurs eux-mêmes, ce qui aura notamment pour effet de ralentir l'augmentation du commerce international. Ce scénario, toutefois, pourrait être affecté par des changements soudains et substantiels dans l'économie mondiale du café.

Les crises récentes des prix ont eu d'importantes incidences pour l'économie mondiale du café. Bien qu'affectant sévèrement les revenus de tous les producteurs de café, elles en ont touché certains plus durement que d'autres par suite des différences qui caractérisaient divers facteurs économiques comme les coûts de production et les taux de change. Ces variations peuvent modifier la compétitivité relative des exportateurs et par conséquent pourraient transformer le schéma du commerce mondial de café. En outre, différentes initiatives sont attendues au plan international, les exportateurs s'attachant à promouvoir du café de meilleure qualité afin de raffermir les prix grâce à une augmentation de la consommation. Tous ces éléments peuvent affecter la situation de la demande et de l'offre sur les marchés mondiaux du café en 2010, bien que les prix devraient continuer de demeurer le principal élément déterminant.

Tableau 2.26 - Café: production effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne * 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	5 559	6 688	7 033	1,9	0,5
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	5 559	6 688	7 033	1,9	0,5
AFRIQUE	1 139	961	1 114	-1,7	1,5
Cameroou	112	99	124	-1,2	2,2
Côte d'Ivoire	232	149	217	-4,3	3,8
Éthiopie	181	177	207	-0,2	1,6
Kenya	89	79	88	-1,2	1,1
Ouganda	143	207	222	3,8	0,7
Autres pays	383	251	257	-4,1	0,2
ASIE	778	1 413	1 732	6,1	2,1
Inde	153	300	409	7,0	3,1
Indonésie	422	554	654	2,8	1,7
Philippines	70	43	48	-4,9	1,3
Thaïlande	60	55	59	-0,9	0,7
Viet Nam	69	459	561	20,9	2,0
Autres pays	5	2	1	-8,3	-5,9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	3 577	4 215	4 037	1,7	-0,4
Brésil	1 496	2 103	1 339	3,5	-4,4
Colombie	754	699	747	-0,8	0,7
Costa Rica	145	128	194	-1,2	4,2
El Salvador	135	112	165	-1,9	3,9
Guatemala	195	293	348	4,2	1,7
Mexique	315	276	273	-1,3	-0,1
Autres pays	538	604	970	1,2	4,8
OCÉANIE	65	100	150	4,4	4,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	65	100	150	4,4	4,2

(*) Les données concernant 1999 et 2000 sont en partie des estimations.

Tableau 2.27 - Café: consommation effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne * 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	5 709	6 681	6 947	1,6	0,4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	1 627	1 710	1 951	0,5	1,3
AFRIQUE	212	156	169	-3,0	0,8
Cameroun	5	6	18	2,3	11,2
Côte d'Ivoire	3	3	2	0,0	-2,4
Éthiopie	71	99	87	3,3	-1,3
Kenya	5	3	4	-4,8	3,7
Ouganda	4	30	17	21,8	-5,3
Autres pays	123	15	40	-19,0	10,3
ASIE	239	334	416	3,4	2,2
Inde	52	56	96	0,8	5,5
Indonésie	73	122	111	5,3	-0,9
Philippines	39	49	60	2,2	2,0
Thaïlande	10	28	42	10,8	4,0
Viet Nam	9	15	26	5,9	5,4
Autres pays	56	63	82	1,2	2,7
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	933	1 219	1 365	2,7	1,1
Brésil	540	858	1 025	4,7	1,8
Colombie	83	96	92	1,5	-0,5
Costa Rica	23	14	11	-4,9	-2,5
El Salvador	11	12	18	1,0	4,3
Guatemala	18	18	17	0,1	-0,8
Mexique	93	67	53	-3,2	-2,4
Autres pays	166	154	150	-0,7	-0,3
OCÉANIE				-12,9	0,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée				-12,9	0,0
PAYS DÉVELOPPÉS	4 083	4 972	4 997	2,0	0,1
AMÉRIQUE DU NORD	1 203	1 504	1 362	2,3	-1,0
Canada	45	206	208	16,4	0,1
États-Unis	1 157	1 299	1 154	1,2	-1,2
EUROPE	2 541	2 974	3 087	1,6	0,4
CE	2 000	2 059	2 177	0,3	0,6
Allemagne	758	838	878	1,0	0,5
France	367	394	424	0,7	0,7
Autres pays européens	541	915	910	5,4	-0,1
Pays de la CEI/ancienne Union soviétique	1			-6,5	0,0
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	338	493	547	3,8	1,1
Afrique du Sud	6	21	21	14,0	0,0
Australie	15	56	57	14,1	0,2
Israël	5	31	31	18,8	0,2
Japon	309	373	426	1,9	1,3
Nouvelle-Zélande	3	11	11	15,6	0,0

(*) Les données concernant 1999 et 2000 sont en partie des estimations.

Tableau 2.28 - Café: commerce international effectif et projeté

	EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
	Effectives		Projetées	Taux de croissance		Effectives		Projetées	Taux de croissance	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne * 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010	Moyenne 1988-1990	Moyenne * 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>		<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	4 455	5 207	5 510	1,6	0,6	4 688	5 419	5 510	1,5	0,2
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	4 455	5 207	5 510	1,6	0,6	314	381	421	2,0	1,0
AFRIQUE	927	849	996	-0,9	1,6	109	170	188	4,5	1,0
Cameroun	114	69	106	-4,9	4,4					
Côte d'Ivoire	209	247	222	1,7	-1,1					
Éthiopie	73	104	119	3,6	1,4					
Kenya	107	70	79	-4,2	1,2					
Ouganda	151	185	245	2,1	2,8					
Autres pays	273	174	225	-4,4	2,6					
ASIE	604	1 248	1 471	7,5	1,7	167	172	195	0,3	1,3
Inde	109	233	325	7,9	3,4					
Indonésie	369	318	557	-1,5	5,8					
Thaïlande	47	51	40	0,8	-2,4					
Viet Nam	59	641	540	26,9	-1,7					
Autres pays	20	5	9	-12,9	6,1					
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	2 861	3 036	2 893	0,6	-0,5	38	39	38	0,3	-0,3
Brésil	1 064	1 217	481	1,4	-8,9					
Colombie	724	575	648	-2,3	1,2					
Costa Rica	139	124	186	-1,1	4,1					
El Salvador	126	120	148	-0,5	2,1					
Guatemala	183	278	339	4,3	2,0					
Mexique	233	259	241	1,1	-0,7					
Autres pays	392	463	850	1,7	6,3					
OCÉANIE	63	74	150	1,6	7,3					
Papouasie-Nouvelle-Guinée	63	74	150	1,6	7,3					
PAYS DÉVELOPPÉS						4 374	5 038	5 089	1,4	0,1
AMÉRIQUE DU NORD						1 303	1 554	1 543	1,8	-0,1
Canada						129	201	243	4,5	1,9
États-Unis						1 174	1 353	1 300	1,4	-0,4
EUROPE						2 666	2 973	2 957	1,1	-0,1
CE						2 043	2 059	2 035	0,1	-0,1
Allemagne						778	852	860	0,9	0,1
France						369	398	399	0,8	0,0
Autres pays européens						623	914	922	3,9	0,1
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS						405	511	589	2,4	1,4
Afrique du Sud						16	22	21	3,2	-0,5
Australie						44	57	65	2,6	1,3
Israël						19	27	30	3,6	1,1
Japon						319	394	460	2,1	1,6
Nouvelle-Zélande						7	11	13	4,6	1,7

(*) Les données concernant 1999 et 2000 sont en partie des estimations.

Cacao

Introduction

Il a été utilisé pour les projections des modèles dynamiques fondés sur des séries chronologiques afin d'analyser l'économie mondiale du cacao. Essentiellement, l'on a eu recours à des modèles d'auto-régression pour refléter le processus dynamique des ajustements du marché mondial de fèves de cacao. Les prévisions sont obtenues au moyen de modèles ADL. Les cours internationaux du cacao ont été pris en compte comme facteurs exogènes et leurs valeurs sur l'horizon des prévisions ont été dérivées de leur auto-régression. Les projections ont été fondées sur l'hypothèse de conditions météorologiques normales et d'une persistance des tendances passées en matière de rendement, de superficies plantées, de population et de progression démographique. Des ajustements ont été apportés pour refléter les politiques actuelles et les perspectives futures du marché. Les modèles utilisés tiennent compte de façon satisfaisante des cycles et des tendances qui caractérisent le marché mondial des fèves de cacao.

Production

La production mondiale de cacao devrait augmenter au rythme de 2,2 pour cent par an, entre 1998–2000 et 2010, contre 1,7 pour cent par an au cours des dix années antérieures, et atteindre 3,7 millions de tonnes. Pendant la même période, la part de l'Afrique dans la production mondiale devrait reculer légèrement pour tomber de 69 pour cent à 68 pour cent, tandis que celle de l'Extrême-Orient devrait demeurer de 18 pour cent et celle de l'Amérique latine et des Caraïbes de 14 pour cent.

L'Afrique devrait demeurer au cours des dix prochaines années la principale région de production. La production en Côte d'Ivoire, plus gros producteur mondial de fèves de cacao, devrait augmenter de 2,3 pour cent par an pour passer de 1,2 million de tonnes pendant la période de référence à 1,6 million de tonnes en 2010, soit 44 pour cent de la production mondiale, par suite, principalement, de l'augmentation des investissements étrangers directs qui a suivi la libéralisation

des marchés. Les rendements en Côte d'Ivoire sont bien inférieurs à ceux qui sont enregistrés en Asie en raison, notamment, d'une moindre utilisation d'intrants agricoles. Toutefois, la flambée récente des prix mondiaux du cacao a permis aux planteurs d'utiliser plus d'intrants. Si cette tendance se poursuit, le volume du cacao produit en Côte d'Ivoire pourrait augmenter encore plus. La production au Ghana, deuxième producteur de fèves de cacao d'Afrique, devrait passer de 410 000 tonnes en 1998–2000 à 490 000 tonnes en 2010, soit un taux annuel de croissance moyen de 1,6 pour cent, contre 3,3 pour cent pendant les dix années précédentes. Le ralentissement prévu de la croissance au cours des dix prochaines années sera sans doute dû à différentes maladies (comme la virose du cacaoyer, la pourriture brune des cabosses et les mirides), à une intensification de la concurrence sur le marché mondial et à la faiblesse des prix à l'exportation. Pendant la même période, la production du Nigéria et du Cameroun devrait progresser au rythme de 1,4 pour cent et 0,3 pour cent respectivement.

En Amérique latine, la production de cacao devrait passer de 397 000 tonnes pendant la période de référence à 520 000 tonnes en 2010, soit un taux annuel de croissance de 2,5 pour cent. En Colombie, troisième producteur de la région, la production devrait diminuer mais ce déclin devrait être plus que compensé par l'accroissement de la production dans les autres pays de la région. Au Brésil, la production devrait s'accroître de 2,2 pour cent par an pour atteindre 180 000 tonnes en 2010. Dans ce pays, la production et les rendements ont baissé pendant la décennie écoulée, les plantations ayant été affectées par la maladie du balai de sorcière. Or, les nouvelles variétés récemment découvertes ne devraient pas permettre de ramener la production à son niveau des années 80 car certains producteurs, découragés par la faiblesse récente des cours mondiaux, se sont déjà réorientés vers d'autres cultures. Pendant la même période, la production en Équateur, deuxième producteur d'Amérique latine, devrait s'accroître de 0,8 pour cent par an pour se chiffrer à 94 000 tonnes en 2010. L'Équateur a planté avec succès une nouvelle variété résistante à la maladie du balai de sorcière, qui avait également affecté ses plantations. Toutefois, l'augmentation de la production devrait être

Sucre, boissons et fruits tropicaux

modérée seulement du fait de l'élévation des prix de revient et de la contraction de la marge bénéficiaire pour les planteurs. En Colombie, la production devrait baisser de 3,1 pour cent par an. En République dominicaine et au Mexique, en revanche, la production devrait augmenter de 1,8 pour cent et 0,5 pour cent respectivement.

En Extrême-Orient, la production a augmenté rapidement au cours des 20 dernières années, et cette tendance devrait se maintenir. Elle devrait progresser de 2,7 pour cent par an pour passer de 509 000 tonnes pendant la période de référence à 680 000 tonnes en 2010, et ce grâce à l'amélioration prévue des rendements. L'Extrême-Orient devrait remplacer l'Amérique latine et les Caraïbes comme deuxième producteur mondial de cacao en 2010. La majeure partie de l'accroissement de la production en Asie sera imputable à l'Indonésie, troisième producteur mondial de fèves de cacao, après la Côte d'Ivoire et le Ghana. En Indonésie, la production devrait augmenter de 3,5 pour cent par an pour se situer à 574 000 tonnes en 2010 et représenter cette année-là 16 pour cent de la production mondiale, contre 14 pour cent en 1998–2000. En Indonésie, les politiques du gouvernement ont encouragé l'expansion de la production et la majeure partie de l'augmentation enregistrée au cours des 20 dernières années a été imputable à du cacao en vrac provenant de cacaoyers hybrides. L'expansion de plantations indonésiennes s'est ralentie depuis la fin des années 90, mais les rendements dans ce pays sont parmi les plus élevés du monde. La corrélation qui a existé entre les cours du marché mondial et les prix à la production en Indonésie ont également contribué à l'obtention de rendements élevés. Comme les planteurs touchent une forte proportion des prix pratiqués sur le marché, ils peuvent investir dans les intrants, ce qui, à son tour, améliore les rendements. La production en Malaisie, où l'urbanisation et les promotions immobilières ont empiété sur les plantations, devrait reculer de 1,7 pour cent par an pour tomber à 43 000 tonnes en 2010. Cette tendance à la baisse remonte au début des années 90, période pendant laquelle l'apparition de maladies a coïncidé avec la dégradation de la conjoncture macroéconomique nationale. En outre, les planteurs se sont diversifiés vers des cultures

plus lucratives, comme l'huile de palme, à la suite de la chute des cours mondiaux du cacao des années 90. Aussi est-il peu probable que la production en Malaisie revienne au niveau atteint il y a une vingtaine d'années.

Consommation

En 2010, le cacao moulu, qui peut être considéré comme reflétant la consommation mondiale, représentera 3,6 millions de tonnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,1 pour cent par rapport aux 2,8 millions de tonnes de la période de référence. La consommation demeurera concentrée dans les pays en développement, dont la part de la consommation devrait atteindre 64 pour cent en 2010. Dans ces pays, la consommation devrait progresser à un rythme annuel de 2,2 pour cent pour passer de 1,8 million de tonnes pendant la période de référence à 2,3 millions de tonnes en 2010.

En Europe, la consommation devrait progresser de 1,7 pour cent par an pour se situer à 1,4 million de tonnes. L'Europe demeurera sans doute la région du monde qui consomme le plus de cacao, avec 40 pour cent de la consommation totale en 2010. Dans l'UE, le chocolat et les produits à base de cacao sont actuellement régis par une directive de 2000 qui autorise le remplacement de beurre de cacao par des produits de substitution moins chers jusqu'à concurrence de 5 pour cent du point total du produit fini. Aux termes de cette directive, les chocolats contenant des huiles végétales autres que du beurre de cacao peuvent être vendus dans l'UE à condition que le fait soit indiqué sur l'étiquette. Les pays membres ont jusqu'à août 2003 pour promulguer les législations nationales d'application de cette directive. La consommation en Amérique du Nord, qui vient au deuxième rang mondial, devrait avancer de 3,6 pour cent par an pour se situer à 703 000 tonnes. Dans les pays de la CEI/ancienne Union soviétique, la consommation devrait augmenter de 0,8 pour cent par an, pour passer de 65 000 tonnes à 71 000 tonnes par suite de l'augmentation prévisible des revenus. Au Japon, la consommation devrait passer de 48 000 tonnes pendant la période de référence à 56 000 tonnes en 2010.

La consommation dans les pays en développement en tant que groupe devrait atteindre 1,3 million de tonnes en 2010, soit un taux annuel de croissance de 1,8 pour cent. L'Afrique, où la formation de capital pour le cacao moulu a augmenté rapidement au cours des dix dernières années, demeurera la région où la consommation sera la plus forte, avec quelque 35 pour cent de la consommation totale des pays en développement. La part de la consommation imputable à l'Amérique latine et aux Caraïbes, où le cours relatif du cacao moulu est plus élevé qu'en Afrique, devrait tomber de 32 pour cent à 28 pour cent. En Extrême-Orient, où la consommation par habitant demeure réduite, la part de la consommation devrait passer de 31 pour cent pendant la période de référence à 34 pour cent en 2010.

Commerce

En 2010, le marché mondial de cacao devrait être à peu près en équilibre. Les fèves de cacao continueront de représenter, et de loin, la majeure partie des exportations de cacao, et ce malgré une légère augmentation de la capacité de traitement dans les pays producteurs, surtout en Afrique. Les exportations mondiales de fèves de cacao devraient atteindre 3,0 millions de tonnes en 2010, soit un taux annuel moyen de croissance de 2,8 pour cent. Les exportations totales de l'Afrique devraient progresser de 2,8 pour cent par an pour passer de 1,7 million de tonnes pendant la période de référence à 2,3 millions de tonnes en 2010, le taux de croissance annuel moyen en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigéria devant se situer à quelque 3 pour cent. Les exportations de la Côte d'Ivoire devraient se monter à 1,5 million de tonnes en 2010, soit 51 pour cent des exportations mondiales, bien que ce chiffre puisse être révisé à la lumière de l'évolution de la situation politique, actuellement instable. Les exportations ghanéennes devraient atteindre 469 000 tonnes ou 16 pour cent du total mondial. La part des exportations africaines par rapport à l'ensemble du marché mondial devrait demeurer stable, avec approximativement 78 pour cent des exportations mondiales.

Les exportations de l'Extrême-Orient, qui ont augmenté rapidement pendant les années 80 et qui ont continué de croître, bien que plus

lentement, pendant les années 90, devraient poursuivre sur leur lancée et atteindre 529 000 tonnes en 2010. L'augmentation enregistrée pendant les années 80 a été due surtout à l'augmentation rapide des exportations malaisiennes, qui représentaient alors 54 pour cent des exportations totales de la région. Toutefois, les exportations ont chuté brutalement pendant les années 90 lorsque les planteurs se sont réorientés vers d'autres cultures. L'augmentation des exportations prévisibles pendant la décennie en cours sera sans doute due principalement à l'amélioration des rendements, tandis que la part des exportations malaisiennes par rapport au total de la région ne devrait augmenter que modérément, de 4,6 pour cent pendant la période de référence à 5,3 pour cent en 2010. D'un autre côté, les exportations indonésiennes ont progressé rapidement pendant les années 80 et 90 et devraient continuer de s'accroître à un rythme de 4,3 pour cent par an au cours des dix prochaines années pour représenter 98 pour cent des exportations de fèves de cacao de l'Extrême-Orient en 2010, contre 30 pour cent pendant les années 80 et 84 pour cent pendant les années 90.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les exportations de cacao devraient passer de 97 000 tonnes pendant la période de référence à 130 000 tonnes sous l'effet de l'accroissement des exportations du Brésil, où la production devrait reprendre après les pertes causées par la maladie du balai de sorcière.

Les importations mondiales de cacao devraient s'accroître de 2,2 pour cent par an entre 1998-2000 et 2010, contre 3,1 pour cent pendant les dix années précédentes. Les importations des pays développés en tant que groupe devraient progresser à un rythme annuel de 2,5 pour cent pour se situer à 2,6 millions de tonnes. L'Europe devrait rester le principal consommateur de cacao, avec 65 pour cent des importations mondiales en 2010. En Amérique du Nord, les importations devraient augmenter de 0,3 pour cent par an pour se monter à 505 000 tonnes en 2010. Les expéditions vers les pays de la CEI/ancienne Union soviétique devraient reculer légèrement, de 1,1 pour cent par an. Au Japon, les importations devraient s'accroître de 1,4 pour cent par an pour passer de 48 000 tonnes en 1998-2000 à 56 000 tonnes

Sucre, boissons et fruits tropicaux

en 2010. Les importations des pays en développement en tant que groupe resteront sans doute inchangées pour représenter 11,3 pour cent des importations mondiales de cacao contre 14 pour cent pendant la décennie antérieure.

Problèmes et incertitudes

Selon les projections, l'économie mondiale du cacao devrait être à peu près en équilibre en 2010. L'étendue de l'excédent ou du déficit une année donnée continue de dépendre des conditions météorologiques, des prix sur les marchés et de l'évolution des stocks. Une analyse des perspectives du marché jusqu'en 2010 porte à penser que le commerce mondial de cacao continuera de se développer, mais à un rythme plus lent qu'au cours des dix années précédentes par suite d'un ralentissement de l'augmentation de la consommation dans la plupart des principaux pays consommateurs. Les prix des fèves de cacao en 2000/2001 étaient à leur niveau le plus bas depuis 30 ans, essentiellement par suite d'une offre excessive. Bien qu'il y ait eu une certaine reprise des prix depuis la mi-2001 sous les effets conjugués d'une réduction de la production mondiale de fèves de cacao et d'une augmentation des achats de la part des spéculateurs, il est peu probable que les cours du cacao remonteront beaucoup à moyen terme en présence d'une expansion peu rapide de la consommation et d'une augmentation régulière de la production.

D'ici à 2010, les exportations de cacao des pays en développement continueront de revêtir surtout la forme de fèves. Cela signifie que ce seront principalement les pays importateurs qui tireront parti de la valeur ajoutée par le traitement. Les pays producteurs de cacao sont conscients de la nécessité d'accroître les quantités de fèves moulues localement pour rehausser la valeur de leurs exportations. Quelques pays d'Afrique ont accru leur capacité de traitement au moyen de subventions, mais la plupart des pays producteurs n'ont pas encore pu rehausser la valeur ajoutée à leurs exportations. L'un des principaux obstacles qui entravent le traitement local des fèves de cacao a tenu non pas au manque de capacité de traitement mais plutôt à la forte intégration verticale des entreprises multinationales qui opèrent dans le secteur du cacao et du chocolat, dont la plupart ont traditionnellement été implantées dans les pays importateurs. Ce dont les pays producteurs ont besoin surtout, c'est de circuits de commercialisation efficaces et sophistiqués. Tant que ce problème ne sera pas résolu, ce sont principalement les pays importateurs de fèves de cacao qui bénéficieront de la valeur ajoutée, tandis que les revenus des planteurs resteront modestes.

Tableau 2.29 - Cacao: production effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	2 460	2 905	3 700	1,7	2,2
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	2 460	2 905	3 700	1,7	2,2
AFRIQUE	1 414	1 999	2 500	3,5	2,1
Cameroun	123	125	129	0,2	0,3
Côte d'Ivoire	793	1 249	1 610	4,6	2,3
Ghana	296	410	490	3,3	1,6
Nigéria	160	181	212	1,2	1,4
Autres pays	42	34	59	-2,1	5,1
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	629	397	520	-4,5	2,5
Brésil	347	141	180	-8,6	2,2
Colombie	51	38	27	-2,9	-3,1
Équateur	95	86	94	-1,0	0,8
Mexique	43	35	37	-2,0	0,5
Rép. dominicaine	48	36	44	-2,8	1,8
Autres pays	45	61	138	3,1	7,7
EXTRÊME-ORIENT	417	509	680	2,0	2,7
Indonésie	118	395	574	12,8	3,5
Malaisie	230	52	43	-13,8	-1,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	41	40	45	-0,2	1,1
Autres pays	28	22	18	-2,4	-1,8

Sucre, boissons et fruits tropicaux

Tableau 2.30 - Cacao: consommation effective et projetée

	EFFECTIVE		PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	2 164	2 833	3 554	2,7	2,1
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	787	1 053	1 284	3,0	1,8
AFRIQUE	180	366	450	7,4	1,9
AMÉRIQUE LATINE	400	338	356	-1,7	0,5
Brésil	235	200	212	-1,6	0,5
Colombie	44	37	41	-1,7	0,9
Mexique	42	32	32	-2,7	0,0
Équateur	40	36	35	-1,0	-0,3
Autres pays	39	33	36	-1,7	0,8
PROCHE-ORIENT	5	27	44	18,4	4,5
EXTRÊME-ORIENT	202	322	434	4,8	2,8
PAYS DÉVELOPPÉS	1 377	1 780	2 270	2,6	2,2
AMÉRIQUE DU NORD	285	476	703	5,3	3,6
Canada	23	48	69	7,6	3,4
États-Unis	262	428	634	5,0	3,6
EUROPE	916	1 186	1 433	2,6	1,7
CE	816	1 095	1 348	3,0	1,9
Allemagne	282	212	235	-2,8	0,9
Autriche	14	19	27		
Belgique/Luxembourg	44	54	68	2,1	2,1
Danemark	2	11	11	18,6	0,0
Espagne	42	56	70	2,9	2,0
France	59	137	224	8,8	4,6
Italie	51	67	72	2,8	0,7
Pays-Bas	247	432	500	5,7	1,3
Royaume-Uni	126	167	134	2,9	-2,0
Autres pays européens	100	91	85	-0,9	-0,6
Suisse	24	35	29	3,8	-1,7
Pologne	22	35	37	4,8	0,5
Ancienne Union soviétique	130	65	71	-6,7	0,8
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS	46	53	63	1,4	1,6
Japon	46	48	56	0,4	1,4

Tableau 2.31 - Cacao: commerce international effectif et projeté

	EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
	Effectives		Projetées	Taux de croissance		Effectives		Projetées	Taux de croissance	
	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010	Moyenne 1988-1990	Moyenne 1998-2000	2010	1988-90 à 1998-2000	1998-2000 à 2010
	<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>		<i>en milliers de tonnes</i>			<i>en pourcentage par an</i>	
MONDE	1 765	2 220	2 994	2,3	2,8	1 723	2 337	2 723	3,1	1,4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	1 765	2 220	2 994	2,3	2,8	176	334	334	6,6	0,0
AFRIQUE	1 225	1 731	2 335	3,5	2,8	2	4	9	7,1	0,0
Côte d'Ivoire	694	1 115	1 540	4,8	3,0					
Ghana	251	340	469	3,1	3,0					
Nigéria	143	148	202	0,3	2,9					
Cameroun	96	95	97	-0,2	0,2					
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	236	97	130	-8,5	2,7	7	70	29	25,7	-7,7
Brésil	112	3	23	-30,4	20,3		61	14		-12,5
Colombie	6			-23,8			1	2		4,5
Équateur	57	48	43	-1,8	-1,0		2			
Mexique	1	2		7,9			4	8		5,9
Autres pays	61	46	64	-2,8	3,1	7	1	5	-15,6	13,0
PROCHE-ORIENT						5	31	29	21,0	-0,5
EXTRÊME-ORIENT	304	391	529	2,5	2,8	162	230	267	3,5	1,4
Indonésie	92	328	520	13,5	4,3		14			0,0
Malaisie	164	18	28	-19,7	4,0	1	87			0,0
PAYS DÉVELOPPÉS						1 547	2 002	2 389	2,6	1,6
AMÉRIQUE DU NORD						335	487	505	3,8	0,3
Canada						23	52	81	8,3	4,1
États-Unis						312	435	424	3,4	-0,2
EUROPE						1 030	1 323	1 696	2,5	2,3
CE						921	1 233	1 607	3,0	2,4
Allemagne						275	226	238	-2,0	0,5
Autriche						14	20	27	3,8	2,6
Belgique/Luxembourg						46	26	77	-5,5	10,3
Danemark						3	11	19	16,2	4,8
Espagne						42	54	50	2,4	-0,6
Finlande								7	-9,8	56,6
France						63	145	189	8,7	2,4
Grèce						5	3	4	-4,9	2,5
Irlande						11	8	6	-2,7	-3,0
Italie						51	73	85	3,7	1,4
Pays-Bas						258	444	937	5,6	7,0
Portugal								1	-9,9	21,6
Royaume-Uni						151	177	205	1,6	1,3
Suède						2			-42,7	
Autres pays européens						109	90	89	-1,9	-0,1
Pologne						24	30	39	2,2	2,4
Suisse						21	22	24	0,5	0,8
Ancienne Union soviétique						130	138	122	0,6	-1,1
OCÉANIE										
AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS						52	55	66	0,6	1,7
Japon						46	48	56	0,3	1,4

Thé

Introduction

Les projections de la production et du commerce présentées dans cette section sont dérivées d'un modèle dynamique du marché mondial fondé sur des séries chronologiques. Ce modèle quantifie les principales corrélations entre les forces qui interviennent sur les marchés sur la base d'une observation de l'évolution passée des volumes produits et échangés, des prix ainsi que de l'accroissement démographique et de l'élévation des revenus. Cette méthodologie est une variation de la méthode précédemment utilisée pour établir les projections destinées aux réunions du Groupe intergouvernemental de la FAO. En exploitant les informations supplémentaires disponibles concernant les répercussions économiques de la conjoncture sur les marchés, la méthodologie révisée devrait offrir une base plus solide pour les projections et permettre d'explorer une gamme plus large de scénarios.

Les projections présentées ici reflètent également un premier effort de fournir des chiffres séparés pour le thé noir et le thé vert. Si cette distinction est utile du fait des différences qui caractérisent les tendances de la demande et des prix, les limites qui caractérisent les données font que l'analyse des marchés du thé vert est moins détaillée.

Production de thé noir

La production mondiale de thé noir devrait se monter à 2,4 millions de tonnes en 2010, contre 2,15 millions de tonnes en 2000, soit un taux annuel moyen de croissance de 1,2 pour cent. Cette croissance sera due principalement à l'amélioration des rendements.

Dans la plupart des pays d'Afrique, la production devrait augmenter nettement à mesure que les théiers atteignent l'âge de production optimal et que les compétences des petits planteurs continuent de s'améliorer. Au Kenya, par exemple, la production devra augmenter de 2,3 pour cent par an pour passer de 236 300 tonnes en 2000 à 304 000 tonnes en 2010, tandis que les taux de croissance en

Tanzanie et en Ouganda devraient être de 1,7 pour cent et 2,7 pour cent respectivement.¹

La production devrait continuer d'augmenter régulièrement dans la plupart des pays producteurs d'Asie. Ainsi, l'Indonésie devrait enregistrer un taux annuel de croissance de 1,1 pour cent et sa production devrait passer de 130 600 tonnes en 2000 à 147 000 tonnes en 2010. Pendant la même période, la production de l'Inde, premier producteur mondial de thé noir, devrait progresser de 2,5 pour cent pour atteindre 1,07 million de tonnes, soit près de 44 pour cent de la production mondiale, contre 38 pour cent en 2000. La production de thé à Sri Lanka devrait se situer à 329 000 tonnes en 2010, soit un taux annuel moyen de croissance de 0,7 pour cent. En Chine, la production de thé noir devrait continuer de baisser pour tomber à 54 000 tonnes, la production étant réorientée vers d'autres types de thé dont les perspectives commerciales sont meilleures.

Les trois plus gros producteurs de thé noir, à savoir l'Inde, le Kenya et Sri Lanka, devraient représenter 70 pour cent de la production mondiale de thé en 2010, contre 63 pour cent en 2000.

Exportations de thé noir

En 2010, les exportations mondiales de thé noir devraient représenter 1,14 million de tonnes, contre 1 million de tonnes en 2000 et un taux annuel moyen de croissance de 1,1 pour cent.

Cette augmentation sera imputable surtout à l'Afrique, où la production continuera vraisemblablement d'augmenter tandis que la consommation intérieure demeurera réduite. Les exportations du Kenya devraient progresser de 2,6 pour cent par an pour passer de 208 200 tonnes en 2000 à 275 000 tonnes en 2010, soit 32 pour cent des exportations mondiales. Pendant la même période, la production exportable au Malawi demeurera inchangée (38 000 tonnes).

¹ La pénurie potentielle de main-d'oeuvre causée par l'épidémie de VIH/Sida amènera peut-être à réviser à la baisse les taux d'augmentation de la production.

La plupart des principaux pays exportateurs d'Asie devraient voir leurs exportations reculer légèrement par suite de l'élévation prévue des revenus et de l'accroissement démographique, qui encourageront la consommation interne. C'est ainsi par exemple que les exportations de l'Inde et de l'Indonésie devraient diminuer de 2,4 pour cent et de 1,1 pour cent pour tomber à 150 890 tonnes et 87 000 tonnes respectivement. Inversement, les exportations de Sri Lanka devraient passer de 281 000 tonnes à 293 400 tonnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,4 pour cent.

Consommation de thé noir

En 2010, les importations nettes mondiales de thé noir, que l'on peut considérer comme représentant l'équivalent de la consommation, devraient être de 1,15 million de tonnes, contre 1,08 million de tonnes en 2000, c'est-à-dire une augmentation annuelle moyenne de 0,6 pour cent. Les importations nettes des pays de l'ancienne Union soviétique passeront sans doute de 223 600 tonnes à 315 200 tonnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 3 pour cent. Le Pakistan, quant à lui, devrait enregistrer une augmentation de ses importations nettes de 2,9 pour cent par an, lesquelles passeront sans doute de 109 400 tonnes à 150 000 tonnes. Aux États-Unis, les importations nettes devraient s'accroître de 1,4 pour cent par an pour atteindre 94 300 tonnes, tandis qu'au Japon, les importations nettes devraient passer de 18 000 à 22 000 tonnes, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,8 pour cent. Au contraire, les importations nettes du Royaume-Uni devraient reculer de 0,6 pour cent par an pour tomber à 125 500 tonnes. Ces principaux importateurs, considérés ensemble, représenteront environ 60 pour cent des importations mondiales nettes.

Comme le modèle ne tient pas compte du niveau des stocks, la différence entre la production et les exportations est considérée comme une variable de remplacement pour la consommation interne dans les pays producteurs. En 2010, la quantité de la production de thé noir consommée dans ces pays devrait atteindre 1,27 million de tonnes, soit 52 pour cent de la production totale mondiale, contre 1,14 million de tonnes

en 2000. La consommation intérieure de thé noir en Inde devrait progresser à un rythme annuel moyen de 3,7 pour cent pour atteindre 919 300 tonnes en 2010, soit 86 pour cent du thé noir produit dans le pays. Pendant la même période, la consommation intérieure en Indonésie devrait augmenter à un rythme annuel moyen de 4,0 pour cent pour passer de 33 100 tonnes à 51 000 tonnes. La consommation intérieure au Bangladesh et à Sri Lanka devrait augmenter de 2,0 pour cent et 3,8 pour cent pour se situer à 45 000 tonnes et 36 000 tonnes respectivement.

Tendances du marché du thé vert

Les données disponibles étant limitées, il n'est donné de projections que pour la production et les exportations de thé vert. La production mondiale de thé vert devrait passer de 680 700 tonnes en 2000 à 900 000 tonnes en 2010, soit à un rythme annuel moyen d'augmentation de 2,6 pour cent. Pendant cette période, la production en Chine augmentera sans doute de 2,7 pour cent par an pour passer de 500 000 tonnes à 671 000 tonnes, c'est-à-dire 75 pour cent de la production mondiale de thé vert en 2010, contre 73,5 pour cent en 2000. Au Japon, la production devrait progresser à un rythme moyen de 0,1 pour cent pour se situer à 90 800 tonnes, tandis qu'au Viet Nam, elle devrait s'accroître en moyenne de 2,5 pour cent par an pour se monter à 50 000 tonnes. En Indonésie, il est vraisemblable que la production augmentera de 2,3 pour cent par an pour se chiffrer à 49 000 tonnes.

Les exportations de thé vert devraient faire apparaître une nette tendance à la hausse, suivant en cela la production. Les exportations totales devraient augmenter de 2,8 pour cent par an pour passer de 186 800 tonnes en 2000 à 254 000 tonnes en 2010. La Chine devrait rester le premier exportateur mondial de thé vert, avec des expéditions de 210 000 tonnes en 2010, soit un taux annuel moyen d'augmentation de 2,7 pour cent. Pendant la même période, les exportations de l'Indonésie devraient s'accroître de 3,8 pour cent par an pour atteindre 12 000 tonnes et celles du Viet Nam de 2,5 pour cent par an pour représenter 25 000 tonnes. Au Japon, la production intérieure sera presque intégralement consommée localement.

Sucre, boissons et fruits tropicaux

Le Maroc, premier importateur mondial de thé vert, devrait voir ses importations passer de 35 200 tonnes en 2000 à 57 100 tonnes en 2010, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,5 pour cent.

Problèmes et incertitudes

Il ressort des projections qu'au cours des dix prochaines années, les exportations de thé noir devraient augmenter à un rythme annuel d'un peu plus de 1 pour cent, soit une augmentation semblable à celle de la production. Toutefois, le marché mondial devrait, pour l'essentiel, rester en équilibre, de sorte que les prix devraient demeurer inchangés.

En revanche, la consommation dépassant la production de thé vert, la tendance à la hausse des prix devrait persister à moyen terme.

La rentabilité de la production de thé noir pourrait être améliorée de différentes façons. Du côté de l'offre, une réduction des coûts unitaires grâce à une meilleure productivité, au renforcement des capacités des petits planteurs, la rationalisation des circuits de distribution et l'amélioration de l'infrastructure pourraient se traduire pour les cultivateurs par une rentabilité accrue.

Du côté de la demande, la consommation pourrait être accrue au moyen d'une commercialisation efficace. Les différences qui caractérisent la demande d'un pays à un autre portent à conclure que les activités de commercialisation doivent être adaptées à la situation de chaque marché spécifique. Pour cela, il faut bien connaître et comprendre le marché visé, ainsi que les préférences des consommateurs et les structures du marché. En outre, les efforts de commercialisation entrepris au plan mondial, comme la promotion générique du thé au moyen du label "Tea Mark", pourraient avoir un impact significatif s'ils sont planifiés et exécutés comme il convient.

Il importe, si l'on veut améliorer les perspectives des prix à plus longue échéance, d'envisager toute intervention dans une approche globale. Pour élaborer une telle stratégie, il importe de mieux comprendre les marchés. À cet égard, des échanges d'informations et de vues entre producteurs et consommateurs ainsi qu'entre les secteurs public et privé pourraient se traduire par une plus grande transparence des marchés.

Tableau 2.32 - Thé noir: production effective et projetée

	EFFECTIVE	PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	2000	2010	1990 à 2000	2000 à 2010
	en milliers de tonnes		en pourcentage par an	
MONDE	2 145	2 443	0,9	1,2
AFRIQUE				
Kenya	236	304	1,7	2,3
Malawi	42	42	0,7	0
Ouganda	29	39	14,3	2,7
Tanzanie	24	29	2,4	1,7
ASIE				
Inde	815	1 070	1,2	2,5
Sri Lanka	305	329	2,5	0,7
Indonésie	131	147	0,3	1,1
Chine	65	54	-6,2	-1,7
Bangladesh	54	62	1,7	1,3

Tableau 2.33 - Thé noir: exportations effectives et projetées

	EFFECTIVES	PROJETÉES	TAUX DE CROISSANCE	
	2000	2010	1990 à 2000	2000 à 2010
	en milliers de tonnes		en pourcentage par an	
MONDE	1 008	1 139	0	1,1
AFRIQUE				
Kenya	208	275	1,9	2,6
Malawi	38	38	-0,6	0
Ouganda	26	38	16,8	3,5
Tanzanie	22	28	3,8	2,2
ASIE				
Sri Lanka	281	293	2,5	0,4
Inde	198	151	-0,4	-2,4
Indonésie	98	87	-1	-1,1
Chine	28	21	-10,1	-2,6
Bangladesh	18	17	-3,6	-0,5

Sucre, boissons et fruits tropicaux

Tableau 2.34 - Thé noir: consommation effective et projetée

	EFFECTIVE	PROJETÉE	TAUX DE CROISSANCE	
	2000	2010	1990 à 2000	2000 à 2010
	en milliers de tonnes		en pourcentage par an	
MONDE ¹	2 214	2 413	2,2	0,8
Importations nettes	1 077	1 146	2,5	0,6
ASIE				
Pakistan	109	150	0,7	2,9
Japon	18	22	2,2	1,8
EUROPE				
Royaume-Uni	134	126	-0,6	-0,6
Allemagne	10	22	-3,4	7,4
France	9	7	-2,2	-2,3
Pays-Bas	15	17	2,2	1,1
Irlande	11	11	-0,4	0,0
Italie	4	4	0,2	0,0
Pays de la CEI/ancienne Union soviétique	224	315	2,7	3,1
AMÉRIQUE DU NORD				
États-Unis	81	94	0,4	1,4
Canada	15	19	1	2,2
OCÉANIE				
Australie	14	11	-1,5	-2,2
Consommation intérieure²	1 137	1 267	1,9	1,0
AFRIQUE				
Ouganda	3	1	3,9	-9,5
Tanzanie	1	1	0	0,0
Malawi	4	4	0	0,2
Kenya	28	29	0,2	0,3
ASIE				
Inde	617	919	1,8	3,7
Indonésie	33	51	6,1	4,0
Chine	37	31	-1,1	-1,6
Bangladesh	36	45	2,4	2,0
Sri Lanka	24	36	2,6	3,8

1/ Importations nettes plus consommation intérieure.

2/ Production moins exportations.

Tableau 2.35 - Thé vert: production et exportations effectives et projetées

	PRODUCTION				EXPORTATIONS			
	Effective 2000	Projetée 2010	Taux de croissance 1990 à 2000 / 2000 à 2010		Effectives 2000	Projetées 2010	Taux de croissance 1990 à 2000 / 2000 à 2010	
	en milliers de tonnes		en pourcentage par an		en milliers de tonnes		en pourcentage par an	
MONDE	681	900	2,5	2,6	187	254	6,3	2,8
Chine	500	671	3,8	2,7	156	210	5,8	2,7
Japon	90	91	0,0	0,1	1	1	8,0	0,0
Viet Nam	38	50	4,3	2,5	19	25	11,0	2,5
Indonésie	38	49	1,0	2,3	8	12	14,4	3,8

Bananes

Introduction

Les projections ont été calculées au moyen d'un modèle multipays d'équilibre partiel par produit. Les résultats sont fondés sur l'hypothèse qu'à partir de 2006, la CE appliquera aux importations un régime fondé sur un droit de douane unique de 75 euros la tonne pour toutes les origines sauf les pays ACP, dont les exportations de bananes auront accès aux marchés européens en franchise de droit. Si le niveau des droits de douane était différent, les résultats varieraient. Aussi plusieurs scénarios sont-ils étudiés ci-dessous. Il n'est pas tenu compte de l'élargissement éventuel de l'UE à quelques pays d'Europe centrale et orientale.

Exportations

Perspectives générales

Les exportations mondiales de bananes devraient atteindre près de 15 millions de tonnes en 2010, soit quelque 28 pour cent de plus que pendant la période de référence 1998-2000. L'augmentation annuelle moyenne devrait se situer entre 1 et 2 pour cent entre 2001 et 2005, après quoi l'ouverture du marché de l'UE, en 2006, devrait pousser le taux d'augmentation des exportations à quelque 5 pour cent. Les années suivantes, le rythme reviendrait à un chiffre plus modéré, c'est-à-dire 2 pour cent par an.

L'augmentation projetée des exportations pendant la période 2000-2010 est inférieure à celle enregistrée pendant la période précédente. Les exportations mondiales ont augmenté de 48 pour cent pour passer d'une moyenne annuelle de 7,8 millions de tonnes en 1988-90 à quelque 11,7 millions de tonnes en 1998-2000.¹ Le ralentissement de l'augmentation projetée pour 2000-2010 s'explique par des facteurs liés à la fois à l'offre et à la demande. Du côté de l'offre, les producteurs de bananes ont procédé à des

ajustements structurels à la suite de la baisse des prix de la fin des années 90. Les superficies des plantations de bananes ont été réduites, bien que d'importantes différences existent d'un pays producteur à un autre. En outre, du fait de la précarité de la situation financière de certaines sociétés bananières, une réduction des investissements dans les plantations se traduira probablement par une décélération de l'amélioration de la productivité. La propagation continue de la Sigatoka noire dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes devrait également freiner l'expansion de la production et des exportations. Enfin, les cyclones dans les Caraïbes et en Amérique centrale, bien qu'imprévisibles, devraient selon certains s'intensifier, ce qui causerait aux plantations des dommages semblables à ceux entraînés par le cyclone Iris au Belize en octobre 2001, et se multiplier. Toutefois, les plantations ont une excellente capacité de récupération.

Perspectives pour les pays exportateurs

Les pays qui enregistreront sans doute la croissance la plus forte sont l'Équateur et les Philippines, avec des taux annuels de croissance dépassant 3 pour cent. L'Équateur, premier exportateur mondial de bananes, devrait continuer de profiter de ses très faibles prix de revient et de la solide position de ses grandes sociétés de commercialisation, par exemple Noboa et ReyBanPac, sur les marchés mondiaux d'importations. Les exportations de ce pays pourraient s'accroître de 48 pour cent pour atteindre près de 5,8 millions de tonnes en 2010, soit environ 39 pour cent des exportations mondiales. Il se peut néanmoins que cette exportation soit moindre, selon la propagation de la Sigatoka noire.

De plus en plus, les exportations de bananes de l'Équateur devraient être tributaires des résultats des grandes plantations. Il ressort d'un recensement agricole qu'en 2000, l'Équateur avait quelque 28 600 exploitations, dont près de 80 pour cent ont moins de 50 ha et ne représentent que 35 pour cent de la superficie totale des bananeraies. Des études récentes ont fait apparaître que l'inflation a accru les prix de revient, de sorte que les petites exploitations à faible rendement qui travaillent pour l'exportation ne sont plus rentables. L'on

¹ Comme certaines exportations n'ont pas été déclarées en 2000, les exportations mondiales effectives étaient sans doute plus importantes et ont probablement dépassé 12,4 millions de tonnes pendant la période 1998-2000.